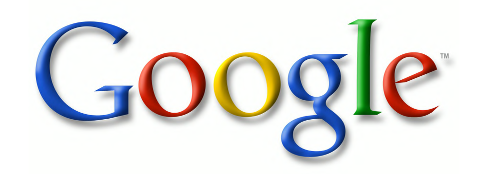



Stanford University Libraries
6105 117 610 357




BIBLIOTHEEK
1139
2e AFDEELING A. ARTIE

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

PARIS. — IMPRIMERIE R. CHAPELOT ET Cᵉ, 2, RUE CHRISTINE.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

Rédigée à l'État-Major de l'Armée

(Ancienne **Revue militaire de l'Étranger**)

XXXIe ANNÉE

SOIXANTIÈME VOLUME

Juillet-Décembre 1902

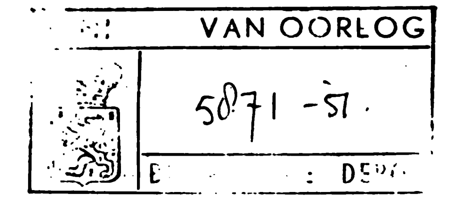
PARIS

R. CHAPELOT & Cie, Imprimeurs-Éditeurs

Successeurs de L. BAUDOIN

30, Rue et Passage Dauphine, 30

1902


VAN OORLOG
5871 -57

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 896 Juillet 1902

SOMMAIRE

LA MOBILISATION

ET LA

CONCENTRATION ALLEMANDES

EN 1870 (1)

La concentration d'après le plan de Moltke (2).

Avant de poursuivre l'étude de la concentration allemande, il est bon de rappeler les grandes lignes du

(1) Voir le numéro de juin 1902, p. 496.

(2) Voir le croquis n° 2.

plan d'opérations préparé par le général Moltke, dans l'hiver de 1868-1869. Il prévoyait alors deux cas : la guerre contre une coalition franco-autrichienne ou contre la France seule. Notons, en passant, que ce mémoire ne tient aucun compte de l'éventualité, pourtant alors probable, d'une alliance de l'Italie avec la France et l'Autriche. Revu, à diverses reprises, en 1869 et 1870, il porte une annotation de la main du célèbre chef d'état-major : « Également valable pour 1870. » Il fut modifié, pour la dernière fois, au mois de juillet de cette année.

On sait que Moltke propose de garder la défensive en face de l'Autriche et de prendre l'offensive contre nous. Les raisons qu'il en donne ont leur intérêt spécial, qui n'est pas seulement rétrospectif : « La France est non seulement le plus dangereux de nos adversaires, mais aussi celui qui sera le plus tôt prêt ; de ce côté, nous sommes sûrs de rencontrer rapidement l'ennemi. L'importance des armées, leur concentration dans un espace restreint, la difficulté de les nourrir et de les manier suffisent déjà pour motiver, des deux parts, le désir d'une prompte solution. On peut prévoir, avec quelque certitude, que, dès la première semaine, un choc aura lieu. Au cas d'une issue favorable pour nous, l'Autriche pourrait bien être conduite à remettre au fourreau l'épée qu'elle en aurait à demi tirée. » (1)

Dans ces conditions, Moltke est naturellement amené à opposer aux Autrichiens un minimum de forces, tandis qu'il entend concentrer en face de la France tout ce qui restera disponible après ce prélèvement. Il propose de désigner les Ier, IIe, VIe corps, les 1re et 3e divisions de landwehr, soit 113,600 hommes, pour faire face à l'Autriche, avec les 1re et 2e divisions de cavalerie. Cette armée constituerait deux groupements lors de la concen-

(1) *Moltkes Militärische Korrespondenz*, 1870-71, t. I, p. 115.

tration : les Ier, IIe corps, les 1re et 2e divisions de landwehr, la 1re division de cavalerie, autour de Dresde ; le VIe corps, sur la ligne Meisse—Frankenstein, la 2e division de cavalerie, à Görlitz, établissant la liaison avec l'autre groupe.

En ce qui concerne les forces appelées à opérer offensivement contre la France, voici les données qu'admet Moltke. Le 10e *jour* de la mobilisation, leurs premiers détachements pourront débarquer à proximité de notre frontière ; le 13e *jour*, les fractions concentrées représenteront la partie combattante de deux corps d'armée ; le 18e *jour*, elles atteindront 300,000 hommes, et le 20e *jour*, « presque tous » les trains auront rejoint (1).

Ces prévisions sont basées sur les données suivantes, qui résultent de calculs établis en 1870 :

A la *IIe armée*, il y aura sur la base de concentration :

Le 10e jour, 8 bataillons ;

Le 12e jour, 39 bataillons, 24 escadrons et 8 batteries ;

Le 15e jour, 64 bataillons, 76 escadrons et 27 batteries ;

Le 17e jour, 104 bataillons, 84 escadrons et 46 batteries ;

Le 19e jour, 104 bataillons, 108 escadrons et 60 batteries, y compris le 1er échelon des trains et colonnes des quatre corps de la IIe armée.

A la *IIIe armée*, il y aura, autour de Landau :

Le 13e jour, le XIe corps ;

Le 18e jour, le Ve corps y compris le premier échelon des trains.

A la *IVe armée* ou réserve (2) :

---

(1) Le texte primitif de Moltke portait les *12e*, *15e*, *20e*, *24e jours*, *tous* au lieu de *presque tous* les trains (*Ibid.*, p. 124).

(2) Primitivement, il devait être constitué quatre armées ; on en forma trois, dont la IIe fut beaucoup plus forte que les autres, jusqu'à la constitution de l'*armée de la Meuse*, qui fut également désignée sous

Le 13e jour, la 25e division (hessoise) atteint

Le 15e jour, la 18e division (les troupes s
arrive à la même hauteur, en sorte que le IXe
et 18e divisions), faisant usage des trains et s
la division hessoise pour devenir *operationsfäh*
être le 19e jour à Homburg, après un jour de r

Le XIIe corps (saxon) débarquera à Mayence
16e jour inclus, avec le 1er échelon de ses
convois. Le 19e jour, il sera échelonné de H
Kaiserslautern.

Enfin, à la *Ire armée*, le 18e jour, le VIIe c
atteindre la ligne Saarburg—Zerf—Trèves, e
être échelonné de Hermeskeil à l'ouest de Sarr
premiers échelons des trains ayant déjà rejoin
corps d'armée.

C'est d'après ces bases que Moltke propose d
trer la Ire armée (VIIe et VIIIe corps) à l'ai
autour de Wittlich (ouest de la Moselle, nord
Trèves); la IIe armée (IIIe, IVe, Xe corps
au centre, sur la ligne Neunkirchen—Hom
IIIe armée (Ve, XIe corps, corps badois-wurten
et, éventuellement, les deux corps bavarois
gauche, autour de Landau et de Rastadt; e
réserve (IXe et XIIe corps), en avant de Mayen

Au cas où la neutralité de l'Autriche serait
les Ier, IIe et même VIe corps pourraient être é
portés vers la frontière française. Mais les ch
fer étant consacrés, jusqu'au 20e jour inclus,
port des autres corps d'armée, le mouvement
miers n'aurait lieu qu'après cette date. Sans ten

le nom de IVe armée. On remarquera que, le 12e jour, l
dispose de 39 bataillons, 24 escadrons, 8 batteries, ce qui
pond pas, en tant qu'artillerie, à la « partie combattante de
d'armée » ainsi que l'admet Moltke.

(1) Voir le croquis no 2.

de ce nouvel afflux de forces, l'effectif disponible, après trois semaines, atteindrait 484,000 hommes.

La couverture projetée. — Mesures en vue d'un débarquement.

Voici quelles mesures Moltke propose de prendre pour couvrir cette concentration :

A la *Ire armée*, on laissera en place les troupes tenant garnison sur la Sarre, en les renforçant, de façon à constituer des avant-gardes à Trèves et à Sarrebruck. Le détachement posté en cette dernière ville sera tout d'abord formé uniquement des deux bataillons et des quatre escadrons qui y sont normalement stationnés, ainsi qu'à Sarrelouis. (En réalité, le détachement de Sarrebruck fut d'un bataillon et de trois escadrons seulement.) Mais, d'après Moltke, ces forces suffiront amplement à observer la frontière et à empêcher les petites entreprises de l'ennemi contre le chemin de fer. Elles recevront des instructions en vue des destructions partielles à effectuer successivement sur cette voie ferrée; il leur sera adjoint dans ce but un détachement de troupes techniques. (Ce qui n'a pas eu lieu dans la réalité.) En cas d'attaque par des forces supérieures, le détachement cédera le terrain peu à peu.

S'il est possible, il ne se repliera pas au delà de Neunkirchen; dès le 12e jour (1), il sera renforcé ou relevé par des fractions notables du IIIe corps et, dans ce dernier cas, ralliera son corps d'armée.

Au contraire, la garnison de Trèves (quatre bataillons, quatre escadrons et une batterie, cette dernière à envoyer de Coblenz dès le 1er jour) n'est pas directement menacée par l'ennemi. Elle doit faire usage

(1) On admet ensuite que c'est le 10e ou 11e jour.

d'un terrain des plus favorables pour se maintenir à Trèves, Schweich ou, tout au moins, en avant de Wittlich. Dès le 14e jour, des fractions arrivant en ce point pourront lui servir de repli ; le VIIIe corps entier, moins le 33e régiment d'infanterie (corps en garnison à Coblenz et se recrutant dans la Prusse orientale), y sera concentré avant le 17e jour ; le VIIe corps, moins ses trains, avant le 18e. Le 20e jour (1), la Ire armée aura 50 bataillons, 32 escadrons et 30 batteries, entièrement prêts à marcher.

A la *IIe armée*, les dispositions prises pour la couverture seront encore plus incomplètes. « Le détachement de la Ire armée, à Sarrebruck ou à Neunkirchen, fera connaître jusqu'à quel point on pourra tirer parti, pour le transport des troupes, des chemins de fer du Palatinat. » En fait, il servira donc de couverture à la IIe armée. Le 12e jour (2), les premières fractions des IIIe et IVe corps débarqueront à Neunkirchen-Homburg. Le 15e jour, ces deux corps d'armée seront au complet et occuperont (peut-être à Bildstock et Saint-Ingbert) une position plus rapprochée de la frontière, d'où ils couvriront le débarquement du Xe corps et de la garde. Le 19e jour, il y aura 104 bataillons, 108 escadrons et 60 batteries, autour de Homburg.

A la *IIIe armée*, la couverture sera constituée en premier lieu par une brigade bavaroise établie à Landau. Les 15e et 16e jours, elle sera renforcée par les deux divisions du Ve corps. Quant au XIe corps, dont la majeure partie opère sa concentration par étapes, il sera presque en entier concentré à Landau le 18e jour (3). Il

(1) Date ensuite modifiée par Moltke, qui écrit (1870) : « sur la Sarre dès le 19e jour ».

(2) Moltke écrit en 1870 : « le 10e jour pour le IIIe corps, le 11e jour pour le IVe corps ».

(3) Annotation de Moltke en 1870 : « Le XIe corps arrive en entier

y aura dans une forte position, au nord du Klingbach, 50 bataillons, 40 escadrons, 30 batteries de troupes prussiennes seulement. Elles seraient à même de soutenir efficacement le corps badois-wurtembergeois entre Rastadt et Karlsruhe, si les Français avaient franchi le Rhin en amont. Au cas contraire, elles appelleraient à elles les troupes du Sud.

Si une armée française avait déjà passé le fleuve et marchait sur Stuttgart, la IIIe armée se concentrerait en deux étapes sur la ligne Pforzheim—Calw (1), pour faire face à cette invasion; l'armée de réserve servirait alors d'échelon de gauche à la IIe armée pour l'offensive dans l'Ouest.

Cette *armée de réserve*, formée, comme on l'a dit plus haut, des IXe et XIIe corps, soit 52 bataillons, 40 escadrons, 31 batteries, serait concentrée le 20e jour en avant de Mayence (2).

Dans le dispositif de concentration qui vient d'être décrit, la IIe armée, c'est-à-dire l'armée du centre, est de beaucoup en avant des autres. Moltke ne la croit pourtant pas exposée avant le 20e jour à une attaque française qui ait pour elle la supériorité numérique. Si, néanmoins, toutes nos forces, concentrées contre elle, l'obligeaient à se retirer sur l'armée de réserve, les Allemands seraient en état, à dater du 20e jour (3), d'accepter la bataille avec 200,000 hommes, dans une position extrêmement favorable, à Marnheim (au sud de

---

à Landau du 10e au 13e jour inclus. Le 13e jour survient également une division du Ve corps, dont la partie combattante est concentrée en entier le 16e jour inclus. »

(1) Pforzheim sur l'Enz, à l'Est de Karlsruhe; Calw sur la Nagold, au Sud de Pforzheim.

(2) Annotation de Moltke en 1870 : « Compter sur elle à Homburg dès le 19e jour ».

(3) A dater du 18e jour, d'après les dernières évaluations de 1870.

Kirchheimbolanden, sur la route de Deux-Ponts à Mayence). Dans ces conditions, il serait impossible aux Français de risquer une entreprise de quelque importance sur le Rhin supérieur ou la basse Moselle. Par suite, on pourrait sans inconvénient renforcer la IIe armée de la IIIe et jeter la Ire au delà de la Nahe, dans le flanc et les derrières de l'adversaire. Avec quelque habileté de manœuvre, on réunirait aisément 300,000 hommes pour la bataille décisive.

Si, au contraire, comme il est probable, la IIe armée peut se maintenir sur la frontière, elle y sera renforcée éventuellement par les corps d'armée de la réserve, tandis que les Ire et IIIe armées assureront ses ailes. Puis l'on passera aussitôt à l'offensive.

Si, à ce moment, la direction suprême n'a pu acquérir une connaissance suffisante de la concentration adverse, elle aura à sa disposition les 76 escadrons de quatre divisions de cavalerie, qui pourront être groupés en un *corps de cavalerie* destiné à être soutenu par de l'infanterie, et à même de faire de l'exploration sur la plus grande échelle. Notons que cette idée de constituer un corps de cavalerie ne fut mise à exécution en aucun moment de la campagne de 1870, bien que les occasions n'eussent pas manqué.

La défense des côtes et l'observation du Danemark exigent des forces assez considérables, en dehors des garnisons des points fortifiés et particulièrement de Sonderburg — Düppel. Moltke destine à cette tâche quatre divisions d'infanterie dont trois de landwehr (division de landwehr de la garde ; deux divisions de landwehr et 17e division d'infanterie prélevée sur le IXe corps, où elle est remplacée par la 25e division [hessoise]). Voici leur répartition :

Dans le secteur de côtes compris entre Emden et Bremerhaven, les garnisons locales s'élèveront à 8,000 hommes; la défense active sera confiée à la 2e di-

vision de landwehr, 10,000 hommes, qui s'établira à Brême.

Dans le secteur de l'Elbe et du Schleswig—Holstein, Homburg et Lübeck compris, les garnisons seront fortes de 17,750 hommes. La 17e division d'infanterie, mobilisée à l'effectif de 15,000 hommes et concentrée à Hamburg, sera chargée de la défense active. On peut sans inconvénient, d'après Moltke, la retirer du Schleswig—Holstein, où elle tient garnison en temps de paix, car il est peu probable que le Danemark prenne, dès le début, des dispositions nettement hostiles. En outre, les voies ferrées permettraient de l'y ramener en peu de temps.

La réserve générale sera formée de la division de landwehr de la garde, 11,000 hommes; en raison de la disposition du réseau ferré, son emplacement devra être Hanovre. Elle pourra aisément en rayonner vers les points menacés.

Enfin la 1re division de la landwehr restera disponible pour les côtes de la Baltique, que Moltke considère comme moins menacées, pour les raisons suivantes :

Un débarquement français, s'il est réellement projeté, aura lieu, selon toute vraisemblance, tout à fait au début de la guerre. Une fois les Allemands entrés en France, il deviendra par cela même impossible. Moltke ne croit pas non plus que la flotte française aventure une expédition dans la Baltique. Son passage autour du cap Skagen (à la pointe du Jutland) pourrait difficilement rester inaperçu, et les Allemands auraient tout le temps voulu pour reporter, par les voies ferrées, leurs troupes vers l'Est.

Un débarquement sur les côtes de la mer du Nord, ou peut-être dans une des îles du Jutland, rentrerait beaucoup mieux dans les éventualités possibles. On y opposerait, dès le début, 40,000 hommes de troupes de campagne. Il serait d'autant plus facile de les renforcer qu'à

ce moment il y aurait encore, à l'intérieur de l'Allemagne, un nombre considérable d'unités, dont le transport sur la frontière française serait provisoirement impossible, vu l'encombrement des voies ferrées. D'ailleurs, un débarquement impliquerait, de toute nécessité, l'affaiblissement de la masse principale des troupes adverses, c'est-à-dire rendrait moins considérable le total des forces qu'il serait indispensable de lui opposer.

Inconvénients de la couverture et de la concentration projetées.

En résumé, à s'en tenir au plan de concentration adopté par Moltke, la couverture allemande sera constituée comme il suit : déux détachements sur la Sarre, l'un à Trèves (4 bataillons, 4 escadrons, 1 batterie), l'autre à Sarrebruck (2 bataillons et 4 escadrons) ; le premier destiné à tenir ferme autour de Trèves, puis à se replier, s'il y est forcé, sur Schweich ou Wittlich ; le second ne devant opposer qu'une résistance de courte durée à Sarrebruck, puis, ayant à se retirer sur Neunkirchen et non au delà, s'il est possible. Ces deux détachements, reliés par la garnison de Sarrelouis, formeront en premier lieu l'unique couverture de la Ire armée et même de la IIe. A dater des 10e et 11e jours, les débarquements de la IIe armée seront mieux couverts par les IIIe et IVe corps, à Neunkirchen—Homburg. Mais il faudra trois jours pour que ces deux corps d'armée soient au complet. On voit, qu'en somme, jusqu'aux 13e et 14e jours, la couverture de la IIe armée ne sera assurée que d'une façon très précaire, par le petit détachement de Sarrebruck.

Il en est à peu près de même pour la IIIe armée. Une brigade bavaroise, établie dès les premiers jours à Landau, aura à couvrir les débarquements jusqu'aux 10e et 13e jours, dates d'arrivée du XIe corps. Là encore,

la tâche sera lourde à remplir, si l'ennemi est le moins du monde entreprenant.

On voit que la couverture projetée par de Moltke comprend uniquement deux brigades d'infanterie, une brigade de cavalerie et une batterie, réparties de Trèves à Landau, sur une étendue de 120 kilomètres à vol d'oiseau; elles constituent trois groupes, dont l'un touche la frontière française et l'autre est seulement à 20 kilomètres d'elle. Si l'on tient compte de ce fait que les départements de l'Est renferment une forte proportion de nos garnisons normales, que le réseau ferré y est relativement dense et facilite par sa disposition une concentration rapide, comme Moltke le reconnaît lui-même, il semble que, *a priori*, les dispositions adoptées par lui soient fort insuffisantes.

Elles le sont d'autant plus, que le choix des zones de concentration adoptées pour ses quatre armées paraît prêter à maintes objections. Wittlich, où se concentre la Ire armée, est dans l'angle de la Moselle et de la frontière occidentale de la Prusse, tout à fait à l'écart du réseau ferré allemand. Fâcheuses conditions pour la concentration ! En outre, ce point est à 67 kilomètres (à vol d'oiseau) de Sierck, c'est-à-dire de notre frontière sur la Moselle ; à 70 kilomètres de Neunkirchen, droite de la concentration de la IIe armée. Celle-ci, à Neunkirchen-Homburg, est à 27 kilomètres de Forbach, de même que la IIIe armée, à Landau, est à 20 kilomètres de la Lauter. La conclusion évidente est que, si la concentration de la Ire armée peut être considérée comme suffisamment protégée par la largeur de la zone intermédiaire entre elle et la frontière, celle des IIe et IIIe n'est nullement dans ce cas. La IIe armée, en particulier, à trois étapes de la Ire (Wittlich), faisant saillie vis-à-vis de la frontière française, est exposée à être inquiétée de la manière la plus grave dans sa concentration.

Il semble donc, en résumé, que la couverture alle-



mande soit insuffisamment assurée avec le dispositif adopté par Moltke, dispositif où la cavalerie est très peu représentée. En outre, la concentration des trois armées de première ligne doit se faire dans des conditions telles, qu'elles seront exposées à une offensive brusquée, de nature à y apporter une très sérieuse perturbation. On verra, d'ailleurs, que Moltke fut obligé de modifier son projet sous la pression des événements, malgré l'extrême inertie du commandement français.

(*A suivre.*) (108)

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE (1)

(1899-1900)



IX. — Seconde tentative pour débloquer Ladysmith. — Échec de Spion-Kop.

§ 1er. — *Le nouveau généralissime anglais. Arrivée de renforts.*

L'émotion causée en Angleterre par les défaites de Maggersfontein, de Stormberg et de Colenso, qui frappaient les armes britanniques dans le court délai de la « semaine noire », donna un regain d'activité à l'envoi des renforts. Le War-Office hâtait l'embarquement de la 6e division, mobilisait la 7e et commençait à faire appel aux troupes de la milice et des volontaires (2). Au lendemain de Colenso, l'opinion publique exigeait le remplacement de sir R. Buller à la tête des forces de l'Afrique du Sud. La nomination de lord Roberts était décidée le 17 décembre, et le vainqueur d'Omdurman, lord Kitchener, lui était adjoint comme chef d'état-major.

---

(1) Voir la *Revue militaire des Armées étrangères*, juin 1902, p. 449.

(2) Voir la 4e étude, *Revue militaire des Armées étrangères* de juillet 1901.

Agé de 67 ans, le nouveau généralissime avait derrière lui une carrière bien remplie. Il devait sa réputation à la marche audacieuse à la suite de laquelle il avait infligé aux Afghans, en 1879, une défaite décisive devant Kandahar. Il avait occupé déjà les plus hautes situations militaires (1). Son choix présentait donc les garanties qui s'attachent aux services rendus et son prestige personnel lui assurait la confiance des troupes. Malgré son âge avancé, sa vigueur physique et son excellente santé le mettaient en état de résister aux fatigues d'une nouvelle campagne.

Son chef d'état-major, âgé seulement de 48 ans, s'était acquis une grande réputation par les campagnes méthodiques qui le conduisirent, en 1897 et 1898, jusqu'à Omdurman, et lui permirent de remporter une victoire décisive sur les bandes des derviches. On espérait, en Angleterre, qu'appuyées par la haute autorité de lord Roberts, ses qualités d'énergie et de grande activité joueraient un rôle prépondérant dans la conduite des opérations.

Le général Buller conservait le commandement des troupes du Natal, et le War-Office s'efforçait d'atténuer la disgrâce dont il était l'objet, en communiquant à la presse la note suivante :

Comme la campagne du Natal est, de l'avis du gouvernement de Sa Majesté, de nature à réclamer la présence de sir R. Buller sur ce théâtre de la guerre et à absorber toute son attention, on a décidé d'envoyer lord Roberts au Cap, comme commandant en chef des forces dans l'Afrique du Sud, avec lord Kitchener comme chef d'état-major.

Après l'échec de Colenso, le découragement s'était

(1) Créé Lord de Kandahar, il reçut le commandement en chef de l'armée des Indes. En 1895, il fut nommé commandant en chef de l'Irlande, poste qu'il occupait au moment de sa désignation pour l'Afrique du Sud

emparé des troupes anglaises retirées dans les camps de Frère et de Chieveley. Le général Buller, lui-même, s'était laissé aller à ce sentiment. La situation de la garnison de Ladysmith, décimée par la fièvre entérique, lui parut désespérée. Bien qu'il fût en communication constante avec le général White, au moyen de signaux optiques (1), et en situation d'être renseigné exactement sur l'état de la place assiégée, ainsi que sur les ressources dont elle disposait encore, il ne crut plus possible de réussir à la dégager. C'est à ce sentiment de découragement chez un homme qu'on s'était trop habitué à regarder comme un modèle de caractère et d'obstination, qu'il faut attribuer l'envoi au général White d'un télégramme prévoyant la reddition de la place. Quoique la lumière ne soit pas encore complète sur ce fait, le général Buller a été amené à en reconnaître publiquement l'exactitude, à la suite des attaques dont il fut l'objet dans la presse en octobre 1901. Sa franchise lui valut, de la part du War-Office, des rigueurs que ne lui avaient pas attirées ses fautes militaires (2).

L'arrivée de nouveaux renforts et l'inaction des Boers

---

(1) La communication par héliographe était établie du mont Umkolombu (altitude 5,009 pieds), près de Weenen, où un détachement de signaleurs était installé (*The South African War*, Major Norris).

(2) C'est le *Morning Post* qui entama la campagne contre le général Buller, en publiant le 1er octobre 1901 l'article suivant :

« On a affirmé à plusieurs reprises, sans que cela ait été démenti, que, peu après son échec à Colenso, sir R. Buller envoya à sir G. White l'ordre de détruire le matériel et les télégrammes chiffrés à Ladysmith, et de chercher à obtenir des Boers les meilleures conditions de capitulation possibles. Le texte du télégramme, ou de l'ordre, n'a pas été publié. Nous en donnons ici, d'après les bruits qui ont couru, la substance qui n'est pas niable. On sait en outre que, pendant le mouvement des forces anglaises de Bloemfontein sur Pretoria, la mauvaise volonté de sir R. Buller à se porter en avant du côté du Natal fut la cause de bien des ennuis. »

Assistant à un banquet offert le 10 octobre 1901 par les Queen's

devaient rendre passager ce sentiment de découragement. La 5e division, moins deux bataillons laissés au Cap, débarquait à Durban, du 16 décembre au 6 janvier, et venait rejoindre au camp de Frère les troupes du général Buller.

Après leur succès, les Boers s'étaient bornés à renforcés leurs postes au Sud de la Tugela, en se retranchant solidement sur les hauteurs de Hlangwane-hill

---

Westminster Volunteers, le général Buller à cherché à expliquer sa conduite et s'est exprimé de la façon suivante :

« On m'a attaqué; on a dit que j'avais télégraphié à sir G. White de rendre Ladysmith et de détruire sa correspondance, etc. J'ai envoyé beaucoup de télégrammes, et il peut s'en trouver un qui corresponde à ce qu'on me reproche. Comme tout officier ayant occupé un rang important, j'ai dû échanger de nombreuses communications dont je ne puis me rappeler le contenu exact. Mais on ne m'entendra jamais dire : « La faute n'en est pas à moi, mais à tel ou tel. » Nous devons tous nous soutenir. La guerre n'est pas terminée, et nous combattons tous pour le pays; je ferai donc tout ce qui est en mon pouvoir pour appuyer les hommes qui détiennent le commandement. Dieu me garde de chercher à me défendre aux dépens de qui que ce soit. Dans l'affaire du télégramme, je suis seul responsable, et ne vois aucun inconvénient à raconter ce qui s'est passé, afin d'en finir avec les attaques du *Times*.

« J'échouai devant Colenso le 15 décembre. Ce fut une dure journée. Nous fûmes sur le terrain pendant trente-six heures, et je restai en selle quatorze heures durant. J'ai toujours pensé que si je n'avais été éprouvé par la mauvaise chance, mes forces étaient assez nombreuses pour me permettre de réussir. Mais là n'est pas la question. Ayant échoué devant Colenso, j'avais le devoir de m'inquiéter du sort de la garnison de Ladysmith. Celui qui la commandait était un brave, et je ne crains pas de rappeler l'opinion que j'émettais sur son compte dans un rapport adressé au War-Office le jour même où il fut investi. Bien que le connaissant peu, j'exprimais l'avis que, si j'avais eu à choisir, je n'aurais pas pris un autre homme pour défendre une place assiégée. Je savais que la vallée de la Tugela est malsaine pour les chevaux, que la fièvre entérique y est presque à l'état endémique à cette époque de l'année. Je savais ou croyais savoir que les Boers empoisonnaient avec les cadavres de leurs chevaux l'eau qui alimente Ladysmith. Je craignais que la garnison ne fût encombrée par les malades. Je croyais

et en occupant le village de Colenso. Pour assurer leurs communications avec la rive droite, ils avaient jeté un pont près de Piéters (1). Ils se contentaient de pousser quelques reconnaissances aux environs des camps ennemis dont rien ne troublait sérieusement la quiétude. Pendant la période d'accalmie, qui dura jusqu'au 10 janvier, les troupes anglaises furent occupées à se réorganiser et à compléter leur instruction par des manœuvres sur le terrain d'exercice.

Autour de Ladysmith, les Boers ne montraient pas une activité plus grande et se bornaient à bombarder

---

avoir comme renseignement officiel que la garnison n'avait de vivres que jusqu'à la fin de l'année. J'ai su plus tard que je me trompais. Il ne restait plus que quinze jours avant ce délai. Je me préparais à télégraphier à sir G. White que mon attaque avait échoué et qu'une autre ne pouvait être tentée avant un mois. J'avais en outre à lui demander certains renseignements. Après avoir écrit et relu deux ou trois fois mon télégramme, je fis la réflexion qu'il était dur de l'envoyer à un brave soldat décidé certainement à tenir jusqu'au bout. C'est à moi qu'il revenait d'assumer toute la responsabilité, et je me demandais s'il n'était pas de mon devoir de donner à sir G. White l'appui de mon approbation au moment suprême. En conséquence, j'introduisis dans mon télégramme une phrase lui indiquant ce qu'il devrait faire dans le cas où il lui faudrait se rendre. Ce n'était pas un conseil que je donnais à quelqu'un que je savais être un brave soldat, mais un appui moral que je fournissais à un homme dans une situation plus difficile que la mienne. »

D'après le livre publié par le *Times*, *History of the War in South Africa*, 2e volume, le texte du télégramme envoyé par le général Buller serait le suivant :

« Comme il paraît certain que je ne pourrai secourir Ladysmith avant un mois et seulement à la suite d'opérations de siège prolongées, vous brûlerez vos chiffres, détruirez vos armes et vos munitions et chercherez à obtenir les meilleurs termes de capitulation possibles du général commandant le corps de siège, après m'avoir laissé le temps de me fortifier moi-même sur la Tugela. »

(1) Le pont de route de Colenso avait été détruit, probablement par les Boers. La version anglaise, d'après laquelle cette destruction serait due au feu des pièces de marine, paraît invraisemblable.

la ville avec les quelques pièces dont ils disposaient. Cependant, sur les conseils du colonel de Villebois-Mareuil, ils se décidèrent à tenter, le 6 janvier, un assaut contre les positions qui dominent la ville immédiatement au sud. Par suite du manque d'entente entre les commandos, dont plusieurs refusèrent de prendre part à une opération qu'ils estimaient inutilement dangereuse, l'attaque échoua complètement (1). Prévenu par le général White du combat qui se livrait au sud de Ladysmith, sir R. Buller se contentait de faire une démonstration devant les positions de la Tugela. Tandis que l'artillerie ouvrait le feu à grande distance sur le front compris entre Colenso et Hlangwane-hill, la division Clery se déployait, sans s'engager, face aux mêmes points, et s'avançait à 3,000 mètres du village. Les Boers ne répondaient pas à cette démonstration, dont le résultat fut absolument nul.

§ 2. — *Réorganisation des forces du général Buller.*

Après l'arrivée de la 5e division, rassemblée à Estcourt le 7 janvier et portée à Frère le 9, le général Buller se jugea en situation de reprendre l'offensive. Le 8 janvier, il fixait le nouvel ordre de bataille du corps du Natal (Voir l'appendice n° 19), qui comprenait les unités suivantes :

Brigade montée. Colonel Lord DUNDONNALD.	Deux régiments de cavalerie. Corps d'infanterie montée.
2e division. Lieutenant général Sir CLERY.	2e brigade d'infanterie. 5e brigade d'infanterie. Un escadron divisionnaire. Trois batteries montées. Une compagnie du génie.

(1) Nous reviendrons sur ces événements en faisant le récit du siège [illegible]

5e division (1). Lieutenant général Sir Ch. WARREN.	4e brigade d'infanterie. 11e brigade d'infanterie. Un escadron divisionnaire. Trois batteries montées. Une compagnie du génie.
Troupes non endivisionnées.	10e brigade d'infanterie (trois bataillons). Un escadron de cavalerie. Une batterie d'obusiers de campagne. Une batterie montée. Deux canons de marine de 4.7. Huit canons de marine de 12 livres. Détachements de pontonniers, d'aérostiers et de télégraphistes.
Garnison de Chieveley. Major général BARTON.	6e brigade d'infanterie. 200 hommes de la brigade montée. Quatre canons de marine de 12 livres.
Garnison de Frère. Lieutenant-colonel BLAGROVE.	Un détachement d'infanterie (un bataillon environ). 400 hommes de la brigade montée. Une section d'artillerie montée. Deux pièces de marine de 12 livres.

L'effectif des forces du général Buller s'élevait à 26,000 hommes environ (2). Dans ce total, les corps irréguliers, fournis par la colonie du Natal, comptaient pour 5,000 hommes et entraient dans la composition de la brigade montée et des troupes d'étapes.

A la veille du mouvement que l'on se préparait à entreprendre vers la haute Tugela, la majeure partie du corps du Natal était concentrée au camp de Frère. A Chieveley se trouvaient la brigade montée, la 2e brigade d'infanterie, deux batteries montées, deux canons

(1) Dès son arrivée au Natal, la 5e division voyait sa composition modifiée. La 10e brigade d'infanterie n'en faisait plus partie. C'est là un des nombreux exemples des changements apportés à l'ordre de bataille des grosses unités, au grand détriment des liens tactiques.

(2) *South African War*, Major Norris.

de 12 livres, deux canons de 4.7, avec les troupes qui devaient y être maintenues comme garnison.

La période d'accalmie, qui durait depuis le combat de Colenso, avait été utilisée pour achever l'organisation des convois et de la ligne de communication. Celle-ci était constituée par la voie ferrée de Durban à Frère, par Pietermaritzburg. Des mesures spéciales étaient prises pour éviter l'encombrement du port de Durban, servant aux débarquements et aux évacuations. Rien ne devait y séjourner d'une façon prolongée, et Pietermaritzburg fonctionnait comme *base d'opérations*, jouant le rôle attribué par nos règlements aux stations-magasins. C'est là qu'on avait accumulé un approvisionnement de trois mois de vivres, et des dépôts de matériel et de munitions. On y trouvait également un hôpital général. Sur la ligne de communication, des commandements d'étapes avaient été organisés dans les points suivants :

A Nottingham-Road, occupé par un escadron colonial;

A Mooi-River, où l'on trouvait comme garnison deux escadrons coloniaux, et où fonctionnaient un hôpital général de 500 lits et un dépôt de remonte;

A Willow-Grange, occupé par un escadron colonial;

A Estcourt, dont la garnison comprenait cinq compagnies d'infanterie, deux escadrons de cavalerie, deux escadrons coloniaux, une section d'artillerie coloniale, deux canons de marine de 12 livres, et où était installé un hôpital fixe.

Frère allait fonctionner comme tête d'étape de guerre (*advanced depot*) pendant le mouvement vers la haute Tugela. On y avait rassemblé des approvisionnements importants en vivres, conserves, fourrage, combustibles, bétail, munitions, matériel de campement, outils, etc. Une boulangerie de campagne, munie de fours en briques, d'un rendement journalier de 8,640 rations, et

un hôpital fixe, complétaient l'installation de ce point où devait s'effectuer le contact entre la voie ferrée et les équipages des troupes.

L'organisation des convois fut l'objet de soins particuliers, mais l'importance exagérée qu'on leur donna, la préoccupation constante de conserver à proximité des troupes un approvisionnement de plus de quinze jours de vivres, malgré le voisinage de la voie ferrée, les impedimenta de toute espèce qui encombrèrent les colonnes, contribuèrent grandement à la lenteur des mouvements et furent une des causes principales de l'échec de l'opération.

Les troupes n'avaient rien réduit de leurs bagages. Chaque bataillon d'infanterie allait traîner immédiatement derrière lui, outre les six voitures militaires amenées d'Europe (quatre voitures à munitions, une mitrailleuse, une voiture à eau), sept énormes chars de l'Afrique australe, traînés chacun par huit couples de bœufs. Une seule de ces voitures occupait une profondeur de trente mètres dans les colonnes, et la régularité de la marche exigeait qu'une distance égale fût maintenue entre chaque véhicule. Les grosses pièces de marine, qui allaient également marcher avec les troupes, exigeaient des attelages de 16 et même de 32 bœufs (canons de 4.7). La présence de ces voitures allait alourdir la marche des troupes, dont elle réduisait la vitesse maxima à 2 kil. 500 par heure. Chaque bataillon était autorisé à emporter avec lui, sur les voitures du train régimentaire, « les tentes, une couverture pour deux hommes, une toile imperméable par homme, 50 cartouches par soldat d'infanterie, trois jours de vivres (deux jours de viande seulement), 750 livres (1) de bois de chauffage (pour trois jours), trois jours d'avoine,

(1) La livre anglaise vaut 453 grammes.

les bagages des officiers et tout le matériel régimentaire jugé nécessaire, sans excéder 3,000 livres (1) ».

Outre les voitures accompagnant les unités, chaque brigade d'infanterie possédait ses équipages réglementaires (voir l'ordre de bataille, appendice n° 19). L'ensemble des colonnes et du parc de vivres du corps entier formait un total de 324 voitures, attelées de bœufs, et pouvait porter un approvisionnement de huit jours. On disposait en outre de 7 locomotives routières avec 7 trains de wagons spéciaux.

§ 3. — *Plan d'offensive du général Buller.*

Ayant échoué à Colenso, dans son attaque contre le front des positions ennemies, le général Buller allait essayer de tourner cet obstacle. Il se proposait « de passer la Tugela dans le voisinage du gué de Podgieter, pour se porter au secours de Ladysmith (2) ». Le point sur lequel son choix se portait est situé en amont et à 25 kilomètres environ de Colenso. Il donne passage à un bon chemin, conduisant directement par les plateaux de la rive gauche. En raison de la direction infléchie du cours de la Tugela, on ne s'écartait pas sensiblement de Ladysmith en gagnant le gué de Podgieter, qui n'en est distant que de 27 kilomètres. Il n'en aurait pas été de même en aval de Colenso. C'est à cette considération et à la présence de nombreux gués dans la région de la haute Tugela, qu'il faut attribuer la direction choisie par le général Buller, malgré la nature très accidentée, la profondeur et l'escarpement de la vallée.

Le chemin de Frère au gué de Podgieter, par Spring-

---

(1) Ordre de mouvement du 8 janvier. Voir page 23.

(2) Ordre d'opérations du 9 janvier. Voir page 27.

field, traverse un plateau découvert jusqu'à la petite Tugela. Entre les deux cours d'eau, le terrain s'accidente fortement, et la Tugela ouvre une profonde brèche aux bords irrégulièrement découpés dans le plateau qui s'étend vers le nord-est jusqu'à Ladysmith. Les seules localités que l'on rencontre sont la petite ville de Springfield et quelques fermes isolées.

Par une marche rapide et soigneusement dissimulée, le général Buller pouvait espérer de surprendre le passage de la Tugela avant que les Boers aient eu le temps de concentrer devant lui des effectifs suffisants pour s'y opposer. Les chances de succès résidaient donc surtout dans la promptitude de l'exécution. Bien loin d'avoir le sentiment de cette nécessité, nous verrons, au contraire, l'état-major anglais s'attarder et laisser passer plus de sept jours, depuis le commencement du mouvement, avant de jeter les premières troupes au delà de la rivière. Les Boers disposèrent ainsi de tout le temps nécessaire pour occuper les hauteurs de la rive gauche et y organiser les formidables positions contre lesquelles les attaques de front des Anglais devaient être aussi infructueuses qu'à Colenso.

§ 4. — *Mouvement des Anglais vers la haute Tugela.*

Les premiers mouvements des troupes anglaises et de leurs convois vers la haute Tugela furent réglés par les ordres suivants, datés des 8 et 9 janvier :

Ordres pour l'armée du Natal.

Camp de Frere, 8 janvier 1900.

Un tableau donnant l'ordre de bataille de l'armée est joint au présent ordre (1).

(1) Voir l'appendice n° 11.

Les mouvements prescrits ci-après s'exécuteront, sous les ordres du lieutenant général sir Clery, dans la nuit du 9 au 10 janvier.

2e division et troupes qui lui sont rattachées.

a) Colonne du major général Hildyard :

Brigade montée : 400 hommes, y compris un escadron du 13e hussards;

2e brigade d'infanterie;

Troupes non embrigadées : une batterie montée;

Troupes non endivisionnées : deux canons de marine de 12 livres,

Se porteront de Chieveley, en passant au sud de Doorn-Kop, au camp déjà reconnu près de Pretorious Farm.

b) Colonne du major général Hart :

Brigade montée : 400 hommes;

5e brigade d'infanterie;

73e batterie montée;

17e compagnie du génie;

Troupes non endivisionnées : six canons de marine de 12 livres,

Se porteront de Frère, par le chemin Frère—Springfield, au camp reconnu au sud de Pretorious Farm.

c) Quartier général et troupes non endivisionnées de la 2e division :

Brigade montée : quartier général et colonne de vivres (de Frère), hôpital de campagne;

Troupes non embrigadées : une batterie montée, colonne de munitions, colonne de vivres (de Frère), hôpital de campagne (de Frère);

Troupes non endivisionnées : deux escadrons du 13e hussards, deux pièces de la 66e batterie montée, deux canons de marine de 4.7, colonne de vivres (de Frère),

Se porteront de Chieveley (ou de Frère pour les unités pour lesquelles cela est spécialement indiqué), par le chemin Frère—Springfield, au camp reconnu au sud de Pretorious Farm, à l'exception d'un escadron du 13e hussards, affecté à la 5e division, et de deux pièces de la 66e batterie montée, qui resteront à Frère.

5e division et troupes qui lui sont rattachées.

Les troupes suivantes se porteront, dans l'après-midi du 10 janvier, de Frère à Springfield, sous le commandement du lieutenant général sir Warren.

5e division.

4e brigade d'infanterie;

11e brigade d'infanterie;

Troupes non embrigadées.

Troupes non endivisionnées.

10e brigade d'infanterie;

Artillerie .... 61e batterie montée (obusiers);
78e batterie montée;
Colonne de munitions.

Génie .... Section de pontonniers;
Section d'aérostiers;
Section de télégraphistes.

Parc de vivres.

Munitions.

a) Les munitions seront emportées conformément aux prescriptions suivantes :

Canon de 15 livres.	Dans les batteries	150 coups par pièce.
	A la colonne de munitions.	150 —
	TOTAL.........	300 coups par pièce.
Obusier de 5 pouces.	Dans les batteries	88 coups par pièce.
	A la colonne de munitions.	130 —
	TOTAL.........	218 coups par pièce.
Canon de marine de 4.7.	Avec les pièces...........	150 coups par pièce.
	A la colonne de munitions.	100 —
	TOTAL.........	250 coups par pièce.
Canon de marine de 12 livres.	Avec les pièces...........	250 coups par pièce.
	A la colonne de munitions.	50 —
	TOTAL.........	300 coups par pièce.

Munitions pour armes portatives : Conformément aux prescriptions des tableaux d'effectifs de guerre.

b) Un petit parc de munitions sera organisé à Frère et contiendra 1260 coups pour canons de 15 livres, 300 coups pour obusiers de 5 pouces et 125,000 cartouches pour armes portatives. Le personnel (1 officier et 20 hommes de troupe) sera détaché du dépôt général par les soins du directeur des étapes.

Service de santé.

a) Les troupes non endivisionnées auront recours à l'hôpital de campagne divisionnaire le plus voisin.

b) L'hôpital fixe n° 4 accompagnera les troupes et recevra les malades et blessés des hôpitaux de campagne, conformément aux instructions du médecin principal de l'armée.

c) Le corps d'ambulance volontaire (européen) sera réparti en quatre compagnies rattachées respectivement aux hôpitaux de campagne des brigades des 2ᵉ et 5ᵉ divisions. Le médecin-chef de ce corps accompagnera le médecin principal de l'armée et prendra ses ordres.

d) 100 hommes du corps d'ambulance (indigène) marcheront avec l'hôpital fixe n° 4; le reste sera maintenu à Estcourt jusqu'à nouvel ordre.

Vivres.

Les dispositions concernant les vivres sont fixées par un tableau annexé au présent ordre.

Trains régimentaires.

Les trains régimentaires emporteront les objets et approvisionnements suivants : les tentes, une couverture pour deux hommes, une toile imperméable par homme, 50 cartouches par soldat d'infanterie, trois jours de vivres (deux jours de viande seulement), 750 livres de bois (trois jours), trois jours d'avoine ou orge, les bagages des officiers et tout le matériel régimentaire jugé nécessaire, sans excéder un poids total de 3,000 livres.

Par ordre :

A. Wynne,

Colonel, chef d'état-major.

Dispositions concernant les vivres.

Les colonnes de vivres porteront un approvisionnement de quatre jours, le parc de vivres également.

Un approvisionnement de vivres et de fourrage sera constitué à Springfield dans les conditions suivantes :

[illegible] — Le parc de vivres se rendra à Pretorious Farm, s'y déchargera et retournera à Frère. Les troupes bivouaquant à Pretorious Farm [illegible] leurs distributions au moyen des trains régimentaires, qui [illegible] chaque jour à Frère;

[illegible] — [illegible] les colonnes de vivres se rendront à Springfield et [illegible]. Le parc de vivres se rendra à Pretorious Farm, s'y [illegible] à Frère;

[illegible] — [illegible] les colonnes de vivres iront de Springfield à Pre[illegible] [illegible] et rejoindront à Springfield. Le parc de

vivres ira de Frère à Pretorious Farm et restera chargé, prêt à repartir le lendemain;

4e jour. — Les colonnes de vivres iront de Springfield à Pretorious Farm, s'y chargeront et reviendront à Springfield. Le parc de vivres ira de Pretorious à Springfield.

Les troupes bivouaquées à Springfield assureront leurs distributions au moyen des trains régimentaires, qui se ravitailleront au dépôt constitué sur place.

Les troupes de Pretorious Farm devront arriver à Springfield avec leurs trains régimentaires au complet.

Par ordre :

A. WYNNE,
Colonel, chef d'état-major.

Camp de Frère, 9 janvier 1900.

Le général a l'intention de passer la Tugela dans les environs du gué de Potgieter, pour se porter au secours de Ladysmith.

Les troupes déjà désignées resteront, comme garnison, à Chieveley et à Frère, pendant que le reste de l'armée opérera sur le flanc droit de l'ennemi.

On occupera Springfield; la marche du gros des troupes et des convois sur ce point sera protégée par un détachement campé près de Pretorious Farm.

Conformément aux prescriptions de l'ordre de mouvement du 8 courant (§ 2 [*a*]), la mission de la colonne du général Hildyard est, en premier lieu, de protéger la marche des troupes de Frère à Springfield pendant la constitution d'un dépôt de vivres en ce dernier point; il devra, en outre, manœuvrer de façon à faire croire à l'ennemi que notre intention est de traverser la Tugela au gué de Porrit (1).

Aux termes du § 2 (*b* et *c*) de l'ordre de mouvement du 8, le reste des troupes du général Clery viendra camper au sud de Pretorious Farm. Le général Hart, sous les ordres du général Clery, prêtera son concours aux convois à leur passage près de son camp et se tiendra également prêt à appuyer le général Hildyard en cas de nécessité.

Dans l'après-midi du 10 courant, le général Clery enverra un détachement suffisant de la brigade montée, avec de l'artillerie, reconnaître et occuper, si possible, Springfield.

(1) Ce gué n'est pas marqué sur les cartes dont nous disposons. Il se trouve probablement près du confluent des deux Tugela.

Les troupes sous les ordres du général Warren (voir ordre du 8, § 3) atteindront Springfield le 11 au matin, pour soutenir les troupes montées dont il est question au paragraphe ci-dessus.

On compte que l'approvisionnement de vivres, projeté à Springfield, sera constitué le 13 courant, date à laquelle les troupes du général Clery se porteront sur ce point.

Le commandant du génie fera établir une ligne télégraphique de Frère à Springfield, avec un poste au camp du général Clery, au sud de Pretorious Farm.

Le commandant de la 1re brigade enverra un détachement de signaleurs, avec l'officier signaleur, au quartier général de l'armée.

Le général en chef se rendra à Springfield le 11 courant.

Par ordre :

A. Wynne,

Colonel, chef d'état-major.

L'intention du général Buller était donc de concentrer ses forces à Springfield et d'accumuler en ce point un approvisionnement de dix-sept jours de vivres avant de tenter le passage de la Tugela. En admettant qu'aucun retard ne vînt déranger ses prévisions, il lui fallait quatre jours pour achever ces mouvements dans les conditions indiquées aux ordres ci-dessus. Ce n'est donc que le 15 courant qu'il pouvait aborder l'opération elle-même du passage de la rivière. On va voir que ces délais furent augmentés par la lenteur des mouvements des convois, et par la nécessité reconnue de reporter plus à l'ouest le point de passage choisi. Ce fut seulement le 17 que les premières troupes franchirent la Tugela. Nous avons déjà fait ressortir l'extrême importance d'un mouvement rapide et d'une action de surprise pour la réussite de l'opération. Or, les distances relativement faibles que l'on avait à parcourir permettaient une semblable manœuvre, à la condition d'alléger les troupes et de ne pas s'encombrer de convois énormes. Rien ne justifiait, d'ailleurs, une telle accumulation de vivres à Sprinfield. La distance qui séparait le point de départ sur la voie ferrée du passage choisi n'excédait pas

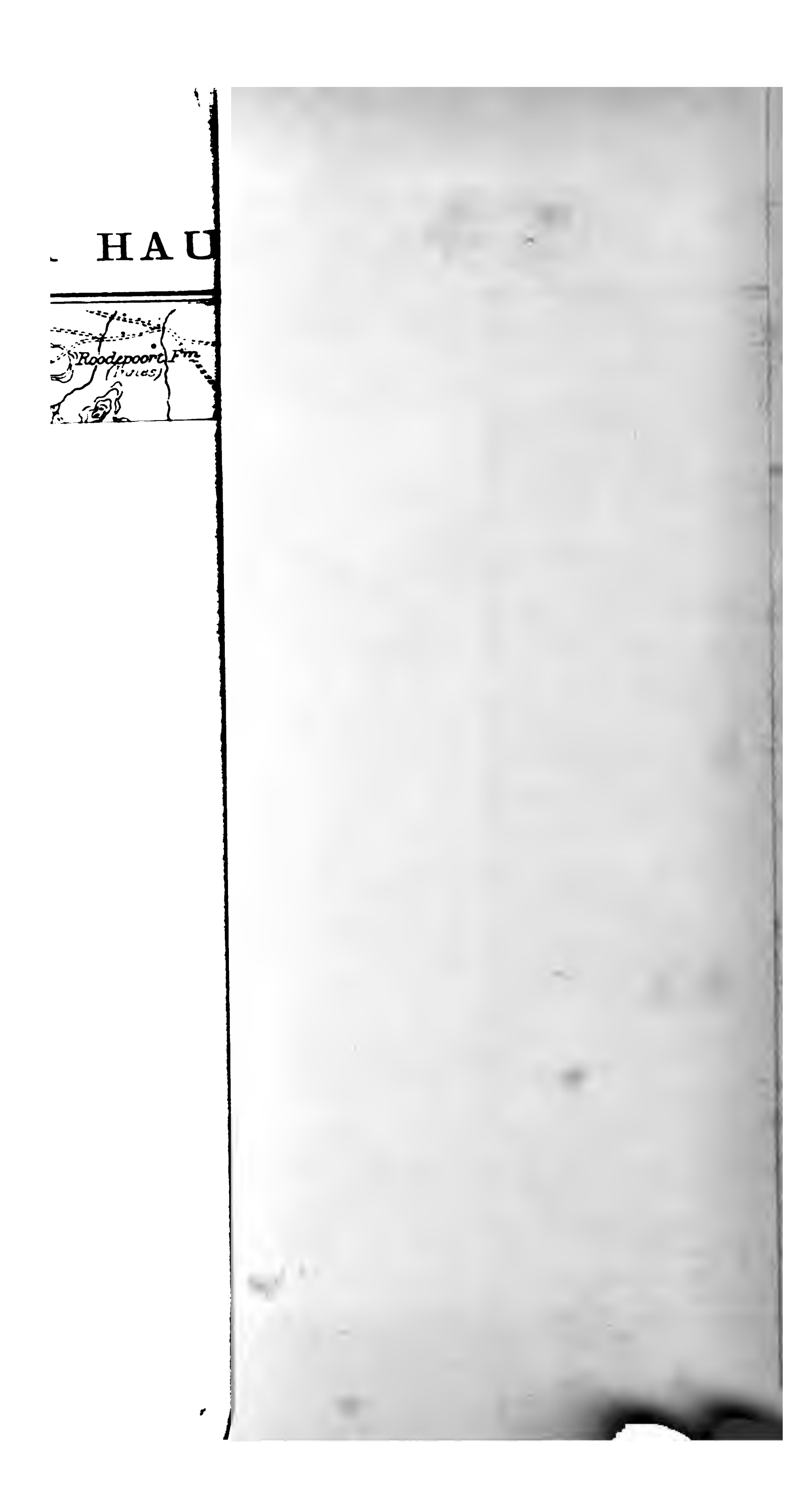
40 kilomètres, et celui-ci n'était qu'à 27 kilomètres de Ladysmith. Or l'ensemble des trains régimentaires, des colonnes et du parc de vivres pouvait porter l'approvisionnement déjà considérable de onze jours de vivres, et peut-être de douze ou treize, si l'on avait allégé les unités des nombreux impedimenta qu'elles traînaient avec elles.

Ces ressources étaient suffisantes pour assurer les ravitaillements pendant tout le mouvement, si l'on avait soin, en s'éloignant de la voie ferrée, de jalonner la ligne de communication par des échelons de voitures pouvant porter un jour de vivres, et distants d'une demi-étape environ. En admettant entre ces relais une distance de 12 à 15 kilomètres, on pouvait étendre la ligne d'étapes sur une profondeur de 150 kilomètres environ avant de se voir arrêter par le danger de manquer de vivres. Quoi qu'il en soit, le mouvement des convois n'aurait pas dû retarder celui des troupes pour une opération dont toutes les chances de succès résidaient dans la rapidité et la décision de l'exécution. Le maintien d'une division tout entière à Pretorious Farm jusqu'au 13 janvier, pendant le mouvement des convois, est difficilement justifiable. La mission donnée à une partie de cette division (détachement Hildyard) « de protéger la marche des troupes de Frère à Springfield, pendant la constitution d'un dépôt de vivres en ce point et de manœuvrer en outre de façon à faire croire à l'ennemi qu'on a l'intention de traverser au gué de Porrit » manque de précision et de clarté, qualités qui font également défaut à l'ensemble des ordres donnés.

En dehors de la reconnaissance prescrite pour l'après-midi du 10, sur Springfield, on ne trouve trace d'aucune mesure d'exploration. Les troupes montées sont réparties par petits groupes entre les divers éléments des colonnes et paraissent se borner à en assurer la sûreté immédiate.

Enfin le détachement important laissé à Chieveley reçu d'autre mission que de « tenir garnison, pend les opérations du reste de l'armée sur le flanc droi l'ennemi. » Rien ne lui indique qu'il ait un rôle à jo dans ces opérations, qu'il ait à retenir devant lui l'enn sur les hauteurs de Colenso et à l'empêcher dans la sure de ses moyens de se porter au-devant du gros forces anglaises.

(*A suivre.*) (160)


HAU
Roodepoort Fm

APPENDICE Nº 19 (1).

Le maréchal lord Roberts au Ministre de la guerre.

Quartier général de l'armée (Afrique du Sud), camp de Dekiel Drift, Riet River, 13 février 1900.

My Lord,

J'ai l'honneur de vous adresser les rapports du général sir Redvers Buller, relatifs aux opérations sur la Tugela, du 17 au 18 janvier 1900, à la prise et à l'évacuation de Spion-Kop, les 23 et 24 janvier, ainsi qu'aux opérations de moindre importance qui ont été conduites, du 19 au 24 janvier, sur la droite du front.

Le plan d'opérations n'y est pas très clairement indiqué, mais on peut conclure de leur examen et des documents qui y sont joints que l'intention première était de traverser la Tugela dans le voisinage du gué de Trichard, et de gagner, par les routes de Fair-View ou d'Acton-Homes, le plateau au nord de Spion-Kop, les positions des Boers en face du gué de Podgieter étant trop fortes pour qu'on pût les attaquer de front.

Toutes les troupes, sauf une brigade, furent mises sous les ordres de sir Ch. Warren. Après avoir passé la Tugela, celui-ci paraît avoir pris conseil de ses généraux et des états-majors, et avoir conclu que le mouvement de flanc prescrit par sir R. Buller dans ses instructions secrètes était impraticable, à cause de l'insuffisance des approvisionnements en vivres. Il se décida, en conséquence, à se porter en avant par la route la plus directe, se détachant vers le nord-est d'un carrefour situé près de la colline de Three-Trees. L'adoption de cet itinéraire exigeait l'occupation préalable de Spion-Kop; mais on ne dit pas, dans les rapports, si le choix de l'itinéraire par Acton-Homes, indiqué par sir R. Buller, n'aurait pas également nécessité l'enlèvement du même sommet. Jugeant impossible le mouvement de flanc à grande envergure qui lui était recommandé, sinon prescrit d'une façon ferme, sir Ch. Warren aurait dû rendre compte d'abord à sir R. Buller de la solu-

(1) Cet appendice contient la traduction *in extenso* des pièces principales des *Spion-Kop Despatches*, publiées par le gouvernement anglais. Les coupures faites au texte des rapports antérieurement parus, et rétablies dans la publication définitive, ont été mises entre crochets. Les pièces nouvelles sont indiquées par un astérisque.

tion qu'il se proposait d'adopter. Rien n'indique qu'il l'ait fait, mais il paraît résulter de ses propres déclarations que sir R. Buller était au courant de la situation. Il fut présent à plusieurs reprises. Il donna souvent des instructions directes à des officiers sous les ordres de sir Ch. Warren, et prit lui-même le commandement des troupes le lendemain de l'évacuation de Spion-Kop.

[Dans sa lettre d'envoi du rapport de sir Ch. Warren, sir R. Buller s'exprime très sévèrement sur la façon dont furent exécutées ses instructions. Il est impossible de dire, sans connaître le pays et les circonstances, si les retards, la mauvaise direction et le manque de surveillance dont sir R. Buller se plaint auraient pu être évités; en tous cas, il me semble que, s'il a estimé que ses ordres n'étaient pas suivis, il devait intervenir aussitôt qu'il pouvait craindre pour le succès des opérations. Sir R. Buller l'a reconnu lui-même, mais l'explication qu'il donne de son abstention est difficilement acceptable. L'opération était d'une importance capitale, et aucune considération personnelle n'aurait dû empêcher le commandant en chef d'imposer la solution qui lui paraissait devoir le conduire au but avec le moins de pertes.]

En ce qui concerne l'évacuation de Spion-Kop, occupé presque sans résistance le 24, conservé tout le jour sous un feu violent, et dont la possession était essentielle pour la délivrance de Ladysmith, je regrette de ne pouvoir partager l'avis de sir R. Buller, lorsqu'il dit que le lieutenant-colonel Thorneycroft fit preuve d'une sage initiative en donnant l'ordre de la retraite. Même en admettant que les dispositions nécessaires n'aient pas été prises pour renforcer la position pendant la nuit, pour réorganiser la défense et amener de l'artillerie (points sur lesquels le rapport de sir Ch. Warren ne justifie pas complètement l'opinion de sir R. Buller), et tout en reconnaissant que les officiers les plus anciens qui se trouvaient sur la position auraient dû être plus rapidement renseignés sur les mesures prises pour les appuyer et leur amener des renforts, j'estime que le colonel Thorneycroft a dépassé ses droits d'une façon inexcusable en prenant la responsabilité de la retraite. Pendant la nuit, le feu de l'ennemi ne pouvait être très dangereux, s'il ne cessait tout à fait, et bien qu'on dut interrompre les communications optiques par suite du manque d'huile, il n'aurait pas fallu plus de deux ou trois heures pour envoyer une estafette au général Coke ou à sir Ch. Warren et recevoir une réponse. Le général Coke paraît avoir quitté Spion-Kop à 9 h. 30 du soir pour se rendre auprès du général Warren, et jusqu'à cette heure il n'avait été nullement question de retraite. C'est presque immédiatement après le départ du général Coke que le lieutenant-colonel Thorneycroft donna, sans en référer à l'autorité supérieure, un ordre qui compromit tout le plan d'opérations et rendit inutiles tous les sacrifices déjà faits.

D'autre part, il est juste de reconnaître que le lieutenant-colonel Thorneycroft paraît s'être conduit très bravement pendant toute la journée; sans aucun doute, c'est à son activité et à son bon exemple que l'on doit d'avoir conservé la position jusqu'au moment où elle fut évacuée.

La conduite du capitaine Phillips, de l'état-major de la 10e brigade, a été digne d'éloges dans cette occasion. Il fit son possible pour réparer l'erreur commise, mais il était trop tard. Les communications optiques ne furent rétablies qu'à 2 h. 30 du matin (le 25) et les canons de marine ne pouvaient atteindre le sommet avant le jour. Le généra Coke n'était pas de retour et le lieutenant-colonel était déjà parti. De plus, les troupes avaient commencé à descendre, et les corvées de travailleurs, avec la demi-compagnie du génie, étaient également parties.

Il est regrettable que, sachant combien la situation était critique, et que la perte de Spion-Kop devait entraîner l'échec de l'opération tout entière, sir Ch. Warren ne s'y soit pas rendu dans l'après-midi ou dans la soirée. Pour ne l'avoir pas fait, il dut appeler le général Coke pour se faire renseigner sur la situation, et le commandement revint, à l'insu de celui-ci, au lieutenant-colonel Thorneycroft. Dans l'après-midi en effet, sur les instructions de sir R. Buller, le général Warren le lui avait confié avec le rang provisoire de brigadier général, sans en informer le général Coke. Quand il quitta la position, à 9 h. 30 du soir, celui-ci croyait laisser l'autorité au colonel Hill, le plus ancien des officiers présents, après que le colonel Crofton eût été blessé. Des oublis ou des erreurs de cette nature, peu importants en eux-mêmes, sont susceptibles d'exercer une grande influence sur le cours des événements, et je crois que sir R. Buller a raison quand il fait remarquer « qu'il y eut un manque d'organisation et de méthode du plus fâcheux effet sur la défense ».

La tentative pour débloquer Ladysmith était bien conçue, et j'estime avec sir R. Buller qu'elle aurait dû réussir. Son échec est dû, dans une certaine mesure, aux difficultés du terrain et à la force des positions ennemies, mais probablement aussi à des erreurs de jugement et à un manque de commandement chez sir Warren. Toutefois, quelles que soient les fautes commises par celui-ci, l'échec doit être également attribué au peu d'empressement que le général en chef mit à affirmer son autorité et à imposer la solution qui lui semblait la meilleure, ainsi qu'un abus d'autorité inexcusable d'un officier subordonné.

Le caractère consolant de ces rapports est la constatation de la conduite admirable des troupes pendant ces opérations.

J'ai l'honneur, etc.

ROBERTS, *maréchal*,
Commandant en chef dans l'Afrique du Sud.

Le général sir R. Buller au Ministre de la guerre (Transmis par l'intermédiaire du maréchal lord Roberts, commandant en chef, à Capetown).

Spearman's Hill, 30 janvier 1900.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rendre compte que la divison du général sir Ch. Warren, moins deux bataillons de la 10e brigade restés au Cap, arriva le 7 janvier à Estcourt et se porta le 9 à Frère.

[Ci-joint une copie des ordres pour l'armée du Natal du 9 janvier (A) indiquant en tous détails les mouvements projetés, ainsi que l'ordre de bataille (B) des troupes.]

Les mouvements s'exécutèrent conformément aux ordres donnés, mais par suite de la pluie torrentielle qui tomba le 9 et gonfla tous les ruisseaux, on fut obligé d'attendre plusieurs heures avant de traverser certains d'entre eux. Les convois de vivres seuls exigeaient 650 chariots à bœufs et, pendant les seize milles qui séparent Frère de Springfield, il fallut, en trois endroits, doubler les attelages, parfois même les tripler; on peut donc se faire une idée des difficultés que l'on rencontra. Toutes cependant furent surmontées par le zèle et la bonne volonté des troupes [Ci-joint l'état et la composition des convois de vivres (C).]

La 4e brigade d'infanterie atteignit Springfield le 12, en soutien des troupes montées. Celles-ci avaient occupé, le 11, l'importante position de Spearman's Hill qui commande le gué de Podgieter.

Le 13, toutes les troupes étaient arrivées à Springfield et à Spearman's hill; la constitution de l'approvisionnement en vivres était très avancée.

Le 16, une réserve de dix-sept jours de vivres avait été réunie. Le général sir Ch. Warren, disposant de la 2e division, de la 11e brigade (5e division), du groupe d'artillerie de la 5e division, de la brigade montée et de quelques autres troupes non endivisionnées, se portait de Springfield sur le gué de Trichard, situé à environ 6 milles du gué de Podgieter.

[Ci-joint une copie (D) des ordres donnés à sir Ch. Warren, et son rapport (E) sur ces opérations.]

Dans la nuit du 23 au 24, le général Warren fit attaquer Spion-Kop, opération qui fait l'objet d'un rapport spécial. Le 25 au matin, apprenant que Spion-Kop avait été évacué pendant la nuit, je décidai de reporter en arrière les troupes du général Warren. Elles avaient été constamment engagées pendant toute une semaine, exposées à de sérieuses fatigues, et avaient subi de fortes pertes à Spion-Kop. Les dispositions prises par le général Warren avaient eu pour résultat de mélanger les unités de toutes les brigades, et les positions qu'il occu-

pait rendaient la situation dangereuse par leur insécurité. Je dus donc prendre le commandement et commençai à faire traverser les convois le 25. Cette opération fut terminée le 26 dans la journée. Les chariots à bœufs passèrent le gué, en doublant les attelages, à raison de huit par heure. Les chariots à mulets traversèrent le pont, dételés et traînés à bras. L'opération se continua jour et nuit, sauf au gué, qui ne pouvait être utilisé pendant l'obscurité. En plus des mitrailleuses, des six batteries montées et des quatre obusiers, on eut à faire passer : 232 chariots à bœufs, 98 voitures à dix mulets, 107 à six, 52 à quatre, au total 489 véhicules. En outre, les ambulances firent un mouvement de va-et-vient pour évacuer les blessés et les malades. Le 26, à 2 heures de l'après-midi, tous les chariots à bœufs avaient traversé ; à 11 h. 30 du soir, toutes les voitures à mulets avaient également franchi la rivière ; le pont se trouvait libre pour le passage des troupes. Celui-ci était complètement terminé le 27, à 4 heures du matin, et les ponts repliés. Les troupes avaient atteint leur nouveau camp à 10 heures, ayant parcouru environ 7 milles (troupes montées) et 5 milles (infanterie).

Tout se passa sans accident et les dispositions prises font le plus grand honneur à tous les échelons de l'état-major; il faut mentionner particulièrement le major Irwin et ses pontonniers qui furent infatigables. A la fin, le tablier du pont de bateaux était dans un tel état qu'il n'aurait pu résister une demi-heure de plus.

Telle fut la fin d'une opération qui, à mon avis, aurait dû réussir. [Nous avons éprouvé de très fortes pertes (voir tableau F), dont beaucoup auraient pu être évitées;] mais, d'autre part, nous en avons infligé de non moins grandes à l'ennemi qui est, d'après tous nos renseignements, complètement découragé; nos troupes, au contraire, sont dans d'excellentes dispositions, et je suis heureux et fier de pouvoir l'affirmer.

J'ai l'honneur, etc.

REDVERS BULLER,

Général commandant en chef.

A. — Ordres pour l'armée du Natal.

(Ces ordres sont donnés dans le texte, page 23.)

B. — Ordre de bataille des troupes.

L'ordre de bataille suivant est adopté pour les troupes présentes :

Brigade montée. — Colonel lord Dundonnald.

1er régiment de Royal Dragoons.

Infanterie montée.
- Compagnie du 2e bataillon du King's Royal Rifle corps.
- Section du 2e bataillon des Royal Dublin Fusiliers.

Un escadron de la Police du Natal.
Un escadron des Natal Carabiniers.
Un escadron de l'Imperial Light Horse.
Infanterie montée de Bethune.
Infanterie montée de Thorneycroft.
South African Light Horse.
Colonne de vivres (compagnie n° 6 de l'Army Service corps).
Ambulance.

2e *division.* — Lieutenant général sir C. F. Clery.

2e brigade. Major général Hildyard.
- 2e bataillon du Royal West Surrey Regiment.
- 2e bataillon du Devonshire Regiment.
- 2e bataillon du West Yorkshire Regiment.
- 2e bataillon de l'East Surrey Regiment.
- Colonne de vivres (compagnie n° 16 de l'Army Service corps).
- Compagnie de brancardiers (compagnie n° 2 du Royal Army medical corps.)
- Hôpital de campagne (compagnie de dépôt du Royal Army medical corps.)

[illegible]
- 1er bataillon des Royal Inniskilling Fusiliers.
- 1er bataillon du Border Regiment.
- 1er bataillon des Connaught Rangers.
- 2e bataillon des Royal Dublin Fusiliers.
- Colonne de vivres (compagnie n° 4 d'Army Service corps).
- Compagnie de brancardiers (compagnie n° 16 du Royal Army medical corps).
- Hôpital de campagne (compagnie n° 10 du Royal Army medical corps).

Troupes non embrigadées.

- Un escadron du 13e hussards.
- État-major du groupe d'artillerie montée.
- 7e batterie montée.
- 64e batterie montée.
- 73e batterie montée.
- Colonne de munitions.
- État-major et 17e compagnie du génie.
- Colonne de vivres (une compagnie auxiliaire de l'Army Service corps).
- Hôpital de campagne (détachement de cinq compagnies du Royal Army medical corps).

5e *division*. — Lieutenant général sir Ch. WARREN.

4e brigade. Major général Hon. N. G. LYTTELTON.

- 2e bataillon des Scottish Rifles.
- 3e bataillon du King's Royal Rifle corps.
- 1er bataillon de Durham Light Infantry.
- 1er bataillon de Rifle Brigade.
- Colonne de vivres (compagnie n° 14 d'Army Service corps).
- Compagnie de brancardiers (compagnie n° 14 du Royal Army medical corps).
- Hôpital de campagne (compagnie n° 14 du Royal Army medical corps).

11e brigade. Major général WOODGATE.

- 2e bataillon du Royal Lancaster Regiment.
- 2e bataillon des Lancashire Fusiliers.
- 1er bataillon du South Lancashire Regiment.
- 1er bataillon d'York and Lancaster Regiment.
- Colonne de vivres (comp. n° 25 d'Army Service corps).
- Compagnie de brancardiers (compagnie n° 6 du Royal Army medical corps).
- Hôpital de campagne (compagnie de dépôt du Royal Army medical corps).

Troupes non endivisionnées.

- Un escadron du 13e hussards.
- État-major du groupe d'artillerie montée.
- 19e batterie montée.
- 28e batterie montée.
- 63e batterie montée.
- Colonne de munitions.
- État-major et 37e compagnie du génie.
- Colonne de vivres (comp. n° 27 d'Army Service corps).
- Hôpital de campagne (compagnie n° 16 du Royal Army medical corps).

Troupes non endivisionnées.

Cavalerie...	Quartier général et un escadron du 13ᵉ hussards.
Artillerie...	61ᵉ batterie montée d'obusiers. 78ᵉ batterie montée. Deux canons de marine de 4.7. Huit canons de marine de 12 livres. Colonne de munitions.
Génie......	Détachement de pontonniers. Détachement d'aérostiers. Détachement d'aérostiers.
10ᵉ brigade. Major général J. T. COKE.	2ᵉ bataillon de Sommersetshire Light Infantry. 2ᵉ bataillon du Dorsetshire Regiment. 2ᵉ bataillon du Middlesex Regiment. Colonne de vivres (compagnie n° 32 d'Army Service corps). Compagnie de brancardiers (compagnie n° 10 du Royal Army medical corps). Hôpital de campagne (compagnie n° 11 du Royal Army medical corps).
Army Service corps.	Colonne de vivres (deux compagnies auxiliaires d'Army Service corps). Parc de vivres.

Garnison de Chieveley. — Major général BARTON.

200 hommes de la brigade montée.
Quatre canons de marine de 12 livres.

6ᵉ brigade..	2ᵉ bataillon des Royal Fusiliers. 2ᵉ bataillon des Royal Scots Fusiliers (un demi-bataillon seulement). 1ᵉʳ bataillon des Royal Welsh Fusiliers. 2ᵉ bataillon des Royal Irish Fusiliers. Colonne de vivres (compagnie n° 24 d'Army Service corps). Compagnie de brancardiers (compagnie n° 17 du Royal Army medical corps). Hôpital de campagne (compagnie n° 11 du Royal Army medical corps).

Garnison de Frère. — Lieutenant-colonel Blagrove, du 13e hussards.

400 hommes de la brigade montée (y compris les compagnies d'infanterie montée des 4e et 5e brigades).

Deux pièces de la 66e batterie montée.

Deux canons de marine de 12 livres.

Un demi-bataillon des Royal Scots fusiliers.

Un détachement du King's Royal Rifle corps.

Un détachement de la Rifle Brigade.

Par ordre :
A. Wynne, *colonel.*
Chef d'état-major.

C. — Note pour le sous-chef d'état-major.

19 janvier 1900.

Les moyens de transport utilisés pour porter l'approvisionnement de seize jours de vivres de Frère à Springfield furent les suivants :

Parc de vivres	164 voitures.
Colonne de vivres	160 —
Total	324 voitures.

Chaque voiture fit deux voyages, ce qui correspond à 648 voitures portant :

464,000 rations pour hommes.
64,000 rations pour chevaux.
56,000 rations pour mulets.
53,000 livres de foin.

Note sur le premier voyage.

Vingt voitures du parc de vivres furent utilisées pour porter des subsistances à la brigade de cavalerie à Spearman's et remplacées au second voyage par un même nombre de voitures des trains régimentaires de la 2e division. En outre dix-sept voitures des mêmes trains apportèrent de Frère au camp de Pretorious 11,700 livres de foin, 28,000 rations de biscuits et de petits vivres. Enfin huit voitures du convoi particulier de la garnison de Frère transportèrent un supplément de rhum, de lime-juice, de désinfectants, de son et de foin, soit un poids total de 44,000 livres.

Résumé des transports exécutés.

	NOMBRE de VOITURES.	RATIONS D'HOMMES (2).	RATIONS de CHEVAUX et MULETS.	RATIONS de FOIN à 5 livres.	POIDS TOTAL.
					livres.
De Frère à Springfield	648 (1)	464,000	120,000	11,000	3,575,000
De Frère à Pretorious	17 (3)	28,000(4)	»	340	99,700(5)
De Frère à Spearman's...........	8 (6)	»	»	»	44,000
TOTAL GÉNÉRAL.	673	492,000	120,000	11,340	3,718,700

(1) Pouvant porter un poids moyen de 5,517 livres.
(2) Les rations d'hommes sont calculées au poids de 5 livres, y compris les caisses et 1/4 de livre de bois par homme en plus.
(3) Contenance moyenne, 5,865 livres.
(4) Moins la viande.
(5) Les rations d'hommes, moins la viande, sont calculées à 3 1/2 livres.
(6) Contenance moyenne, 5,500 livres.

Nota. — La charge portée par les voitures était calculée d'après la distance à parcourir.

H. G. MORGAN, *major,*
Directeur du Service des approvisionnements.

INFLUENCE DES ARMES MODERNES

SUR

L'OFFENSIVE ET SUR LA DÉFENSIVE[1]

(D'après les récentes publications allemandes.)



II. — Des procédés tactiques en face d'un ennemi en position.

Combat de front. — Arrivons enfin aux phases actives de la bataille. Le déploiement achevé, les corps d'armée s'engagent dans la zone d'action qui leur est assignée. Un certain nombre d'entre eux vont avoir à remplir la tâche difficile et dangereuse d'aborder de front la position ennemie pour obliger l'adversaire à y déployer la majeure partie de ses forces, pour le fixer, tandis que se prépare l'attaque décisive qui, combinant la supériorité matérielle avec l'effet de surprise, amènera au point choisi (probablement une des ailes) des masses intactes et assurera la victoire.

Pour que l'attaque de front remplisse son but, il faut qu'elle se prononce énergiquement : une démonstration timide, à moins de supposer un adversaire absolument pusillanime, ne servirait de rien ; l'ennemi y répondrait par des mesures appropriées, c'est-à-dire par le déploiement d'un simple rideau, et conserverait toute sa liberté de manœuvres. Il n'engagera le gros de ses forces que

(1) Voir le numéro de juin 1902, p. 470.

s'il se sent réellement et fortement menacé. Mais cette attaque énergique, il faut aussi qu'elle soit prudente et habile : il ne s'agit pas de se faire sottement massacrer par des forces inférieures, mais, bien au contraire, sinon de battre, du moins de tenir en respect des forces égales ou même supérieures, et cela en dépit du terrain, que l'on doit supposer favorable à l'ennemi, puisqu'il l'a lui-même choisi pour y installer sa défense. Le problème est difficile ; comment cherche-t-on à le résoudre en Allemagne ?

De l'importance croissante de l'artillerie. — Toute la tactique moderne résidant dans l'emploi des feux, c'est par la supériorité du feu, seule, que l'attaque peut espérer progresser. Mais des deux armes qui combattent par le feu, l'une, l'infanterie, est placée, du fait même qu'elle attaque, dans une situation matérielle d'infériorité par rapport à la défense, puisqu'elle est obligée d'interrompre son tir et de se découvrir pour se porter en avant. L'artillerie, au contraire, qu'elle appartienne au parti offensif ou défensif, combat dans une situation sensiblement identique : grâce à la longue portée et à la précision de son tir, elle est toujours sûre de trouver, dans des limites de distance convenables, des emplacements qu'elle pourra gagner défilée, et d'où elle sera à même de battre, dans de bonnes conditions, la position adverse. « Il pourra très souvent arriver, écrit le général von Rohne, que le défenseur soutienne la lutte d'artillerie à découvert, alors que l'assaillant sera défilé (1). » C'est donc à l'artillerie d'ouvrir la voie à l'infanterie ; la condition nécessaire au développement régulier et au progrès de l'attaque réside dans la supériorité du feu d'artillerie.

Tous les écrivains allemands sont d'accord pour pro-

---

(1) *Jahrbücher fur die deutsche Armee und Marine*, 1901.

clamer cette nécessité. Dans son étude sur l'évolution de la tactique, depuis 1874 jusqu'à nos jours, le colonel Keim a bien montré cette importance de l'artillerie croissant avec le perfectionnement des armes ; le passage mérite d'être cité comme un résumé très exact des idées allemandes à ce sujet : « Il y a unanimité pour reconnaître la grandeur du rôle que l'artillerie est appelée à jouer au début du combat proprement dit. Sans doute, ici et là, on a tenté de rabaisser ce rôle pour exalter celui de l'infanterie ; mais l'impartialité scientifique a fait justice de ces tentatives, que les prescriptions des règlements en vigueur condamnent également. Bien mieux, l'évolution qui s'est produite dans ces dernières années est tout à l'honneur de l'artillerie, à laquelle on ne se borne plus à assigner le rôle prépondérant dans la préparation, mais aussi un rôle important dans le développement du combat, et cela en vertu de ce principe indiscutable qu'en tactique tout se tient, tous les faits dépendant étroitement les uns des autres. On a clairement compris qu'aujourd'hui le développement et le succès final du combat dépendent surtout d'une habile préparation, et non de ce fameux « assaut », dont on a si inutilement discuté les procédés. La conséquence directe, c'est l'importance de l'artillerie dans le combat, car c'est à elle qu'appartient en première ligne, sinon exclusivement, la préparation » (1).

En définitive, dans l'ensemble d'une bataille, l'offensive, par ses avantages moraux, par les facilités de manœuvre et les effets de surprise qu'elle comporte, possède sur la défensive une supériorité marquée ; mais cette offensive exige qu'une notable partie des troupes

(1) Notons que le colonel Keim est un officier d'infanterie, et que toutes les considérations ci-dessus, favorables à l'artillerie, ne l'empêchent pas de donner à l'infanterie la qualification de *Hauptwaffe* (arme principale).

soit engagée dans des combats de front où le perfectionnement des armes modernes donne au défenseur un gros avantage, en plaçant l'infanterie assaillante dans une situation très difficile; cette situation très difficile de l'infanterie doit être compensée dans le combat de front par une supériorité évidente de l'artillerie.

Or, la supériorité de l'artillerie dépend de trois facteurs : le nombre, la valeur technique du matériel, l'emploi tactique judicieux. Le nombre, les Allemands le possèdent indiscutablement; d'après Balck, la proportion des pièces pour 1,000 hommes d'infanterie serait en Allemagne de 5,76; en France, de 3,3; en Italie, de 3,4; en Autriche, de 3,2; en Russie, de 3,8. La valeur technique du matériel, ils l'ont cherchée dans l'adoption d'un canon à tir rapide et d'un obusier léger de campagne. Si de ce côté ils ont éprouvé des déboires, on peut admettre que, l'erreur reconnue, ils s'efforceront de la réparer le plus rapidement possible.

Quant à l'emploi tactique, voici ce qu'en dit le colonel Keim : « Si l'artillerie forme l'ossature de la bataille, — ce qu'aucun tacticien ne saurait plus nier — la première préoccupation du commandement doit être de lui assurer des positions favorables, qu'il s'agisse du choix d'une position défensive ou d'une zone d'action offensive. Donc, dans cette première phase du combat, et même dans le développement ultérieur, l'infanterie ne doit plus exiger qu'on se préoccupe autant que par le passé de favoriser le jeu de ses propriétés tactiques particulières. Dans ce conflit apparent entre les intérêts de l'artillerie et de l'infanterie, c'est la première qu'il faut satisfaire avant tout, car la condition primordiale pour que l'infanterie exécute son attaque, c'est que l'artillerie ait pris le dessus sur celle de l'adversaire. On ne peut donc pas dire que, par là, on nuise aux intérêts tactiques de l'infanterie; bien au contraire, on les sert; on voit ainsi combien les intérêts des deux armes

sont étroitement solidaires, combien leur entente intime est nécessaire. »

L'entente intime, l'action commune et harmonieuse des deux armes, artillerie et infanterie, est l'un des points sur lesquels on insiste le plus en Allemagne : « Ce sont les deux armes sœurs, écrit le général von Rohne, dès que l'assaillant aura su assurer la coopération étroite et judicieuse de son infanterie et de son artillerie, il sera en mesure, du moins pour ce qui concerne l'artillerie, de placer le défenseur dans une situation désavantageuse. »

Nous n'insisterons pas ici sur les détails de la conduite du feu de l'artillerie; il suffit de rappeler ce que nous avons vu incidemment en parlant des avant-gardes, à savoir que les Allemands préconisent plus que jamais l'emploi de l'artillerie en masse.

Combat d'infanterie. Combat d'approche. — Arrivons de suite au combat d'infanterie, car c'est surtout cette arme qui aura à souffrir du perfectionnement des armes à feu et dont, par suite, l'emploi tactique en subira le contre-coup.

Dans chaque corps d'armée, avant même que la lutte d'artillerie s'engage, l'infanterie de l'avant-garde (ou des avant-gardes) a dû se porter en avant pour permettre le déploiement à couvert des batteries : « Les fractions ainsi engagées devront agir avec une extrême prudence, éviter de se laisser entraîner à un combat décisif, dont l'heure n'est pas encore venue, qui pourrait amener leur écrasement, et obliger le commandant de corps d'armée ou de division, à les faire soutenir prématurément (Balck). »

Tandis que les batteries prennent position et entament la lutte d'artillerie, l'infanterie du gros se rassemble, les différentes unités opérant à l'abri les mouvements latéraux nécessaires pour se placer en face des objectifs qui leur sont assignés. L'infanterie s'avance ainsi, aussi longtemps qu'elle peut progresser à couvert. « La portée

des canons actuels, dit Balck, obligera peut-être à se déployer à 4,000 mètres de l'ennemi. » Se déployer veut dire ici, comme nous l'explique le colonel Keim, prendre des formations espacées en largeur, en évitant d'échelonner des fractions à faible distance les unes des autres, ce qui, avec la profondeur des gerbes du shrapnel, serait dangereux.

Pendant la lutte d'artillerie, l'infanterie ne va pas rester inactive ; « il faut qu'elle s'engage pour forcer le défenseur à renoncer en partie à sa position défilée, et à porter en avant un certain nombre de batteries pour en mieux découvrir les abords (Von Rohne) ». « Artillerie et infanterie doivent préparer l'attaque en agissant, non pas successivement, mais simultanément, de manière à se soutenir l'une l'autre (Balck). »

Donc, sur tout le front du corps d'armée, les troupes d'infanterie de première ligne continuent à se rapprocher de la position ennemie. En terrain découvert, elles seront bientôt obligées de prendre leur formation de combat : « Souvent l'assaillant devra se déployer en tirailleurs à 1500 ou même à 1600 mètres de l'ennemi (Keim). »

Le colonel Keim ajoute : » Si le feu de l'assaillant est conduit par salves, il pourra commencer entre 1500 et 1200 mètres ; le feu individuel commencera entre 1000 et 800 mètres. » En réalité, les Allemands ne sont partisans ni des feux de salve (1) ni des feux à grande distance : « L'expérience a démontré, dit Balck, que l'assaillant qui ouvre le feu dès les grandes distances (au delà de 1000 mètres) arrive rarement aux petites. » Il est

(1) « Les feux de salve n'ont d'efficacité que si l'observation des coups est facile et si la troupe qui tire n'est pas elle-même sous le feu. Comme ces deux conditions ne sont presque jamais réalisées, le feu de salve est pratiquement sans valeur ; c'est un simple exercice de champ de tir (Dickhut). »

donc vraisemblable que c'est seulement aux environs de 1000 mètres que, dans la plupart des cas, les troupes d'infanterie de première ligne ouvriront le feu.

Des fronts de combat. — A partir du moment où le feu est ouvert, on doit s'efforcer de lui donner une intensité telle qu'on prenne la supériorité sur le feu de l'ennemi. Donc il faut mettre en ligne un nombre de fusils supérieur au sien, et ceci nous amène à l'un des points les plus débattus en Allemagne, à savoir la question de la répartition des forces en largeur ou en profondeur.

La puissance du feu de l'infanterie dépend de son intensité, c'est-à-dire du nombre de fusils en ligne, dit toute une école dont les théories sont très en faveur; or, comme l'on n'est jamais certain d'être assez fort, comme il ne peut pas y avoir d'inconvénient à l'être trop, l'intérêt bien entendu de l'assaillant est de donner dès l'ouverture du feu, à sa ligne de tirailleurs, la plus grande force possible, par conséquent de réduire l'importance des échelons en arrière, soutiens et réserves. C'est d'autant plus nécessaire que ces échelons, maintenus en arrière et destinés à renforcer la chaîne, sont en prise aux coups dirigés sur celle-ci et subissent des pertes sans rendre aucun service. D'autre part, comme la bonne exécution des feux exige que les tireurs jouissent d'une certaine aisance, ils ne doivent pas être trop serrés les uns contre les autres, et cette double considération impose l'extension du front de combat des petites unités.

Mais, rétorquent les partisans de la répartition en profondeur, ces fronts étendus rendront la conduite du combat à peu près impossible; de plus, la progression de l'action exige que le nombre de fusils en ligne n'aille jamais décroissant; donc il faut, à chaque instant, compenser les pertes en amenant de l'arrière de nouveaux tireurs; les soutiens et réserves peuvent éviter les pertes en se maintenant suffisamment loin de la

chaîne (200 à 300 mètres), en franchissant cet espace, le moment venu, par bonds et par petits groupes ; enfin, alors même qu'ils éprouveraient 50 p. 100 de pertes, on ne peut pas dire que ce serait inutilement, du moment où le reste entrerait en ligne en temps voulu.

Cette discussion ne comporte pas de solution absolue : « On doit admettre, écrit Dickhut, que les fronts de combat fixés par le Règlement (100 mètres pour la compagnie, 1000 à 1200 mètres pour la brigade) représentent le cas normal pour les troupes combattant aux ailes, mais que, sur le front, ils peuvent être doublés ou même triplés, suivant les circonstances et le terrain. »

La tendance à l'enveloppement tactique et la résolution d'imposer le plus rapidement possible sa volonté à l'adversaire déterminent en Allemagne un courant d'opinion favorable à l'extension des fronts de combat et à la mise en ligne, dès l'ouverture du feu, d'une forte proportion de tirailleurs, c'est-à-dire à la réduction des soutiens et réserves partielles (1). Sur ce dernier point, le colonel Keim est on ne peut plus explicite : « Il faut considérer comme surannée la théorie des lignes de tirailleurs claires, destinées, suivant le soi-disant principe de l'économie des forces, à être renforcées successivement. Cette tactique parcimonieuse a pour conséquence un engagement « peu à peu », un combat boiteux, une dangereuse accumulation d'échelons, avec la profondeur des zones battues par le feu des canons et des fusils de nos jours. Au point de vue mathématique pur, ce système interdit à l'assaillant de battre le défen-

---

(1) Dans une conférence faite à la Société militaire de Berlin (*Militär Wochenblatt*, du 12 mars 1902), le lieutenant-colonel v. Lindenau, du grand état-major, admet que le front de combat de la compagnie peut être porté *normalement* à 130 mètres, celui de la brigade à 1500 mètres.

seur, car celui-ci peut opposer deux ou trois fusils à un, et répéter indéfiniment ce jeu. Comme argument en faveur des lignes de tirailleurs claires, on a prétendu qu'elles subissaient moins de pertes que les lignes denses, ce qui, d'après les expériences les plus convaincantes, est absolument faux. Cette théorie a pu se donner carrière autrefois, parce qu'on n'avait pas alors reconnu nettement, comme aujourd'hui, que le but essentiel de la tactique d'infanterie, c'est de prendre la supériorité du feu. » Et plus loin, Keim ajoute : « La position capitale de tir est à 500 ou 600 mètres de l'ennemi ; entre le moment où le feu est ouvert et celui où la chaîne atteint cette position, tous les échelons de combat doivent être amenés sur la chaîne. Les faire entrer en ligne plus tard serait une faute. Seule, la réserve destinée à l'assaut final peut être conservée en arrière. »

Nous venons de rencontrer, dans cette citation de Keim, un mot qui revient constamment dans les discussions allemandes relatives à la tactique de l'infanterie, celui de « Position de tir capitale (*Hauptfeuerstation*) ». Les Allemands admettent que, parvenue à une certaine distance de l'ennemi, une attaque d'infanterie livrée à ses seules forces ne peut plus progresser, si elle ne réussit pas à prendre très nettement la supériorité du feu. C'est cette distance qu'ils nomment *Position capitale du tir*. Suivant Keim, elle était à l'époque du fusil lisse de 150 mètres environ; c'est de là qu'on partait directement pour l'assaut à la baïonnette. Cette distance s'est accrue peu à peu avec le perfectionnement des armes ; elle est aujourd'hui de 500 à 600 mètres. Cela ne signifie pas qu'on partira pour l'assaut à 500 ou 600 mètres de l'ennemi, mais que, pour continuer à se rapprocher davantage, il faut absolument que l'infanterie réussisse, dès le moment où elle atteint cette distance, à dominer d'une façon très marquée, le feu de l'adversaire. C'est

pourquoi il est indispensable de mettre alors en ligne tous les fusils dont on dispose, à l'exception seulement de la troupe réservée pour l'assaut final.

Entre le moment où le feu est ouvert (de 1000 à 800 mètres de l'ennemi) et celui où la chaîne atteint la position capitale de tir, la marche se fait par bonds — bonds assez longs (80 mètres) s'il est possible, mais que le poids du chargement de l'infanterie forcera probablement à limiter à 40 ou 50 mètres — au pas gymnastique le plus souvent. En terrain découvert, les tirailleurs se couchent aussitôt arrêtés. Les échelons en arrière, se maintiennent à 200 mètres au moins de la chaîne ; pour la rejoindre, ils avancent également par bonds, en formations minces, et par petites fractions.

On vient d'exposer très brièvement les idées allemandes sur le combat d'approche de l'infanterie ; il faut maintenant reprendre la situation générale telle qu'elle a été définie au début de ce paragraphe : la lutte d'artillerie s'est engagée, les troupes d'infanterie de première ligne se sont portées en avant pour coopérer avec l'artillerie, et achever la reconnaissance de l'ennemi. Ces troupes auront un rôle très difficile à remplir, puisqu'elles sont livrées à leurs propres forces, puisque leur artillerie, occupée par la lutte contre les batteries adverses, n'est pas encore en mesure de les soutenir, puisqu'elles peuvent se trouver elles-mêmes en prise au feu, non seulement de l'infanterie ennemie, mais aussi de batteries non encore contre-battues. Elles doivent donc procéder avec prudence et faire montre des plus hautes qualités tactiques. Elles profiteront de tous les cheminements leur permettant de s'avancer à couvert, s'accrocheront aux points d'appui que le terrain leur offrira. Elles le feront d'autant plus aisément que leur disposition sur le front d'attaque ne constituera pas une ligne uniforme ; elles seront réparties par groupes irréguliers,

dans une zone plus ou moins profonde, souvent avec des vides de plusieurs centaines de mètres entre elles : ces derniers sont sans inconvénients, du moment que la longue portée des fusils actuels permet de les battre efficacement.

Cependant sur certaines parties du front d'attaque, il se peut que le terrain en avant de la position ennemie soit absolument découvert, que l'infanterie assaillante se voie dans l'impossibilité de progresser de jour. En ce cas, elle laissera les troupes plus favorisées à sa droite et à sa gauche gagner du terrain, ce qui, grâce à la puissance des feux convergents, permettra de mettre les fractions ennemies en face d'elle dans une situation difficile ; puis, aussitôt la nuit venue, elle se portera en avant et prendra pied solidement dans le terrain dangereux en se creusant des tranchées.

Durée des batailles. — Ainsi la bataille se développera avec une extrême lenteur et pourra durer plusieurs jours ; en face d'une position solidement organisée, on sera parfois amené à employer des procédés se rapprochant de ceux de la guerre de siège. « La lutte d'artillerie, écrit le général von Rohne, sera longue ; les plus éminents tacticiens de notre temps sont d'accord sur ce point que, dans la plupart des cas, le combat contre une position organisée durera plusieurs jours ; » il admet même que pendant la nuit l'artillerie aura peut-être à continuer le feu. De son côté, parlant des préliminaires de la bataille, Dickhut dit : « Même lorsque l'enveloppement est déjà préparé par le dispositif stratégique de marche, la prise de possession du terrain d'approche, la reconnaissance de la position ennemie, le déploiement exigent souvent un temps si considérable que la journée est alors trop avancée pour permettre l'exécution de l'attaque, et qu'il faut la remettre au lendemain. » Puis, plus loin, examinant le cas de l'attaque contre une position fortifiée : « Il est souvent nécessaire que pendant la nuit

l'infanterie se retranche, et que l'attaque progresse de nuit en nuit, s'assurant chaque fois par le creusement de tranchées, la possession du terrain conquis. » Même opinion dans Balck : « Pour les grandes unités, en face d'une position soigneusement organisée, l'attaque exigera plusieurs jours. Le premier jour, l'assaillant déploiera son artillerie et, sous la protection des troupes d'infanterie, effectuera la reconnaissance. Le matin du second jour, pendant les heures de nuit, la première ligne d'infanterie s'avancera, à la faveur de l'obscurité, assez loin pour pouvoir, en s'abritant au besoin dans des tranchées, ouvrir efficacement le feu. » Et, discutant la bataille de Saint-Privat, le général von Schlichting blâme le haut commandement allemand d'avoir livré l'action décisive le 18 août, au lieu de s'être borné ce jour-là à déployer ses troupes et d'avoir réservé la bataille proprement dite pour le 19 (1).

Attaque décisive. — Nous voici parvenus à l'acte final de la bataille, à l'attaque décisive. Pendant de longues heures, peut-être durant plusieurs jours, les combats de front se sont déroulés avec des alternatives diverses : l'infanterie a progressé lentement, utilisant au besoin ses outils pour se créer des abris et des points d'appui là où le terrain n'en offrait absolument aucun. Ces combats ont terminé la reconnaissance de la position adverse, obligé l'ennemi à déployer ses forces, permis de régler définitivement les mesures d'exécution de l'attaque décisive.

Les réserves générales se sont rassemblées en face du point d'attaque choisi ; leur artillerie a été appelée à coopérer avec celle des corps de première ligne (Dickhut) et, grâce à ce puissant appoint, dans la zone d'attaque, la lutte d'artillerie a tourné nettement à

(1) *Gegensätze auf dem Gebiete der grossen Truppenführung.*

l'avantage de l'assaillant. A partir de ce moment, la marche en avant de l'infanterie va devenir moins pénible, parce qu'elle sera appuyée par un certain nombre de batteries rendues disponibles. Sans doute l'artillerie adverse n'est pas anéantie ; le défenseur aura retiré du feu une partie de ses batteries, pour les faire rentrer en action contre l'infanterie assaillante aussitôt que celle-ci prononcera son attaque ; mais ces batteries seront inférieures en nombre et en situation à celles de l'assaillant; il est donc vraisemblable que ce dernier pourra les réduire au silence, tout en employant une partie des siennes à soutenir par le feu le mouvement de l'infanterie.

Les réserves générales sont alors portées en avant; elles rejoignent les troupes de première ligne et, déployant immédiatement en tirailleurs le plus grand nombre de fusils possible, donnent à la chaîne, dans la zone d'attaque choisie, une très grande densité. A 500 ou 600 mètres de l'ennemi, la supériorité du feu de l'infanterie assaillante s'accuse nettement ; dès lors, l'attaque peut et doit être poussée vigoureusement.

« Un principe absolu, écrit Keim, c'est que, une fois l'attaque décisive résolue et la réserve lâchée, l'action doit être conduite avec la dernière énergie. Qu'un arrêt se produise et la force de l'assaillant sera ruinée, car dans cette dernière période du combat, tout dépend de la vigueur de l'impulsion acquise. Dans les conditions du combat actuel, il est à peu près impossible de faire un nouvel appel à ce facteur moral si puissant. Aussi est-il d'une importance capitale pour le succès de l'attaque d'infanterie qu'on sache reconnaître et mettre à profit le moment précis où la situation est « mûre pour l'assaut ». Il y faut un jugement tactique sûr, et tout officier de grade élevé doit travailler à acquérir cette sûreté de vues, indispensable dans le combat d'infanterie.

Comme la marche d'approche, l'attaque décisive procède par bonds, alternant avec le feu ; mais ici les bonds seront forcément courts (40 à 50 mètres d'après von Lindenau); ils seront effectués au pas de course, par petits groupes, ne descendant cependant pas au-dessous du peloton, c'est-à-dire de l'unité commandée par un officier ; les groupes arrêtés faciliteront ainsi, par leur tir, le mouvement des groupes voisins.

Toute interruption dans le feu, afin de se porter en avant, constitue pour l'infanterie une période critique ; aussi s'est-on demandé, en Allemagne, si l'emploi du feu en marchant n'était pas indiqué dans cette période décisive du combat. Les avis, sur ce point, sont partagés : von Schlichting, Dickhut condamnent, avec le règlement, le feu en marchant ; Keim, sans lui accorder une grande efficacité, l'admet comme un moyen de soutenir le moral de l'assaillant et de diminuer la valeur du tir du défenseur ; Balck le croit inévitable, destiné à se produire de lui-même.

L'attaque continue ainsi à progresser ; les réserves partielles non encore engagées rejoignent la chaîne et la renforcent, si elles le peuvent ; sinon, elles se maintiennent assez loin en arrière, pour ne pas recevoir les coups dirigés sur la chaîne (200 à 300 mètres). Ces réserves sont peu nombreuses, puisque nous avons vu qu'on avait dû mettre le plus possible de fusils en ligne dès le début de l'attaque ; cependant, comme le fait observer Dickhut, il est inévitable qu'il en reste un certain nombre : « L'économie idéale des forces consisterait à mettre en jeu, au moment décisif, tous les fusils disponibles ; on doit s'efforcer d'y parvenir et on le peut dans les petites unités ; mais, dans les grandes, c'est pratiquement impossible. L'espace occupé en largeur et en profondeur ne permet pas de discerner exactement partout la situation exacte ; tandis que certaines unités prévoient et attendent depuis des heures l'action déci-



sive, d'autres seront surprises au moment où elle se produira. Les détachements restés ainsi à rangs serrés ont une tâche bien indiquée, à savoir l'utilisation de la victoire. » Si l'attaque se produit à l'une des ailes, une partie de la réserve générale est conservée en arrière et en échelon, pour parer à une contre-attaque probable. Le commandant en chef n'hésitera cependant pas à l'engager, en cas de besoin, pour assurer le succès.

Enfin la chaîne de tirailleurs, continuant toujours à tirer, arrive à faible distance de la position ennemie; à ce moment, le feu de l'ennemi faiblit nettement, l'assaillant acquiert la certitude de sa supériorité, la baïonnette est mise au canon et la chaîne s'élance à l'assaut. Dans l'opinion des Allemands, cette attaque finale n'a plus, par elle-même, qu'une importance minime; elle ne décide pas du succès de l'attaque, elle ne fait que le couronner, car elle n'est possible que si l'ennemi est déjà vaincu : ce n'est pas la menace de la baïonnette qui amène l'ennemi à évacuer sa position, c'est le feu, et l'assaut constitue simplement en somme une prise de possession.

« La tactique du feu, écrit Keim, est par elle-même tout le combat; l'assaut ne forme pas le dernier acte, mais, à proprement parler, simplement l'épilogue de l'action. » Voici ce que dit sur le même sujet le major Dickhut : « L'assaut, la course à l'abordage pour attaquer l'ennemi corps à corps, est la fin indispensable de l'attaque. Mais, en se rapprochant à distance décisive de l'ennemi pour le forcer à subir la supériorité de son feu, l'assaillant a brisé sa capacité de résistance, et l'assaut n'a plus qu'à récolter un fruit mûr. S'il est exécuté dans d'autres conditions, s'il a la prétention de constituer par lui-même, sans une préparation suffisante par le feu, le mode de contrainte qui obligera l'ennemi à céder, il est plus que probable, étant donnée la puissance des armes actuelles, qu'il échouera et que l'at-

taque se fera écraser. » Aussi les Allemands sont-ils d'avis que les formations dans lesquelles est donné l'assaut importent fort peu : la chaîne de tirailleurs, voyant l'ennemi faiblir, s'élance d'elle-même en avant : le reste suit son mouvement, les fractions encore à rangs serrés demeurent dans la même formation pour être en mesure, la position emportée, de poursuivre le succès.

Combat de rencontre. — Nous en avons fini avec cette étude sommaire de la bataille offensive contre un ennemi en position. Dans tout ce qui précède, il n'a pas été question du combat de rencontre : on comprend assez que si les Allemands ne reculent pas devant l'attaque d'un ennemi solidement établi sur une position organisée, ils recommandent à plus forte raison l'offensive dans le cas de la bataille de rencontre, où le désavantage de la surprise et de la dispersion des forces se fait sentir aussi bien pour le parti qui se résout à la défense que pour celui qui attaque. « Dans le combat de rencontre, écrit Balck, l'avantage est presque toujours pour celui qui reconnaît promptement la situation, prend rapidement son parti, et réussit à imposer la défensive à son adversaire. Il importe peu dans quelle direction l'on frappera, pourvu qu'on frappe vite et dans une seule direction. Une poussée hardie peut déterminer une victoire éclatante. » Et, pour répondre à cette objection que, si l'avant-garde s'engage trop hardiment, elle peut tomber sur un ennemi déployé et se faire abîmer, « il faut savoir se confier dans son étoile et oser ». D'ailleurs, en engageant son artillerie et le moins possible d'infanterie, on se met en mesure de reconnaître l'ennemi sans risquer un échec sérieux.

Le major Dickhut, bien qu'avec plus de réserve, est, lui aussi, pour l'audace : « Dans la bataille de rencontre, on peut, en osant beaucoup, gagner beaucoup. En déployant une artillerie supérieure, on peut, même en face d'un ennemi possédant déjà une certaine

avance, reconquérir sur lui l'initiative, et le rejeter sur la défensive. Pour atteindre un pareil résultat, on ne doit pas hésiter à pousser en avant toutes ses pièces, même au risque d'en perdre quelques-unes. »

Conclusion. — On vient de passer rapidement en revue les idées qui ont actuellement cours en Allemagne sur l'offensive tactique. Résumons-les en quelques mots.

L'offensive reste toujours, en dépit du progrès des armes à feu, la forme supérieure de la bataille et le secret de la victoire, parce qu'elle possède des éléments de supériorité qui lui sont inhérents, en tant qu'offensive, et qui sont indépendants de l'armement et du terrain. La bataille offensive est d'ailleurs la résultante presque forcée de l'offensive stratégique et bénéficie des avantages acquis par cette dernière.

Contre un ennemi en position, la bataille offensive comporte, d'après les écrivains allemands, les phases suivantes :

1° Reconnaissance sommaire (reconnaissance extrêmement difficile à exécuter, faite par des patrouilles de cavalerie) donnant une orientation générale suffisante pour arrêter les premières dispositions;

2° Engagement des avant-gardes, destiné principalement à couvrir le déploiement de masses d'artillerie;

3° Préparation énergique par l'artillerie, dont l'importance va croissant avec le perfectionnement des armes à feu et qui devra coordonner son action intimement avec celle de l'infanterie;

4° Développement lent et méthodique de l'action de l'infanterie. On maintiendra au début, en arrière, de fortes réserves générales; mais toute unité inférieure engagée mettra en ligne, dès l'ouverture du feu, le plus grand nombre de fusils possible; les soutiens et réserves seront réduits. En terrain découvert et uni, l'infanterie fera un large emploi de ses outils pour créer les points d'appui manquants; au besoin elle progressera de nuit;

la bataille se rapprochera ainsi de l'attaque d'une position fortifiée et son développement complet exigera plusieurs jours;

5° Attaque décisive, conduite presque exclusivement par le feu, celui-ci continuant à alterner avec les bonds en avant jusqu'à proximité immédiate de l'ennemi, de telle sorte que l'assaut à la baïonnette ne soit, pour ainsi dire, plus que l'épilogue de l'attaque, l'ennemi n'attendant pas le corps à corps.

Dans toutes ces phases, la condition essentielle du succès, c'est, à tous les degrés de la hiérarchie, l'audace et l'initiative. Les difficultés de l'offensive tactique ont certainement grandi avec les perfectionnements des armes à feu : elle exigera, de la part des chefs, plus de coup d'œil et de décision, de la part des troupes plus d'endurance, de discipline et d'abnégation : c'est par l'instruction et surtout par l'éducation militaires qu'on développera chez tous, officiers et soldats, ces vertus essentielles, de telle manière que, au moment voulu, les uns et les autres soient à hauteur des devoirs qui leur incomberont.

(164)

NOUVELLES MILITAIRES

AUTRICHE-HONGRIE.

MODIFICATIONS A L'ORGANISATION DU TRAIN DES ÉQUIPAGES. — Le train des équipages austro-hongrois a été l'objet, au cours de 1901, de plusieurs modifications et augmentations qui ont reçu leur entière exécution en janvier 1902.

Voici quelle est l'organisation actuelle :

L'effectif de l'arme est de 426 officiers, 3,390 hommes, 2,010 chevaux, répartis en 15 divisions du train comprenant un total de :

- 88 escadrons;
- 10 escadrons de montagne ;
- 2 cadres de dépôt d'escadrons de montagne;
- 15 cadres de dépôt de division.

14 divisions sont groupées en trois régiments commandés par des colonels; la 15e (Bosnie), non enrégimentée, comprend 13 escadrons, dont 10 de montagne, répartis en deux inspections.

A la mobilisation, les escadrons sont affectés à raison de :

- 1 par division d'infanterie ou de cavalerie;
- 1 à chaque quartier général d'armée ou de corps d'armée:
- 1 au grand quartier général;
- 1 à chaque corps d'armée pour atteler ses quatre équipages de pont.

Chaque cadre de dépôt de division mobilise :

- 1 escadron d'escorte pour magasin de subsistances de campagne ;
- 1 parc du train de corps d'armée;
- 1 détachement de boulangerie de campagne;
- 1 dépôt de chevaux éclopés;
- 1 dépôt portant le numéro de la division.

De plus, selon les divisions :

- Des pelotons du train des étapes numérotés suivant une seule série;
- Des unités pour les besoins spéciaux.

Les effectifs du temps de paix des escadrons sont très variables.

Voici cependant le type moyen :

	Officiers.	Hommes.	Chevaux.
	—	—	—
Escadron	3	27	18
Escadron de montagne	2	44	48
Cadre de dépôt d'escadron de montagne.	1	15	10
Cadre de dépôt de division	6	48	10

Les autres unités ont un effectif plus élevé, par exemple :

4e escadron	4	185	211
18e escadron de montagne	3	158	188

EMPIRE ALLEMAND.

Modifications a l'organisation de l'infanterie de marine. — Par décision du 29 mars 1902, une 5e compagnie a été créée au 3e bataillon d'infanterie de marine stationné à Kiao-tchéou. Cette nouvelle unité est montée; son habillement et son équipement sont semblables à ceux de la batterie montée de la marine, détachée à Kiao-tchéou.

Enfin, les deux compagnies de dépôt du 3e bataillon d'infanterie de marine sont rattachées au 2e bataillon (Wilhelmshaven).

Création de deux compagnies de canonniers-marins a Kiao-tchéou. — Une décision du 29 mars 1902 a transformé le détachement de canonniers-marins, stationné à Kiao-tchéou, en un groupe de deux compagnies.

Réorganisation de la brigade d'Asie orientale. — La brigade allemande d'occupation d'Asie orientale, ou de Chine (1), a été réorganisée et réduite, à la date du 3 juin dernier.

Elle comprend actuellement : un état-major avec les services nécessaires, deux régiments d'infanterie de trois bataillons à trois compagnies, un escadron de chasseurs à cheval, une batterie montée, une batterie de montagne, une compagnie de pionniers et deux hôpitaux de campagne.

Le quartier général de la brigade est à Tientsin; outre cette ville, elle occupe Pékin et quelques postes secondaires, avec un important détachement à Shanghaï (deux bataillons, une batterie). Un bataillon a été envoyé à Tsingtau, pour en renforcer la garnison, au commencement de juillet.

---

(1) Voir *Revue militaire des armées étrangères*, juillet 1901, page 57.

ESPAGNE.

Suppression des Académies préparatoires de sergents de Séville et Valladolid. — A partir du 1er juin 1902, les Académies préparatoires de sergents établies à Séville et à Valladolid ont été supprimées, celle de Barcelone subsistant seule.

Les élèves des Académies supprimées ont été envoyés à celle de Barcelone, qui continuera à fonctionner avec le même personnel enseignant que par le passé.

Séparation du corps d'administration de l'armée en deux corps indépendants : l'intendance et le contrôle. — Une loi, promulguée le 15 mai 1902, a supprimé le § 3 de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1889, additionnelle à la loi organique de l'armée, et rétabli l'indépendance absolue des corps de l'intendance et du contrôle. Elle détermine la répartition entre ces deux corps du service rempli jusqu'alors par le *corps de l'administration*.

ITALIE.

Nomination du nouveau Ministre de la guerre. — Par décret en date du 14 mai 1902, le général Ottolenghi, commandant le 4e corps d'armée, a été nommé Ministre de la guerre, en remplacement du général Ponza di San Martino, démissionnaire.

Mutations dans le haut commandement. — Par décret en date du 26 mai 1902, le lieutenant général comte Luchino del Mayno, commandant le Ve corps d'armée, est passé au commandement du IVe corps.

Par décret du même jour, le lieutenant général Gaëtano Gobbo, commandant la division d'Alexandrie, a été nommé au commandement du Ve corps d'armée.

BIBLIOGRAPHIE.

Commandant Cheminon et capitaine Fauvel-Gallais, du 2e Bureau de l'État-Major de l'armée. — Les événements militaires en Chine

(1900-1901). — Paris, Chapelot et Cᵉ, 1902, in-8°, 196 p., cartes et croquis.

Publié sous la direction du 2ᵉ Bureau de l'État-Major de l'armée.

Historique des diverses lois sur le recrutement depuis la Révolution jusqu'à nos jours. — Paris, Imprimerie nationale, 1902, in-4° à 2 col., 109 p.

Service géographique de l'armée. — Les ingénieurs militaires (1624-1831). Étude historique, par le colonel Berthaut, chef de la section de cartographie. — Paris, Imprimerie du Service géographique, 1902, 2 vol. in-4°, XVI-467 et X-427 p., dessins et cartes.

Général Kessler. — Tactique des trois armes. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ, 1902, in-8°, 133 p.

Voici les grandes divisions de cet ouvrage : *Mode d'emploi des différentes armes; action combinée des trois armes; le commandement; conclusions*. Il serait superflu de chercher à l'analyser. On se bornera donc à en reproduire deux passages caractéristiques.

Le général montre combien l'infanterie aura une tâche difficile en face de l'artillerie à tir rapide : « Il suffit qu'une seule batterie de la défense voie nettement, aux environs de 3,000 mètres, un bataillon en formation de combat, pour lui faire subir, en quelques minutes, une perte d'un quart environ de son effectif.

« Si les dispositifs de combat de l'infanterie, recommandés par le Règlement, offrent une telle vulnérabilité aux grandes distances, que penser des procédés usités aux grandes manœuvres, où l'on voit fréquemment donner l'assaut par des lignes denses de plusieurs hommes de profondeur, soutenues à faible distance par des bataillons en colonne !

« On peut objecter que les grandes manœuvres ne peuvent donner une image fidèle de la guerre, parce qu'elles conduisent fatalement chacun à rechercher le tableau ! Les troupes, dominées par la pratique du terrain d'exercices, restent soudées de manière à conserver les intervalles, les distances et les directions, et, pour bien voir, elles se montrent, malgré les recommandations expresses qui leur sont faites, tous les ans, de ne s'avancer qu'à l'abri des mouvements du terrain.

« L'intensité d'un feu réel ferait certainement renoncer rapidement à des procédés aussi défectueux, qui ne résisteraient pas à la première application qu'on en ferait.

« Malheureusement les enseignements de la guerre se perdent rapidement et, dans une armée qui ne fait plus la guerre, c'est l'enseignement dogmatique qui finit par prendre le dessus.

« Après 1870, les jeunes officiers se sont livrés avec ardeur à l'étude des campagnes de Napoléon, qu'on reprochait à leurs devanciers d'avoir

ignoré; séduits par les succès de cette grande époque, ils en ont adopté les formes tactiques sans tenir un compte suffisant de la différence d'armement, et il s'est créée peu à peu une école nouvelle, préconisant les formations denses, non seulement pour les marches et les manœuvres précédant l'action, mais encore pour le combat lui-même.

« Toute une technologie militaire s'est implantée dans l'enseignement moderne qui prétend trouver maintenant des formules garantissant le succès, et qui se complaît dans l'emploi des termes à effet, comme : troupes de choc, masse de manœuvre, etc..... » L'influence de ces idées nouvelles a pénétré jusque dans nos règlements de manœuvres, ainsi que le montre ensuite M. le général Kessler.

Un autre passage est non moins à méditer. Le général fait voir la difficulté de manier les masses telles qu'une grande guerre en mettrait aux prises. « Au delà de certaines limites imposées par la logique, le nombre n'intervient plus, dans la solution des événements de guerre, avec l'appoint de supériorité qu'il donne dans les conditions normales du combat; il devient alors pour le commandement une cause de faiblesse, par les embarras et les difficultés que crée le souci des intérêts matériels et moraux des grosses agglomérations humaines.

« Vingt corps d'armée déployés occuperont un front de combat de 100 kilomètres au minimum; leur front de marche ne pourra être inférieur à 150 kilomètres. Ces chiffres ont une éloquence suffisante pour montrer la lourdeur d'une pareille masse.

« Qu'on lui oppose une armée de quatre à cinq corps d'armée, bien exercés et bien entraînés aux longues marches, qu'on en confie le commandement à un général quelque peu habile, qui saura s'inspirer des vrais principes de la guerre moderne, il arrivera à soutenir la lutte, dans des conditions satisfaisantes, jusqu'au rassemblement complet des forces nationales, parce que la concentration des efforts et la supériorité du nombre pourront être amenés sur un point d'attaque bien choisi et y produiront tous leurs résultats avant que les autres partis de la ligne ennemie aient eu le temps d'intervenir. »

Lieutenant-colonel Belhomme. — Histoire de l'infanterie en France. Tome V. — Paris, Lavauzelle, 1902, in-8°, 872 p., 8 fr. 50.

Cette histoire de l'infanterie française constitue une véritable encyclopédie des lois, décrets, règlements, instructions, etc., concernant l'organisation de l'arme depuis la création des armées permanentes. Le tome V comprend la période la plus intéressante, celle qui s'étend de 1815 à nos jours. On peut y saisir sur le vif de combien d'essais de transformations, de tentatives de réorganisation a été l'objet l'infanterie en France, du moins à de certaines époques. A les étudier on a peine à croire que ces modifications incessantes aient toujours été dictées par la

claire compréhension des nécessités pratiques. Souvent la logique et l'unité de vues paraissent leur faire défaut.

Cette observation s'applique surtout à la période qui précède immédiatement la guerre de 1870. On lira avec intérêt ce qui la concerne, ainsi que ce qui touche l'infanterie pendant ces événements. L'importance de l'effort accompli par le gouvernement de la Défense nationale en ressort dans tout son jour.

Guerre de 1870-1871. — *Le combat de Peltre sous Metz* (27 septembre 1870), par un officier de l'armée du Rhin. — Paris, H.-Charles Lavauzelle, 1902, in-8°, 33 p., carte.

Cette plaquette, rédigée d'après les notes d'un témoin oculaire, est destinée à rectifier les récits des auteurs allemands concernant l'une des opérations secondaires du blocus de Metz. Il avait été convenu à la conférence de Grimont, le 26 août 1870, lorsqu'on prit le parti de renoncer à la sortie amorcée vers l'est, qu'on tiendrait les troupes en haleine par une série de coups droits portés à l'ennemi. Ce programme ne reçut un commencement d'application qu'à dater du 22 septembre et le combat de Peltre est l'un de ceux auxquels il donna lieu.

Oberleutnant von Muller. — Die Wirren in China und die Kämpfe der verbundeten Truppen. Tome II, 4e partie. — Berlin, Liebelsche Buchhandlung, 1902, in-8°, p. 285-519, 16 croquis et 3 dessins, 3 m. 60.

La *Revue des Armées étrangères* a déjà signalé le tome Ier de cet ouvrage, dû à un ancien officier du 75e régiment d'infanterie (1er hanséate), actuellement aux troupes de l'Est-Africain allemand. Celui-ci, qui le termine, comprend la période d'action du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient et des troupes alliées dans le Petchili et en Mandchourie, jusqu'au traité de paix. Il est complété par des croquis ou des dessins et par une liste nominative des pertes allemandes.

Établi tant au moyen des publications officielles que des journaux de marche ou des lettres d'un certain nombre d'officiers, il constitue un récit fidèle et documenté de ces événements. Il permet d'en tirer tous les enseignements que comportent un théâtre aussi différent de ceux qui nous intéressent le plus et un ennemi tel que les Chinois.

Le Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Ce, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 897 — Août — 1902

SOMMAIRE

LE

BUDGET DE LA GUERRE DE L'EMPIRE ALLEMAND

POUR 1902.

La loi d'Empire du 20 mars 1902 a fixé à 2,878,978,891 francs le budget de l'Empire allemand pour l'exercice 1902. Sur cette somme, le département de la guerre est compris pour 817,158,500 francs, dont 710,592,030 fr. au budget ordinaire; 69,655,226 francs au budget extraordinaire, sur ressources ordinaires; 36,911,244 francs au budget extraordinaire, sur ressources extraordinaires.

Le projet de budget prévoyait un total de 830,080,114 francs; les sommes votées ont donc subi une diminution d'environ 13,000,000.

Le budget de la guerre, en 1901, s'élevait au total à 842,079,457 francs; pour la première fois depuis plusieurs années, il subit une réduction sensible, par rapport à celui de l'exercice précédent.

Les causes de cette diminution tiennent à ce que les dernières annuités des crédits alloués pour les changements d'organisation dus à la loi militaire de 1899 disparaissent actuellement du budget, et aussi à ce que les demandes de l'autorité militaire ont subi le contre-coup d'une situation financière peu favorable; le budget total de l'Empire, en effet, comporte lui-même une réduction d'environ 63,000,000 par rapport à celui de 1901.

Les effectifs budgétaires *prévus par le projet de budget* pour l'exercice 1902, étaient :

GRADES ET EMPLOIS.	EFFECTIF A PARTIR du 1er octobre 1902.	AUGMENTATIONS PAR RAPPORT AUX effectifs de 1901.
Officiers	24,292	147
Sous-officiers	80,985	343
Troupe	495,500 (1)	1,149
Médecins militaires	2,198	8
Payeurs	1,054	»
Vétérinaires	678	2
Armuriers	1,011	»
Selliers	93	1
Chevaux de troupe	105,143 (2)	658

(1) Non compris les volontaires d'un an (11,000 environ).
(2) Non compris les chevaux d'officiers, de volontaires d'un an et les chevaux de corvée qui portent le total à 130,000 environ.

Les effectifs pour 1902 étaient légèrement supérieurs

à ceux de l'année précédente; les augmentations provenaient principalement :

a) De la création d'un escadron de chasseurs à cheval pour le XIX° corps d'armée (2° saxon) : cette mesure est la dernière application de la loi du 25 mars 1899;

b) De la constitution de huit nouveaux détachements de mitrailleuses, attachés à des bataillons d'infanterie;

c) De la création de dix nouvelles compagnies d'artillerie à pied.

Les accroissements d'effectifs résultant de ces diverses créations auraient légèrement dépassé le chiffre des hommes de troupe, fixé à 495,500 par la loi du 25 mars 1899, si l'autorité militaire n'avait balancé l'excédent par une diminution correspondante, en remplaçant par la main-d'œuvre civile les ouvriers militaires des ateliers et magasins d'habillement de deux corps d'armée.

Le Reichstag, se conformant à l'avis de sa commission du budget, n'a pas complètement approuvé les propositions de l'autorité militaire; en particulier, il a réduit de dix à six le nombre des compagnies d'artillerie à pied à créer en 1902. Il en résulte une réduction d'environ 20 officiers et 100 sous-officiers sur les augmentations indiquées dans le tableau ci-dessus, ce qui rapproche encore davantage les effectifs de 1902 de ceux de 1901. Le chiffre légal des hommes de troupe (495,500) n'a pas dû être touché par cette décision du Reichstag, car, en même temps, celui-ci n'admettait que pour un corps d'armée, au lieu de deux, le remplacement des ouvriers militaires par des civils.

Si l'on ajoute aux mesures mentionnées plus haut :

a) La création d'une haute école technique militaire (rejetée d'ailleurs par le Reichstag);

b) La constitution d'un corps d'officiers subalternes, spécialement chargé de la surveillance des constructions des fortifications;

on aura la série des principales innovations du bud-

get de la guerre allemand pour l'exercice 1902. Nous examinerons ces questions en détail dans les paragraphes consacrés aux diverses armes et aux services, suivant le plan adopté dans les études des années précédentes.

Cabinet militaire et ministère de la guerre.

Création d'une section supplémentaire au cabinet militaire. — Le budget prévoyait la création d'une troisième section (comprenant un colonel, un officier supérieur, deux archivistes), en raison du nombre toujours croissant des questions ressortissant au cabinet militaire.

La commission du budget, se souvenant sans doute des démêlés retentissants entre le cabinet et le ministère de la guerre, qui eurent lieu en 1895 et amenèrent en partie la retraite du général Bronsart von Schellendorf, se montra hostile à cette création; suivant l'expression d'un député, elle ne voulut pas renforcer la situation du cabinet militaire et en faire un deuxième ministère. Le général von Gossler, ministre de la guerre, soutint vainement la demande de crédit, en déclarant que, depuis son entrée en fonctions, la meilleure harmonie n'avait cessé de régner entre les deux organes et que cabinet militaire et ministère avaient des attributions nettement tranchées : questions de personnel d'une part, questions d'administration de l'autre; la commission, puis le Reichstag rejetèrent le crédit.

Création d'une section, dite des camps d'instruction, au ministère de la guerre. — Le Ministre obtint un résultat plus favorable pour le dédoublement de la section du casernement du ministère de la guerre. Une nouvelle section, portant le nom de *Uebungsplatzabtheilung*, sera chargée de traiter les questions concernant les camps d'instruction, les indemnités de logement, frais de bureaux, etc., et déchargera d'autant la

section du casernement. L'augmentation du personnel, résultant de cette création, a été réalisée le 1er avril. Elle comprend, comme officiers : un colonel chef de section, deux officiers supérieurs; comme employés : quatre rédacteurs ou archivistes.

État-major et adjutantur.

Chefs d'état-major des gouvernements de grandes places fortes. — Les gouvernements des grandes places allemandes possèdent un état-major comprenant des officiers d'état-major, des officiers de l'adjutantur; mais la place de Metz seule était dotée d'un chef d'état-major, du grade de lieutenant-colonel. Désormais, trois grandes places, au moins, seront pourvues de chefs d'état-major; le budget prévoit, pour ces nouveaux emplois, un général-major (probablement pour Metz) et deux officiers supérieurs, destinés vraisemblablement à Strasbourg et Thorn, d'après les explications fournies par le Ministre de la guerre devant la commission du budget.

Service d'adjutantur dans les états-majors. — Les budgets de la guerre indiquaient comme occupées par des lieutenants de nombreuses places d'adjutants dans les états-majors; en réalité, ces fonctions étaient remplies par des officiers déjà anciens et expérimentés; aussi, depuis cette année, le budget ne porte plus de crédits à cet usage pour les lieutenants, et les places occupées par ces derniers sont reportées aux lieutenants en premier. La même mesure a été prise en Saxe et en Würtemberg.

Infanterie.

Détachements de mitrailleuses. — L'infanterie allemande avait été dotée, l'année dernière, de détachements de mitrailleuses rattachés à des bataillons de chasseurs, comme les escadrons de chasseurs à cheval sont ratta-

chés aux régiments de cavalerie. La *Revue militaire* (1) a donné l'effectif, la répartition et l'habillement des cinq détachements constitués en 1901.

Les expériences faites avec ces engins ont donné des résultats satisfaisants, car huit nouveaux détachements seront créés à la date du 1er octobre 1902. L'ordre de Cabinet du 20 mars 1902 fixe ainsi qu'il suit leurs garnisons et leurs affectations :

	CORPS D'ARMÉE.	GARNISONS.	BATAILLON AUQUEL LE DÉTACHEMENT est rattaché.
Détachement de mitrailleuses de la Garde n° 2 (1).	Garde.....	Gross-Lichterfelde.	Bataillon de Schützen de la Garde.
Détachement de mitrailleuses n° 5.	Ier........	Lötzen	IIIe bataillon du régim. d'infanterie n° 7.
Détachement de mitrailleuses n° 6.	Ier........	Sensburg	Ier bataillon du régim. d'infanterie n° 146.
Détachement de mitrailleuses n° 7.	IIIe.......	Lübben......	Bataillon de chasseurs n° 3.
Détachement de mitrailleuses n° 8.	VIe.......	Oels........	Bataillon de chasseurs n° 6.
Détachement de mitrailleuses n° 9.	XIVe......	Colmar......	Bataillon de chasseurs n° 14.
Détachement de mitrailleuses n° 10.	XIVe......	Schlestadt...	Bataillon de chasseurs n° 8.
Détachement bavarois n° 1.	Ier bavarois.	Augsburg....	IIIe bataillon du régim. d'infanterie n° 3.

(1) Rappelons qu'il existait déjà les détachements de mitrailleuses de la Garde n° 1 et les détachements n° 1 à 4.

On voit que la répartition des détachements dans les corps d'armée est fort inégale ; au 1er octobre 1902 :

Trois détachements seront affectés au Ier corps d'armée ;

(1) Voir *Revue militaire des Armées étrangères*, 2e semestre 1901, pages 57 et 103.

Deux à chacun des XIVe, XVe corps et à la Garde;

Un détachement à chacun des IIIe, VIe, XVIIe corps et au Ier corps bavarois.

L'autorité allemande ne s'est pas contentée d'accroître le nombre des détachements de mitrailleuses, mais elle a encore augmenté leur effectif en officiers, sous-officiers, hommes et chevaux. A partir du 1er octobre les anciens et les nouveaux détachements comprendront chacun (1) :

4 officiers (1 capitaine, 3 lieutenants en 1er ou lieutenants);

13 sous-officiers (1 feldwebel, 1 vize-feldwebel, 2 sergents, 8 sous-officiers, dont 1 maréchal ferrant et 1 armurier, 1 trompette);

64 hommes (1 rengagé, 7 gefreite, 54 *gemeine*, dont 18 conducteurs, 1 ouvrier, 1 infirmier);

54 chevaux (18 chevaux de selle, 36 de trait).

Le matériel attelé comprend toujours 8 caissons à munitions, dont six ont l'arrière-train disposé pour recevoir une mitrailleuse.

Le crédit supplémentaire demandé pour la constitution du matériel de ces détachements s'élève à 1,952,000 francs. Ils seront constitués au moyen de sous-officiers et d'hommes (dans leur deuxième année de service) tirés de l'infanterie (ligne ou chasseurs), et des troupes montées de la région de corps d'armée. En particulier l'artillerie de campagne fournira le feldwebel, un sous-officier et les dix-huit conducteurs, un corps de troupe monté, le trompette et le maréchal ferrant. La création des nouveaux détachements sera d'autant plus facile qu'au dire de la presse allemande, ils existent déjà en grande partie et que le budget n'a fait que sanctionner un état de choses existant.

---

(1) Le détachement bavarois fait seul exception à la règle et doit se constituer à l'effectif fixé en 1901 : 3 officiers, 9 sous-officiers, 58 hommes, 43 chevaux.

Le recrutement des détachements de mitrailleuses se fait dans des conditions particulièrement favorables : les hommes non montés qui leur sont destinés sont d'abord versés comme recrues dans le bataillon auquel est rattaché le détachement, et y reçoivent l'instruction complète jusques et y compris l'école de compagnie ; les conducteurs leur sont envoyés à l'automne par les régiments d'artillerie de campagne du corps d'armée ; les chevaux sont livrés par les corps de troupe montés ; ils doivent être parfaitement aptes à l'emploi qui leur est réservé et avoir entre 7 et 14 ans pour la constitution du détachement, entre 9 et 10 ans pour les remplacements ultérieurs.

Armement de l'infanterie. — Une somme de 231,250 francs est consacrée cette année à des expériences faites sur les armes portatives. Ce crédit figure comme troisième et dernière annuité d'une somme totale de 10,687,750 francs accordée à cet effet en 1900. Mais le projet de budget pour l'exercice 1902 fait remarquer que les essais ne sont pas terminés ; il est donc probable que de nouveaux crédits seront demandés l'année prochaine pour le même objet.

Cavalerie.

Escadron de chasseurs à cheval saxon. — La Saxe crée un deuxième escadron de chasseurs à cheval, qui sera affecté au XIXe corps ; son effectif comprendra :

5 officiers (1 capitaine, 1 lieutenant en 1er, 3 lieutenants) ;

18 sous-officiers (1 wachtmeister, 1 vize-wachtmeister, 4 sergents, 9 sous-officiers, 1 trompette, 1 infirmier, 1 vétérinaire auxiliaire) ;

117 hommes (2 rengagés, 18 gefreite, 96 cavaliers, 1 ouvrier) ;

132 chevaux de troupe.

Cette création, qui aura lieu le 1er octobre 1902, est la dernière mesure d'application de la loi du 25 mars 1899, aussi bien pour la Saxe que pour les autres États allemands.

Jeunes chevaux des régiments de cavalerie. — Chaque régiment de cavalerie subissait, par raison d'économie, une diminution de quatre unités sur l'effectif budgétaire des jeunes chevaux. Cette mesure datait de 1847 ; depuis cette époque, la durée du service du cheval dans la cavalerie a été portée de 9 à 10 ans, et les exigences du service ont augmenté. Les régiments recevront désormais leur effectif au complet, ce qui nécessite pour la Prusse seule une augmentation de 377 jeunes chevaux.

Artillerie.

Officiers détachés aux écoles de tir de l'artillerie. — Lors des augmentations d'effectifs de l'armée allemande en 1893, le nombre des lieutenants détachés à chacun des deux cours de l'école de tir avait été fixé à 80 ; il fut suffisant pendant plusieurs années en raison du grand nombre de vacances existant alors dans les places de lieutenant d'artillerie. En 1897-1898 ce chiffre fut porté provisoirement à 100, afin de ne pas retarder l'envoi à l'école de tir des jeunes officiers ; il sera désormais adopté d'une manière définitive, au moins comme maximum.

D'après le budget, les différents cours comprendront :

Pour les officiers de l'artillerie de campagne : deux cours de quatre mois et demi, comprenant chacun 33 capitaines, 41 lieutenants en 1er ; deux cours de quatre mois, pouvant comprendre chacun jusqu'à 100 lieutenants.

Pour les officiers de l'artillerie à pied : deux cours de quatre mois, comprenant chacun 18 sous-officiers ; deux

cours de trois mois et demi, comprenant chacun 9 capitaines, 15 lieutenants en 1er; un cours d'un mois pour environ 30 lieutenants sortant du cours inférieur de l'école mixte de l'artillerie et du génie.

Il existe en outre des cours pour officiers généraux, officiers supérieurs et officiers des réserves.

Création de six compagnies d'artillerie à pied. — L'autorité militaire demandait la création de dix compagnies d'artillerie à pied en se basant sur les difficultés de service de cette arme en cas de guerre.

« Les bataillons actuels, disait l'exposé des motifs, même en y comprenant les unités nouvelles qu'ils auraient à constituer à la mobilisation, ne sont pas suffisants pour constituer les formations destinées à l'offensive, pendant que dans les places frontières d'excellentes troupes (de ligne et de réserve) sont nécessaires pour organiser l'artillerie chargée de la défense de ces places. L'extension du système défensif du pays a entraîné la construction d'ouvrages qui manquent d'artillerie à pied pour leur défense. »

La commission du budget du Reichstag a réduit à six le nombre de compagnies à créer en 1902, mais seulement par raison d'économie et sans méconnaître la nécessité d'une augmentation ultérieure. Un journal officieux annonçait d'ailleurs, au moment du dépôt du projet de budget, qu'il était de toute nécessité d'augmenter l'artillerie à pied, que les demandes de nouvelles unités en 1902 étaient seulement le prélude d'autres mesures plus importantes et qu'elles étaient limitées simplement par la nécessité de ne pas dépasser l'effectif [illegible] avant la fin de la période d'application de la loi de [illegible] (1er avril 1904). Il faut donc s'attendre à voir l'au[illegible] militaire renouveler sa demande soit dans le [illegible] budget, soit dans la loi militaire qui doit [illegible] remplacer celle de 1899.

[illegible] Cabinet du 20 avril de cette année a fixé

ainsi qu'il suit la répartition des six nouvelles compagnies à créer au 1er octobre 1902 :

Deux compagnies tenant garnison à Fort-Boyen (Lötzen) constituent les 9e et 10e compagnies du régiment d'artillerie n° 1 (Königsberg) et sont rattachées au 2e bataillon de ce régiment ;

Deux compagnies stationnées à Marienburg sont affectées, dans les mêmes conditions, au régiment n° 11 (Thorn) ;

Deux compagnies stationnées à Thionville, au régiment n° 8 (Metz) (1).

Comme ces compagnies sont séparées du gros de leurs régiments, chacun des trois groupes sera commandé par un officier supérieur remplissant les fonctions de commandant de bataillon.

Matériel de l'artillerie de campagne. — Le crédit demandé pour la constitution d'une réserve du matériel de campagne n'est que de 625,000 francs, beaucoup plus faible que celui de l'année précédente (4,756,250 francs) et quoiqu'il reste encore une somme de 13,760,000 francs prévue pour cet emploi. Faut-il voir dans cette réduction un effet du revirement de l'opinion allemande en ce qui concerne ce matériel? On ne saurait l'affirmer. L'autorité allemande se défend, d'ailleurs, de songer à le modifier, et le Ministre de la guerre bavarois, interrogé à ce sujet, a répondu à la Chambre bavaroise que « le canon français avait des avantages, mais n'était pas « supérieur à la pièce allemande. »

Le crédit consacré à la fabrication de matériel et de munitions pour les nouvelles formations de l'artillerie de campagne, est de 2,500,000 francs (4e annuité), inférieur de près de moitié au crédit de 1901 ; il est vrai

---

(1) La 6e compagnie du 8e régiment, actuellement à Thionville, rentrera à Metz à la même date.

qu'il ne reste plus que 3,725,000 francs à demander sur une dépense totale prévue de plus de 33,000,000 de francs.

Matériel de l'artillerie à pied. — Depuis deux ans, la Prusse a consacré 24,375,000 francs au matériel de l'artillerie à pied; une somme de 12,500,000 francs était demandée en 1902. Le budget ne donne aucune explication sur l'emploi de ces fonds.

D'après la presse, cette demande a provoqué une vive discussion devant la commission du budget. Le Ministre de la guerre aurait déclaré qu'il avait besoin de ce crédit « pour la transformation du matériel de « l'artillerie à pied, aussi indispensable pour elle que « pour l'artillerie de campagne »; la commission et le Reichstag ont cependant réduit le crédit à 10,000,000 de francs.

Cités ouvrières. — Dans certaines localités qui possèdent des établissements de l'artillerie, l'autorité militaire prévoit la construction de maisons d'habitation pour les familles des ouvriers de ces établissements (500 logements à Spandau, 100 à Lippstadt, etc.).

Génie et fortifications.

Création d'une inspection des ingénieurs et d'une inspection des fortifications. — Les directions du génie étaient, jusqu'ici, réparties entre sept inspections des fortifications, relevant elles-mêmes de trois inspections des ingénieurs.

Le développement toujours croissant des fortifications et la nécessité d'assurer, en cas de guerre, la mise au complet du personnel nécessaire aux places fortes exigent, d'après le budget de 1902, la création d'une 4e inspection des ingénieurs et d'une 8e inspection des fortifications.

La nouvelle organisation est entrée en vigueur au

1er avril 1902 : la 4e inspection des ingénieurs, dont le siège est à Metz, a sous sa dépendance les 6e et 7e inspections des fortifications (Metz et Cologne), enlevées à la 3e inspection des ingénieurs (Strasbourg).

Celle-ci conserve la 5e inspection des fortifications (Strasbourg) et reçoit la 8e, de nouvelle création, dont le siège est provisoirement fixé à Fribourg.

Création d'une troisième section au comité du génie. — Le comité du génie comprenait jusqu'ici deux sections s'occupant respectivement des questions concernant les pionniers ou les forteresses. Une troisième section, dite électrotechnique, est créée depuis le 1er avril ; elle sera chargée d'étudier les questions d'électricité dans leurs applications aux places fortes (sauf en ce qui concerne la télégraphie sans fil et l'aérostation) et d'examiner les projets présentés à ce sujet.

Mais l'officier supérieur placé à la tête de cette nouvelle section n'aura pas simplement un rôle d'étude : il aura, de plus, la direction du service télégraphique dans les places fortes, du télégraphe militaire de Berlin et du service des pigeons voyageurs, qui sont enlevés à l'inspection des troupes de télégraphie (et, par suite, à l'inspecteur des troupes de communications).

Le chef de la section électrotechnique aura, vis-à-vis du personnel de ces services, les droits d'un chef de corps ; il correspondra directement, pour les questions de service courant, avec les commandants de corps d'armée, gouverneurs et commandants de place, ainsi qu'avec le ministère de la guerre (Département général) et l'inspection des troupes de communications.

(*A suivre.*) (142)

LA MOBILISATION

ET LA

CONCENTRATION ALLEMANDES

EN 1870 (1)

La concentration allemande et la surprise stratégique.

Comme nous l'avons vu, les dispositions arrêtées par Moltke sont modifiées dès les premiers jours de la mobilisation. Désormais les trois armées de première ligne doivent être établies le 3 août (19ᵉ jour), la Iʳᵉ sur la ligne Sarrelouis-Merzig, la IIᵉ sur celle de Völklingen-Sarrebrück et vers Sarreguemines, la IIIᵉ à cheval sur le Rhin, autour de Landau et de Karlsruhe. Des deux corps de la réserve, le XIIᵉ sera à Kaiserslautern, le IXᵉ à Homburg et Deux-Ponts (2).

Les premières troupes ont terminé leur mobilisation le 23 juillet; les transports de concentration commencent le 24 (9ᵉ jour). Dans l'intervalle, le Grand État-Major prussien a suivi attentivement la marche des événements en France. Malgré la confusion des nouvelles tirées des journaux, la circulation en tous sens

---

(1) Voir le numéro de juillet 1902, p. 1.

(2) *État-Major prussien*, t. I, p. 87. Voir le croquis n° 3, numéro de juin 1902, p. 499.

des troupes rejoignant la frontière, des réservistes gagnant les dépôts, puis les corps actifs, un officier de cet état-major, le major Krause, parvient à établir, à peu près exactement, un ordre de bataille de l'armée française, qui est communiqué, dès le 24 juillet, au commandement. Dans la suite on n'a plus à y apporter que des corrections relativement sans importance.

Avant cette date on connait donc à Berlin la concentration du 2e corps à Saint-Avold, celle des 4e, 3e corps et de la Garde à Thionville, Metz, Nancy ; du 5e corps entre Sarreguemines et Bitche ; du 1er corps à Strasbourg et du 6e corps près de Châlons. On sait qu'il reste encore deux divisions d'infanterie à Paris. Par contre, on est dans l'incertitude touchant la formation du 7e corps à Belfort, où l'on croit d'abord qu'il y a seulement une division de réserve. On n'est pas mieux fixé au sujet des divisions de la réserve générale de cavalerie, et l'on suppose que les deux divisions d'infanterie restées à Paris (1) sont destinées à une expédition maritime. Les noms des commandants de corps d'armée, le nombre des divisions d'infanterie dont ils disposent, sont connus. Il n'y a d'erreurs que pour les noms des divisionnaires et des brigadiers, ainsi que pour les numéros des régiments.

On part de cette donnée, communiquée textuellement aux divers états-majors, que les bataillons français ont quitté leurs garnisons à l'effectif moyen de 500 hommes au plus. Après l'incorporation des réservistes, à dater du 29 juillet, ils atteindront 700 hommes. La cavalerie ne dépassera pas 500 sabres par régiment. Dès lors, la division d'infanterie ne compte que 6,500 hommes qui seront portés à 9,100 après le 29 juillet. Les 19 divisions des cinq premiers corps et de la Garde représentent

(1) Qui font partie du 6e corps.

seulement 123,500 hommes d'infanterie; elles atteindront ensuite 162,500 hommes. En y ajoutant les troupes de Châlons, Paris et Belfort, ces effectifs s'élèvent à 172,900 et 227,500 hommes.

L'examen attentif des mouvements de troupes signalés en France n'a pas tardé à montrer, contre toutes les prévisions de Moltke, que nos corps ont appliqué le système de la mobilisation en plusieurs échelons. Ils ont, en effet, quitté leurs garnisons normales et gagné la zone de concentration, sans avoir reçu leurs réservistes ni même avoir achevé leur mobilisation.

Une décision dont les conséquences peuvent être aussi graves ne doit pas avoir été dictée uniquement par la volonté de troubler dans leur mobilisation les troupes prussiennes et bavaroises de la frontière. Des motifs plus sérieux ont dû entrer en jeu. Dès lors, on croit pouvoir admettre, avec toute apparence de raison, que les Français vont jeter toutes leurs forces disponibles dans la province du Rhin et le Palatinat. Ils mettront à profit leur incontestable supériorité numérique, si momentanée qu'elle soit, pour troubler, sinon empêcher, la concentration des armées allemandes à l'Ouest du Rhin.

Moltke a d'abord refusé d'admettre l'éventualité d'une surprise stratégique. Il croit, d'après un rapport du major von Waldersee, attaché militaire à Paris, que les hostilités sérieuses ne pourront commencer avant le 24 juillet (9e jour). C'est le 19 seulement que ses impressions paraissent se mettre à l'unisson de celles du roi Guillaume, plus pessimistes. La remise de la déclaration de guerre par notre chargé d'affaires, remise que l'on n'attendait pas si tôt, le persuade que nous allons passer la frontière dès le lendemain, 5e jour de la mobilisation prussienne.

« Comme, sans leurs réservistes, ils (les Français) ont de faibles effectifs, ils renonceront peut-être entièrement à envahir le Sud de l'Allemagne, dont ils connaissent

maintenant les dispositions réelles, et pénétreront dans le Palatinat en traversant la ligne Sarrebrück-Bitche.

« Il pourront alors atteindre au 10e jour de la mobilisation la position de Marnheim (1) et l'attaquer le 11e.

« A cette date, nous aurons pu y concentrer seulement une moitié des IIIe, IVe, XIe corps et la 25e division, c'est-à-dire 60,000 hommes environ, avec une artillerie numériquement insuffisante.

« Dès lors, il ne nous est pas possible de choisir en ce moment Marnheim comme point de concentration ; les Français pourront donc, en admettant de leur part une offensive énergique, paraître le 12e jour devant Mayence.

« Nous y aurons concentré le 13e jour : les IIIe, IVe et IXe corps, 100,000 hommes ; à Germersheim le XIe corps, la division badoise et une partie de la division wurtembergeoise, 50,000 hommes.

« Si, d'ailleurs, les Français ne prennent pas l'offensive de Strasbourg, sur la rive droite du Rhin, le XIe corps sera également dirigé sur Mayence (2). »

On voit que, cette fois, Moltke est disposé à s'exagérer la rapidité de mouvement dont nos troupes sont susceptibles et, par suite, les dangers qui en résulteraient pour la concentration allemande. Cette tendance ressort nettement d'une autre note publiée également dans la *Moltkes Korrespondenz* : « ..... Nous pourrions aussi peu empêcher au début l'invasion de la rive gauche du Rhin,

---

(1) Cette position de Marnheim est mentionnée à diverses reprises dans la *Correspondance* de Moltke. Elle est située sur la route de Sarrebrück à Mayence, au débouché des montagnes, entre Kirchheimbolanden et Goellheim, au confluent du Pfrimmbach et d'un petit ruisseau. Elle est constituée par une série de collines ayant un fort commandement sur les hauteurs opposées et offrant, par endroits, de beaux glacis. Les derrières sont bien dégagés et l'ensemble constitue la position classique.

(2) *Moltkes Korrespondenz*, t. I, p. 144, n° 30, 19 juillet 1870.

er la garnison
remier jour de

ar nous une armée
s nombreux, forts
ciers, richement
avec un effectif qui
à 150.000 combat-

admettre que cette
sur la frontière, et
à sept ou huit étapes

ans ces huit jours,
leurs réservistes,
en même temps
celle-ci pourra s
Strasbourg, mais près

dans ce cas, auraient
ssession de Landau et
fer de la Nahe ou
nous aurions à livrer
ation des réservistes

rps d'armée, qui doi-
16e jour (2). »
es dans sa Corres-
, montre combien,
comme négligeable,
s'impose au chef

être donné l'im-

, sans

d'État-Major du Roi. Il examine notamment, à plusieurs reprises, le cas où nos opérations actives commenceraient le 25 juillet.

Mesures prévues par Moltke en cas de surprise stratégique.

Il admet d'abord qu'une partie seulement des troupes de Belfort et de Colmar (7e corps) (1) peut être portée à Strasbourg, et évalue leur total, joint à celui du 1er corps, à 35.000 hommes. En supposant qu'ils se mettent en marche le 25 juillet, ils atteindraient à cette date Drusenheim, passeraient le Rhin le 26, seraient à [illegible] le 27, battraient les Badois le 28, et iraient à Ettlingen le 29.

Or, les 30.000 hommes du XIe corps seraient à Germersheim, prêts à combattre, le 27, à Karlsruhe le 28, à Ettlingen le 29. Ils y assureraient [illegible] montagnes des 15.000 Badois, tandis que [illegible] Wurtembergeois les rallieraient par [illegible]. Le total des forces allemandes à Ettlingen [illegible] hommes pour faire face aux 35.000 Français [illegible] d'Alsace. La solution finale [illegible].

L'offensive française peut [illegible] par la rive gauche du Rhin, les troupes [illegible] Haguenau-Bischwiller le 25 [illegible] Winden-Maxau le 27. Landau-Germersheim [illegible] Moltke admet qu'elles y [illegible] 3e corps partant de Bitche le 2[illegible] pour [illegible] le 27 à Annweiler et le 2[illegible] [illegible] nirions ainsi 55,000 hommes.

---

1. Dans la note 32 M[illegible] et non du 7e corps. B[illegible] chiffres comprennent [illegible]

De leur côté, les Allemands pourraient concentrer entre le Klingbach et la ligne Landau-Germersheim les XI° et V° corps, les Badois et Wurtembergeois, soit 85,000 hommes. Après s'être servi du pont de Maxau pour le passage des Badois et Wurtembergeois, on aurait à le replier (1). En ce cas encore, l'issue de la bataille entre 55,000 et 85,000 hommes paraîtrait certaine à l'avance.

Dans une autre note, le chef d'État-Major du Roi étudie de nouvelles hypothèses, également basées sur la fixation au 25 juillet du début de notre offensive. Le 3° corps, évalué à 26,000 hommes d'infanterie seulement et groupé vers Boulay, à la hauteur du 2°, peut entrer dans le Palatinat en même temps que les 2° et 5° corps, le 4° opérant isolément vers Trèves ou suivant en deuxième ligne. Dans le premier cas, Moltke évalue à 65,000 hommes d'infanterie l'ensemble des 3°, 2° et 5° corps. Voici le tableau de marche qu'il établit pour eux :

DATE.	3° CORPS.	2° CORPS.	5° CORPS.
25 juillet	Sud de Sarrelouis.	Sarrebrück.	Sarreguemines.
26 —	Sulzbach ?	Blieskastel.	Deux-Ponts.
27 —	Saint-Wendel.	Landstuhl.	Pirmasens.
28 —	Kusel.	Kaiserslautern.	Heltersberg.
29 —	Wolfstein.	Winnweiler.	Frankenstein.
30 —	Ouest du Donnersberg	Est du Donnersberg.	Grünstadt.

Ils feraient ainsi six étapes sans un jour de repos, condition qu'il est difficile d'admettre. Il faudrait d'ailleurs donner aux corps d'armée de deuxième ligne, le

(1) Moltke, *Correspondance*, t. I, p. 146, n° 32.

6e corps et la Garde, évalués respectivement à 19,500 et 13,000 hommes d'infanterie, le temps de rejoindre la première ligne (1). De la sorte, ces cinq corps, soit 97,500 hommes d'infanterie, ne pourraient attaquer avant le 1er août une position aux environs d'Alzey ou de Marnheim. A cette date les Allemands disposeraient de la IIe armée (130,000 hommes), des deux corps de réserve (IXe et XIIe), 60,000 hommes; si une partie des forces françaises prenait l'offensive sur la rive droite du Rhin et non sur la Lauter, on pourrait renforcer encore ce total du Ve corps (30,000 hommes). Les 220,000 hommes ainsi concentrés représenteraient 176,000 combattants d'infanterie en face de 97,500.

Le long du Rhin, les conditions seraient plus favorables encore pour les Allemands. Dans sa note n° 35, Moltke reproduit en effet, à peu de variations près, les évaluations citées plus haut concernant l'effectif disponible de nos troupes d'Alsace (36,000 hommes d'infanterie au lieu de 35,000) et leurs itinéraires probables. Il arrive à conclure que ces 36,000 hommes se heurteraient le 29 juillet, vers Ettlingen, aux 52,000 hommes du XIe corps, des Badois et des Wurtembergeois réunis. Si l'offensive française devait se produire par la rive gauche du Rhin, le 28 juillet nos 36,000 hommes seraient sur le Klingbach, en contact avec les 75,000 hommes (infanterie), seulement des XIe et Ve corps, Badois et Wurtembergeois. Si le 5e corps ralliait nos troupes d'Alsace devant le Klingbach, la disproportion serait moindre : 55,000 hommes contre 75,000. Mais Moltke considère cette éventualité comme improbable, l'armée française de la Sarre étant déjà trop faible par elle-même (2).

(1) Moltke admet que le 4e corps sera tenu en respect par le VIIe.
(2) *Moltkes Correspondenz*, t. I, p. 148-150, n° 35.

Deux autres notes (nos 33 et 34) précisent ses calculs, en ce qui concerne la concentration allemande et la possibilité de faire face à une surprise stratégique.

Il admet que, le 28 juillet (13e jour), le IIIe corps sera entre Bingen et Mayence, son avant-garde à Kreuznach; le IVe corps à Mannheim; l'avant-garde à Dürckheim; le IXe corps à Mayence (18e division) et à Worms (25e division); le XIe corps à Landau. Le 29 (14e jour) on pourra concentrer à Alzey les IIIe et IXe corps (65,000 hommes); à Neustadt ou Dürckheim les IVe et Xe corps (60,000 hommes), au total 125,000 hommes, effectif qui paraît sans doute insuffisant à Moltke, car il admet également la possibilité d'une autre concentration à la même date, cette fois sur le Rhin : derrière Mayence, le IIIe corps et la 18e division (50,000 hommes); à Germsheim, la 25e division (15,000 hommes); à Worms, le IVe corps (30,000 hommes); à Mannheim, le XIe corps (30,000 hommes); à Rastatt et Spire, les Badois et Wurtembergeois (30,000 hommes).

Dans cette hypothèse, le 2 août (18e jour), la IIe armée et la réserve (180,000 hommes) seraient à Mayence ou en avant (IIIe corps à Kreuznach; IXe corps, Alzey; Xe et XIIe corps, Garde, Mayence; IVe corps, Grünstadt); les Ve et XIe corps, à Landau et Germersheim (60,000 hommes), les Badois et Wurtembergeois, à Maxau (30,000 hommes). Avec le VIIIe corps, qui serait sur la Nahe, le total représenterait 300,000 hommes, indépendamment du VIIe corps, encore en voie de concentration, et des Bavarois (1).

En somme, le déploiement stratégique, à l'Ouest du Rhin, de onze corps d'armée du Nord et d'un corps du

---

(1) Moltke ne donne pas les motifs de cette dernière omission, mais on verra qu'elle tient à la lenteur présumée de la mobilisation bavaroise, lenteur que l'état-major prussien paraît s'être sensiblement exagérée.

Sud (380,000 hommes), entièrement prêts à marcher, sera terminé en vingt et un jours, le 5 août. Pour opposer des forces suffisantes à une offensive française, les Allemands doivent attendre jusqu'au 29 juillet dans la vallée du Rhin (rive droite). Ils auront alors 55,000 hommes d'infanterie (XIe corps, Badois, Wurtembergeois) contre 45,000.

Sur la rive gauche, à la même date, ils mettraient 62,000 hommes en face de 45,000 (V^e corps en plus, partie des Badois-Wurtembergeois en moins).

Dans le Palatinat, à dater du 1er août seulement, ils opposeraient, en avant de Mayence, 140,000 hommes (les IIIe, IVe, XIe, Garde, IXe, XIIe corps) à 136,000. Si les Ve et VIIIe corps pouvaient intervenir, la proportion leur serait plus favorable, 200,000 contre 136,000. Ils auraient sur la Moselle, sans doute vers Wittlich, au 1er août, les 26,000 hommes du VIIe corps, soit, avec le VIIIe, 50,000 hommes pour faire face à notre 4e corps. Mais il faudrait que le VIIIe corps ne renforçât pas la IIe armée, au risque de ne pas lui assurer une suffisante supériorité numérique.

De ces considérations, Moltke déduit que, si les Français prennent, dès les premiers jours, l'offensive vers Sarrebrück et le long de la rive gauche du Rhin, il sera nécessaire, pour assurer aux Allemands l'effectif souhaitable, de diriger le VIIIe corps de Kirchberg sur Kreuznach, où il pourra être le 2 août. Si, au contraire, nous passions le Rhin, les VIIe et VIIIe corps pourront se porter en avant, en menaçant, au delà de Sarrelouis, notre ligne de communication de Sarrebrück à Metz.

L'ensemble des corps d'armée allemands, pourvus des premiers échelons de leurs trains, sera prêt à commencer les opérations actives le soir du 3 août; une partie pourra même se mettre en mouvement à cette date (1).

---

(1) *Moltkes Korrespondenz*, t. I, p. 147-148, n° 35.

Modifications à la concentration allemande.

Les documents qui viennent d'être analysés indiquent assez que Moltke s'inquiète de la possibilité d'une offensive brusquée de notre part, qu'il cherche les moyens d'y parer. Toutefois, il ne change rien, tout d'abord, à ses dispositions premières. Le 20 juillet, son action se traduit uniquement par l'envoi, sur la frontière française, d'un nouveau régiment de cavalerie, le 5e dragons. Parti de Mayence le 22 juillet, par étapes, il ira le même jour à Alzey, le 23 à Winnweiler, le 24 à Kaiserslautern. De là, il observera la frontière, en se reliant à droite au 7e uhlans, qui fait partie du détachement de Sarrebrück, et à gauche à la brigade bavaroise du général-major Maillinger, qui est pour l'instant à Spire. Il doit également empêcher la destruction du chemin de fer Ludwigshafen—Homburg par de faibles détachements français, destruction qui, par malheur, est fort loin de nos intentions. En cas de rencontre avec des forces supérieures, il se repliera sur Mayence.

C'est à un officier d'état-major, le capitaine von Huene, qui a le commandement militaire de cette ligne, qu'il appartiendra au besoin d'ordonner des destructions de voies ferrées en territoire allemand. Toutefois, en son absence, si l'urgence s'en faisait sentir, le 5e dragons serait autorisé à effectuer des coupures temporaires (1).

En même temps, Moltke invite le commandant du 7e uhlans, lieutenant-colonel von Pestel, à tenter la destruction complète du chemin de fer entre Sarreguemines et Haguenau, au moyen d'un petit détachement lancé de Deux-Ponts (2). Il fait établir un pont de bateaux à

(1) Dépêche du 20 juillet, n° 36, *Moltkes Korrespondenz*, t. I, p. 131.

(2) Télégramme du 20 juillet, 8 h. 30 soir, *Moltkes Korrespondenz*, t. I, n° 37.

Petersau, au Sud de Worms, destiné à doubler celui qui existe en cette ville. Il prévient le Prince royal de Prusse, qui commande la IIIe armée, que le Ve corps prussien débarquera à Landau du 12e au 18e jour inclus; le XIe, qui opère sa concentration par étapes et par voie ferrée simultanément, atteindra, du 10e au 13e jour inclus, la ligne Germersheim—Landau, son gros étant en place dès le soir du 10e jour. Il donne au Prince les détails suivants sur la couverture, telle qu'elle est organisée par les Bavarois et les Badois, en dehors, semble-t-il, de toute intervention du Grand État-Major prussien.

La brigade bavaroise de Spire a porté un bataillon, auquel a été joint un escadron badois, à Winden, nœud de routes entre Landau et Wissembourg, une compagnie de pionniers à Maxau. Quant aux Badois, dès le 18 juillet au soir, ils avaient un bataillon et un escadron à Hagenbach (au Sud de Maxau), poussant des patrouilles vers la Lauter; une compagnie à Maxau; un régiment de dragons observant le Rhin, de Maxau au confluent de la Murg, vers Rastadt; un autre en observation de la Murg à Lichtenau (à hauteur de Brumath).

En outre il y avait à Rastadt un régiment prussien, le 34e, une compagnie de mineurs prussienne, deux brigades d'infanterie badoise, de l'artillerie de forteresse et des pionniers; Kehl était occupé par une compagnie et demie d'infanterie, 40 artilleurs, quelques pionniers et 20 chevaux. Les dispositions étaient prises pour barrer le Rhin près du confluent de la Murg : on avait réuni dans ce but 19 grands bateaux et 70 *Dreiborde*, prêts à être coulés.

La division wurtembergeoise devait être prête à marcher le soir du 26 juillet, avec Karlsruhe pour destination; dix escadrons, mobilisés dès le 21, étaient mis provisoirement à la disposition de la division badoise. Quant aux Bavarois, leur concentration menaçait d'être plus lente : le 1er août ils auraient à Germesheim et

Spire trois divisions d'infanterie prêtes à combattre (2e, 3e et 4e divisions); le 2 août, la 1re division; le 3 août, la cavalerie de réserve des deux corps d'armée; le 7 août, l'artillerie de réserve du IIe corps; leurs trains ne seraient complets que le 8 août au soir (1).

C'est le 22 juillet seulement que Moltke se résigne à modifier les dispositions qu'il a arrêtées pour la concentration : « Hier, écrit-il dans un rapport au Roi, les Français n'avaient pas encore franchi la frontière, mais ils peuvent le faire d'un moment à l'autre.

« S'ils prennent aujourd'hui, 7e jour de la mobilisation, l'offensive avec les 142,000 hommes environ qu'ils ont concentrés, ils pourront atteindre le 13e jour (28 juillet) les abords de Kirchheimbolanden, à la condition de marcher résolument.

« A mettre les choses au pis, ils seront sur le Rhin le 15e jour et s'y heurteront aux IIIe, IVe et IXe corps, 100,000 hommes, à Mayence; au XIe corps, à la division badoise et à partie de la division wurtembergeoise, environ 50,000 hommes, à Worms; au VIIIe corps, 20,000 hommes, à Kreuznach. De la sorte, même au cas le plus avantageux pour eux, leur offensive sera complètement arrêtée.

« En outre, jusqu'au 17e jour de la mobilisation inclus, nous serons renforcés à Mayence par la Garde et le Xe corps, à Worms par les Ve et XIIe corps.

« Le 1er août il pourra déboucher simultanément de Kreuznach, 30,000 hommes; de Mayence, 130,000; de Worms, 90,000; au total, sans les Bavarois, 250,000 hommes, le VIIe corps restant disponible pour agir sur les communications de l'ennemi.

« Il est d'ailleurs possible que les Français retardent

(1) Dépêche du 21 juillet, n° 40, *Moltkes Korrespondenz*, t. I, p. 153-154.

encore leur offensive ; ils concentrent 52,000 hommes derrière les corps d'armée déjà prêts à entrer en ligne, 70,000 réservistes rejoindront les dépôts le 23 juillet et les régiments le 28 (1). Mais il n'est ni certain, ni vraisemblable que l'on attende ces renforts.

« Nous ne pourrions, même si les Français prenaient l'offensive seulement le 9e jour de la mobilisation (24 juillet), leur opposer à Kirchheimbolanden ou plus avant que les IIIe et IVe corps, 60,000 hommes. Nous aurions à nous retirer en combattant.

« Je propose donc très respectueusement de prendre dès maintenant la résolution suivante :

« *La IIe armée débarquera sur le Rhin.*

« Cette solution n'empêchera pas de porter le 12e jour, en avant de Mayence, deux divisions d'avant-garde, que le reste de la IIe armée suivra par étapes.....

« Il n'y aura pour le moment aucun changement dans les dispositions de marche et de transport concernant les autres fractions (2). »

Cette proposition est aussitôt approuvée par le Roi, malgré les inconvénients évidents qu'elle entraîne. Le 23 juillet, veille du jour où commenceront les transports de concentration, elle est notifiée à la IIe armée. Par suite, les IIIe et Xe corps, qui seront transportés sur la ligne A, par Cologne, Coblenz, Bingen, commenceront leur débarquement à Bingen, pousseront une avant-garde à Kreuznach et cantonneront vers cette ville ou vers Mayence.

De même, le IVe corps et la Garde, qui feront usage de la ligne C, par Francfort-sur-le-Main, ne dépasseront pas Mannheim ; le IVe corps poussera seulement une

(1) Évaluation purement approchée. En réalité, l'incorporation des réservistes dans les bataillons actifs n'était pas terminée le 6 août.

(2) Rapport au Roi, du 22 juillet 1870, *Moltkes Korrespondenz*, t. I, n° 43, p. 155.

avant-garde jusqu'à Dürckheim. Le 5e dragons, qui a été dirigé sur Kaiserslautern, comme nous l'avons vu, établira provisoirement la liaison entre les IIIe et IVe corps; il devra être le plus tôt possible relevé par un régiment de la IIe armée (1). Le gros du IVe corps cantonnera autour de Mannheim, prêt à se porter soit sur Marnheim, soit sur Mayence, par l'une ou l'autre rive du Rhin: il pourra également soutenir le XIe corps et les Bavarois à Landau-Germersheim, ou les Badois-Wurtembergeois à Rastadt.

Les IXe et XIIe corps cantonneront autour de Mayence, suivant les dispositions arrêtées par le commandement de la IIe armée et bien qu'ils ne fassent pas encore partie de cette dernière (2).

(*A suivre.*) (108)

---

(1) Bien que Moltke ne dise pas les motifs de ce relèvement, il est évident que le rôle de liaison dévolu au 5e dragons se concilie mal avec celui de couverture qui lui a été également assigné. En outre, ce régiment faisait partie de la 4e division de cavalerie, rattachée elle-même à la IIIe armée, alors qu'il allait opérer devant le front de la IIe.

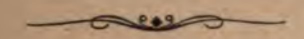
(2) Dépêche du 23 juillet, n° 50 et note du 22, soir, n° 47, *Moltkes Korrespondenz*, t. I, p. 160 et 158.

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE (1)

(1899-1900)



IX. — Seconde tentative pour débloquer Ladysmith. — Échec de Spion-Kop.

Conformément aux ordres donnés, le mouvement commence dans la nuit du 9 au 10 janvier (2). La division Clery vient camper près de Pretorious Farm. Les pluies très violentes des jours précédents ont rendu les chemins très mauvais et grossi les moindres torrents. Malgré le peu de longueur de l'étape, la marche est rendue pénible par la présence de nombreuses voitures au milieu des colonnes. Dans la journée du 10, la division Warren vient aussi camper à Pretorious Farm. Les mouvements des convois prévus dans l'ordre du 8 janvier s'exécutent au prix de mille difficultés et avec de sérieux retards. Au passage des ravins, il est fréquemment nécessaire de doubler les attelages et d'employer

---

(1) Voir la *Revue militaire des Armées étrangères*, juillet 1902, p. 13.

(2) D'après le major Norris (*The South African War*), le général Buller avait adressé une proclamation aux troupes, annonçant qu'on partait pour débloquer Ladysmith et que, dans aucun cas, on ne ferait demi-tour (*No turning back*).

de nombreuses corvées pour désembourber les lourds chariots à bœufs. Une partie des troupes montées, sous le commandement du colonel Dundonnald, s'est portée sur Springfield qu'elle atteint dans l'après-midi du 10. Ne trouvant pas l'ennemi qu'il s'attendait à y rencontrer, Dundonnald pousse au delà de la Petite Tugela et vient bivouaquer sur les hauteurs de Mount-Alice, près du gué de Podgieter. Il a laissé à son passage à Springfield 300 hommes et deux pièces de canon pour garder le pont de la Petite Tugela.

Le 11, la division Warren et les troupes non endivisionnées atteignent Springfield. Quant à la division Clery, elle reste à Pretorious Farm et fournit pendant les trois jours suivants (12, 13 et 14) des escortes et des corvées aux convois, sur les mouvements difficiles et lents desquels toutes les opérations sont réglées. Le 14, un approvisionnement de dix-sept jours de vivres est constitué à Springfield, où la division Clery achève de se concentrer dans la journée du 15. On avait deux jours de retard sur les prévisions de l'état-major anglais, et l'armée avait mis six jours pour franchir les 27 kilomètres qui séparent Springfield de la voie ferrée.

Cependant, dès le 11 au matin, quelques hommes de la cavalerie de Dundonnald traversaient le gué de Podgieter et ramenaient le bac sur la rive méridionale. On signalait sur les hauteurs opposées l'arrivée de détachements ennemis qui commençaient à s'y retrancher.

Le 13, la brigade Lyttelton avait été poussée en avant, pour couvrir sans doute les rassemblements de Springfield et appuyer les troupes montées du colonel Dundonnald. Deux bataillons se portaient sur les hauteurs de [illegible], près du gué de Podgieter, pendant que le [illegible] brigade établissait son camp près de la ferme [illegible]. Le même jour, les pièces de marine arri[illegible] commençait à les installer sur les hauteurs [illegible] Alice, d'où l'on voulait bombarder les positions

ennemies par-dessus la Tugela. Aucune tentative de passage n'était faite jusqu'au 16.

La crue de la rivière et de ses affluents avait forcé les Boers à retirer au Nord les postes avancés et les patrouilles poussés précédemment dans la région de Springfield. Au moment où commençait le mouvement des Anglais vers la haute Tugela, ils n'avaient de ce côté que des détachements sans importance. C'est le 19, seulement, qu'informé d'une façon précise de la marche du général Buller, un conseil de guerre des chefs boers réunis décidait de porter sur la droite le général Botha avec 2,000 hommes (1). Il est probable cependant que certains commandos renseignés plus tôt n'avaient pas attendu cette date pour faire face au danger imminent. Quoi qu'il en soit, les généraux boers paraissent croire, même après les combats des 20, 21 et 22, à une feinte de la part de l'ennemi, ayant pour but de les engager à dégarnir Colenso. Ils n'enverront donc, au début, sur la haute Tugela, qu'une faible partie de leurs forces. Lorsqu'on veut se rendre compte des effectifs qu'ils ont opposés au général Buller au cours des opérations qui aboutirent à l'échec de Spion-Kop, on se heurte, comme pour la plupart des autres événements de cette campagne, à l'absence de renseignements précis (2).

---

(1) Lettre du correspondant particulier du *New York Herald* près des Boers, du 29 janvier 1900, parue dans l'édition de Paris du 25 mars 1900.

(2) Dans une lettre adressée au *Militär Wochenblatt* (n° du 18 avril 1900) par un correspondant près des Boers, qui prit part aux combats sur la haute Tugela, on relève la phrase suivante :

« En ce qui concerne les proportions des forces des deux partis, il m'est impossible de donner des chiffres précis, à cause des renseignements très contradictoires que j'ai recueillis. En particulier, il est toujours difficile de donner l'effectif des Boers qui ont pris part à un engagement déterminé. Ils arrivent de tous côtés pendant le combat et s'en retournent aussitôt après dans leurs camps. »

Il semble cependant que le nombre des Boers n'ait
excédé beaucoup 4,000 hommes et qu'il n'ait attein
chiffre qu'assez tard. Quoi qu'il en soit, la lenteur
mouvements du général Buller allait leur laisser tou
temps nécessaire pour fortifier les hauteurs de la r
gauche, depuis le gué de Trichard jusqu'à celui de Sk
et, comme à Colenso, les Anglais allaient se voir rédu
à prononcer des attaques de front contre ces position

§ 5. — *Dispositions prises pour le passage de la Tuge*

Le 15 janvier, sir R. Buller donnait au géné
Warren le commandement de la fraction principale
ses forces, et lui confiait la mission de forcer le pass
de la Tugela en lui adressant les instructions suivante

Le général sir R. Buller au lieutenant général sir Ch. Warren.

Mount-Alice, 15 janvier 1902.

La position ennemie, en face du gué de Podgieter, me paraît
forte pour pouvoir être attaquée directement.

Mon intention est d'essayer de la tourner en forçant le passage
le gué de Trichard et en poussant à l'Ouest de Spion-Kop.

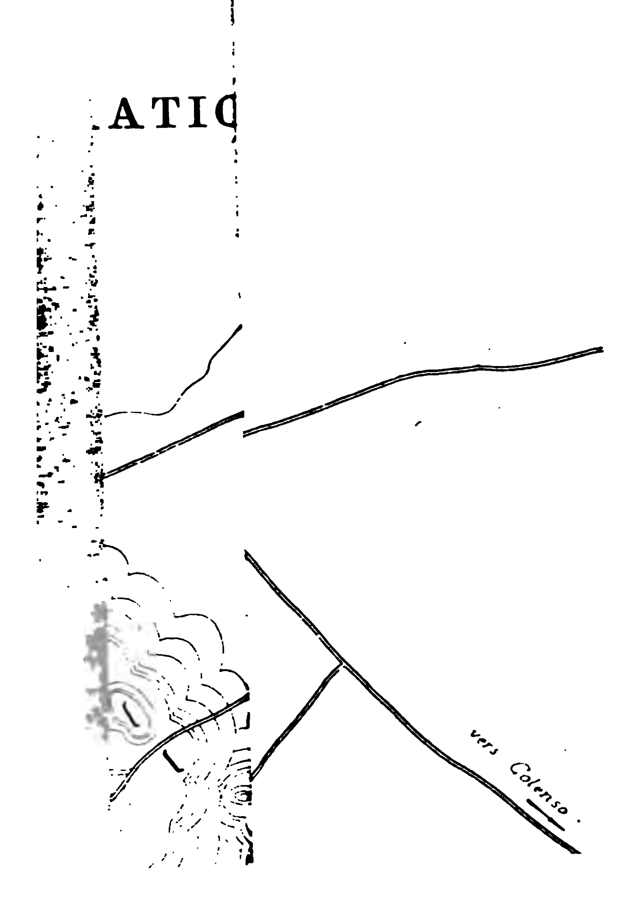
Vous aurez le commandement des troupes chargées de cette missi
qui comprendront la 11e brigade d'infanterie, le groupe d'artill
montée de votre division et toute la division Clery, à l'exception d
détachement de 400 hommes.

Vous agirez naturellement suivant les circonstances, mais mon i
est que vous continuiez à refuser votre droite et à pousser en av
votre gauche jusqu'à ce que vous ayez atteint le plateau au Nord
Spion-Kop. A ce moment, vous commanderez les derrières de la p
tion qui fait face à Podgieter, et j'espère ainsi la rendre intenable.

Je maintiendrai devant Podgieter la 4e brigade, une partie d
10e, une batterie montée, la batterie d'obusiers et deux can
de marine de 4 p. 7. Avec ces forces, je menacerai les positions
nous font face et j'essayerai, en même temps, de traverser au gué
Skiet, de façon à éloigner autant que possible l'ennemi des points
lesquels vous opérerez.

Il est très difficile d'évaluer avec quelque exactitude l'effectif
l'ennemi. Je ne pense pas que vous ayez plus de 400 hommes sur vo

ATIC



gauche, et j'estime les forces totales qui nous seront opposées à environ 7,000 hommes. Je crois qu'ils n'ont qu'un gros canon, ou deux tout au plus.

Vous prendrez deux jours et demi de vivres sur vos trains régimentaires et une colonne de vivres portant un jour. Cela vous fera quatre jours et devra vous suffire. Toute voiture en trop est un grand embarras.

On m'a dit que vous ne jugez pas nécessaire d'emmener de colonnes de munitions. Je pense que vous feriez bien d'en prendre une pour vos deux groupes d'artillerie. Vous pouvez trouver une position sur laquelle vous aurez à faire une grande dépense de munitions.

Vous donnerez au détachement de pontonniers les ordres que vous jugerez nécessaires. S'il est possible, j'aimerais les avoir ici lorsque vous aurez achevé de traverser. Je ne pense pas que vous jugiez possible de faire passer les chariots à bœufs sur les ponts de bateaux avec leurs attelages. Il vaudra mieux les faire traîner par des chevaux ou par des mulets et faire traverser les bœufs à la nage; en engageant les bœufs sur le pont, vous risqueriez de le rompre.

L'homme que je vous envoie comme guide est originaire du Devonshire; il a servi dans une de mes fermes pendant sa jeunesse. C'est un Anglais de pure race, et vous pouvez avoir pleine confiance en lui. Il estime que, si vous traversez le plateau découvert de Springfield pendant la nuit, il pourra vous conduire ensuite jusqu'à la Tugela par un itinéraire défilé aux vues de l'ennemi; cependant, vous ferez bien de faire reconnaître le chemin.

J'essayerai de me tenir en communication optique avec vous par un poste placé sur la hauteur située immédiatement derrière vous.

Je désire que vous partiez aussitôt que possible. Les approvisionnements de vivres sont constitués et j'espère que la division Clery sera concentrée à Springfield aujourd'hui. Dès que vous partirez, je commencerai à traverser la rivière de mon côté.

Je vous prie de m'envoyer, aussitôt que possible, la 10e brigade, à l'exception des troupes que vous emploierez à la garnison de Springfield. Envoyez-moi également les huit canons de marine de 12 livres et tous les éléments, tels que colonnes de munitions, etc., que vous ne voulez pas emmener avec vous.

REDVERS BULLER,
général.

Par suite de la lenteur de ses mouvements, le général Buller se voyait donc obligé d'étendre l'envergure de sa manœuvre. Il s'écartait de plus en plus de son objectif, en

même temps qu'il s'éloignait de la voie ferrée. En outre, il affaiblissait le corps chargé de l'opération principale en laissant devant le gué de Podgieter un détachement important. En confiant au général Warren le commandement des troupes au gué de Trichard, Sir R. Buller lui abandonnait la direction réelle des opérations. Or, la place du général en chef était, sans contredit, au point le plus important, et son action aurait dû s'y faire sentir d'une manière très ferme, non par des instructions d'un caractère peu précis, mais par des ordres formels. Les faits montreront les graves conséquences de cette erreur de commandement.

En résumé, d'après les instructions du général en chef, le passage de la Tugela doit être tenté sur trois points à la fois, dont la distance extrême est de 13 kilomètres. Le général Warren, avec les troupes montées du colonel Dundonnald, trois brigades d'infanterie, six batteries montées, une compagnie du génie et l'équipage de ponts, doit passer près du gué de Trichard. La 4e brigade, une partie de la 10e, deux batteries montées dont une d'obusiers, sont chargées d'une démonstration aux gués de Podgieter et de Skiet; elles seront appuyées par le feu de l'artillerie lourde de marine.

C'est près de ce dernier détachement que se tiendra le général Buller.

§ 6. — *Passage de la brigade Lyttelton (4e) au gué de Podgieter.*

Le 16, à 2 heures du soir, l'artillerie de marine installée sur Mount-Alice (2 canons de 4 p. 7) et sur Spearman's Hill (6 canons de 12 livres) ouvre le feu et prend comme objectifs les crêtes de Spion-Kop et de Brakfontein qui limitent son horizon sur la rive septentrionale de la Tugela. A 2 h. 30, la brigade Lyttelton se porte sur le gué de Podgieter. Elle descend les pentes qui mènent

à la rivière, sans chercher à dissimuler son mouvement aux regards de l'ennemi. Quelques hommes passent à la nage soutenus par des ceintures de sauvetage sous les aisselles et, à la chute du jour deux bataillons traversent la rivière fortement grossie, en utilisant le bac et quelques bateaux d'équipage. Ces troupes gagnent sans difculté une ligne de petites collines situées à 2,000 mètres du gué. Le reste de la brigade bivouaque près de la rivière qu'elle ne traverse que le lendemain matin. La batterie d'obusiers franchit également la Tugela le 17, à la première heure. Bien loin de chercher à se dissimuler, les avant-postes allument des feux pendant la nuit pour sécher les hommes (1).

Le lendemain matin, dès 5 h. 30, l'artillerie de marine recommence, sans plus de succès que la veille, à canonner les hauteurs de la rive gauche, sur lesquelles l'ennemi se garde bien de déceler sa présence.

Pendant toute la journée, la brigade Lyttelton reste sur ses positions, à 2,000 mètres à peine du gué, sans engager le combat et sans chercher à gagner du terrain.

Deux bataillons de la brigade Coke (10e), avec la 64e batterie de campagne et un détachement d'infanterie montée, avaient pris position sur les hauteurs de Swartskop, devant le gué de Skiet, avec mission de surveiller ce passage; ils ne firent aucune tentative pour franchir la rivière.

§ 7. — *Passage du général Warren au gué de Trichard.*

Le corps du général Warren se porte au gué de Trichard dans la nuit du 16 au 17 janvier. Le colonel Dun-

(1) Major Norris, ouvrage cité. — Lettre du correspondant du *Times*.

donnald, avec ses troupes montées qui viennent du camp de Spearman, s'y présente le 17 au petit jour. Le reste de la colonne, partie de Springfield, franchissait une étape de 13 kilomètres. Dès leur arrivée, les pontonniers, aidés par les troupes du génie, commençaient la construction d'un pont de bateaux d'équipage et d'un pont de chevalets près du gué. Le premier était terminé à 11 heures du matin, le second ne put être utilisé que dans l'après-midi. Les six batteries montées ont ouvert le feu dès 8 heures du matin, d'un mamelon de la rive méridionale qui domine immédiatement le point de passage. L'ennemi reste invisible et ne répond pas à la canonnade. La construction des ponts est protégée par un bataillon d'infanterie qui a traversé la rivière sur des bateaux d'équipage. En outre, à partir de 9 heures du matin, la brigade Hart occupe la rive méridionale et se trouve en mesure de participer à cette protection par son feu.

La brigade Woodgate traverse la première sur le pont de bateaux. Dès qu'elle occupe la rive gauche, la brigade montée du colonel Dundonnald passe au gué de Wagon, à 500 mètres en aval de Trichard, et, dans l'après-midi du 17, toutes les forces du général Warren sont au Nord de la Tugela, sans que les Boers aient fait la moindre tentative pour s'opposer à leur passage.

Dans la soirée, les avant-postes étaient poussés jusqu'au mamelon de Three-Trees, à 3 kilomètres du gué de Trichard. Le général Buller était venu; il avait assisté à une partie des opérations, mais sans en prendre la direction, se contentant de donner quelques instructions verbales aux subordonnés du général Warren.

Cependant, les Boers, auxquels aucun de ces mouvements ne pouvait échapper, continuaient de couvrir de retranchements la longue crête de Taba-Myama, qui s'étend sur 10 kilomètres environ entre Acton-Homes et Spion-Kop. Ils n'avaient pas eu le temps, comme à

Colenso et devant le gué de Podgieter, de dissimuler complètement les terrassements de leurs tranchées, qui se décelaient par endroits.

§ 8. — *Journée du 18 janvier.*

Le 18, la brigade Lyttelton se contente de pousser sans combat ses avant-postes à 1000 mètres au Nord des hauteurs de Krantz-Kloof. La brigade Coke reste inactive devant le gué de Skiet.

A Trichard, le général Warren, qui traîne avec lui quatre jours de vivres et les nombreux impedimenta des trains régimentaires, emploie toute la journée à faire passer ses convois et à établir son camp près de la rivière, à 2,000 mètres au Nord-Ouest des ponts. Les troupes se contentent de protéger ses opérations, que les Boers ne songent pas à troubler.

Seule, la brigade montée Dundonnald reçoit l'ordre de se porter dans la direction d'Acton-Homes pour déborder la gauche ennemie. Elle s'engage dans le défilé formé par les hauteurs de Taba-Myama et le cours de la Ventersspruit, et inflige, à 3 kilomètres environ au Nord d'Acton-Homes, un échec assez sérieux à un détachement boer (1).

§ 9. — *Journée du 19 janvier.*

Le 19, tandis que les convois achèvent de franchir la Tugela, des doutes s'élèvent dans l'esprit du général Warren sur la possibilité du mouvement débordant par Acton-Homes, recommandé par l'instruction du 15. Il réunit en conseil de guerre les officiers généraux, les états-majors, les commandants de l'artillerie et du génie,

(1) Les pertes des Boers furent (d'après les rapports anglais) de 10 tués, 8 blessés et 23 prisonniers.

et perd ainsi un temps précieux à délibérer, quand il faudrait agir au plus vite. En outre, la question des vivres l'inquiète. Il craint d'en manquer; cependant, il traîne avec lui un approvisionnement de quatre jours et sait qu'à Springfield, à une demi-étape en arrière, un magasin considérable a été constitué. La conséquence de ces hésitations est l'envoi du télégramme suivant au général Buller :

Aile gauche de l'armée, 19 janvier (envoyé à 7 h. 54 soir, reçu à 8 h. 15 soir).

Au chef d'état-major.

Je constate qu'il n'y a que deux routes qui permettent de rejoindre, au Nord de la Tugela, celle du gué de Podgieter, en partant de Trichard. La première passe par Acton-Homes, la seconde par Fair-View et Rosalie (1). Je ne puis suivre le premier itinéraire, qui est trop long; quant au second, il est d'un parcours difficile pour une longue colonne de voitures, à moins que l'ennemi n'ait été complètement dispersé. Je vais donc prendre, en conséquence, des dispositions spéciales qui nécessiteront mon arrêt au camp de Ventersprui pendant deux ou trois jours. Je vous ferai demander des vivres et vous rendrai compte de mes progrès.

C. Warren.

Au lieu de se porter immédiatement à Trichard et de donner aux opérations une impulsion personnelle, qui paraissait indispensable en présence des hésitations de son subordonné et de l'état d'esprit qui lui était révélé par le télégramme précédent, sir R. Buller se bornait à prescrire l'envoi de trois jours de vivres. C'est le 21 seulement, après que le général Warren eut échoué dans son attaque contre les positions ennemies, que nous verrons le généralissime paraître sur le point décisif et risquer des conseils, quand il aurait dû donner des ordres. Dans son rapport sur ces événements (voir l'appendice n° 19), sir R. Buller fait retomber lourde-

---

(1) Route directe du gué de Trichard à Ladysmith.

ment la responsabilité de ses échecs sur le général Warren. Il donne, pour raison de sa non-intervention personnelle, le respect exagéré de l'initiative et des attributions de son subordonné. De semblables raisons sont insuffisantes à le justifier. Disposant de l'autorité suprême, il n'en pouvait abdiquer ni les devoirs, ni les responsabilités, alors même qu'il en avait aliéné les droits. D'ailleurs, si les hésitations du général Warren ont contribué à rendre la situation inextricable, il ne faut pas oublier qu'elle était déjà très compromise par les lenteurs de la marche sur Springfield, imputables aux dispositions prises par sir R. Buller lui-même.

§ 10. — *Combat du 20 janvier.*

Le général Warren se décide enfin à attaquer de front les hauteurs de la rive gauche. Elles forment un demi-cercle, qui s'étend d'un sommet à 3,000 mètres au Sud-Ouest de Spion-Kop jusqu'au contrefort de Bastion-Hill, dont les pentes resserrent la vallée de la Venterspruit. La colline de Three-Trees, seul point d'appui occupé par les Anglais, est enveloppée de toute part. Suivant l'exemple donné par le général en chef, sir Ch. Warren confie la conduite de l'opération à son subordonné immédiat, le général Clery, et lui remet, le 19 au soir, les instructions suivantes :

Au général commandant la 2e division.

Je désire que vous preniez des dispositions pour chasser les Boers des hauteurs qui dominent les emplacements actuels de la 11e brigade (1). Demain, à la première heure, vous vous porterez en avant jusqu'au point qui a été reconnu aujourd'hui par les hussards, et vous ferez creuser une ligne de tranchées-abri sur les pentes. Vous pourrez alors occuper celles des hauteurs vers l'Ouest avec l'aide de l'artillerie,

---

(1) Aux avant-postes, près de la colline de Three Trees.

qui en balayera, s'il est nécessaire, la partie supérieure. Lorsque ce résultat sera obtenu, je pense que vous pourrez placer une batterie sur ces pentes et canonner les retranchements de Spion-Kop et les hauteurs de l'Est. Celles-ci pourront alors être attaquées, pendant que l'artillerie dirigera son feu sur celles de l'Ouest. Je crois que ces résultats pourront être obtenus sans éprouver de fortes pertes, car les Boers seront débordés dans chacun de ces mouvements.

Je mets à votre disposition, comme cavalerie, deux escadrons des Royal Dragoons et l'escadron divisionnaire de la 5e division.

WARREN,
lieutenant général.

Afin de se conformer à ces instructions, renfermant, sous une forme assez confuse, un plan d'engagement établi prématurément, le général Clery se mettait en mouvement le 20, à 3 heures du matin. Il disposait de deux brigades d'infanterie (5e et 11e) et de quatre batteries montées. La brigade Hildyard, qui n'avait pas reçu d'ordres (1), et deux batteries montées restaient au camp, destinées sans doute, dans l'esprit de sir Ch. Warren, à assurer la protection des ponts et des convois. Les brigades Woodgate et Hart (huit bataillons) se portent à l'attaque des hauteurs; deux bataillons s'avancent à l'Est de la colline de Three-Trees, prenant comme objectif le kopje à 3,000 mètres au Sud-Ouest de Spion-Kop, où l'on suppose que s'appuie la gauche ennemie. Le reste de la brigade Woodgate se dirige vers le Nord. Plus à gauche, la brigade Hart marche vers les crêtes qui s'étendent à l'Est de Bastion-Hill. Les troupes montées du colonel Dundonnald se dirigent sur ce dernier contrefort.

C'est donc un véritable déploiement en éventail dans lequel huit bataillons d'infanterie occupent un front de près de 4 kilomètres.

---

(1) Rapport du général Hildyard. Voir l'appendice n° 19.

L'artillerie a reçu l'ordre de se mettre en batterie sur la hauteur de Three-Trees. Elle ne peut ouvrir le feu qu'à 7 heures du matin, retardée par les difficultés d'accès de la position.

L'infanterie anglaise s'avance sur un terrain coupé de kopjes et de ravins; elle parvient, vers 11 heures du matin, à 1000 mètres environ des tranchées ennemies. Elle a cherché, dans cette marche d'approche, à utiliser les couverts pour se dissimuler. Les bataillons de droite prennent pied sur les premières pentes, à 1500 mètres à l'Est de Three-Trees. Mais, à ce moment, la ligne entière est en prise à un feu violent de front et de flanc, partant de la crête de Taba-Myama et du contrefort de Bastion-Hill. Le terrain, qui jusqu'alors avait offert des abris, présente un véritable glacis à pentes raides. Le mouvement en avant est arrêté. Pendant ce temps, l'artillerie anglaise a continué son tir; mais la distance, supérieure à 3,000 mètres, ne lui permet pas de produire des effets décisifs. Deux batteries se rapprochent et prennent position sur les pentes au Nord-Ouest de Three-Trees.

Le général Clery rendait compte alors qu' « il en était « arrivé au point où une attaque de front devenait « nécessaire, mais qu'il ne jugeait pas désirable de la « tenter » (1). Cette communication obtenait du général Warren la réponse suivante : « J'estime également « qu'une attaque de front n'est pas désirable et qu'une « attaque de flanc serait préférable. Mon intention était « de vous engager à vous retrancher sur le terrain que « vous occupez, sans reculer, et à reprendre demain le « mouvement en avant, si vous ne pouvez le faire cette « nuit. Une attaque de front, entraînant de grosses « pertes, ferait le jeu de l'ennemi. »

(1) Rapport du général Warren. Voir l'appendice n° 19.

Cependant, à l'extrême gauche, vers 1 heure de l'après-midi, le colonel Dundonnald avait lancé deux escadrons des South African Light Horse, pied à terre, à l'assaut du contrefort de Bastion-Hill, qui formait la droite des positions boers. Cette infanterie montée parvenait jusqu'à la crête, où elle était arrêtée par un feu violent de tranchées situées en arrière. Elle réussissait cependant à se maintenir la journée et la nuit entières sur ses positions.

Nous avons dit que la 2e brigade d'infanterie avait été maintenue au camp de Venterspruit. Son chef, le général Hildyard, avait pris, vers 3 h. 30 du soir, l'initiative de faire soutenir les troupes montées du colonel Dundonnald par quelques compagnies (1). A 5 h. 50, un bataillon tout entier était porté en avant, en soutien éventuel de la 5e brigade.

§ 11. — *Journées des* 21, 22 *et* 23 *janvier.*

Le 21 au matin, les Boers avaient évacué la première ligne de leurs tranchées, et l'infanterie anglaise, qui avait passé la nuit sur ses positions, parvenait à occuper la crête; mais sa situation ne se trouvait pas améliorée, car elle était encore sous le feu d'une forte ligne de tranchées situées sur le plateau plus en arrière. Le général Buller, qui s'était enfin rendu sur le terrain, constamment préoccupé de déborder l'ennemi par l'Ouest, exprimait le désir de voir porter deux batteries de la droite à la gauche (2). Dans la journée, la batterie d'obusiers avait été appelée du gué de Podgieter : elle arrivait

---

(1) Une compagnie fut envoyée à 3 h. 30, trois autres à 4 heures. (Rapport du général Hildyard sur les opérations de la 2e brigade les 20, 21 et 22 janvier 1900. Voir l'appendice n° 19.)

(2) Rapport du général Warren. Voir l'appendice n° 19.

le 22 au matin. Le général Warren en avait fait placer deux pièces à la droite de la ligne anglaise; mais le général Buller, qui survenait peu après, prescrivait d'établir le reste de la batterie vers la gauche.

Le général Hildyard avait reçu l'ordre d'assurer, le 21, la protection du camp anglais, avec sa brigade et les troupes montées du colonel Dundonnald. Il avait pris des dispositions pour le couvrir sur les deux rives de la Venterspruit. Mais, dans l'après-midi, une attaque fut décidée contre Bastion-Hill, et trois bataillons de sa brigade furent confiés au colonel Kitchener pour cette opération. Après s'être avancé jusqu'à la crête, celui-ci se voyait arrêté devant les tranchées ennemies; il recevait bientôt l'ordre de ne pas pousser plus avant et rétrogradait. D'autre part, le général Warren avait été renforcé par l'arrivée de la brigade Coke (10e), rappelée du gué de Skiet. En outre, deux bataillons avaient été appelés de Chieveley et venaient renforcer la brigade Lyttelton au gué de Podgieter.

Le désaccord le plus complet continuait de régner entre le général Buller et son subordonné immédiat, le général Warren; il se trahissait dans les moindres détails. Le général en chef, toujours convaincu que, seul, un mouvement débordant par la gauche pouvait triompher de la résistance des Boers, s'efforçait de faire prévaloir cette idée, sans se résoudre cependant à l'imposer et sans prendre effectivement la direction des opérations. Au contraire, le général Warren paraissait convaincu que le point faible de la ligne ennemie était en face de la droite anglaise. L'un et l'autre, d'ailleurs, ne se décident pas à pousser l'attaque à fond, et une brigade tout entière, laissée à la garde du camp, est à peine utilisée.

Les journées des 22 et 23 n'apportent point de modifications à la situation et se passent en tirailleries de part et d'autre.

: deve ... Coler ...
... 23 janvier.

... informé le géné-
...eter, qu'il se déci-
...ndé de faire une
...rs occupées devant
...n » (1). En consé-
...ude fut porté en avant
... et une ferme à mi-
...ntz-Kloof et les posi-
... du soir, il entretint
...ittente, sans éprou-
...r, l'ennemi ayant fait
... Maxim, l'artillerie de
...lacements de la rive
...a batterie d'obusiers
... des tranchées boers.
... furent ramenées sur
...s pertes, relativement
..., 13 blessés, 1 homme
caractère de l'opéra-
... fut qu'une démons-
...nergique diversion qui
...en.
...22 et 23, aucune nou-
...le Podgieter.
...Barton s'était borné à
...ètres environ de la
..., et à envoyer dans
...e qui ne réussissaient
...ins des Boers. Le 23,
...rces diverses, qui lui

...pendice n° 19.

signalent l'abandon de Colenso et des hauteurs de Hlangwane-Hill, il fait exécuter une reconnaissance par un détachement de cavalerie et une section d'artillerie montée. Le colonel Blagrove, qui la commande, constate que les Boers occupent toujours leurs positions.

Ces démonstrations étaient insuffisantes pour empêcher l'ennemi de dégarnir les lignes de Colenso s'il en avait eu l'intention. Elles n'apportaient donc point un appui efficace aux opérations qui se déroulaient simultanément sur la haute Tugela.

(*A suivre.*) (160)

---

§ 12. — ...

... N° 29 (suite).

Le 10 ...

ral L...

dait ...

« dem ... au lieutenant général

» lui, ...

quenc...

et vint ...

chemin ...

tions ...

contre ... au Chef d'état-major.

ver la ...

entre ... Farm, 29 janvier 1900.

marin...

dem ... rapport sur les opérations

prit ... de Spion Kop, du 17 au

A la ... la 10e brigade de la 5e divi-

leurs ... la 2e brigade la remplaçait à la

faible ... et atteignait Springfield

dispers... secrètes, mettant sous mes

tion d... la Tugela près du gué de

tration ... refusant ma droite et en

aurait ... de Spion Kop. Le mouve-

Peu ... approvisionnement en vivres

velle t... deux compagnies) aurait

A Ch... qui devaient me suffire pour

déployer ... au nord de Spion Kop, et

Tugela, ... débouchait par le gué de

la vallée d...

qu'à laiss... concernant les vivres et le

au reçu de ...

(1) Rapport du ... ne figuraient pas dans la ... Kop. Les passages des ... , sont indiqués entre

lendemain je mis en mouvement la 10e brigade. Dans la soirée du 16, je quittai Springfield avec les troupes placées sous mes ordres, qui comprenaient un corps d'armée (moins une brigade). Je me portai, par une marche de nuit, au gué de Trichard et fis occuper les hauteurs au sud de la Tugela.

Le 17 janvier, je jetai des ponts sur cette rivière et fis tenir les collines qui dominent immédiatement le point de passage sur la rive septentrionale, par les brigades Woodgate et Hart. Le général en chef fut présent pendant une partie de la journée et donna directement quelques instructions au général Woodgate.

La brigade montée traversa en grande partie par le gué et se porta vers Acton Homes. Elle remporta le lendemain un succès sur un détachement ennemi, auquel elle fit 31 prisonniers.

Pendant la nuit du 17 et la journée du 18, la totalité des voitures accompagnant la troupe traversa la Tugela, et l'artillerie se mit en position au delà de Wright's Farm (1).

Le 19, deux brigades se portèrent en avant, et occupèrent les pentes des hauteurs en avant de notre droite. Les convois vinrent au camp de la Venterspruit.

Dans la soirée, après avoir étudié les solutions possibles, je réunis les officiers généraux et les états-majors, les commandants de l'artillerie et du génie, et leur exposai que des deux itinéraires entre lesquels on pouvait choisir, celui de l'est par Acton Homes ne pouvait être adopté, le temps dont nous disposions ne le permettant pas. Tous furent d'accord sur ce point. J'exposai ensuite que le seul chemin possible était celui qui passe au nord de Fair View, qu'il faudrait prendre trois ou quatre jours de vivres sur les hommes et faire repasser les convois au sud de la Tugela; mais il nous fallait préalablement enlever les positions occupées par l'ennemi sur notre front.

Le lendemain, je mis à la disposition du général Clery deux brigades d'infanterie et six batteries, avec mission d'attaquer les positions ennemies par une série de mouvements débordants (2). A la fin de la journée, après douze heures de combat, nous étions en possession de la plus grande partie des hauteurs, mais nous nous heurtions à une forte ligne de tranchées sur le plateau en avant de nous.

Le 21, les Boers déployèrent une grande activité en face de notre gauche, et le général en chef m'exprima le désir de voir porter deux batteries de la droite à la gauche. Le lendemain, dans la journée, je jugeai impossible de progresser sans obusiers, et je télégraphiai pour

(1) Sur la hauteur de Three-Trees (?)

(2) Voir ci-dessous l'annexe (G).

en faire venir quatre du gué de Podgieter. Je fis remarquer au général en chef qu'il serait impossible de faire passer les convois par le chemin de Fair View, si nous ne commencions par nous emparer de Spion Kop, qui domine la route à une distance d'environ 2,000 yards. Sir R. Buller autorisa l'attaque de ce sommet. En conséquence des ordres furent donnés au général Coke pour procéder le soir même à l'opération. Celui-ci demanda à la différer d'un jour pour pouvoir faire reconnaître la position.

Le 23 janvier, le général en chef étant arrivé, l'attaque de Spion Kop fut décidée, et le lieutenant-colonel A Court, de l'état-major général, fut désigné pour accompagner le général Woodgate, chargé du commandement des troupes. Un rapport spécial rend compte de la prise de Spion Kop.

Le 25 au matin, le général en chef vint au camp et décida la retraite Il prit directement le commandement. Tous les convois de la 5e division furent ramenés près du point de passage pendant le jour et avaient achevé de traverser le 26 avant 2 heures du soir.

Les dispositions pour le mouvement de la 5e division furent très bien prises, et la retraite s'effectua en bon ordre pendant la nuit du 26; toutes les troupes avaient atteint la rive droite avant le jour, les voitures étaient chargées et les troupes bivouaquaient près de la rivière à deux milles environ des ponts. Vers 10 heures du soir, on entendit une vive fusillade au nord de la position. On l'attribua à une alerte des Boers croyant peut-être que nous tentions une attaque de nuit.

Ci-joint les rapports des généraux Clery et Hildyard sur leurs opérations des 20, 21 et 22 janvier.

Je me propose de vous adresser aussitôt que possible un rapport plus complet sur les mouvements des brigades et des unités et sur les actions de détails (1).

C. WARREN, *lieutenant général,*
Commandant la 5e division.

Annexe au rapport ci-dessus.

Au chef d'état-major.

Hatting's Farm, 30 janvier 1900.

Je vous prie de joindre cette annexe à mon rapport déjà envoyé sur les opérations de la Tugela.

G. WARREN, *lieutenant général,*
Commandant la 5e division.

(1) Non publié.

Hatting's Farm, 30 janvier 1900.

J'ai omis de signaler que, dans l'après-midi du 22, le général en chef proposa pour la nuit suivante une attaque contre les positions ennemies faisant face à notre gauche. Je réunis immédiatement les officiers généraux disponibles (généraux Clery, Talbot, Coke et Hildyard). Le général Clery, qui commandait la gauche de notre ligne, ne fut pas d'avis de tenter cette attaque, parce qu'en cas de succès cela nous entraînerait à nous emparer de toutes les positions de l'ennemi, que nous ne serions pas en état d'occuper ensuite. Je partageai cette manière de voir, en particulier, parce que la journée était trop avancée pour qu'on pût mener à bien l'opération.

C. Warren, *lieutenant général,*
Commandant la 5e division.

Note du général Buller.*

J'ai proposé à plusieurs reprises au général Warren d'attaquer la droite de l'ennemi, qui n'était pas solide et se trouvait en l'air. Le projet primitif consistait du reste à essayer de la tourner. Mais je n'ai jamais conseillé de faire cette opération à la hâte, sans réflexion ni préparation.

R. B.

(I)

Au Ministre de la guerre.

Spearman's Camp, 30 janvier 1900.

En vous adressant le rapport ci-dessus (du général Warren), je me vois forcé de faire les observations suivantes, qui ne sont pas nécessairement destinées à être publiées :

Je m'étais mis d'accord avec le général Warren, avant son départ, et il me semblait approuver complètement la tactique recommandée de marcher la gauche en avant en refusant sa droite. Cependant il n'a fait aucun effort pour l'appliquer. Tout d'abord, il ne s'agissait pas de savoir si la seule route praticable pour sa colonne était celle de Fair-View. Le problème qui se posait était de chasser l'ennemi qui l'interceptait.

L'arrivée des troupes au gué de Trichard surprit les Boers qui ne s'y

trouvaient pas en forces. Au lieu de prendre le contact, sir Ch. Warren perdit deux jours à faire passer ses convois. Pendant ce temps l'ennemi reçut des renforts et retrancha ses positions. Le 19 on attaqua et l'on remporta un sérieux avantage. Le 20, au lieu de continuer, le général Warren divisa ses forces en donnant au général Clery un commandement distinct.

Le 21, je constatai que sa droite était plus avancée que sa gauche, et que ses six batteries étaient entassées sur une position étroite à la droite, tandis que l'autre aile ne recevait nul appui de l'artillerie; je venais précisément de lui faire connaître que l'ennemi avait reçu de ce côté un renfort de 2,500 hommes au moins. Je lui conseillai de mieux répartir ses batteries; il y consentit dans une certaine mesure, mais ne voulut pas porter sa gauche en avant. Je constatai que sa ligne de combat était partagée en trois commandements indépendants les uns des autres, et probablement aussi, indépendants de lui-même, puisqu'il m'objecta qu'il lui était impossible de déplacer ses batteries sans le consentement du général Clery.

Cependant les jours se passaient. Je voyais le général Warren ne rien tenter pour dominer la situation ni même pour commander effectivement ses troupes. Le 23, je calculai que l'ennemi, qui ne devait pas disposer de plus de 600 hommes à la date du 16, en avait actuellement au moins 15,000, et le général White me confirmait dans cette idée. La lenteur de sir Ch. Warren nous avait fait perdre toute chance de succès. Je le juge comme un homme susceptible de bien exécuter ce qu'il peut faire lui-même, mais incapable de commander et d'utiliser son état-major et ses subordonnés. Je ne l'emploierai plus jamais dans un commandement indépendant.

Le 19, j'aurais dû prendre moi-même la direction. Je voyais que les affaires allaient mal (d'ailleurs tout le monde le voyait également). Je me reproche de ne l'avoir pas fait. Ce qui m'en détourna fut la crainte de discréditer sir Ch. Warren dans l'esprit de la troupe. Si j'avais été tué, qu'il lui fallût prendre le commandement pour repasser la Tugela, après avoir perdu la confiance du soldat, il aurait pu en résulter de graves inconvénients.

Je laisse à l'autorité supérieure le soin d'apprécier si cette conduite fut judicieuse. Quoiqu'il en soit, je suis convaincu que, le 17, notre situation était excellente et que nous l'avons compromise.

Redvers Buller,
général.

2

Le général Clery au Sous-Chef d'état-major du corps de sir Ch. Warren.

Fair-View Farm, 20 janvier 1900.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer le présent rapport sur les opérations des 20, 21 et 22 courant.

En exécution des instructions reçues de vous, dont copie est ci-jointe, je me mis en mouvement, le 20 janvier à 10 heures du matin, avec un détachement composé de quatre batteries montées des 5e et 11e brigades, pour occuper les hauteurs situées à l'ouest et au nord-ouest de Spion Kop. Je fis occuper le contrefort oriental de ces hauteurs par deux bataillons de la 11e brigade, tandis que les deux autres se portaient sur un éperon plus à l'ouest. J'ai expliqué, dans le rapport établi le 20 au soir, que je me trouvais alors en présence d'une ligne de hauteurs dominant celles que je tenais, et dont la gauche s'appuyait à Spion Kop et la droite commandait la ferme de Fair View. Le chemin imposé à nos convois dans notre mouvement en avant, passe sur la partie gauche de la position ennemie, fortement retranchée et offrant en avant d'elle un glacis jusqu'à nos lignes. Le terrain sur le flanc gauche présentait plus de couverts à la marche d'approche, et j'espérais, en occupant cette partie des hauteurs, réussir à déborder la droite ennemie et à prendre d'enfilade toute la position boer. Je portai donc l'artillerie sur l'éperon à l'est et fis renforcer les deux bataillons envoyés à l'ouest par la 5e brigade déjà portée de ce côté. Toutes ces troupes furent placées sous les ordres du général Hart, qui reçut la mission d'attaquer le flanc gauche de la position ennemie. En conséquence, il réussit à occuper une série de mouvements de terrain qui mettaient les troupes, dans la soirée, à portée de donner l'assaut aux positions avancées.

Celles-ci furent évacuées par l'ennemi pendant la nuit et occupées par le général Hart le lendemain matin. La veille au soir, on avait envoyé deux bataillons de la 2e brigade, que j'utilisai à appuyer l'attaque du général Hart.

Après l'occupation des premières positions de l'ennemi, on s'aperçut que celui-ci s'était retiré sur une seconde ligne très forte. Les abords en étaient complètement découverts et obligeaient à une attaque de front. Comme c'était une chose qu'il fallait éviter autant que possible, je rendis compte de la situation au général en chef et demandai qu'on prît des dispositions contre le flanc droit de l'ennemi.

Deux batteries reçurent l'ordre de se porter à notre gauche. Le feu

fut entretenu toute la journée, mais on ne jugea pas à propos de prononcer l'attaque.

Le 22 au matin, nous reçûmes quatre obusiers; on en mit deux en action près des batteries déjà en position, les deux autres furent placés à notre gauche. Le feu fut entretenu de part et d'autre jusqu'au soir, sans qu'aucun changement se produisît dans la situation.

FRANCIS CLERY, *lieutenant général.*

---

(3) *

Rapport du major général Hildyard sur les opérations de la 2e brigade les 20, 21 *et* 22 *janvier* 1900.

Bivouac, colline près de la ferme de Fair-View, 23 janvier 1900.

20 *janvier.* — Pendant la matinée du 20, la 2e brigade n'ayant reçu aucun ordre resta au bivouac près du gué de Venterspruit. Vers 1 heure de l'après-midi, on entendit une violente fusillade dans la direction du nord-ouest, où les troupes montées avaient été envoyées à 4 heures du matin. Le 2e bataillon du Queen's Regiment se porta de ce côté à une distance d'environ 1 mille 1/2, pour être en situation de soutenir les troupes montées et de couvrir le flanc gauche du corps.

A 2 h. 50 du soir, quelques hommes de la brigade montée s'emparèrent de Conical Hill (1). On en rendit compte au sous-chef d'état-major de la 5e division, et l'on envoya une compagnie de l'East Surrey Regiment pour les appuyer.

On fit également partir à 4 heures du soir trois compagnies du Queen's Regiment, puis à 6 heures le reste du bataillon. A 5 h. 50, le 2e bataillon du West Yorkshire Regiment fut dirigé sur la hauteur à l'est de Conical Hill, pour appuyer en cas de besoin la brigade du général Hart. Les bataillons de Queen's et de West Yorkshire furent laissés au contact de l'ennemi pendant la nuit. Le 2e bataillon d'East Surrey assura la protection du camp par des avant-postes vers le nord-ouest, pendant que le 2e bataillon du Devonshire Regiment remplissait la même mission vers l'est. La brigade n'éprouva aucune perte.

21 *janvier.* — A 4 heures du matin, le 2e bataillon d'East Surrey reçut l'ordre d'envoyer quatre compagnies pour couvrir le flanc gauche du colonel Kitchener (2). Deux compagnies du 2e bataillon du Devon-

---

(1) Bastion Hill.
(2) Commandant du 2e bataillon du West Yorkshire Regiment.

shire Regiment furent détachées au gué de Trichard pour un service d'escorte. Sur l'ordre personnel du général en chef, le général Hildyard fut chargé du commandement des troupes montées, avec mission d'assurer la garde du camp. En conséquence les troupes montées se placèrent sur la rive droite de la Venterspruit, tandis que les trois dernières compagnies du 2e bataillon de l'East Surrey Regiment occupaient une hauteur sur la rive gauche. Le 2e bataillon du Devonshire Regiment était détaché sur une hauteur à 1000 yards environ au sud-ouest de Conical Hill.

A 8 heures du matin, les trois dernières compagnies de l'East Surrey Regiment reçurent l'ordre d'appuyer le demi-bataillon qui se trouvait déjà sur les pentes occidentales de Conical Hill.

A 7 h. 50, on adressa un rapport au chef d'état-major du général en chef sur les dispositions prises par le bataillon de Queen's et sur les ordres qu'il avait reçus. On demanda en même temps que quelques canons fussent envoyés à la gauche de notre ligne. Entre 11 heures et midi, arrivèrent deux batteries montées, placées sous mes ordres. Une position leur fut choisie, la gauche à la Venterspruit, et le feu fut ouvert vers midi 10 contre la droite de l'ennemi. L'effet produit fut de ralentir l'intensité de la fusillade contre notre gauche. A la nuit, le 2e bataillon de Queen's et le 2e bataillon d'East Surrey Regiment furent ramenés au camp et remplacés sur la ligne de feu par le 2e bataillon du Devonshire Regiment et les Lancashire Fusiliers, placés précédemment en soutien de l'artillerie et mis sous mes ordres par le général en chef. Vers 7 heures le feu avait cessé sur toute la ligne.

En exécution d'un ordre du général commandant la 2e division, le colonel Kitchener, du 2e bataillon du West Yorkshire Regiment, avait pris le commandement des troupes sur Sugar Loaf Hill (1), opérant contre le flanc droit de l'ennemi. Les 2e bataillon de Queen's, 2e bataillon d'East Surrey et 2e bataillon de West Yorkshire furent employés à cette opération. Le plan du colonel Kitchener était de déborder l'ennemi par les pentes occidentales de Sugar Loaf Hill, avec les quatre compagnies qui s'y trouvaient déjà depuis 4 heures du matin, d'appuyer ce mouvement par le feu du 2e bataillon de Queen's placé au col près de la hauteur, et d'attaquer la droite de l'ennemi. En même temps deux compagnies du 2e bataillon de Queen's devaient s'avancer par le plateau soutenues par le feu du 2e bataillon de West Yorkshire Regiment, dont deux compagnies attaquaient la gauche de cette partie de la ligne ennemie.

Les quatre compagnies du 2e bataillon de l'East Surrey ne purent

(1) Un des contreforts de Bastion Hill (?)

tenir devant le feu de l'ennemi. Elles durent s'arrêter sur la pente occidentale de Sugar Loaf Hill. Pendant ce temps les deux compagnies du 2e bataillon de Queen's s'étaient avancées et, vers 10 h. 30, s'étaient heurtées à un feu violent. Elles reçurent l'ordre de se retirer dès qu'on sut que l'attaque de flanc ne progressait plus. Ces mouvements exigèrent une demi-heure environ. La marche du 2e bataillon de West Yorkshire fut également arrêtée. Une compagnie de ce corps, qui s'était avancée jusqu'à un ravin, s'y maintint jusqu'au soir pour éviter les pertes pendant la retraite.

Celles-ci ont été les suivantes au cours de la journée :

UNITÉS.	OFFICIERS		HOMMES DE TROUPE		
	TUÉS.	BLESSÉS.	TUÉS.	BLESSÉS.	DISPARUS.
2e bat. du Queen's Regiment.......	»	5	4	31	2
2e bat. du Devonshire Regiment....	»	»	»	2	»
2e bat. du West Yorkshire Regiment.	1	1	4	35	4
2e bat. de l'East Surrey Regiment..	»	1	4	18	8
Compagnie de brancardiers de la 2e brigade......................	»	»	»	3	»
TOTAUX.........	1	7	12	89	14

22 *janvier*. — Les bataillons de Devonshire et d'East Surrey conservèrent les positions occupées le 21. Il en fut de même pour les deux batteries de la gauche, qui furent renforcées, vers 10 h. 30 du matin, par deux obusiers. Elles entretinrent le feu pendant toute la journée et attirèrent celui du canon ennemi placé au-dessus d'Acton Homes. Dans la soirée, l'artillerie boer tira à shrapnels sur nos lignes d'infanterie. A 8 heures du soir le feu cessait sur tout le front, les batteries et les obusiers étaient ramenés au camp de la Venterspruit.

D'après les ordres d'armée, le 2e bataillon des Lancashire Fusiliers devait rejoindre la 11e brigade. Trois compagnies de cette unité, qui avaient servi d'escorte à l'artillerie, furent remplacées par le 2e bataillon de Queen's et bivouaquèrent sur Flat Topped Hill (?) Il était trop tard pour rappeler le reste du bataillon des Lancashire Fusiliers.

H. HILDYARD, *major général*,
Commandant la 2e brigade.

(F)

Tableau des pertes pendant les opérations du 17 au 27 janvier.

(Sera donné dans le texte, livraison de septembre.)

(G)

Annexe au rapport du 30 janvier 1900 (n° 1).

. . . .

Au Chef de cabinet du Général en chef.

30 janvier 1900.

Ci-joint une copie des parties de mon rapport qui m'ont été demandées par télégramme.

C. WARREN, *lieutenant général,*
Commandant la 5e division.

Copie des instructions données au général sir Clery, à la date du 19 janvier 1900.

(Donné dans le texte, page 103.)

---

20 janvier 1900.

Après avoir réussi à occuper une partie des hauteurs, le général Clery me rendit compte qu'il était arrivé à un point où une attaque de front était nécessaire, et qu'il ne la jugeait pas opportune.

Je lui répondis :

« J'estime avec vous qu'une attaque de front n'est pas à rechercher et qu'une attaque de flanc serait préférable. Mon intention était de vous engager à tenir sur place, en vous retranchant s'il est nécessaire, sans reculer; vous continuerez votre mouvement demain, si vous ne pouvez le reprendre ce soir. Une attaque de front, entraînant de fortes pertes, ferait simplement le jeu des Boers. »

WARREN.

MILITAIRES

ERRE

LAISE RAPATRIÉES PENDANT
1902 (1).

cavalerie (envoyés aux Indes.
nfanterie (Métropole).
infanterie (Métropole).
génie (Métropole).

uvelle-Zélande.

LAISE RAPATRIÉES PENDANT
LLET 1902.

fanterie.
génie.
fanterie.
Imperial Yeomanry.
infanterie.
génie.

velle-Zélande, Canada.

comportant les réservistes et les
és restant encore dans l'Afrique

-HONGRIE.

EMPIRE AUSTRO-HONGROIS.

ichienne.

vent à 60,823,851 couronnes, soit
de 1,710,555 francs sur 1901.

---

dans la livraison d'avril 1902.



1

Principales créations et augmentations. — 1° État-major de place spécial à la landwehr, à Vienne, motivé par l'importance des unités et services de la landwehr dans cette ville;

2° Poste de capitaine en surnombre dans chaque régiment d'infanterie pour certains emplois spéciaux;

3° Clairon monté par bataillon (il y en avait déjà un par régiment);

4° Divers emplois d'officiers dans la cavalerie;

5° Majoration de certaines indemnités dues aux officiers (logement, remonte);

6° Augmentation de la gendarmerie (1);

7° Dotation de bicyclettes aux états-majors.

II. *Budget de la Honved* (landwehr hongroise).

Les crédits votés pour 1902 s'élèvent à 39,277,652 couronnes, soit 41,241,534 francs, en augmentation de 2,239,391 francs sur 1901.

A noter : la création de deux hôpitaux et l'armement du landsturm hongrois en fusils à répétition.

Le budget total de l'armée commune (2) et des landwehrs pour 1902 s'élève à 429,420,639 francs à l'aide desquels on entretient un effectif de :

27,297 officiers;
346,344 hommes;
66,335 chevaux,

répartis en 675 bataillons, 351 escadrons, 234 batteries de campagne, 18 bataillons d'artillerie à pied, 75 compagnies de pionniers, 12 compagnies de chemins de fer, 98 escadrons du train.

BELGIQUE.

LE BUDGET DE L'ARMÉE POUR 1902. — Les budgets ordinaire et extraordinaire de l'armée belge pour 1902 s'élèvent respectivement à 49,205,370 francs et 6,000,000 de francs. Le second seul présente sur celui de l'année précédente une différence en moins de 133,945 francs.

Les crédits se répartissent comme il suit :

---

(1) Les crédits pour l'entretien de la gendarmerie figurent dans le budget des landwehrs.

(2) Voir le budget de l'armée commune pour l'année 1902 (*Revue militaire des Armées étrangères*, janvier 1902).

1) *Budget ordinaire* :

1.	Administration centrale..........	530,600 00
2.	Solde et accessoires	24,569,380 64
3.	Service de Santé.................	910,335 00
4.	Écoles militaires.................	214,975 00
5.	Service de l'artillerie............	1,889,944 00
6.	Service du génie.................	1,585,000 00
7.	Service des subsistances..........	18,602,332 35
8.	Dépenses diverses................	427,754 68
9.	Pensions et secours..............	407,100 00
10.	Dépenses imprévues..............	67,949 00
		49,205,370 67

2) *Budget extraordinaire*................ 6,000,000 00

Les crédits principaux du budget extraordinaire portent sur l'armement (1,335,300 francs, dont 685,300 pour le matériel d'artillerie de campagne, et 650,000 francs pour la constitution d'une réserve de fusils pour l'infanterie) et sur le casernement (3,728,075 fr. 87).

EMPIRE ALLEMAND.

Règlement allemand sur le service des étapes. — A la date du 14 mai dernier a paru un nouveau Règlement sur le service des étapes, abrogeant celui du 3 septembre 1887.

Lignes de chemins de fer livrées a l'exploitation en 1901. — Les nouvelles lignes de chemins de fer livrées à l'exploitation pendant l'année 1901, en Allemagne, ont une longueur totale de 1230 kilomètres, dont 678,6 appartiennent à l'État et 551,4 à des compagnies privées. Dans ce nombre figurent 253 kilomètres de lignes à voie étroite, dont 43 font partie des réseaux d'État.

Les nouvelles lignes sont celles de :

(Berent)—Lippusch—Berusdorf—Bütow, (Culm)—Gollubien—Carthaus, (Cranz)—Pobethen—Warnicken, Gr. Rominten—Stallupönen, Löwenhagen—Gerdauen, dans la Prusse orientale et la Prusse occidentale ;

Ostswine—Swinemünde, Franzburg—Tribsees, en Poméranie ;

Grätz—Kosten, dans la province de Posen ;

Brandenburg—Röthehof, Reinickenhof—Liebenwalde, Basdorf—Gr. Schönebeck, Senzke—Nauen, Lübben—Beeskow, dans le Brandebourg ;

Biendorf—Gerlebogk, dans la province de Saxe;

Apenrade—Lügumkloster, les lignes des îles d'Amrum et de Sylt, Pattburg—Sonderburg, Tingleff—Törsbüll, dans le Schleswig-Holstein;

Gronau—Salzdetfurth, Bremervörde—Buchholz, dans le Hanovre;

(Paderborn) — Büren — Brilon (ville), Frankenhorst — Warendorf, Bielefeld—Schildesche—Enger, Schildesche—Werther, Gütersloh—Ibbenbüren, Empel — Bocholt, Sulingen — Bassum, (Paderborn) — Schloss Holte—Brackwede, en Westphalie;

Brohl—Engeln—Weibern, Simmern—Kirchberg, Dillingen—Primsweiler, Simmern—Castellaun, dans la province du Rhin;

Wächtersbach — Orb, Weidenhausen — Herborn, dans la Hesse-Nassau;

Burg et Nieder Gmünden—Nieder Ofleiden, Friedberg—Friedrichsdorf, Lauterbach—Grevenhain Crainfeld, dans le grand duché de Hesse;

Bouzonville—Dillingen, Massevaux—Sewen, un tronçon de 7 kilomètres d'Aumetz vers Audun-le-Tiche, Colmar—Ensisheim—Bollwiller, en Alsace-Lorraine;

Möckesmühl—Dörzbach, Wiesloch—Meckesheim, Brötzingen—Pforzheim, Wiesloch (ville)—Waldangelloch, Ueberlingen—frontière vers Friedrichshafen, dans le grand duché de Bade;

Ebingen—Onstmettingen, Müsingen—Schelkingen, Friedrichshafen —frontière badoise, Güglingen—Leonbronn, Amstetten—Leichingen, Freudenstadt—Klosterreichenbach, dans le Würtemberg;

Hechingen—Burladingen, Eyach—Haigersbach—Stetten, dans le Hohenzollern;

Röthenbach—Scheidegg, en Bavière;

(Köppelsdorf)—Neuhaus—Stockheim, (Coburg)—Ebersdorf—Weidhausen, Blankenstein—Marxgrim, en Thuringe;

Altenburg—Langenleuba, en Saxe;

Gliesmarode—Mattierzoll, dans le Brunswick.

Toutes ces lignes sont ouvertes au service des voyageurs, et les trains y sont mus par la vapeur.

ESPAGNE.

Création d'une collection d'outils de bataillon. — Par décret royal en date du 1er juillet 1902, chaque bataillon d'infanterie sera pourvu d'une collection d'outils qui prendra place, en cas de mobilisation, dans le fourgon affecté à cette unité.

La collection se compose de :

4 leviers;
2 tournevis;
4 haches de bûcheron;
8 haches de charpentier;
2 ciseaux tranche-à-froid;
8 serpes;
2 tenailles;
2 scies;

et représente un poids total de 47k,720.

ITALIE.

Appel a l'activité temporaire d'officiers subalternes de complément de l'arme de l'infanterie. — Pour parer au déficit d'officiers subalternes que produira l'application de la loi augmentant le nombre des capitaines d'infanterie, le Ministre de la guerre a décidé d'appeler sous les drapeaux un certain nombre d'officiers subalternes de complément de cette arme, pour une période d'au moins six mois et avec la solde de leur grade.

Les officiers qui désirent prendre ainsi du service adresseront des demandes en conséquence et y indiqueront les régiments où ils préféreraient être convoqués. Il sera donné satisfaction à leurs désirs dans la mesure où les exigences du service le permettront.

RUSSIE.

Compte rendu de l'appel du contingent de 1901 en Russie. — Le contingent à prélever en 1901, pour l'ensemble des forces de terre et de mer, a été fixé, par un ukase impérial du 4 juin 1901, à 308,600 hommes.

Ce chiffre fut diminué ultérieurement de 160 hommes; il restait donc 308,440 hommes à incorporer.

La population de la Russie, d'après le recensement de 1897, étant de *129,211,113* habitants et augmentant d'environ *800,000* âmes par an, cela représente un peu plus de 2,3 par 1000 habitants.

Le nombre de jeunes gens inscrits sur les tableaux de recensement était de *1,016,406*.

A ce chiffre s'ajoutaient les jeunes gens n'ayant pas d'acte de naissance, que leur aspect extérieur classait dans la même catégorie, soit *21,837*.

Puis les jeunes gens ayant obtenu des sursis ou obligés à faire leur service sans tirer au sort, soit *100,908*.

Le total des hommes soumis à l'appel était donc de *1,139,151*.

Le chiffre des hommes incorporés réellement dans les troupes de terre et de mer a été de *305,939*. En ajoutant à ce chiffre *2,501* insoumis, on retrouve l'effectif théorique à incorporer visé plus haut : *308,440*.

Le chiffre des dispensés s'élevait :

Pour la 1re catégorie, à	236,597
Pour la 2e catégorie, à	203,993
Pour la 3e catégorie, à	56,646
Soit, au total, à	497,236

Les Commissions ont eu à examiner *603,136* hommes et en ont pris *305,939*, dont 2,039 ont été classés dans la réserve et 23 complètement exemptés du service, en vertu d'anciens titres de dispenses.

Le résultat de cet examen a été le suivant :

1° Sursis accordés pour faiblesse de constitution.	94,605
2° Pris à l'essai	23,687
3° Soumis à un second examen médical	5,184
4° Classés dans la milice (2e ban)	86,385
5° Reconnus complètement impropres au service militaire	66,798
6° Ont été classés dans la milice (1er ban)	233,141

Parmi les hommes jouissant de dispenses, les Commissions ont dû appeler au service :

Dans la 3e catégorie	5,152 hommes.
Dans la 2e catégorie	3,300 hommes.
Dans la 1re catégorie	350 hommes (1).

Le chiffre du contingent pour 1902 a été fixé à *318,645* hommes (plus 100 Ossétins, indigènes du Caucase).

Le tableau ci-après donne les chiffres fixés pour les contingents des vingt-deux dernières années de la Russie :

(1) Appartenant tous à la religion israélite (les insoumis sont remplacés en principe par des hommes de la même religion, sans tenir compte des dispenses, le cas échéant).

pagne de la préparation incomplète du début, où le temps avait manqué pour réunir tous les moyens de transport nécessaires. Sans doute les conditions de la guerre moderne ne sont plus les mêmes qu'en 1806; les voies ferrées faciliteront dans une large mesure le ravitaillement des armées, mais les transports par voitures seront toujours indispensables pour faire arriver les approvisionnements jusqu'aux combattants. Le rôle de l'administration militaire grandira avec les effectifs et les besoins énormes des armées actuelles.

Des croquis schématiques facilitent la lecture de l'ouvrage en représentant les lignes d'étapes de la Grande Armée et la situation des services aux dates des 8 octobre, 14 octobre et 15 novembre.

Izviestia Imperatorskago rousskago geografitcheskago obchtchestva. — Publications de la Société impériale russe de géographie. T. XXXVII, fascicules 4 et 5. — Saint-Pétersbourg, 1901.

Général major A. Krotkov. — Morskoï Kadetski Korpus. Le corps des Cadets de la marine. — Saint-Pétersbourg, 1902, 227 p.

P. A. Heismann. — Slavianski Krestovyi pokhod. La croisade slave (à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du commencement de la campagne de 1877-1878). — Saint-Pétersbourg, 1902.

I. Ilienko. — Otcherki Persii. Esquisses de la Perse (avec une carte). — Saint-Pétersbourg, librairie Berezowski, 1902, 1 rouble.

Le Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Cie, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 898 — Septembre — 1902

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE [1]

(1899-1900)



IX. — Seconde tentative pour débloquer Ladysmith. — Échec de Spion-Kop.

§ 12. — *Journées des 23 et 24. Attaque de Spion-Kop.*

A la suite des combats des 20 et 21 janvier, le général Warren avait perdu l'espoir d'emporter, par une attaque de front, les positions occupées par les Boers. Après

(1) Voir la *Revue militaire des Armées étrangères*, août 1902, p. 93.

avoir examiné les différentes solutions auxquelles il pouvait recourir, il se disposait à tenter une attaque de nuit sur le sommet de Spion-Kop. Cette hauteur présente la forme d'une table triangulaire mesurant 3 kilomètres environ sur chacun de ses côtés. C'est le point culminant de la région, dominant la vallée de 570 mètres environ. Vu de la colline de Three-Trees, il se projette en arrière des retranchements défendus par les Boers les 20 et 21 janvier. Il en est séparé par une profonde coupure et formait le réduit de leur position. Une fois maîtres de Spion-Kop, les Anglais pouvaient prendre à revers les défenses de la crête de Taba-Myama.

Les Boers avaient occupé les cornes méridionale et septentrionale du plateau par des tranchées formant deux lignes de défense ; celles de la corne nord dominaient les premières.

L'attaque de nuit, décidée le 22, était différée jusqu'au 24 au soir, à cause de la nécessité de faire reconnaître les chemins d'accès et le terrain sur lequel elle devait être engagée. Le 23, le général Buller venait au camp de la Venterspruit. Ignorant la détermination du général Warren, il invitait celui-ci à prendre une décision ; il insistait sur ce « qu'il ne lui restait plus qu'à « choisir entre deux solutions : attaquer l'ennemi ou « battre en retraite ; que la situation présente était inte- « nable, ses troupes étant exposées au feu de l'ennemi « depuis quatre jours, accrochées à la crête, en haut de « pentes très raides. Sa position ne présentait pas de « deuxième ligne, et ses soutiens étaient massés trop « près de la chaîne, dans des emplacements défavo- « rables ; une panique ou une attaque soudaine de « l'ennemi pouvait précipiter toute la ligne en désordre « en bas des pentes » (1). Mis au courant du projet

(1) Rapport du général Buller. Voir appendice n° 19.

d'attaque de Spion-Kop, il donnait son approbation et conseillait de substituer au général Coke (1) sur lequel le choix de sir Warren s'était porté pour diriger l'opération, le général Woodgate, auquel il adjoignait un officier de son état-major, le colonel A Court.

Les troupes suivantes devaient prendre part à l'opération :

2e bataillon du Royal Lancaster Regiment ;

2e bataillon des Lancashire Fusiliers ;

198 hommes de la Thorneycroft's Mounted Infantry (2) ;

Une demi-compagnie du génie.

Le chemin d'accès reconnu était un sentier de piétons, gravissant en lacets les pentes Sud de Spion-Kop et débouchant près de la corne méridionale du plateau.

Dans la nuit du 24 au 25, à 1 heure du matin, l'infanterie anglaise commence à gravir les pentes en colonne par un, guidée par le colonel Thorneycroft lui-même. Vers 3 heures, on atteint le sommet; les troupes ont mis la baïonnette au canon. Une sentinelle boer, surprise, fait feu et donne l'alarme. Les soldats anglais se jettent face à terre et laissent passer la salve d'un poste de quinze hommes environ, qui évacue en toute hâte sa tranchée-abri. Un second retranchement un peu plus en arrière est également abandonné par les Boers, et les Anglais sont maîtres, presque sans coup férir, de la corne méridionale du plateau. Ils cherchent aussitôt à organiser la position conquise et commencent à remuer la terre malgré l'obscurité. Quand le jour paraît, le sommet est

---

(1) Le général Coke boitait légèrement des suites d'une ancienne blessure.

(2) Corps colonial commandé par le lieutenant-colonel Thorneycroft, qui avait rejoint récemment le général Buller sur la haute Tugela.

enveloppé d'un brouillard intense qui ne se dissipe qu'à 8 heures du matin. Les Anglais sont restés sur la partie étroite du plateau, sans chercher à confirmer leur succès par l'occupation totale de la hauteur. Ils laissent ainsi aux Boers le temps de se ressaisir. Ceux-ci n'ont guère plus de 200 hommes dans le voisinage immédiat du sommet, mais, comprenant très vite la gravité de la situation, leurs chefs envoient en toute hâte des officiers pour rassembler les commandos dispersés du général Botha et les porter au galop au secours de la position perdue (1). Spion-Kop aux mains des Anglais, c'est la perte de toutes les hauteurs de la rive gauche par les Boers. Aussi malgré leur répugnance à prendre l'offensive, ces derniers comprennent-ils la nécessité d'un vigoureux effort pour reconquérir le réduit de leur défense. Botha parvient à rassembler la majeure partie des commandos de Carolina, de Vryheid, d'Heidelberg et de Lydenburg, au total 400 hommes qui gravissent les pentes et viennent renforcer une cinquantaine d'hommes tenant encore les tranchées de la corne nord du plateau. Le feu de quelques pièces amenées sur la position et de celles qui occupent l'extrémité orientale de la crête de Taba-Myama (2), est dirigé sur l'étroit espace tenu par les Anglais et appuiera efficacement le mouvement offensif. Lorsque le brouillard s'est dissipé, les Boers se portent en avant, gagnent lentement du terrain à l'abri des broussailles, des rochers et des ravines qui accidentent légèrement la surface du plateau, « sautant comme « des chamois de couvert en couvert, sous une grêle de « balles, tout en tirant avec calme et décision. Ils visent « les Anglais avec autant de sang-froid que le gibier du

(1) Récit du correspondant du *New-York Herald* près des Boers, du 29 janvier 1900 (édition de Paris du 25 mars 1900).

(2) En tout sept ou huit canons ou mitrailleuses (récit du correspondant du *New-York Herald*, déjà cité).

« veldt, ne faisant feu qu'à coup sûr et perdant rarement « leur balle (1) ». Après quelques heures de cette marche d'approche lente et méthodique, ils atteignent un point de la partie occidentale du plateau, d'où ils peuvent enfiler les tranchées anglaises et les rendre intenables. La situation devient critique.

Cependant le colonel A Court avait quitté le sommet avant le commencement de l'attaque des Boers. Il était venu rendre compte au général Warren que tout allait bien et télégraphiait dans le même sens au général Buller. A peine revenait-il du quartier général de sir Warren, qu'on y recevait le télégramme suivant : « Envoyez des renforts ou tout est perdu. Général « Woodgate tué (2). » Celui-ci venait en effet d'être frappé mortellement et le colonel Crofton, le plus ancien des officiers présents sur la position, avait pris le commandement. Sir Ch. Warren donnait aussitôt l'ordre au général Coke de se rendre sur la hauteur avec un renfort de deux bataillons. Sur ces entrefaites, un télégramme du général Buller conseillait de donner le commandement au lieutenant-colonel Thorneycroft, qui recevait peu après avis de sa désignation. Dès 11 heures du matin, le général Coke s'était rendu sur la position. Il en trouvait la garnison trop nombreuse pour l'espace restreint sur lequel elle s'était laissé acculer et suspendait l'arrivée de nouveaux renforts, les estimant plus utiles pour tenter une diversion en d'autres points.

Sur le plateau la situation était grave. L'incertitude

---

(1) Correspondant du *New-York Herald*, déjà cité.

(2) Une polémique très vive s'est élevée au sujet de ce télégramme. De l'enquête faite à son sujet et dont les pièces sont jointes au document parlementaire *The Spion-Kop Despatches* (voir appendice n° 19), il résulte qu'il n'a pas été remis par écrit au signaleur chargé de l'expédier. Le colonel Crofton affirme qu'il donna l'ordre de télégraphier : « Général Woodgate tué ; besoin urgent de renforts ».

qui régnait sur les droits au commandement des officiers présents augmentait encore le désarroi. Le général Coke n'avait pas été informé de la désignation du lieutenant-colonel Thorneycroft et, le colonel Crofton ayant été blessé, le colonel Hill, venu avec les renforts, était le plus ancien des officiers présents et réclamait le commandement. Malgré plusieurs contre-attaques à la baïonnette vigoureusement conduites, les Anglais ne parvenaient pas à repousser l'ennemi qui progressait lentement. De nouveaux renforts étaient venus s'entasser sur la position. En effet, à 10 heures du matin, sur les instances de sir Warren et sur une demande directe venue de Spion-Kop (1), le général Lyttelton avait envoyé du gué de Podgieter deux bataillons d'infanterie et deux compagnies d'infanterie montée. Repassant sur la rive droite, ces troupes gagnaient à travers la boucle de la Tugela un gué situé au pied de Spion-Kop. L'un des bataillons rejoignait le sentier déjà utilisé par la colonne d'assaut et parvenait sur la hauteur ; le reste du détachement obliquait vers l'Est et, par des pentes très raides, atteignait vers 5 heures du soir, le rebord du plateau où il était arrêté par le feu de quelques tranchées ennemies.

Vers 2 heures du soir, à la droite de la ligne anglaise plus particulièrement menacée, le drapeau blanc était arboré et 175 hommes des Lancashire Fusiliers se rendaient prisonniers. A la gauche au contraire, la résistance se prolongeait jusqu'à la nuit.

A 9 h. 30 du soir, le général Coke, qui était resté toute la journée sur le sommet sans prendre la direction des opérations, était appelé par sir Warren et venait lui rendre compte personnellement de la situation. Après son départ, le lieutenant-colonel Thorneycroft, jugeant

---

(1) Envoyée par un expéditeur *inconnu*. Voir appendice n° 19.

la position intenable, donnait l'ordre de la retraite et évacuait la hauteur, malgré les protestations du capitaine Philips, chef d'état-major du général Coke.

Pendant le drame sanglant qui se déroulait sur l'étroit sommet de Spion-Kop, aucun changement notable ne s'était produit sur le reste de la ligne anglaise. On cherche en vain soit dans les ordres donnés, soit dans les comptes rendus officiels, l'indication d'une offensive générale conduite avec vigueur sur tout le front. Rien de semblable ne se produisit. Seule l'artillerie anglaise essaya de collaborer à la défense de Spion-Kop, en prenant position dans le fond de la vallée, au Sud de la hauteur et en concentrant son feu sur les pentes occidentales que les Boers gravissaient. Elle était impuissante à faire taire le feu de l'artillerie ennemie dérobée à ses vues et recevait au contraire la mitraille des pièces cachées derrière la crête de Taba-Myama.

Sur la position même de Spion-Kop, les Anglais n'avaient point amené d'artillerie. Une batterie de montagne avait été appelée de Springfield (1), mais ne put arriver en temps opportun. On essaya en vain de hisser sur la position deux canons de 12 livres de la marine.

Au gué de Podgieter, la brigade Lyttelton avait fait, dans la matinée, une démonstration sur son front et avait dirigé dans l'après-midi, sur Spion-Kop, les renforts dont nous avons relaté les mouvements. A Chieveley, la brigade Barton n'avait pas bougé.

Dans l'après-midi du 25, une suspension d'armes permettait aux deux partis d'ensevelir leurs morts tombés sur le plateau de Spion-Kop.

Le même jour, le général Buller décidait de se retirer au Sud de la Tugela. « Les troupes, dit-il dans son rap-

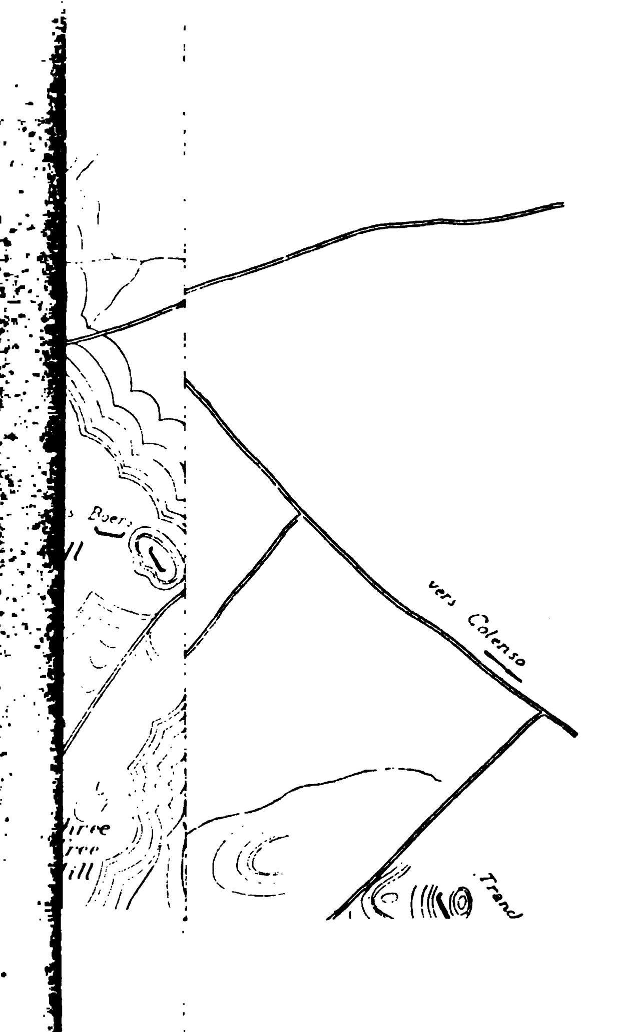
(1) Cette batterie était venue la veille d'Estcourt.

« port, avaient été constamment engagées pendant une « semaine, supportant de grandes fatigues, et ayant « éprouvé de fortes pertes à Spion-Kop. Les disposi- « tions du général Warren avaient eu pour conséquence « de mélanger toutes les brigades et sa position était « dangereuse. — Je dus donc prendre le commandement, « et dans la journée du 25, je commençai à faire passer « les chariots à bœufs et les grandes voitures à mulets ; « cela fut terminé dans la journée du 26. On avait dû « doubler les attelages au passage du gué, que les voi- « tures traversaient à raison de huit à l'heure. Celles « qui utilisèrent le pont durent être dételées et traînées à « bras. L'opération se continua jour et nuit, sauf au gué « qu'on ne pouvait passer dans l'obscurité. En plus des « mitrailleuses, des six batteries montées et des quatre « obusiers, on eut à faire traverser 232 chariots à bœufs, « 98 voitures à 10 mulets, 107 à 6 mulets, 32 à 4 mulets : « *au total* 489 *véhicules*. En outre, les ambulances durent « faire un mouvement de va-et-vient pour évacuer les « malades et les blessés.

« Les chariots à bœufs avaient achevé de s'écouler le « 26 à 2 heures de l'après-midi et, à 11 heures du soir, « toutes les voitures à mulets étaient sur la rive Sud. « Le pont devenait libre pour le passage des troupes qui « prenait fin le 27 à 4 heures du matin. »

Pendant les trois jours exigés par cette laborieuse retraite, les Boers ne firent rien pour la troubler. Seule leur artillerie envoya quelques obus dans le voisinage des ponts, sans produire d'effets sérieux. On a invoqué la faiblesse de leurs effectifs pour expliquer cette inaction ; on ne peut cependant s'empêcher de constater qu'ils laissèrent échapper une occasion unique d'anéantir le corps du général Buller et de changer sa retraite en déroute. Si l'on songe à l'état de démoralisation qui devait paralyser les troupes anglaises après leurs échecs

PÉR



répétés, à l'effrayant encombrement des ponts et passages de la Tugela, on est porté à croire que l'offensive audacieuse de quelques bandes déterminées aurait produit des résultats décisifs. L'exemple de la reprise de Spion-Kop montre que les Boers étaient capables d'un tel effort. Plus encore que l'inaction de ses ennemis, l'imprudence du général Warren, qui avait fait passer tous ses convois au Nord de la Tugela avant d'être maître des hauteurs indispensables à son débouché, est de nature à provoquer l'étonnement. Le retard entraîné par ces mouvements fut la cause principale de l'échec de l'opération et le temps considérable exigé par l'évacuation de ses impedimenta pouvait compromettre le corps tout entier en présence d'un ennemi plus entreprenant.

§ 13. — *Les pertes des deux partis.*

Les pertes éprouvées par les Anglais dans les combats du 17 au 24 janvier sont données par le tableau ci-après, joint au document parlementaire *The Spion-Kop Despatches*, publié par le gouvernement anglais.

PERTES.

DATES.	UNITÉS.	OFFICIERS			HOMMES DE TROUPE		
		TUÉS.	BLESSÉS.	DISPARUS.	TUÉS.	BLESSÉS.	DISPARUS.
17 au 20 janv.	5° division	1	12	»	26	178	»
20 janvier...	2° —	»	8	»	4	102	2
21 — ...	2° —	1	8	»	13	131	5
22 — ...	2° —	»	1	»	1	19	1
23 — ...	2° —	»	»	»	1	14	»
24 — ...	2° —	1	1	»	4	12	»
24 — ...	5° —	21	22	»	139	388	279
24 — ...	4° brigade (Lyttelton)	6	11	6	32	120	2
25 — ...	2° division	»	»	»	»	10	»
26 — ...	2° —	»	»	»	»	3	»
21, 22, 23, 25, 26 et 27 janv.	5° —	»	1	»	1	33	»
	TOTAUX	30	64	6	221	1,040	289
		100			1,520		
23 janvier...	Détachement du général Barton (Chieveley), non compris dans les chiffres ci-dessus	1	1	»	4	5	11
20 — ...	4° brigade (Lyttelton), non comprise dans les chiffres ci-dessus	»	1	»	2	13	1
	TOTAUX	1	2	»	6	18	12
	TOTAUX GÉNÉRAUX	103			1,556		
Pertes du 24 janvier (Spion-Kop), comprises dans les chiffres ci-dessus		28	34	6	175	520	281
	TOTAUX	68			976		

NOTA. — Il y aurait, paraît-il, 243 cadavres enterrés sur le sommet de Spion-Kop, de sorte que beaucoup des hommes portés disparus ont sans doute été tués.

Il y a lieu de remarquer que les pertes éprouvées dans la journée du 24 portent presque uniquement sur les troupes qui combattirent à Spion-Kop, soit sur un total de six bataillons d'infanterie environ. Elles représentent à peu près 20 p. 100 des effectifs engagés, proportion la plus élevée qui ait été atteinte du côté anglais au cours de la campagne. Par contre, les pertes subies dans les combats du 20 au 23 janvier sont loin d'être aussi fortes et montrent d'une façon évidente que, dans la conduite de ces attaques, le souci de ménager la vie du soldat a tenu plus de place que la ferme volonté d'enlever à tout prix les positions ennemies (1).

Du 17 au 23 janvier inclus, les pertes des Boers se sont élevées à 17 tués et 82 blessés (2).

A Spion-Kop, le 24, sur un total de 450 hommes environ qui furent engagés, ils perdirent 53 tués et 146 blessés (3), soit une proportion de 44 p. 100. Ces chiffres élevés, mieux que tout commentaire, montrent la violence du combat de Spion-Kop ; ils sont une preuve des qualités d'audacieuse bravoure et d'énergie déployées par les Boers dans cette difficile circonstance.

§ 14. — *La publication des documents concernant les événements de Spion-Kop.*

La seconde tentative du général Buller pour forcer le passage de la Tugela et débloquer Ladysmith avait donc complètement échoué. Il devait la renouveler quelques

---

(1) La même impression résulte, d'ailleurs, nettement de la lecture des rapports des généraux anglais sur les événements. Voir appendice nº 19.

(2) Listes nominatives publiées par le *Standard and Diggers news* des 24 et 25 janvier 1900.

(3) Listes nominatives publiées par le *Standard and Diggers news* des 29 et 30 janvier 1900.

après avoir donné

ettement les causes
nécessaire d'y joindre
des principales a été
encombrées par leurs
que les Boers doivent
ies de leur adversaire.
signaler l'influence qu'eu-
les fautes du comman-
cision et de fermeté, le
entre les généraux Buller
res, qu'à différents degrés
quelquefois de perçant
rtains chefs aient été trop
réoccupation d'éviter les
à atteindre. Ce sentiment
n profonde des premiers
nsive aveugle des premiers
taine timidité qui se ma-
te et amènera une pro-
tactique anglaise. Cela
des faits, mais aussi de
ents publiés par le gou-

en effet, l'opinion pu-
e sur ces malheureux
conduit à publier les
ux. Bien qu'on eût pris
ures, ces documents
s fautes commises par
ments qui en entra-
t l'occasion de vives
ues de presse. Le
er ses appréciations
de ses subordonnés;

lors de ses démêlés avec le War-Office au sujet du télégramme héliographique envoyé à sir G. White après Colenso, il se plaignit qu'on n'eût pas publié intégralement ses rapports sur les événements de Spion-Kop. La question fit l'objet de lettres très aigres échangées entre le général et M. Balfour, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et communiquées à la presse. Elle fut même portée devant le Parlement par M. Norman, député à la Chambre des communes. Dans une de ses dernières lettres à M. Balfour, le général Buller exprimait « le vif espoir que, si on publiait ultérieurement ses « rapports, on les livrât tels qu'ils avaient été écrits, « sans les altérer (without manipulation), et qu'on ré- « tablît dans leur intégrité les documents déjà parus ». Il ne semble pas qu'il ait à se louer d'avoir vu ses vœux exaucés. Au mois d'avril dernier, le gouvernement anglais a livré, en effet, à la publicité tous les documents concernant les événements de Spion-Kop. Ceux qui avaient paru précédemment ont été rétablis dans leur intégrité. L'ensemble est loin de jeter un jour favorable sur le rôle du général Buller.

L'appendice n° 19 contient la traduction *in extenso* de la plupart de ces pièces et l'analyse des moins importantes d'entre elles. Il forme le complément indispensable du récit des faits. Le lecteur y trouvera ample matière à réflexion sur l'état d'esprit de l'armée anglaise et de ses chefs ; il y pourra faire moisson de nombreux enseignements d'ordre psychologique. Par l'influence qu'eurent sur les événements les qualités et les défauts du commandement à tous les échelons de la hiérarchie, le degré d'instruction et de préparation des officiers, il se convaincra que ce sont réellement là les facteurs qui gouvernent la guerre, bien plus que ceux du nombre et de l'armement.

(*A suivre.*) (160)

APPENDICE N° 19 (*suite*).

(II)

Le Général commandant les troupes du Natal au Ministre de la guerre.
(Transmis par l'intermédiaire du général en chef à Capetown).

Spearman's Hill, 30 janvier 1900.

Monsieur,

En vous adressant le rapport du lieutenant général sir Ch. Warren sur la prise et l'évacuation de Spion-Kop, j'ai l'honneur de vous présenter les observations suivantes :

En affirmant qu'il ne disposait que de trois jours et demi de vivres, sir Ch. Warren commet une inexactitude. Je lui avais dit qu'un convoi de trois jours et demi serait déjà très encombrant, mais que je le lui compléterais s'il le jugeait nécessaire. Le télégramme suivant, qu'il m'adressa, montre qu'il était bien prévenu de cette intention. C'est le seul rapport que j'ai reçu de lui.

Télégramme envoyé à 7 h. 50 du soir; reçu à 8 h. 15 du soir.

Aile gauche, 19 janvier.

Au Chef d'état-major,

Il n'y a que deux routes qui nous permettent de nous porter du gué de Trichard au Nord de la Tugela et de nous réunir aux troupes qui débouchent du gué de Podgieter, l'une par Acton-Homes, l'autre par Fair-View et Rosalie. Je renonce à prendre la première, qui est trop longue; la seconde est très difficile pour un convoi important, à moins que l'ennemi n'ait été complètement dispersé. En conséquence, je vais prendre des dispositions spéciales qui nécessiteront mon maintien au camp de la Venterspruit pendant deux ou trois jours. Je vous demanderai ultérieurement des vivres et vous rendrai compte de mes progrès.

C. Warren.

En réponse à ce télégramme, j'envoyai trois jours de vivres.

Je me rendis auprès de lui le 23. Je lui représentai que je n'avais reçu aucun compte rendu des dispositions spéciales visées dans son télégramme du 19; que, depuis quatre jours, il tenait ses troupes sous le feu, accrochées à des pentes abruptes; que ses positions ne pr és en

taient pas de deuxième ligne de défense; que ses réserves étaient massées derrière la ligne de feu, en formations incapables de se prêter à la défensive, et qu'une panique ou une attaque de l'ennemi pouvait les bousculer à un moment quelconque. Je lui dis que la situation était trop dangereuse pour qu'on put la prolonger, et qu'il fallait attaquer ou battre en retraite. Je conseillai, comme je l'avais fait précédemment, un mouvement par la gauche. Il me dit qu'il avait donné l'ordre la veille au soir, au général Coke, d'attaquer Spion-Kop, mais que celui-ci avait présenté des objections contre une opération de nuit exécutée sans reconnaissance préalable, et il ajouta qu'il avait l'intention de tenter l'attaque cette nuit même.

Je fis remarquer que le général Coke boitait encore, ayant eu une jambe cassée, et que le général Woodgate était plus en état de gravir un sentier de montagne.

Comme les appareils optiques ne pouvaient être installés sur la partie orientale de Spion-Kop, à cause de la violence du feu, les dépêches adressées à sir Warren passaient par nos signaleurs de Spearman's Camp, qui les transmettaient à leurs destinataires. Je les voyais donc avant sir Warren, car je me trouvais près du poste de signaleurs. Le télégramme cité par sir Warren (1) ne m'inspira pas confiance dans celui qui l'avait envoyé, et je me rendis compte que nos troupes se débandaient et qu'il fallait faire effort pour les rallier. Je télégraphiai à sir Warren : « Si vous ne confiez pas le commandement à quelqu'un de vraiment énergique, vous allez perdre la position. Je vous conseille de désigner Thorneycroft. »

Il n'est pas exact qu'un officier d'état-major m'ait adressé directement des comptes rendus pendant cette journée. Le colonel A Court fut renvoyé par le général Woodgate presque aussitôt après son arrivée sur la position.

Je n'ai pas jugé nécessaire d'ordonner une enquête. Si, à la chute du jour, on avait pris convenablement en main la défense; si on avait fait des retranchements, préparé des emplacements pour l'artillerie, ramassé les morts et les blessés et mis effectivement la position sous un commandement régulier; si, enfin, des dispositions convenables avaient été prises pour l'approvisionnement en eau et en vivres, je suis certain qu'on aurait pu conserver les hauteurs.

Mais on n'en prit aucune. Le général Coke paraît avoir reçu l'ordre de partir au moment où sa présence aurait été utile et personne ne lui succéda. On ignorait, sur la position, qu'il allait venir du canon. D'une

(1) Annonçant la mort du général Woodgate et demandant des renforts.

façon générale, il y eut un manque d'organisation et de méthode du plus mauvais effet sur la défense.

Il est prouvé que le colonel Thorneycroft s'est conduit, pendant la journée, avec le plus grand courage, et que c'est lui qui sauva réellement la situation. Dès la tombée de la nuit, on aurait dû prendre des dispositions pour pouvoir résister le lendemain. Mais, comme il n'en fut pas ainsi, j'estime que le colonel Thorneycroft fit preuve d'une sage initiative en ordonnant la retraite. J'ai le regret d'ajouter que nos pertes sont très élevées. Mais l'ennemi a avoué à nos médecins que les siennes sont aussi très sérieuses et, bien que nous n'ayons pas réussi à conserver la position, les pertes que nous avons infligées aux Boers et l'attaque elle-même ont produit sur eux une profonde impression.

Je ne puis terminer ces observations sans rendre hommage à la belle et courageuse conduite des troupes. L'endurance des bataillons de Lancashire Fusiliers, de Middlesex et de la Thorneycroft Mounted Infantry fut admirable; les efforts fournis par le 2e bataillon des Scottish Rifles et le 3e bataillon des King's Royal Rifles ont été également très remarquables; le bataillon de Royal Lancaster se comporta aussi très courageusement.

J'ai l'honneur, etc.....

R. Buller.

Rapport du lieutenant général sir Ch. Warren sur la prise et l'évacuation de Spion-Kop.

1. Rapport de sir Ch. Warren au général en chef.
2. Rapport du général Woodgate à sir Ch. Warren.
3. Rapports du lieutenant-colonel Thorneycroft pendant le combat.
4. Rapport du lieutenant-colonel Thorneycroft après l'évacuation.
5. Rapport du général Coke à sir Ch. Warren.
6. Rapport du commandant du génie.
7. Rapports des divers officiers sur la question des vivres.

(I)

Prise et évacuation de Spion-Kop.

Au Chef d'état-major,

Je rends compte des opérations dirigées contre Spion-Kop dans un rapport distinct, parce qu'elles n'entraient pas dans mes projets primitifs.

D'après les premières instructions du général en chef, datées du 15 janvier 1900, je devais agir suivant les circonstances, mais d'une façon générale, en refusant ma droite et portant ma gauche en avant, jusqu'à ce que j'eusse gagné le plateau au Nord de Spion-Kop.

Le 19 janvier, en arrivant au camp de la Venterspruit, je réunis tous les officiers généraux, les commandants de l'artillerie et du génie et les officiers d'état-major. Je leur exposai que, ne disposant que de trois jours et demi de vivres seulement, il m'était impossible de m'avancer par la route de gauche sur Acton-Homes. Tous furent d'accord sur ce point. Je leur démontrai que le seul itinéraire possible était de marcher sur Fair-View par Rosalie, mais j'exprimai la conviction que cela n'était possible qu'en renvoyant tous les convois au Sud de la Tugela, en se débarrassant de tous les impedimenta et en n'emportant que les vivres du sac.

Le lendemain, les hauteurs furent reconnues et on les trouva solidement occupées par des retranchements. Le général en chef fut présent le 21 et le 22, et je lui représentai la difficulté qu'offrait pour des convois l'itinéraire projeté, avant qu'on ne fût maître de Spion-Kop.

En conséquence, je donnai, le 22 au soir, l'ordre au général Coke de s'emparer de ce sommet. Il demanda à retarder l'opération d'un jour, pour pouvoir reconnaître la position avec les commandants des bataillons désignés pour y participer.

Le 23, le général en chef vint au camp et me dit qu'il n'y avait que deux partis à prendre : attaquer ou battre en retraite. Je lui répondis que je préférais attaquer Spion-Kop et lui montrai les ordres que j'avais donnés le jour même.

Il exprima le désir de voir le général Woodgate à la tête de l'opération et détacha auprès de lui le lieutenant-colonel A Court comme officier d'état-major.

Le soir même, le général Woodgate se mit en marche avec les bataillons de Lancashire Fusiliers, de Royal Lancaster, une partie du Thorneycroft Horse et une demi-compagnie du génie, appuyés par deux compagnies du bataillon des Connaught Rangers et par l'Imperial Light Infantry. (Cette dernière troupe venait d'arriver au gué de Trichard.)

L'attaque de Spion-Kop réussit complètement. Le 24 au matin, le général Woodgate me rendit compte que les troupes s'étaient retranchées sur la position et qu'il espérait en rester maître, mais qu'un brouillard épais l'empêchait de se rendre compte de la situation. Nous n'avions eu que trois hommes blessés pendant l'attaque.

Le lieutenant-colonel A Court redescendit dans la matinée et me confirma que tout allait bien. Il télégraphia dans le même sens au général en chef. A peine s'était-il mis en route pour rentrer au quar-

tier général qu'un télégramme optique nous parvenait du colonel Crofton, du Royal Lancaster : « Envoyez des renforts, sinon tout est perdu. Le général (Woodgate) a été tué. » Le même télégramme parvenait également au général Buller.

Je donnai immédiatement l'ordre au général Coke de se porter sur la position et de prendre le commandement des troupes. Il partit aussitôt avec les bataillons de Middlesex et de Dorsetshire. Je répondis au colonel Crofton : « Je vous envoie deux bataillons et l'Imperial Light Infantry. Tenez jusqu'à la dernière extrémité. Ne vous rendez pas ».

Cela se passait vers 10 heures du matin. Peu après, je reçus un télégramme du général en chef, me donnant l'ordre de donner le commandement sur la position au lieutenant-colonel Thorneycroft. En conséquence, je télégraphiai : « Avec l'approbation du général en chef, je donne le commandement sur la position au lieutenant-colonel Thorneycroft, avec le rang provisoire de brigadier général. »

Pendant les quelques heures qui suivirent, je ne reçus aucune nouvelle de Spion-Kop. Il paraît que les signaleurs avaient été gênés par le feu violent de l'ennemi et leurs appareils détruits. Je demandai à plusieurs reprises au lieutenant-colonel Thorneycroft de me renseigner sur la situation. A 1 h. 20 de l'après-midi, je télégraphiai pour m'informer si le lieutenant-colonel Thorneycroft avait pris le commandement et je priai le général Coke de me renseigner sur la situation. Ne recevant aucune réponse, je demandai si le général Coke était encore à Spion-Kop. Je reçus alors son rapport sur la situation, dont une copie est ci-jointe. Il me rendit compte qu'à moins que notre artillerie ne fût capable de réduire au silence celle de l'ennemi, nos troupes ne pourraient tenir encore un jour et que la situation était très critique.

A 6 h. 30 du soir, je lui demandai s'il pouvait maintenir deux bataillons sur la hauteur et abriter le reste des troupes, et si ces deux bataillons suffiraient à tenir la position. Je lui indiquai ces dispositions en exécution d'un télégramme reçu du général en chef. Plus tard dans la soirée, je pris des mesures pour faire monter sur la position deux canons de 12 livres de la marine et la batterie de montagne, pour y envoyer en outre une demi-compagnie du génie et deux détachements de 600 travailleurs chacun, afin de pouvoir renforcer les retranchements et construire des abris pour les troupes.

J'ajoute que la 17ᵉ compagnie du génie avait accompagné le détachement du général Woodgate et fut employée jusqu'au jour à la construction des tranchées, à des travaux de routes et d'approvisionnement d'eau.

Des sacs à terre avaient été envoyés le 24 au matin.

Tandis que le colonel Sim gravissait la hauteur avec ce détachement, il rencontra le lieutenant-colonel Thorneycroft qui évacuait la position.

Pour la suite du récit, je joins les rapports du colonel Thorneycroft, du général Coke, et ceux de divers officiers sur l'approvisionnement en vivres et en eau. Les munitions furent en quantité suffisante.

Je tiens à faire remarquer l'admirable conduite et le courage des officiers et de la troupe, qui furent exposés à un violent feu d'artillerie, ainsi que la grande endurance des détachements chargés d'approvisionner les troupes en vivres, en eau et en munitions.

Pendant la journée, un officier de l'état-major général fut présent sur la position et adressa directement des comptes rendus au général en chef.

Je pensais qu'après la chute du jour on pourrait se maintenir sur la position, et j'espérais qu'on pourrait la conserver le lendemain, à la condition d'y monter du canon et d'y construire des abris. Or, cela allait être réalisé, comme je l'ai déjà dit.

L'évacuation de la position fut exécutée sur l'ordre du colonel Thorneycroft et sous sa propre responsabilité, en l'absence du général Coke, à qui j'avais prescrit de venir me rendre compte en personne de la situation. Elle souleva de vives protestations de la part du chef d'état-major de cet officier général, du commandant du bataillon de Middlesex et de quelques autres officiers.

Il appartient au général en chef de décider s'il y a lieu de faire une enquête sur la conduite du colonel Thorneycroft, qui fit évacuer la position sans en avoir reçu l'ordre.

C. Warren,
Lieutenant général.

---

(2) *

Copie d'une lettre du général Woodgate à sir C. Warren.

Spion-Kop, 24 janvier 1900.

Mon cher sir Charles,

Nous sommes arrivés vers 4 heures du matin, la position a été enlevée et nous n'avons eu que trois hommes blessés.

Nous avons trouvé quelques Boers qui paraissent avoir été surpris et se sont repliés en faisant feu et en abandonnant un de leurs morts. Je crois qu'il y en eut un second, mais nous ne pûmes le trouver au milieu du brouillard.

---

* Les pièces non comprises dans la première publication des rapports de Spion-Kop sont marquées d'un astérisque.

Ce dernier nous a été favorable et j'ai poussé un peu plus vite que je n'aurais fait sans lui. Nous nous sommes retranchés sur la position et nous sommes, je pense, en sécurité. Mais le brouillard est trop épais pour nous permettre de bien voir et je garde encore quelque temps les hommes de Thorneycroft et les sapeurs.

Les premiers ont attaqué d'une façon très remarquable.

Un peu après, j'ai fait un signal pour vous faire savoir que j'étais arrivé.

Bien à vous.

E. WOODGATE.

(*)

Copie d'une lettre du lieutenant-colonel Thorneycroft à sir C. Warren.

Spion-Kop, 24 janvier 1900, 2 h. 30 soir.

A sir C. Warren,

Je tiens jusqu'à la dernière extrémité avec le détachement primitif. Une partie des Middlesex arrive maintenant, et j'entends les Dorsetshire qui montent. Cependant le détachement est tout à fait insuffisant pour occuper un espace aussi considérable. L'artillerie ennemie, tirant du Nord-Ouest, balaye tout le sommet de la hauteur. Les Boers ont également des canons vers l'Est. Ne pourriez-vous éteindre leur feu? Quels renforts pouvez-vous m'envoyer pour tenir la position ce soir? Nous souffrons du manque d'eau. Nous avons beaucoup de tués et de blessés.

A. THORNEYCROFT.

P.-S. — Si vous voulez être sûr de garder la hauteur cette nuit, il faut envoyer plus d'infanterie et attaquer l'artillerie ennemie.

(*)

Spion-Kop, 24 janvier 1900, 3 heures soir.

Je viens de prendre connaissance de la communication ci dessus et j'envoie comme renforts les Scottish Rifles et les King's Royal Rifles. Les bataillons de Middlesex, de Dorsetshire et l'Imperial Light Infantry sont également partis, ainsi que 120 hommes de la Bethune's Mounted Infantry. Nous paraissons être maintenant en état de tenir.

J. TALBOT COKE,
Major général.

(*)

Le colonel Thorneycroft au Chef d'état-major de sir C. Warren.

24 janvier.

Les troupes arrivées ici cette nuit (Lancashire Fusiliers, Royal Lancaster, Thorneycroft's Mounted Infantry) sont exténuées. Elles n'ont pas d'eau et sont à court de munitions. J'estime que, même avec les renforts qui nous sont parvenus, il est impossible de tenir, tant que l'artillerie ennemie pourra agir librement sur le sommet. Les Boers disposent d'un canon à longue portée, de trois de moindre calibre et d'un Maxim-Nordenfeldt, avec lesquels ils balayent le plateau depuis 8 heures du matin. Je n'ai pu faire le relevé des pertes, mais elles sont très fortes, surtout dans les unités arrivées les premières. Je demande des instructions sur ce que je dois faire.

Ce soir à 6 heures l'ennemi pressait nos deux flancs par son feu de mousqueterie et d'artillerie, tandis que notre front souffrait également de son tir. Tout ce que je puis faire est de me maintenir sur mes positions. Si les pertes ne s'accentuent pas, je pense pouvoir tenir jusqu'à la nuit. Il faudrait m'envoyer des brancardiers ainsi que de l'eau. La situation est critique.

A. Thorneycroft,
Lieutenant-colonel.

(*)

Note du colonel Thorneycroft à sir Ch. Warren.

24 janvier 1900.

Je regrette d'avoir à vous apprendre que j'ai dû abandonner Spion-Kop, la position étant intenable. Les troupes se sont retirées en bon ordre; je viendrai vous faire mon rapport aussitôt que possible.

A. Thorneycroft,
Lieutenant-colonel.

(*)

Le lieutenant-colonel Thorneycroft, de la Thorneycroft's Mounted Infantry, commandant à Spion-Kop, au Chef d'état-major du général sir C. Warren.

Camp du gué de Trichard, 26 janvier 1900.

Monsieur,

Le 23 janvier au soir, je rejoignis avec 18 officiers et 180 hommes

de la Thorneycroft's Mounted Infantry, un détachement commandé par le général Woodgate et comprenant le 2e bataillon des Lancashire Fusiliers, le 2e bataillon du Royal Lancaster Regiment et une demi-compagnie du génie. Nous partîmes à 9 heures du soir pour le sommet de Spion-Kop. Je marchais en tête avec une petite avant-garde et, après avoir traversé les ravins, j'abordais la pente. En atteignant le premier plateau, le détachement se disposa en formation serrée et continua sa marche. Le front disponible pour la marche s'élargissant, je déployais la Thorneycroft's Mounted Infantry, et le reste des troupes suivait disposé en lignes successives, lorsque nous fûmes soudain éventés par l'ennemi. J'avais donné l'ordre à mes hommes de se coucher dès qu'ils se verraient découverts; ils exécutèrent ce mouvement. Les Boers ouvrirent un feu rapide, et lorsque je jugeai qu'ils avaient épuisé leurs magasins, je donnai l'ordre de charger. Un officier placé à la gauche répéta cet ordre et toute la ligne s'avança au pas de course et atteignit la crête, où je l'arrêtai pour la reformer. Il y avait environ 10 hommes blessés. Le général donna immédiatement l'ordre de creuser une tranchée-abri. Il régnait un épais brouillard qui, joint à l'obscurité, empêchait de déterminer l'emplacement le meilleur pour la ligne de feu; en outre les rochers gênaient les travaux de terrassement; malgré cela nous achevâmes une tranchée munie d'un parapet. A 4 h. 30 du matin, quelques Boers s'avancèrent et ouvrirent le feu. Nos hommes occupèrent leur tranchée, mais le feu des postes avancés suffit à faire taire celui de l'ennemi pour un moment. Des renforts importants parvinrent alors aux Boers, de leur camp, situé au pied de la hauteur et caché par le brouillard. Nous fîmes avancer quelques hommes pour avoir un meilleur champ de tir. Vers 8 heures, au moment où le brouillard se levait, la fusillade devenait très violente de part et d'autre; les Boers ouvraient le feu avec trois canons et un Maxim Nordenfeldt. Le tir était bien réglé et les obus éclataient bien, balayant tout le plateau. Dès le début de l'action le général Woodgate fut blessé, ainsi que le colonel Blomfield qui prit le commandement après lui. A ce moment je dirigeais les mouvements de la Thorneycroft's Mounted Infantry et je faisais renforcer la ligne de feu qui se trouvait en avant de la tranchée. On m'informa que le général Warren me désignait pour prendre le commandement. J'envoyai des renforts sur les flancs que les Boers débordaient et la nécessité de combler les vides produits par les pertes absorba bientôt toutes les ressources disponibles. Le feu devenait de plus en plus vif et les Boers s'avançaient peu à peu. A deux reprises nos hommes firent une sortie et repoussèrent l'ennemi, mais durent enfin se replier sur le retranchement. A la gauche nous parvenions à conserver nos postes avancés.

A la droite et au centre, les Boers se rapprochaient. Un certain nombre

d'hommes appartenant à des unités mélangées à la droite du retranchement firent signe qu'ils se rendaient prisonniers; trois ou quatre Boers s'avancèrent et appelèrent leurs camarades. Seul officier présent dans la partie gauche du retranchement, je me montrai et criai au chef des Boers que nous ne voulions pas nous rendre.

Afin de ne pas engager de pourparlers à ce sujet, je donnai ordre aux hommes qui m'entouraient de se retirer vers quelques rochers en arrière. Les Boers ouvrirent alors un feu violent contre nous. En atteignant ces rochers, j'aperçus une compagnie des Middlesex qui arrivait sur la hauteur, je lui donnai immédiatement l'ordre de se porter en avant et de réoccuper la tranchée; nous réussîmes ainsi à reprendre le retranchement et la ligne de crête.

Au fur et à mesure de l'arrivée des autres compagnies de Middlesex, je les poussai en avant et parvins à tenir sur toute la ligne. Les hommes placés à notre extrême gauche s'étaient maintenus sur leurs positions. Ils furent renforcés par l'Imperial Light Infantry. Les Boers firent un effort désespéré pour nous chasser de nos retranchements et leur feu nous causa de fortes pertes. Les Scottish Rifles arrivaient à ce moment; je les employai à renforcer les deux ailes. J'eus alors une discussion au sujet des droits au commandement avec le colonel commandant ce bataillon, qui déclara vouloir aller prendre les ordres du général Talbot Coke au pied de Spion-Kop. Jusqu'à cet incident, j'avais donné les ordres nécessaires, mais comme le commandement ne m'avait été donné que verbalement, je ne pensais pas avoir reçu le rang provisoire de brigadier général. Je conservai la direction des opérations pendant que le colonel des Scottish Rifles descendait trouver le général Coke. Celui-ci me fit dire que le commandement revenait au colonel Hill, mais il me fut impossible de trouver cet officier. Nous continuions à être exposés à un feu violent; les Boers amenaient un canon et un Maxim Nordenfeldt avec lesquels ils balayaient le plateau dans tous les sens, et parvenaient à enfiler nos tranchées. Malgré cela, nos hommes tenaient toujours, tandis que l'artillerie ennemie n'était nullement entravée dans son action; elle comptait alors cinq canons et deux Nordenfeldt. Lorsque la nuit vint, je voulus prendre une détermination et réunis un conseil de guerre. Le colonel des Scottish Rifles et le colonel Crofton estimaient que la position était intenable. Je partageais cette manière de voir et donnai l'ordre aux troupes de se retirer sur le col et sur le mouvement de terrain où l'on avait établi l'ambulance. Il faisait tout à fait nuit et nous nous avançâmes pour prévenir tout le monde d'avoir à se retirer. L'ennemi entretenait un feu traînant. Les unités se rassemblèrent près du col et se retirèrent en formation serrée, les Scottish Rifles à l'arrière-garde. En raison du manque de brancardiers, je dus laisser beaucoup de blessés sur le champ de bataille.

Les raisons qui me firent prendre la décision de me retirer furent les suivantes :

1° La supériorité de l'artillerie ennemie, que la nôtre était incapable d'atteindre de ses positions près du camp, ou de tout autre endroit;

2° J'ignorais les dispositions prises pour m'envoyer le lendemain de l'artillerie d'un calibre supérieur à celui du canon de montagne, insuffisant contre les pièces à longue portée des Boers et leur feu de mousqueterie;

3° Le manque absolu d'eau et de vivres;

4° La difficulté de se retrancher sur le sommet, par suite du petit nombre d'outils dont je disposais et de la nature rocheuse du terrain;

5° Enfin, je ne voyais pas la possibilité de tenir contre le feu de l'artillerie ennemie qu'il était impossible d'éteindre.

Le lieutenant Winston Churchill arriva après le départ des troupes.

J'ai l'honneur, etc.....

A. Thorneycroft, *Lieutenant-colonel,*
Commandant la Thorneycroft's Mounted Infantry.

(A suivre.)

LE

BUDGET DE LA GUERRE DE L'EMPIRE ALLEMAND

POUR 1902 (1).

Création d'un commandement des pionniers saxons. — Les deux bataillons de pionniers saxons sont, depuis le 1er avril 1902, placés sous les ordres d'un officier supérieur portant le titre de commandant des pionniers; celui-ci a le rang et les allocations d'un commandant de régiment; pour les questions de permission et de discipline, il possède les pouvoirs d'un général de brigade.

Le commandant des pionniers est chargé d'assurer l'instruction militaire et technique des bataillons de pionniers (au même titre qu'un inspecteur des pionniers en Prusse); il a, vis-à-vis de la forteresse saxonne de Königstein, les attributions d'un inspecteur des fortifications.

De plus, les bataillons de pionniers qui dépendaient en partie des brigades d'infanterie relèveront désormais directement des commandants de corps d'armée auxquels ils sont affectés; leurs chefs auront les droits et les devoirs de commandants de bataillons formant corps. En particulier, ils seront responsables, au même titre que les colonels commandant des régiments, du bon recrutement de leurs officiers et de l'instruction de leurs bataillons.

---

(1) Voir le numéro d'août 1902, page 65.

...xécution des ...
... sous la d...
... de l'adminis...
...eurs ou sous-dir...
...naient d'anciens ...
...e spéciale.
...t remplacé, à par...
... d'officiers subalternes
...armi les sous-offi...
... officiers artificiers ...
... le service de l'artillerie.
...près, le budget de 19..2.
...mé cette transformation :
...es officiers du génie de la
... les constructions d'ordre
... service d'administration,
...s'adonner plus complète-
...tion de la tâche qui leur
... vue de la guerre, a con-
... du personnel de cons-
... Le but poursuivi fut à
..., mais les exigences aux-
...fficiers du génie se sont
...ractère des fortifications
... dans la conduite de la
... nécessaire de les dé-
...préoccupations de service
...et avec leur besogne du

...devront s'occuper à l'avenir
...s de fortification et de la
...cation : la surveillance des
... davantage au personnel
...ations ; l'activité principale
...manifestera ainsi dans le grade

« de capitaine et les grades supérieurs, tandis que les « lieutenants ne seront employés dans les travaux de « fortification que dans la mesure nécessaire pour assu- « rer leur instruction personnelle.....

« Pour faire ainsi passer entre les mains du personnel « de construction des fortifications la plus grande partie « des attributions qui incombaient aux officiers du génie « du grade de lieutenant, il est nécessaire de donner à « ce personnel une organisation plus forte et de le trans- « former en un corps d'officiers en mesure de répondre « aux exigences qui peuvent surgir des circonstances si « diverses d'une campagne de guerre. »

Après l'accomplissement de la création projetée, le personnel doit comprendre 194 titulaires (Bavière non comprise), savoir :

82 capitaines ;

112 lieutenants en 1er ou lieutenants.

Comme les directeurs de travaux actuels sont au nombre de 134, il y aurait une augmentation de 60 unités dans le personnel de construction des fortifications, mais qui serait plus que compensée par la suppression de 80 places de lieutenants de pionniers. La transition se fera en quatre années ; en 1902, 20 lieutenants de pionniers disparaîtront pour faire place à 15 lieutenants de construction des fortifications.

Ceux-ci seront pris parmi les conducteurs de travaux (Wallmeister) ou les directeurs de travaux dont la solde est inférieure à 2,700 francs, sur la proposition de l'Inspection générale du corps des ingénieurs et pionniers et des forteresses. Afin de ménager les droits acquis, les employés actuels continueront à fonctionner à côté des nouveaux officiers et leur disparition se fera progressivement par extinction des emplois.

Les officiers de construction sont soumis aux mêmes obligations que les autres officiers ; en cas de service

commun avec les officiers du génie, ceux-ci ont, à grade égal, autorité sur les officiers de construction quelle que soit leur ancienneté ; un lieutenant du génie a même, dans ce cas, le pas sur un lieutenant en 1er de construction ; leur uniforme est sensiblement le même que celui des officiers ingénieurs, mais la tunique ne comporte pas de broderies ; les épaulettes et pattes d'épaule portent les trois lettres entrelacées : FBO.

Places fortes. — L'autorité militaire demandait un crédit de 24,660,000 francs pour la construction, l'armement et la mise en état du système défensif de l'Allemagne. Cette somme devait comprendre les diverses annuités des crédits accordés les années précédentes sous d'autres rubriques (grandes places, places de moindre importance, etc.....)

La Commission du budget a jugé que la réunion des divers fonds affectés aux fortifications manquait de clarté ; en même temps qu'elle réduisait les crédits, elle les répartissait en trois paragraphes ainsi définis :

a) Complément d'organisation des grandes places, dernière annuité de 11,925,000 francs.

Le total des dépenses effectuées sous ce titre depuis 1893 s'élèvera ainsi à 104,425,000 francs.

b) Transformation et renforcement des moyens de défense dans les places de moindre importance, 13e annuité : 5,910,000 francs.

Les dépenses effectuées s'élèveront, depuis 1888, à 22,260,000 francs.

c) Fortifications du Haut Rhin, 1,875,000 francs.

Quoique ce crédit soit manifestement insuffisant, il n'a pas été indiqué comme « première annuité ». Il s'agit des fortifications élevées au Nord de Bâle ; les explications données par le Ministre de la guerre à la Commission du budget étaient confidentielles.

La presse a simplement fait connaître que le Ministre de la guerre avait déclaré que « l'autorité militaire pre-

« nait en sérieuse considération les susceptibilités de la « Suisse, dont elle désirait observer et renforcer la « neutralité ».

D'autres crédits moins importants ont été accordés : pour Ulm, 1,000,000 de francs ; pour Danzig, 37,500 francs ; pour Königsberg, 125,000 francs.

Troupes de communications.

Affectation d'enseignes aux bataillons de télégraphie. — Les officiers des bataillons de télégraphie provenaient jusqu'ici des autres armes (en grande majorité du génie) ; pour assurer, au moins en partie, le recrutement de ces officiers au moyen des éléments instruits dans les bataillons mêmes de télégraphie, il est affecté 9 places d'enseignes aux bataillons de télégraphie (dont 8 en Prusse et 1 en Saxe), soit 1 par compagnie.

Officiers détachés au bataillon d'aérostiers. — Le bataillon d'aérostiers ne sert pas seulement de noyau aux sections d'aérostiers de campagne à former en cas de mobilisation, il constitue également un centre d'instruction pour les officiers qui auront à assurer le service de l'aérostation dans les places fortes, les états-majors, etc. L'augmentation du nombre de ces officiers nécessaire pour le cas de guerre a fait porter de 10 à 15 le chiffre des lieutenants des diverses armes, détachés au bataillon d'aérostiers ; pour la même raison, un troisième capitaine instructeur est affecté à ce bataillon.

Chemin de fer militaire. — Des travaux d'amélioration sont prévus pour le chemin de fer militaire ; ils entraîneront une dépense de 865,275 francs, dont 229,780 sont demandés pour l'exercice 1902. Les travaux comprendront :

a) Le renouvellement de la superstructure (à raison de 2 kilomètres par an) ;

b) La construction de bâtiments, notamment de hangars aux marchandises;

c) L'amélioration des gares (signaux, grues, etc.....);

d) L'augmentation du matériel roulant (2 locomotives, 5 wagons de voyageurs).

Matériel de chemin de fer de campagne. — L'autorité militaire demandait 1,250,000 francs pour la création du matériel de chemin de fer de campagne; cette somme a été réduite à 675,000 francs par la Commission du budget, elle constituait d'ailleurs la sixième annuité d'une dépense totale évaluée à 8,503,875 francs.

En 1898-99, une somme de 1,000,000 de francs avait été consacrée à des expériences pour déterminer le meilleur matériel de ponts de chemin de fer de campagne.

Les essais ont conduit à adopter les ponts dits de Lübbecke (*Lübbeckeschen Brücke*); la somme nécessaire pour la création de ce matériel et des câbles destinés à son emploi est évaluée à 5,000,000 de francs, dont 675,000 francs à dépenser en 1902.

Train.

Essais d'automobiles. — Un crédit de 375,000 francs est accordé pour continuer les expériences faites depuis quelques années sur les automobiles, notamment pour le transport de poids lourds au moyen de voitures avec moteurs à vapeur et de trains à locomobiles.

D'après les *Jahrbücher für die Deutsche Armee und Marine* (mars 1902), l'autorité militaire serait dès maintenant fixée en ce qui concerne les voitures pour le transport du personnel; les expériences faites pour le transport des poids lourds par des voitures à vapeur, dans le genre des trains Scott, n'ont pas donné de résultats satisfaisants; elles vont se poursuivre avec des moteurs à benzine et à alcool.

Le ministère de la guerre et celui de l'agriculture viennent, en effet, d'instituer un concours de tracteurs avec moteurs à alcool pour les besoins de l'armée. Le journal officiel (*Reichsanzeiger*) du 26 mars 1902 a donné en grands détails les conditions du concours qui comportera : un premier prix de 12,500 francs, un deuxième prix de 6,250 francs, et un troisième prix de 3,125 francs.

Augmentation d'effectif du 1er bataillon du train bavarois. — A partir du 1er octobre 1902, le 1er bataillon du train bavarois sera augmenté de 9 hommes (dont 2 sous-officiers) et 14 chevaux pour le service de la compagnie de télégraphie et de la section d'aérostiers bavaroises.

Rappelons que le bataillon n° 3 posséde déjà un groupe d'attelages (1 officier, 35 hommes, 57 chevaux) pour l'artillerie à pied.

Recrutement et administration des réserves.

L'Inspection de Landwehr de Berlin. — Les quatre bureaux de recrutement de Berlin sont placés sous la direction d'un général de brigade, qui porte le titre d'inspecteur de Landwehr et qui dépendait jusqu'ici du général commandant la 6e division d'infanterie dont le siège est à Brandenburg.

Les nombreuses affaires soumises à l'inspecteur de Landwehr, notamment celles concernant les tribunaux d'honneur des officiers de réserve et de Landwehr, rendent ses attributions comparables à celles d'un général de division ; aussi, depuis le 1er avril 1902, l'inspecteur de Landwehr peut être un général de division et est subordonné directement au général commandant le IIIe corps (Berlin).

Création d'un nouveau district et augmentation du personnel des bureaux de recrutement. — L'accroissement de la population exige le dédoublement du district de Hambourg, à partir du 1er avril.

[illegible] des hommes des ré-
ga[illegible] et les régions ouvrières a
[illegible] personnel de certains bureaux
[illegible] totale s'élève à 3 offi-
3 [illegible] ou gemeine.

[illegible] de réserves. — Le nombre
mil[illegible] des différentes réserves,
du [illegible] d'instruction en 1902, est
a [illegible] années précédentes.
bu[illegible] augmentation des hommes
d'un [illegible] de treize jours, comme

E[illegible] Landwehr des classes n'ayant
été [illegible] sous les drapeaux, par
mu[illegible]; cette augmentation porte
pa[illegible] hommes en Prusse, et
[illegible] en Wurtemberg.

L[illegible] — Le budget de 1900
pou[illegible] primes de rengagement
son[illegible] à pied qui consenti-
fran[illegible] sous les drapeaux.
[illegible] 62 fr. 50 comme prime
[illegible] paye mensuelle de 3 fr. 75;
[illegible] ans de service dans
[illegible] cinq).

E[illegible]
est [illegible] 10,000 hommes (en Prusse
quel[illegible] augmentés successi-
le [illegible] le rengagement de
mo[illegible] des contingents

D[illegible]
M[illegible] rengagement n'aient pas
ten[illegible] militaire, soit par
tran[illegible] en 1901 et en 1902
tran[illegible] des anciens soldats,
dan[illegible] inférieurs à ceux de 1900.
suff[illegible] 1902 prévoit seulement
mo[illegible] Prusse, 300 en Saxe, 160 en

Wurtemberg, 435 en Bavière ; soit au total 3,895 rengagements pour toute l'armée allemande, en admettant que la Bavière adopte, en 1902, le même chiffre qu'en 1901.

Écoles et camps d'instruction.

Haute École technique militaire. — L'autorité militaire demandait la création d'une école destinée à donner aux officiers de toutes armes, particulièrement à ceux des troupes de communications, des établissements de l'artillerie et du génie, les connaissances techniques ayant de l'importance au point de vue militaire. L'exposé des motifs citait entre autres la vapeur, l'électricité, la mécanique, les constructions ainsi que les routes, ponts, moyens de communications et transports, machines, manufactures.

L'école devait ouvrir le 1er octobre 1902, à Charlottenbourg dans les locaux de l'École mixte de l'artillerie et du génie ; elle devait recevoir 100 élèves pour une première année d'études, 50 d'entre eux suivraient une deuxième et une troisième année de cours.

La presse allemande et la Commission du budget elle-même n'ont pas paru se faire une idée bien nette du but poursuivi par la création de cette école, ni du personnel destiné à recevoir un enseignement aussi vaste : la Commission raya le crédit.

Devant le Reichstag, le rapporteur fit valoir les raisons d'économie et trouva la question insuffisamment mûrie ; un député fit remarquer qu'il ne manquait pas d'écoles techniques civiles, dont les officiers pouvaient utilement suivre les cours, d'après les errements suivis jusqu'à ce jour.

Finalement le Reichstag se rangea à l'avis de sa commission et repoussa la demande de crédit.

Académie de guerre. — L'Académie de guerre possède maintenant 9 professeurs militaires exclusivement atta-

chés à l'Académie, comme il en existe dans les écoles de guerre. La création des premières places de professeur militaire remonte seulement à 1900.

Les cours de physique professés à l'Académie de guerre n'étaient suivis jusqu'ici que par les officiers ayant fait choix des mathématiques dans l'enseignement de l'école; désormais tous les officiers de première année assisteront à des conférences de physique et de ses applications militaires; ces conférences auront lieu chaque semaine et dureront deux heures.

Emploi des bicyclettes dans les écoles de guerre. — L'autorité militaire demande l'affectation de bicyclettes aux écoles de guerre comme moyens de transport des élèves pendant les exercices extérieurs.

L'exposé des motifs fait ressortir que l'instruction théorique dans les écoles ne peut être suffisamment complétée par des exercices pratiques en raison du temps pris par la longueur des marches à pied. Les chevaux tirés des régiments de cavalerie et affectés aux écoles de guerre sont en nombre insuffisant et sont presque exclusivement employés à donner aux enseignes des troupes à pied les éléments d'équitation. Les bicyclettes pourront suppléer à ces inconvénients. Les besoins prévus sont de 300 bicyclettes pour les 10 écoles de guerre; le coût d'une bicyclette étant évalué à 269 francs, la dépense prévue est de 80,700 francs, dont 16,140 francs seulement en 1902 (pour 60 bicyclettes).

Camps d'instruction. — Le camp d'instruction de Bitche (XVe corps) sera utilisable en 1902; son commandement a été organisé le 1er avril et confié, par raison d'économie, au commandant de la place de Bitche.

Le montant total des dépenses inscrites au budget de 1902, pour les camps d'instruction, s'élève à 4,895,000 francs, contre 9,100,000 francs environ en 1901, sans y comprendre la Bavière.

Le détail est le suivant :

Deuxième annuité de 458,750 francs pour l'agrandissement du camp d'instruction d'Arys (Ier corps) ;

Sixième annuité de 312,500 francs, pour achat de terrains et aménagement du camp d'instruction du Ve corps ;

Troisième annuité de 1,250,000 francs, pour achat de terrains, tracés de routes et aménagement du camp d'instruction du VIe corps ;

Deuxième annuité de 112,500 francs, pour la construction de baraquements et de canalisations d'eau au camp d'instruction de Senne (VIIe corps) ;

Deuxième annuité de 356,250 francs, pour baraquements au camp de Munsingen (XIIIe corps) ;

Quatrième annuité de 1,980,000 francs, pour achat de terrains, baraquements et aménagement du camp de Haguenau (XVe corps) ;

Première annuité de 18,750 francs, pour les études préliminaires à la construction d'un camp d'instruction pour le XVIIIe corps ;

Troisième annuité de 37,500 francs, pour les études préliminaires à la construction d'un camp pour le XIXe corps ;

Septième annuité de 125,000 francs, pour l'aménagement spécial des camps d'instruction pour les divisions de cavalerie ;

Troisième annuité de 243,750 francs, pour l'agrandissement des baraquements des camps de Munster, Senne, Arys, Darmstadt, Hammerstein et Lamsdorf.

A ces crédits, il convient d'ajouter :

1° Les sommes consacrées par la Bavière à ses camps d'instruction, environ 125,000 francs ;

2° Les dépenses faites par la Prusse pour les deux polygones de l'artillerie à pied, savoir : 95,000 francs pour le drainage et l'éclairage à l'électricité des baraquements du polygone de Wahn, et 444,000 francs pour des baraquements et la construction d'un chemin de fer de campagne au polygone de Thorn.

Service de Santé.

Hôpitaux et maisons de convalescence. — Les sommes consacrées par l'Allemagne, non compris la Bavière, à la construction ou l'agrandissement des hôpitaux de garnison s'élèvent à 2,842,425 francs contre 3 millions en 1901.

Une maison de convalescence pour la Garde est installée à Biesenthal ; celle de Glasewaldsruhe (près de Dresde) est agrandie de façon à recevoir 30 lits au lieu de 24. Enfin la ville de Sulzburg (Bade) est disposée à construire, pour le XIVe corps, moyennant un loyer annuel de 13,125 francs, un établissement de convalescence qui fonctionnerait à partir du 1er avril 1904.

Subsistances, Habillement, Casernement.

Construction et agrandissement de magasins. — Les dépenses pour la Prusse, la Saxe et le Wurtemberg s'élèvent à 1,909,000 francs contre près de 3 millions en 1901 et 3,500,000 francs en 1900; elles ne portent que sur des magasins déjà en cours de construction.

Organisation des magasins et ateliers d'habillement. — L'organisation des magasins et ateliers d'habillement a passé par deux phases successives. Tout d'abord on chercha à accroître leur production et à les charger de tout le travail fait autrefois, soit dans les corps, soit à l'extérieur, en augmentant leur effectif au moyen de prélèvements sur les corps de troupe. Les essais commencés en 1899 dans la Garde, continués en 1900 dans le VIe corps, en 1901 dans le VIIe, se poursuivent encore cette année dans le XVe corps, dont le magasin reçoit environ 170 hommes pris parmi les ouvriers affectés réglementairement aux corps de troupe.

Une nouvelle expérience fut tentée en 1901 : elle avait pour but de remplacer les ouvriers militaires par la

main-d'œuvre civile dans les magasins et ateliers d'habillement, et de rendre ainsi au service de l'armée les hommes employés dans ces établissements. L'essai fait au VIe corps devait être complété en 1902 dans ce corps d'armée et dans la Garde, et se poursuivre les années suivantes dans le VIIe et le XVe corps ; mais le remplacement des ouvriers militaires par des civils coûte fort cher et la Commission du budget, tout en approuvant la voie suivie par l'autorité militaire, n'accorda qu'une partie des crédits demandés. En réalité, le remplacement a eu lieu pour 237 ouvriers du VIe corps le 1er avril et se fera pour une centaine d'ouvriers de la Garde au 1er octobre.

Il est intéressant de remarquer que les gains ainsi réalisés dans l'effectif des hommes de troupe ont permis de pourvoir en partie à certaines des augmentations prévues au budget (détachements de mitrailleuses, compagnies d'artillerie à pied).

Les dépenses pour constructions et améliorations des magasins et ateliers d'habillement ne montent qu'à 625,000 francs contre 2,400,000 francs en 1901.

Constructions, améliorations et agrandissements des bâtiments militaires. — Les crédits affectés à cet objet sont, en chiffres ronds, de 14,786,000 francs en Prusse, 5,855,000 pour l'Alsace-Lorraine, 6,526,000 en Saxe, 706,000 en Wurtemberg ; soit 24,873,000 francs au total, Bavière non comprise.

La plus grande partie de cette somme, 16 millions environ, est consacrée au casernement proprement dit ; le reste est affecté à divers bâtiments militaires, tels que : hangars au matériel, maisons d'arrêt, hôtels et bureaux pour les états-majors, casinos d'officiers, églises de garnison, etc.....

Ce crédit est beaucoup plus faible que celui accordé pour le même objet les années précédentes ; cela tient en grande partie à ce que les constructions de casernes

commencées en 1899 et 1900, lors du renforcement de l'armée allemande, sont actuellement sur le point d'être terminées.

D'une manière générale, on peut remarquer que la plupart des sommes consacrées aux constructions de bâtiments militaires, créations et aménagements des camps d'instruction, etc., sont très sensiblement inférieures aux crédits des années précédentes. Le budget extraordinaire, sur lequel ces sommes sont prélevées, a dû en effet subir cette année une réduction très forte, en raison de la situation financière de l'Empire.

L'analyse rapide que nous venons de faire des principales dispositions du budget de la guerre pour l'exercice 1902, montre la préoccupation de l'autorité allemande d'accroître sans cesse la puissance de son armée :

1° En créant, par voie budgétaire, des unités nouvelles non prévues par les lois militaires (détachements de mitrailleuses, compagnies d'artillerie à pied);

2° En déchargeant les éléments combattants de tous les services qui ne rentreraient pas dans leurs occupations du temps de guerre (création d'un personnel spécial pour la construction des fortifications, remplacement des ouvriers militaires par la main-d'œuvre civile dans les ateliers d'habillement).

Les accroissements d'effectifs sont maintenant arrêtés jusqu'en 1904, puisque le nombre des hommes de troupe fixé par la loi du 25 mars 1899 à 495,500, a été atteint ; l'autorité militaire peut encore, il est vrai, user de la faculté que lui laissa le Reichstag, lors de la discussion de la loi et demander un supplément de 7,000 hommes, si cette augmentation d'effectifs lui paraît nécessitée par des besoins impérieux.

(142)

LA MOBILISATION

ET LA

CONCENTRATION ALLEMANDES

EN 1870 [1]

Prévisions de Moltke sur la marche de la concentration.

Il est intéressant de se rendre compte de la marche de la concentration, telle que la prévoit Moltke à la date du 23 juillet et comme elle résulte de ses communications aux commandants d'armée ou au ministère de la guerre. On verra qu'elle s'écarte à la fois de la réalité et des prévisions antérieures.

Ire armée. — Il suppose qu'au VIIe corps, la 13e division se concentre à Call du 24 au 27 juillet, par chemin de fer ; qu'elle atteindra Trèves par étapes du 31 juillet au 1er août (la section Trèves-Gérolstein n'est pas encore ouverte) ; la 14e division arrivera du 24 au 26 inclus à Aix-la-Chapelle et Stolberg (par voie ferrée), d'où elle atteindra Trèves par la route les 1er et 2 août.

Le VIIIe corps, marchant, en règle générale, par la rive droite de la Moselle, « pourra » le 2 août être échelonné de Sarrelouis à Hermeskeil, ou être concentré du 28 au 31 juillet dans les environs de Kirchberg (40 à 50 kilomètres Sud-Ouest de Coblenz).

---

(1) Voir le numéro d'août 1902, p. 78.

commencées en 1899 et 1900, lors du re
l'armée allemande, sont actuellement sur
terminées.

D'une manière générale, on peut rem
plupart des sommes consacrées aux co
bâtiments militaires, créations et amé
camps d'instruction, etc., sont très sens
rieures aux crédits des années précéden
extraordinaire, sur lequel ces sommes so
dû en effet subir cette année une réductio
raison de la situation financière de l'Emp

L'analyse rapide que nous venons de
pales dispositions du budget de la gu
cice 1902, montre la préoccupation de l'
d'accroître sans cesse la puissance d

1° En créant, par voie budgétaire,
non prévues par les lois militai
mitrailleuses, compagnies d'artille

2° En déchargeant les élément
les services qui ne rentreraient pas
du temps de guerre (création
pour la construction des fortificat
ouvriers militaires par la main
ateliers d'habillement).

Les accroissements d'effecti
jusqu'en 1904, puisque le nomb
fixé par la loi du 25 mars 18
l'autorité militaire peut en
faculté que lui laissa le Reic
de la loi et demander un
si cette augmentation d'ef
des besoins impérieux.

---

les 1re et 3e divisions de landwehr « seront échelonnées sur les voies ferrées jusqu'au 5 août (1) ».

Défense des places. — Sarrelouis a sa garnison complète ; le même fait se produira pour Mayence le 28 juillet, pour les places des côtes les 29 et 30 juillet, pour Coblenz le 1er août (2).

En résumé, Moltke estime que, le 2 août, la Ire armée aura un corps d'armée à Trèves et un autre échelonné de Sarrelouis à Hermeskeil, à moins que notre offensive ne l'ait forcé de se rapprocher de Coblenz.

La IIe armée aura débarqué le 5 août à Bingen, Mannheim et, éventuellement, Darmstadt.

La IIIe armée, prête à combattre dès le 3 août vers Spire, Landau, Germersheim, Karlsruhe et Rastatt, ne sera complètement *operationsfähig* que le 9 août.

La réserve sera concentrée au plus tard le 2 août à Worms et Mayence.

Des trois corps d'armée disponibles, deux seront groupés avant le 6 août autour de Berlin ; un autre, à dater du 25 juillet, à Görlitz et Breslau ; tous trois seront prêts à se porter vers l'Ouest ou à faire face aux Autrichiens vers le Sud (3).

Enfin, la défense des côtes ne sera pleinement assurée que le 5 août.

La persuasion où est Moltke que nous allons entrer en Allemagne ne lui fait pas perdre de vue ses projets

---

(1) La 1re est destinée à la défense des côtes de la Baltique; la 3e n'a pas d'affectation dans le plan 1868-1869.

(2) *Moltkes Korrespondenz*, I, n° 50, *Anlage*, page 161 et suivantes. Une annotation de Moltke porte que toutes ces évaluations de temps sont faites en tenant compte des premiers échelons des colonnes et trains.

(3) Il résulte d'une dépêche de Moltke au commandant du Ier corps (23 juillet, *Moltkes Korrespondenz*, n° 53 et note) que, d'après le projet primitif, les Ier et IIe corps ne devaient pas être concentrés à Berlin. La *Correspondance* est muette sur leur première destination.

offensifs. Le 24 juillet, il télégraphie au commandant d'armes hessois et au chef des pionniers prussiens à Mannheim, sans doute en réponse à une communication inquiétante de leur part, qu'il faut conserver en toute circonstance les ponts de chemins de fer sur le Rhin : « leur destruction serait entièrement inopportune ». De même il invite le lieutenant-colonel von Pestel, qui commande le détachement de Sarrebrück, à ne détruire en sol allemand aucun ouvrage d'art de quelque importance. Au cas d'une retraite, on se bornerait à multiplier les coupures sur les voies ferrées (1).

Les jours se passent et, à la grande surprise de l'ennemi, rien ne fait prévoir l'offensive de notre part. Le 26 juillet, le commandant de la 22e division d'infanterie, général von Gersdorff, qui vient d'arriver à Landau, télégraphie qu'il attend une attaque sur Pirmasens [à laquelle nous ne songeons guère] et que, par suite, il va concentrer ses troupes au Nord-Ouest de Landau. Moltke donne son approbation à ce compte rendu. Il recommande d'observer avec attention vers Annweiler (sur la route de Pirmasens à Landau).

En effet, il admet la possibilité de voir 60,000 Français venus de Bitche, Strasbourg, Colmar et Belfort, déboucher par Wissembourg. Dans ce cas, les Badois et les Wurtembergeois rallieraient aussitôt la IIIe armée par Maxau ou Germersheim. On mettrait ensuite en sûreté le pont de Maxau. Si, au contraire, notre attaque se produisait par la rive droite du Rhin, les Badois et Wurtembergeois seraient soutenus en temps opportun à Ettlingen (2).

De Karlsruhe, le lieutenant-colonel von Leszczynski demande à son tour (27 juillet, 3 h. 12 soir), s'il ne

---

(1) *Moltkes Korrespondenz*, nos 57 et 59.
(2) *Moltkes Korrespondenz*, nos 62 et 63.

serait pas opportun de barrer le cours du Rhin près d'Altripp, au Sud de Mannheim, point où les préparatifs voulus ont été faits. Moltke approuve ces travaux, mais recommande de différer l'exécution jusqu'à nouvel ordre, vu l'importance des communications par eau entre Mayence et Germersheim. Il invite Leszczynski à faire en sorte que le barrage préparé à Germersheim, par ses ordres, ne gêne pas le retrait éventuel du pont de Maxau (1).

Le lendemain, en raison de notre immobilité persistante, il juge possible de pousser les approvisionnements de vivres plus avant, d'abord jusqu'à la ligne Kreuznach—Alzey—Worms. Il faut à Alzey un très grand magasin avec annexes à Gaubickelheim et Morsheim (au Nord et au Sud d'Alzey, sur la ligne ferrée de Worms à Bingen). On construira des fours de campagne à Neunkirchen, Homburg et Sarrelouis. Mais les mouvements nécessaires ne devront gêner en rien les grands transports de troupe. Ceux-ci vont être rendus plus intenses, par ce fait que deux des corps d'armée restés à l'intérieur du pays seront, à dater du 3 août, transportés sur la frontière, le Ier par les lignes A et C, le VIe par les lignes E et D. Le IIe corps restera seul disponible (2).

A cette date du 28 juillet, Moltke examine encore la situation, telle qu'elle se présenterait si nous passions la frontière en ce jour. Le 30 juillet au matin, les éléments ci-après seront prêts à combattre et à marcher :

Ire armée. — Le VIIe corps en marche vers Trèves, son gros à une ou deux étapes de cette ville ; le VIIIe en marche sur Sarrelouis, son gros à hauteur de Morbach, à deux milles (15 kilomètres) au Sud de Bernkastel ; la 3e division de cavalerie, non encore constituée, partie en

(1) *Moltkes Korrespondenz*, n° 66, 27 juillet, 7 h. 30 soir.
(2) *Ibid.*, n° 70, 28 juillet, soir.

observation sur la frontière, partie en marche avec les deux corps d'armée.

IIe armée et réserve. — Le IIIe corps, moins l'artillerie de corps, à l'Est de la ligne Bingen—Kreuznach; le IXe corps à cheval sur la route Mannheim-Dürckheim; le IXe corps, moins l'artillerie de corps, entre Mayence et Worms; les 5e et 6e divisions de cavalerie, y compris les régiments du Xe corps qui leur sont destinés, dans les zones de marche des IIIe et IVe corps.

Le transport de la Garde, des Xe et XIIe corps a commencé sur quatre lignes ferrées, avec Bingen, Mayence, Mannheim pour destination.

De cette situation, Moltke déduit la conclusion suivante :

Il est désirable, tant pour assurer à ces trois derniers corps la zone de cantonnement nécessaire, qu'afin de faciliter l'alimentation des troupes, que les gros des IIIe et IVe corps poussent jusqu'à la ligne Alsenz—Göllheim—Grünstadt, en se couvrant d'avant-gardes établies de Lauterecken à Kaiserslautern. Les 5e et 6e divisions de cavalerie, qui sont appelées à précéder l'ensemble, doivent être, tout en se constituant, portées plus près de de la frontière (1).

Le fait que la IIe armée se formera le long du Rhin implique le maintien de la Ire sur la ligne Trèves—Wadern, de façon qu'elle ne soit pas isolée à proximité de la frontière. Celle-ci continuera d'être observée seulement par les troupes de couverture et par la 3e division de cavalerie. Au contraire, Moltke estime qu'on ne doit modifier en rien les dispositions prises par la IIIe armée.

---

(1) Il est à noter que les divisions de cavalerie étaient constituées au cours de la concentration, les régiments destinés à entrer dans leur composition étant transportés avec leurs corps d'armée respectifs. De là des bizarreries telles que l'encadrement de la 5e division par les deux brigades de la 6e pendant leur marche vers la Sarre.

Cette situation d'ensemble étant donnée, il admet que, si les Français passent la frontière dès le 28, vers Sarrebrück, même au prix d'efforts extraordinaires, ils ne pourront attaquer avant le 5 août la ligne Alsenz—Göllheim—Grünstadt, où doit se concentrer la IIe armée (1). En y comprenant la réserve et les corps d'armée récemment appelés de l'Est, les Allemands pourront grouper à cette date :

La Garde	29,000	hommes	d'infanterie.
Le IIIe corps	25,000	—	—
Le IVe corps	25,000	—	—
Le Xe corps	25,000	—	—
Le IXe corps	23,000	—	—
Le XIIe corps	29,000	—	—
Le Ier corps	25,000	—	—
Le 1/2 VIe corps	13,000	—	—
TOTAL	194,000	hommes	d'infanterie.

Ces 194,000 hommes seront concentrés dans une position favorable, prêts à attaquer les têtes de l'ennemi au moment où elles déboucheront des montagnes. C'est donc une attitude nettement défensive que conseille d'abord Moltke, quitte à passer rapidement à l'offensive. Pourtant la supériorité numérique est très grande en sa faveur, d'après ses propres évaluations.

Il admet en effet que, le 5 août, nous ne pourrons opposer aux Allemands que les effectifs ci-après, devant la position indiquée plus haut :

3e corps	36,000	hommes	d'infanterie.
2e corps	27,000	—	—
5e corps	27,000	—	—
Garde	18,000	—	—
Réserve (Canrobert)	25,000	—	—
TOTAL	133,000	hommes	d'infanterie.

(1) Il y a 75 kilomètres à vol d'oiseau de Sarrebrück à Alsenz.

bservation sur la frontière, partie en marcl
leux corps d'armée.

IIe armée et réserve. — Le IIIe corps, moins
de corps, à l'Est de la ligne Bingen—Kreu
IXe corps à cheval sur la route Mannheim-D
le IXe corps, moins l'artillerie de corps, entre
Worms ; les 5e et 6e divisions de cavalerie,
les régiments du Xe corps qui leur sont dest
les zones de marche des IIIe et IVe corps.

Le transport de la Garde, des Xe et XIIe co
mencé sur quatre lignes ferrées, avec Bingen
Mannheim pour destination.

De cette situation, Moltke déduit la conc
vante :

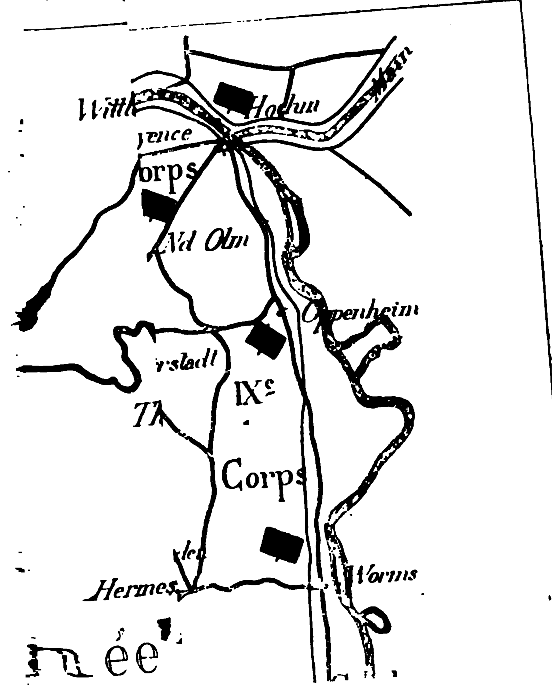
Il est désirable, tant pour assurer à ces
corps la zone de cantonnement nécessair
faciliter l'alimentation des troupes, que l
et IVe corps poussent jusqu'à la ligne Alsen
Grünstadt, en se couvrant d'avant-gard
Lauterecken à Kaiserslautern. Les 5e et
cavalerie, qui sont appelées à préc
doivent être, tout en se constituant, por
de la frontière (1).

Le fait que la IIe armée se former
implique le maintien de la Ire sur la
dern, de façon qu'elle ne soit pas
la frontière. Celle-ci continuera d'ê
ment par les troupes de couvertur
de cavalerie. Au contraire, Moltke
modifier en rien les dispositions p

---

(1) Il est à noter que les divisions de
cours de la concentration, les régiment
composition étant transportés avec le
là des bizarreries telles que l'encadr
deux brigades de la 6e pendant leur

CEN


Hochh
Wittl
yence
orps
Nd Olm
Oppenheim
rstadt
IXe
Corps
Worms
Hermes
née

L'ensemble de la IIIe armée représenterait donc 125,000 hommes à opposer aux 44,000 hommes du maréchal de Mac-Mahon (1). Enfin, à l'aile gauche française les 27,000 hommes du 4e corps auraient devant eux les 50,000 hommes de la Ire armée. L'ensemble des forces adverses offrirait donc une très forte disproportion : 204,000 Français (infanterie seulement), contre 369,000 Allemands (2). Dans ces conditions, les risques à courir seraient minces pour ces derniers.

Néanmoins, Moltke persiste à maintenir la Ire armée en arrière. Son gros ne dépassera pas la ligne Saarburg—Wadern, tout en tenant à Trèves contre une attaque éventuelle. Il en prévient le général von Steinmetz, mais sans lui faire connaître les motifs qui dictent cet ordre. De là une série de malentendus, dont Cardinal von Widdern, dans ses *Kritische Tage*, nous a donné le curieux tableau. Ils n'ont pas été sans influence sur le résultat incomplet et, jusqu'à un certain point, fâcheux pour les Allemands des premiers combats sur la Sarre.

Quant à la IIe armée, elle est avisée d'avoir à porter les cantonnements des IIIe et IVe corps jusqu'à la ligne Alsenz—Göllheim—Grünstadt, leurs avant-gardes au Sud-Ouest ; elle doit constituer dès maintenant les 5e et 6e divisions de cavalerie. Les Ier et VIe corps vont être transportés jusqu'au 5 août inclus au Sud de Mayence, par Bingen, Mayence et Mannheim (3). En même temps les commandants d'armée sont avisés que le roi Guillaume quittera Berlin le 31 juillet à 6 heures du soir, pour arriver à Mayence le 2 août à 7 heures du matin. Les opérations actives vont commencer, avec les résultats que l'on sait.

---

(1) Bien que Moltke ne le dise pas, il est évident que ces 44,000 hommes comprennent dans son esprit une fraction du 7e corps.

(2) *Moltkes Korrespondenz*, I, n° 71, 28 juillet.

(3) *Ibid.*, n°s 72, 73, 29 juillet, 3 heures soir ; n° 75, m. d.

Fonctionnement de la couverture allemande.

Nous avons vu comment est organisée au début la couverture allemande, du moins dans ses grandes lignes, quelles sont les mesures prises par Moltke pour la renforcer jusqu'aux derniers jours de juillet. Les détails ci-après aideront à se rendre compte de son fonctionnement.

C'est dans la nuit du 15 au 16 juillet, avant l'arrivée de l'ordre de mobilisation, que le général von Barnekow, commandant la 16e division, à Trèves, prend les premières dispositions relatives à la couverture. Le 2e bataillon du 40e, désigné pour se porter de Trèves à Conz et Wasserbillig, quitte sa caserne à 10 h. 45 du soir, avec 45 cartouches par homme seulement ; une compagnie s'établit à Conz, nœud de route et passage de voie ferrée au confluent de la Moselle et de la Sarre ; trois compagnies à Wasserbillig, sur la ligne de Luxembourg à Trèves. Le 16, vers midi, le 1er bataillon du 40e vient relever le 2e qui, à son tour, va terminer ses préparatifs. Le soir, tout l'effectif du régiment a reçu les 80 cartouches réglementaires ; l'équipement est complet.

Le 17, le 2e bataillon est envoyé à Sarrebrück qui a été gardé jusqu'alors uniquement par le 7e uhlans, malgré l'importance de ce débouché. Dès lors, la couverture est organisée sur la Sarre telle qu'il a été dit précédemment. A Trèves, Conz et Wasserbillig, après le départ des deux bataillons, envoyés l'un à Sarrelouis, l'autre à Sarrebrück, il reste deux bataillons du 40e et le 9e hussards ; Sarrelouis a pour garnison six bataillons des 69e et 70e, un escadron du 7e uhlans et la proportion voulue d'artillerie ou de pionniers ; il y a à Sarrebrück, trois escadrons du 7e uhlans et un bataillon du 40e. Si l'on ne tient pas compte de la garnison de Sarrelouis, immobilisée par la garde de cette petite place, le secteur

compris entre la frontière du Luxembourg et Sarreguemines, 65 kilomètres à vol d'oiseau, est observé par trois bataillons et sept escadrons, derrière lesquels il n'y a aucune réserve. Ce n'est donc pas un dispositif de couverture, mais un simple cordon d'observation, une toile d'araignée, incapable d'arrêter l'agression la moins sérieuse.

D'après les instructions très sages du général von Gœben, commandant le VIIIe corps, ces trois bataillons et ces sept escadrons « auraient à refouler, le cas échéant, de faibles détachements ennemis, mais ils devraient se replier devant des forces supérieures..... afin de ne pas s'affaiblir inutilement d'une part et, d'autre part, afin d'éviter de faire bénéficier l'ennemi du succès moral d'un combat heureux (1) ».

On a vu qu'à dater du 25 juillet, le 5e dragons se porte plus au Sud, à Blieskastel, avec mission de couvrir le chemin de fer Ludwigshafen-Homburg contre de faibles détachements français et d'établir la liaison entre la couverture prussienne et les Bavarois du Palatinat. Dans cette province, outre les garnisons de Germersheim et Landau (4e et 8e régiments d'infanterie bavaroise, la proportion voulue d'artillerie et de génie), le 5e bataillon de chasseurs et deux escadrons du 5e chevau-légers surveillent la région montagneuse de l'Ouest, en tenant Homburg, Deux-Ponts, Pirmasens et Vorder-Weidenthal. Cette seule énumération indique combien est grand leur éparpillement.

Le 1er bataillon du 7e régiment bavarois et deux escadrons du 5e chevau-légers gardent la plaine du Rhin, à Bergzabern, Winden, Langenkandel. Ces dispositions ont été prises dès le 16 ; le 19, un escadron du 19e dragons (badois) renforce les troupes du deuxième secteur

(1) Verdy du Vernois, *Etudes de guerre*, I, p. 19.

à Winden. Depuis le soir du 18, il y a à Hagenbach (au Sud de Maxau) un escadron du 20e dragons (badois), et un bataillon du 110e régiment (badois) qui détache une compagnie à Maxau. On voit que les trois bataillons et les six escadrons chargés d'observer l'espace entre Homburg et le Rhin (70 kilomètres) n'ont tout d'abord aucune réserve ; ils sont inégalement répartis entre la région montagneuse et la plaine, beaucoup mieux gardée. C'est que les Allemands croient, avec raison, semble-t-il, la dernière plus exposée à nos entreprises.

Quant à la répartition générale des troupes de couverture sur la rive droite du Rhin, on l'a indiquée précédemment : un régiment de dragons observant le fleuve de Maxau au confluent de la Murg; un autre de la Murg à Lichtenau ; une compagnie d'infanterie a été détachée à Oberkirch dès la nuit du 15 au 16, pour détruire en cas d'invasion les voies ferrées du Rhin et de la Kinzig, ainsi que la route du Kniebis.

L'ensemble de ce dispositif est fort insuffisant, au moins sur la rive gauche du Rhin. Aussi, dès le 22 juillet, les 5e et 9e régiments d'infanterie bavaroise, les 6e et 10e bataillons de chasseurs, le 2e chevau-légers et deux batteries sont transportés par voie ferrée dans le Palatinat, avant d'avoir achevé leur mobilisation. Ils s'échelonnent le long de la route de Landau à Wissembourg. Le 24 au soir, il y a donc dix bataillons, huit escadrons et deux batteries à portée de cet axe, c'est-à-dire de la direction principale de notre offensive, si nous la prenions sur la rive gauche du fleuve ; deux bataillons et deux escadrons font face à Wissembourg ; un bataillon et deux escadrons entretiennent un jeu actif de patrouilles de Langenkandel vers Lauterbourg, au travers du Bien-Wald. A l'exception du 5e chevau-légers, toutes les troupes bavaroises du Palatinat appartiennent à la 4e division et le divisionnaire, général von Bothmer, en prend le commandement le 23. La présence d'un petit

détachement badois dans son secteur ne peut être qu'une cause de difficultés, sans profit. La cavalerie bavaroise est seule complète ; il manque à l'infanterie un tiers de son effectif et 30 chevaux par batterie (1).

Sur la rive droite du Rhin, une brigade d'infanterie badoise est répartie depuis le 20 juillet entre Mörsch et Daxlanden, avec un régiment de dragons et deux batteries (2). Elle observe le Rhin, de la Lauter à la Murg, conjointement avec la brigade de dragons qui borde le fleuve depuis le 17. De la Murg à la hauteur de Hügelsheim, c'est la garnison de Rastatt qui surveille ce grand cours d'eau.

Dès le 23 juillet, ce dispositif devient plus dense. La division badoise, complète moins les trains, est concentrée entre Karslruhe et Mörsch, avec une avant-garde (un régiment d'infanterie, 1 régiment de dragons et deux batteries) sur la Murg ; le gros de ce détachement s'échelonne entre Kuppenheim et Oos ; deux escadrons poussés au delà de ses avant-postes, à Bühl et Lichtenau, observent le Rhin jusqu'à Kehl. Dix escadrons wurtembergeois, cantonnés depuis le 22 entre Ettlingen et Grötzingen, sont prêts à soutenir les Badois.

Indépendamment de ces mesures de sécurité, on a replié, le 16, le pont de bateaux de Kehl, rabattu le pont tournant et coupé les communications télégraphiques tout le long de la frontière ; les jours suivants on met hors de service les bacs et les divers moyens de passage entre Huningue et Lauterbourg ; on fait organiser dans les communes des gardes volontaires.

Le 22 juillet, on fait sauter le pilier droit du pont tournant de Kehl, tandis que, au contraire, on construit

---

(1) *État-major prussien*, I, p. 94.

(2) Mörsch à hauteur de Lauterbourg ; Daxlanden immédiatement à l'Ouest de Karlsruhe ; Hügelsheim à hauteur de Fort-Louis.

une tête de pont, terminée le 24, pour couvrir celui de Maxau; on se tient prêt à replier ce dernier vers Germersheim.

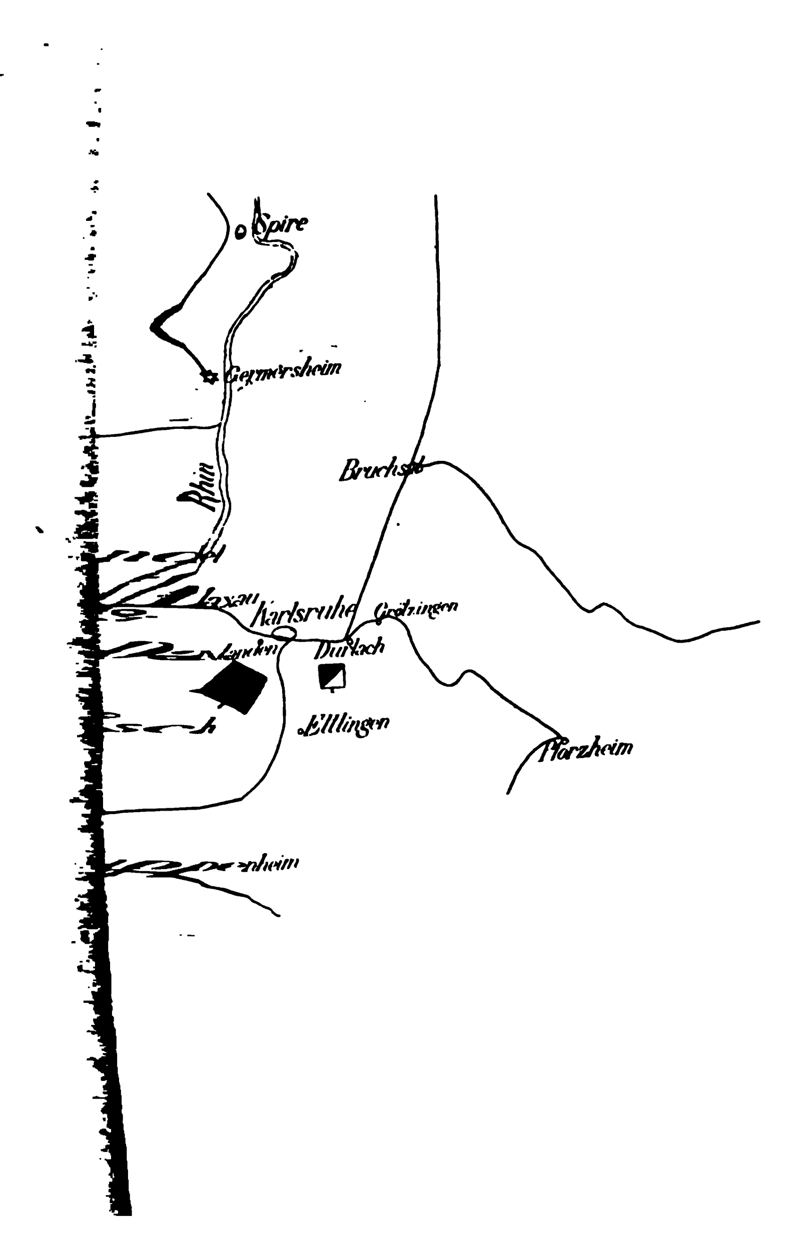
Ces mesures de sécurité s'appliquent surtout à la rive droite du Rhin. Sur la rive gauche, au 31 juillet, la IIIe armée est disposée de la façon suivante : le XIe corps autour de Germersheim, le Ve autour de Landau, la 4e division bavaroise à Billigheim et Bergzabern; les 1re et 2e divisions en voie de concentration autour de Spire, la 3e à Neustadt.

Pour couvrir ce rassemblement, l'avant-garde du XIe corps (42e brigade d'infanterie, trois escadrons et une batterie) a été poussée le 28 à Rheinzabern, avec avant-postes à Langenkandel, se reliant à gauche aux Badois de Hagenbach, à droite à la 40e division bavaroise, dont les postes sont à cheval sur la route de Landau à Wissembourg. Le flanc droit de la IIIe armée est couvert au col d'Annweiler par le détachement du colonel von Rex (un régiment d'infanterie, un escadron et deux pièces).

En somme, la couverture de la IIIe armée est constituée par la 42e brigade et la 4e division bavaroise, qui font partie de deux corps différents; le commandement supérieur est confié au commandant du Ve corps, von Kirchbach, qui est à Landau et auquel n'appartient aucune de ces fractions. Le commandement est donc mal assuré. En outre, les gros de la 42e brigade et de la 4e division bavaroise sont répartis entre Billigheim et Rheinzabern, c'est-à-dire à proximité immédiate du Klingbach ou sur ce ruisseau même, qui doit marquer le front de combat en cas d'alarme. Il n'y a aucun espace disponible entre eux et cette ligne, ce qui interdirait toute manœuvre de la couverture, contre le principe napoléonien de sa concentration sur les éléments de queue. Enfin la cavalerie est faiblement représentée dans ce réseau de protection, ce qui paraît peu rationnel. La

JUILLET (IIIe ARMÉE).

Croquis nº 4.



4e division, la seule de la IIIe armée, ne sera entièrement concentrée que le 1er août ; on la cantonne au milieu du Ve corps et non en avant, derrière la masse de couverture, où elle pourrait jouer un rôle, le cas échéant (1).

L'alimentation pendant la concentration.

L'alimentation de si grandes masses, concentrées en quelques jours entre le Rhin et la Moselle, constitue assurément un problème malaisé à résoudre. Néanmoins d'après l'état-major prussien, les efforts réunis des ministères de la guerre allemands et de l'intendant général de l'armée, général-lieutenant von Stosch, parviennent à en triompher. Ce n'est pas sans difficulté, car, au moment où les Allemands vont prendre l'offensive, les ressources du Palatinat et de la province du Rhin sont presque épuisées. On y craint une famine (2).

On a, dès le début, construit dans chacune des villes de Cologne, Coblenz, Bingen, Mayence et Sarrelouis vingt fours de campagne, pour lesquels on a utilisé les farines réunies dans les magasins du temps de paix les plus proches. On a mis en activité de grandes boulangeries à Hausen, près de Francfort-sur-le-Mein, et à Mannheim. De plus le rendement de celles des garnisons voisines, situées près des chemins de fer, est accru, de sorte que l'on parvient, non seulement à satisfaire les besoins courants des troupes, mais à constituer de grands approvisionnements de pain et de biscuit, en tant que vivres de réserve (*eiserne Bestand*).

L'intendance de chaque corps d'armée réunit six semaines de vivres, l'avoine et le foin compris, qui doivent

---

(1) Général Bonnal, *Frœschwiller*, p. 24-39.

(2) Prince de Hohenlohe, *Lettres sur la stratégie* (traduction française), I, p. 286.

être transportés dans la zone de concentration. On utilise également, fait qui paraît peu justifiable, les approvisionnements de siège de Cologne et de Wesel. Ils sont transportés par vapeur à Bingen et employés aux besoins de l'armée de campagne.

Pendant les premiers jours de la concentration, il n'est possible de faire porter à la suite des corps d'armée que de petites quantités de vivres et de fourrages, contenues dans les voitures consacrées aux hommes et aux chevaux ou dans quelques véhicules annexés aux trains de troupes. Celles-ci sont avisées, par suite, d'avoir à vivre sur les ressources locales (1). Elles peuvent ainsi réunir, dans les magasins situés près des centres de débarquement, une réserve spéciale de quatorze jours de farine et d'avoine destinée à être constamment tenue au complet. En outre on constitue à Cologne, Coblenz, Bingen et Francfort-sur-le-Mein un approvisionnement de six semaines de vivres, d'avoine et de foin pour sept corps d'armée. La relation officielle ne donne pas les motifs qui déterminent le choix de ce chiffre *sept*, qui n'est pas celui du total des corps d'armée des Ire et IIe armées, même avant l'adjonction de la réserve et des corps d'armée venant de l'Est.

Enfin le grand-duché de Bade établit des magasins à Heidelberg et Meckesheim; la Bavière, à Germersheim, Ludwigshafen et Neustadt; le Wurtemberg, à Bruchsal.

---

(1) A la 25e division (hessoise), les vivres sont fournis par les habitants pendant les marches de concentration. Mais, dès le lendemain de l'arrivée aux cantonnements, les troupes doivent tirer leurs vivres des magasins de Kirchheimbolanden et de Nierstein-Oppenheim. On ne doit entamer les vivres de réserve, les trois jours de vivres de l'homme, la ration d'avoine de réserve de la cavalerie et les trois jours d'avoine de réserve des états-majors de l'artillerie et des trains, pendant la concentration, que sur l'ordre du commandant de corps d'armée. (*Revue militaire de l'Étranger*, 1er semestre 1876, p. 169.)

A la fin de juillet, quand les grands transports de concentration ont pris fin, les corps d'armée peuvent commencer à transporter leurs approvisionnements particuliers. Dès les premiers jours d'août, 50 trains de vivres environ ont été mis en marche vers le Rhin.

Dans l'intervalle, on a formé des convois auxiliaires (*Fuhrparks*). Chaque corps d'armée en reçoit un de 400 voitures à deux chevaux (1); les inspections générales d'étapes disposent en outre d'un total de 3,000 de ces véhicules. Les opérations actives peuvent commencer.

Conclusions.

Au cours de l'étude qui précède, on a cherché à faire ressortir les enseignements qui s'en dégagent. On résumera ci-après les principaux.

La couverture allemande, telle que Moltke la projette en 1870, est tout à fait rudimentaire ; elle ne met nullement la concentration à l'abri d'une offensive brusquée. L'initiative de quelques subalternes et la pression des circonstances amènent ensuite à la compléter, sans que, en définitive, le résultat puisse être considéré comme satisfaisant.

La concentration, dans les conditions où elle est également projetée par Moltke, ne tient pas suffisamment compte de l'existence de l'adversaire et de sa volonté propre. Il compte l'opérer sur la frontière même, ou peu s'en faut, au risque de restreindre sa propre liberté de manœuvres, si cette concentration n'est pas troublée par une offensive brusquée de notre part, ou d'être attaqué avant la réunion de tous ses moyens d'action, si cette surprise stratégique se produit. Les événements

(1) Au IX[e] corps, il est réparti par moitié entre les deux divisions (*Loc. cit.*).

lui font craindre la dernière de ces éventualités et il se voit obligé de modifier son plan de concentration en pleine mobilisation, la veille du début des grands transports. Ce fait seul indique une conception erronée d'un plan, qui aurait dû être établi en vue, non d'un cas spécial, mais de tous ceux possibles. De là des hésitations, des incertitudes, qui empêcheront finalement Moltke de tirer parti sur la Sarre, comme il l'aurait pu, de la très grande supériorité numérique résultant, pour nos adversaires, d'une organisation militaire uniquement conçue en vue de la guerre, d'une mobilisation et d'une concentration étudiées dans leurs moindres détails.

(108)

NOUVELLES MILITAIRES

EMPIRE ALLEMAND.

LES SOCIÉTÉS DE VÉTÉRANS EN ALLEMAGNE. — A diverses reprises, la *Revue* (1) a signalé l'importance des sociétés de vétérans (*Krieger-Vereine*), le rôle joué par ces associations au double point de vue militaire et social, ainsi que les encouragements qui leur sont prodigués par le gouvernement impérial afin de développer, dans la société civile, l'esprit et les traditions de l'armée.

Cette institution s'est progressivement développée depuis 1871 et a reçu récemment son organisation définitive. D'abord séparées et indépendantes les unes des autres à leur origine, les diverses sociétés de vétérans se sont groupées peu à peu par cercle, puis par district et par province; les groupements d'un même État se sont ensuite réunis en une Fédération nationale (*Landes-Verband*). Enfin, après de longs efforts, le gouvernement impérial a obtenu la création d'une Fédération générale de toutes les sociétés de vétérans de l'empire (*Deutscher Kriegerbund*) qui a englobé peu à peu les groupements des États confédérés.

C'est ainsi qu'en 1900 il ne restait plus en dehors de la Fédération générale que quelques sociétés isolées, notamment celles de la principauté de Reuss (branche aînée), qui ont voulu conserver leur indépendance.

Le *Deutscher Kriegerbund* comprend actuellement 26 Fédérations d'États (*Landes-Verbände*). Il est dirigé par un comité central comprenant six membres pour la Prusse, trois pour la Bavière, trois pour la Saxe, deux pour le Wurtemberg, deux pour Bade, et un pour chacune des autres Fédérations d'État. Ce comité siège au lieu où se trouve le monument élevé par ses soins à la gloire de l'empereur Guillaume Ier, sur la montagne de Kyffäuser (d'où son nom de Kyffäuser-Ausschuss).

Le nombre total de sociétés de vétérans est de 22,972, comprenant 1,940,000 membres, savoir :

Prusse.........	12,453	sociétés formant	823	groupes de cercle.
Bavière.........	2,805	—	155	—
Saxe...........	1,524	—	26	—

(1) Voir *Revue militaire de l'Étranger*, 1er semestre 1884, p. 510.

Wurtemberg....	1,545	sociétés formant	65	groupes de cercles.
Bade...........	1,318	—	30	—
Hesse..........	802	—	38	—
Autres États....	2,525	—	»	—

L'action de ces sociétés est à la fois humanitaire et sociale. D'abord elles ont constitué des fonds de secours dont les revenus servent à venir en aide aux vétérans dans le besoin; elles entretiennent trois orphelinats, deux protestants à Römhild (Saxe-Meiningen) et à Osnabrück, un catholique à Kanth (Silésie); elles publient un journal spécial, la *Parole* et un Annuaire; elles ont organisé un institut d'escrime (Kriegerfechtanstalt), une caisse d'assurance en cas de décès (Sterbe-Kasse), enfin une loterie annuelle.

Au point de vue militaire, c'est parmi les membres des Krieger-Vereine que se recrutent les Sanitäts-Kolonnen, destinées, en temps de paix, à assurer le transport des malades ou des blessés, à organiser des secours à l'occasion des incendies, des accidents de chemins de fer, des inondations, des épidémies, et surtout, en temps de guerre, à renforcer les formations sanitaires de l'armée.

Mais la fonction essentielle des Krieger-Vereine, celle qui leur vaut la sollicitude particulière du gouvernement, est surtout d'ordre social. Maintenir entre leurs membres le lien de la camaraderie militaire, entretenir en eux le souvenir du temps où ils avaient l'honneur d'être soldats, où ils ont appris qu'un étroit attachement au Souverain et à la Patrie est la première des vertus, les préserver de l'influence que pourrait exercer sur eux, dans la vie civile, le contact d'éléments hostiles et le spectacle de certaines agitations, voilà le but spécial de ces associations militaires.

Ce résultat est obtenu d'autant plus efficacement que les Krieger-Vereine se recrutent dans toutes les classes de la société, les propriétaires fonciers, les industriels, les chefs d'usine tenant à honneur d'en faire partie au même titre que les paysans et les ouvriers.

Grâce à son organisation centralisée, le Krieger-Bund est devenu une image de la constitution politique du pays et forme, pour ainsi dire, un organe de l'Etat. Mais cette situation prépondérante de la Fédération centrale risque précisément de nuire à la vitalité des sociétés primitives. Déjà, on accuse le Krieger-Bund de jouer un rôle politique et de ne plus être qu'une dépendance de l'administration. Quelques membres s'en détachent pour conserver leur liberté, et vont former des sociétés locales indépendantes (sociétés d'anciens artilleurs, d'anciens cavaliers, etc.), qui tendent à réveiller l'esprit de particularisme au lieu de fortifier l'esprit d'union qui régnait jusqu'à ce jour dans les Krieger-Vereine.

L'avenir montrera si la centralisation complète des sociétés de vétérans, récemment réalisée, aura été utile ou nuisible à ces institutions.

Les officiers des établissements techniques. — D'après un ordre de Cabinet, en date du 14 mai 1902, les officiers employés dans les établissements techniques de l'infanterie et de l'artillerie doivent former un corps spécial. Ils porteront tous l'uniforme de l'infanterie, avec parements de la manche dits suédois, épaulettes avec dessus bleu et passepoils des pattes d'épaules également bleus. Celles-ci porteront deux fusils en croix pour les officiers des établissements de l'infanterie, deux canons en croix pour ceux de l'artillerie

Les officiers des établissements techniques dépendent de la Direction générale du matériel (créée en 1899), par l'intermédiaire de leurs inspecteurs respectifs. Les officiers d'infanterie assurent le service dans les trois manufactures d'armes de Spandau, Danzig, Erfurt, et la fabrique de munitions de Spandau ; ceux d'artillerie (de campagne ou à pied), au bureau de construction de l'artillerie de Spandau, dans les quatre ateliers de construction de Spandau, Deutz, Strasbourg, Danzig, à la fonderie de canons de Spandau, à la fabrique de projectiles de Siegburg, aux laboratoires de pyrotechnie de Spandau et de Siegburg, et enfin dans les poudreries de Spandau et de Hanau.

Modification aux tarifs de l'indemnité de logement. — Une loi du 7 juillet dernier, avec effet rétroactif à dater du 1er avril 1902, vient de supprimer la classe V de l'indemnité de logement (Servis et Wohnungsgeld-zuschus) et de décider que les localités comprises dans cette classe seront rangées dans la classe IV.

Il en résulte une légère modification dans le décompte du traitement attribué aux officiers des divers grades et par conséquent dans le décompte des pensions militaires. En effet, le montant de la pension de retraite se calcule, comme chacun sait (1), en prenant pour base la solde proprement dite (Gehalt) de l'officier, augmentée de la moyenne des indemnités attribuées à chaque grade et dont l'ensemble constitue le traitement de l'officier. Pour le décompte des pensions militaires, on fera donc intervenir désormais la moyenne des indemnités attribuées

---

(1) Voir *Revue militaire de l'Etranger*, 2e semestre 1894, p. 101 et 2e semestre 1897, p. 258.

aux quatre classes, au lieu de déduire, comme précédemment, cette moyenne de l'ensemble des cinq classes.

Par suite, le tableau inséré dans la *Revue* (2e semestre 1897, p. 259) est à modifier comme il suit :

GRADES ET EMPLOIS.	TRAITEMENT sur lequel est calculé le montant de la pension.	MINIMUM acquis à 10 ans de service (15/60 du traitement).	VALEUR de l'accroissement annuel.	MAXIMUM acquis à 40 ans de service (45/60 du traitement).
	francs.	francs.	francs.	francs.
Général commandant de corps d'armée.........	27,488	6,872	458	20,616
Général-lieutenant commandant une division...	19,319	4,830	322	14,490
Général-major commandant une brigade.......	15,010	3,752	250	11,257
Officier supérieur commandant de régiment.	11,693	2,924	195	8,770
Officier supérieur........	8,767	2,192	146	6,575
Capitaine de 1re classe. ..	6,704	1,676	111	5,028
Capitaine de 2e classe. ...	5,204	1,301	86	3,904
Premier lieutenant..... .	3,188	798	52	2,392
Second lieutenant.........	2,438	610	40	1,850

Une revision, fixant une nouvelle répartition des localités dans les quatre classes, doit avoir lieu prochainement et, en tous cas, recevoir son application au plus tard à la date du 1er avril 1904.

ESPAGNE.

Création d'un régiment des télégraphes. — Les troupes de la métropole affectées au service de la télégraphie militaire se composaient jusqu'à présent d'un bataillon à quatre compagnies, dont les trois premières étaient chargées du service de la télégraphie électrique et la quatrième du service de la télégraphie optique. Chaque compagnie comptait, sur le pied de paix, un effectif de 100 hommes et était divisée en trois sections dites montées ou de montagne : chaque section était commandée par un lieutenant en premier. Le bataillon, sur le pied de paix, représentait un effectif de 25 officiers, 440 hommes et 73 chevaux ou mulets.

Par décret royal en date du 29 juillet 1902, le Ministre de la guerre

a été autorisé à modifier l'organisation existante et à créer un régiment des télégraphes qui comprendra, sur le pied de paix, 37 officiers, 5 chefs ouvriers, 680 hommes de troupe, 83 chevaux ou mulets.

Les cadres d'officiers se composeront de : 1 colonel, 1 lieutenant-colonel, 3 chefs de bataillon, 9 capitaines, 19 premiers lieutenants, 1 médecin et 1 vétérinaire de 1re classe, 1 professeur d'équitation, 1 garde du génie.

Les chefs ouvriers seront : 1 sellier-bourrelier, 1 armurier, 1 maître charpentier, 1 maître forgeron, 1 maréchal ferrant de 2e classe.

L'effectif des hommes de troupe se composera de : 45 sergents, 84 caporaux dont 1 caporal clairon, 18 clairons, 4 maréchaux, 529 soldats dont 24 de 1re classe.

Suppression du collège militaire de Trujillo. — Un ordre royal du 13 août 1902 a supprimé le collège militaire préparatoire de Trujillo.

Les élèves de la 1re section ont été versés à l'Académie régionale préparatoire de Barcelone où ils continueront leurs études, sans pouvoir y demeurer plus d'un an; les élèves de la 2e section ont été licenciés à la fin d'août.

Organisation du service de la télégraphie optique dans les bataillons de chasseurs de montagne. — Une décision royale du 7 juin a prescrit l'acquisition du matériel léger de télégraphie optique nécessaire pour organiser vingt postes télégraphiques.

Ce matériel est destiné à doter chacune des quatre compagnies des cinq bataillons de chasseurs de montagne d'un atelier de télégraphie disposant d'un appareil Mangin de 10 centimètres, avec héliographe et lampe à pétrole, acétylène ou alcool.

Chaque état-major de bataillon possède, d'ailleurs, le matériel de deux postes; mais, en raison de sa fixité relative, il a reçu le matériel réglementaire transportable à dos de mulet.

Le personnel de chaque poste comprend un chef de poste et deux télégraphistes.

L'instruction lui est donnée par les soins du bataillon des télégraphes.

ITALIE.

Participation de la Croix-Rouge aux grandes manœuvres. — Quelques formations sanitaires de la Croix-Rouge ont reçu un ordre de mobilisation pour prendre part aux grandes manœuvres.

C'est ainsi que fonctionneront, au 1er corps d'armée, à Turin, une ambulance de montagne; au 5e corps d'armée, à Vérone, un hôpital de campagne, à 50 lits, complètement installé sous des tentes, et au 7e corps d'armée, à Ancône, un autre hôpital, également à 50 lits.

MUTATIONS DANS LE HAUT COMMANDEMENT. — Par décret du 19 juin 1902, le lieutenant général Thomas Valles, commandant la division militaire de Rome, a été nommé au commandement du 1er corps d'armée, en remplacement du général Louis Pelloux, mis sur sa demande en position auxiliaire.

Le départ de celui-ci laisse vacant un des quatre commandements d'armée, dont les trois autres titulaires sont les généraux Mirri, Baldissera, del Mayno.

RÉORGANISATION DU CORPS D'OCCUPATION DE L'ÉRYTHRÉE. — Par décret du 30 mars 1902, abrogeant le décret du 11 février 1900 jusqu'alors en vigueur, le corps d'occupation de l'Érythrée est ainsi constitué :

Le commandement supérieur des troupes;
Une compagnie de carabiniers royaux;
Trois compagnies de chasseurs;
Quatre bataillons indigènes;
Un escadron indigène;
Un commandement local d'artillerie et une direction des travaux;
Une compagnie de canonniers;
Une batterie indigène;
Le service du train;
Le service du génie;
La direction du service de santé et le personnel affecté aux établissements hospitaliers;
Une compagnie côtière;
Un tribunal militaire;
Le dépôt de Naples.

Cette nouvelle organisation amène les réductions suivantes :

Les bataillons indigènes sont réduits de six à quatre, dont deux à quatre et deux à cinq compagnies;

La section d'ouvriers d'artillerie est supprimée et remplacée par une direction des travaux;

Une batterie indigène est supprimée;

La compagnie du génie est remplacée par le service du génie;

Sont également supprimés la direction du service vétérinaire et les services du ravitaillement et de l'équipement.

Avec la nouvelle organisation, l'effectif des troupes s'élève à :

Officiers italiens	134
Employés italiens	5
Troupes italiennes	671
TOTAL des Italiens	810
Troupes indigènes	4,102
Indigènes non militaires	29
TOTAL des indigènes	4,131
TOTAL GÉNÉRAL des troupes	4,941
Bêtes de selle et trait	902

La comparaison avec l'organisation jusqu'alors en vigueur fait ressortir une diminution de 53 officiers, 4 employés et 465 hommes de troupe italiens, de 59 officiers indigènes et de 1298 hommes de troupe indigènes, et une augmentation de 29 employés indigènes non militaires; soit, en tout, une diminution de 110 officiers et 1823 hommes.

RUSSIE.

CRÉATION D'UNE ÉCOLE DE CAVALERIE. — Jusqu'à présent, il n'y avait en Russie qu'une école de cavalerie, l'école Nicolas, à Saint-Pétersbourg.

D'après le prikase n° 280 du 5 juillet 1902, l'école des Younkers de cavalerie d'Elisavetgrad sera transformée en école de cavalerie.

Cette mesure est la continuation de celles qui ont été prises depuis quelque temps pour relever progressivement le niveau des connaissances des officiers : création de cours supplémentaires dans les écoles de Younkers, puis transformation des écoles de Younkers en écoles militaires, comme cela a eu lieu pour les écoles d'infanterie de Moscou (1886) et de Kiev (1890).

2.

différences.
européens
vant les
plifier l'instr
plus possible
aux formations
responsables,

compagne.

R. CHAPLLOT.

cristine, 2.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 899 **Octobre** **1902**

SOMMAIRE

POSSIBILITÉ

D'UNE

CAMPAGNE RUSSE VERS L'INDE



La *Revue militaire de l'Étranger* a consacré, il y a quelques années (1), un article à la question anglo russe en Asie et, plus spécialement, à la discussion du mode de défense que les Anglais devraient adopter pour protéger leur grand empire asiatique dans le cas d'une attaque russe.

(1) *Revue militaire de l'Étranger*, 1er semestre 1891, p. 385.

Les écrivains russes s'accordent à dire que l'annexion des Indes, ou même l'établissement du protectorat sur cette contrée, causerait à la Russie bien plus de difficultés que de profit. D'une part, les nécessités du gouvernement d'une contrée aussi vaste et aussi éloignée que l'Hindoustan éloigneraient un grand nombre d'hommes éclairés et des capitaux considérables, alors que la Russie a besoin des uns et des autres pour poursuivre son développement économique et industriel; d'autre part, les produits manufacturés indiens viendraient concurrencer d'une manière fâcheuse, dans l'Asie centrale et peut-être même dans la métropole, les produits russes similaires qui ont encore besoin de protection pour conserver leurs débouchés. En échange de ces inconvénients, l'Inde procurerait à la Russie un seul avantage important, celui de lui assurer une base navale de premier ordre, en mer libre et ouverte; mais les événements survenus depuis quelques années et l'influence prépondérante prise par la diplomatie russe à Téhéran semblent prouver que c'est sur le golfe Persique, ou mieux sur l'océan Indien, que les Russes cherchent à acquérir un point d'attache pour leur flotte.

En résumé, les Russes font tous leurs efforts pour se mettre en mesure de conquérir l'Inde, mais ils ne veulent pas entreprendre cette conquête. Le but de leurs préparatifs est de tenir l'Angleterre sous le coup d'une menace terrible et constante, de manière que cette puissance ne puisse plus à l'avenir, comme elle l'a fait avec succès jusqu'à présent, contrecarrer et faire échouer leurs projets d'extension dans l'Europe sud-orientale.

Les Anglais, comprenant la gravité du danger qui les menace ainsi, ont toujours manifesté une crainte extrême devant la progression continue de la Russie vers les Indes, progression que Rawlinson a comparée

à l'opération de l'ouverture des parallèles devant une place assiégée.

De ce que les Indes ont été envahies plusieurs fois avec succès par des armées venant de l'Ouest et du Nord-Ouest, on ne peut pas conclure *a priori* qu'une semblable expédition soit encore facile, ni même possible, car les conditions sont changées. L'Inde, habitée jadis par un conglomérat de petites peuplades mal organisées et toujours en lutte les unes contre les autres, avait alors une bien moins grande force de résistance qu'actuellement. Les armées de l'antiquité et du moyen âge, même lorsqu'elles étaient très nombreuses, avaient beaucoup moins de besoins que les armées modernes, car elles marchaient sur un très grand front et n'avançaient que fort lentement. Enfin, les ressources en vivres, en animaux de transport, etc., de l'Asie centrale étaient, au temps d'Alexandre le Grand ou de Timour, bien plus considérables qu'aujourd'hui. Il faut donc examiner de près les forces militaires et les besoins de chacun des adversaires éventuels.

II

ORGANISATION DES BASES RUSSE ET ANGLAISE.

Une offensive de la Russie vers les Indes serait basée sur les provinces russes de l'Asie centrale qui forment la circonscription militaire du Turkestan.

Les troupes de cette circonscription sont groupées en deux corps d'armée dont les quartiers généraux sont pour le 1er à Tachkent et pour le 2e à Askhabad. En outre, 2 bataillons d'artillerie de forteresse, 2 bataillons de sapeurs de chemins de fer (à 6 compagnies chacun) et les troupes stationnées dans la province de Sémirietchié sont placés directement sous les ordres du commandant de la circonscription. Le total des

unités du pied de paix est de : 40 bataillons d'infanterie, 54 sotnias de cavalerie, 17 batteries de campagne (128 pièces), 2 bataillons (7 compagnies) d'artillerie de forteresse et 19 compagnies de sapeurs (dont 12 de chemins de fer). L'effectif est d'environ 54,000 hommes, 12,000 chevaux et 128 canons.

L'appel des réserves locales permet de mobiliser : 72 bataillons d'infanterie et 98 sotnias de cavalerie; l'artillerie et le génie ne donnent pas naissance à de nouvelles unités. L'effectif de guerre s'élève à 80,000 hommes, 16,000 chevaux et 128 canons.

En temps de paix, les postes avancés des troupes russes sont, sur la frontière même de la Perse et de l'Afghanistan, ceux de Sérakhs, de Kouchk, de Kerki, de Patta-Hissar (Termèze) et du Pamir. Des magasins de concentration que l'on dit abondamment pourvus, mais dont l'organisation et la dotation sont naturellement tenues secrètes, ont été installés à proximité de ces postes en vue de faciliter une offensive éventuelle.

En arrière des postes et presque parallèlement à la frontière, le chemin de fer de l'Asie centrale relie Krasnovodsk, Askhabad, Merv, Tchardjouï, Samarcande, à Tachkent et à Andijane. Une amorce de voie pénétrante a été construite de Merv au poste de Kouchk, situé à environ 110 kilomètres de Hérat. Jusqu'à présent, la ligne de l'Asie centrale n'est pas reliée au réseau russe; les voyageurs et les marchandises provenant de Russie doivent quitter le chemin de fer à Pétrovsk ou à Bakou, pour le reprendre à Krasnovodsk, après avoir traversé la mer Caspienne. Pour remédier à cet inconvénient, le gouvernement russe a décidé de construire une voie ferrée reliant Orenbourg à Tachkent; les travaux ont été commencés au mois de novembre 1901 et l'on estime qu'ils seront achevés au printemps de 1905 ; la ligne aura une longueur approximative de 1900 kilomètres.

Le chemin de fer de l'Asie centrale est à voie unique; les écrivains qui se sont occupés de la question ne se sont pas mis d'accord quant à son rendement maximum. Si on considère la distance séparant les stations et la faible quantité de matériel roulant, on est porté à conclure que, pour un trafic prolongé, la voie ne pourrait donner passage, chaque jour, qu'à six trains environ dans chaque sens. En augmentant la dotation en matériel roulant et en organisant quelques haltes de croisement entre les stations les plus éloignées, on pourrait, semble-t-il, arriver très rapidement à doubler le rendement.

Pour terminer ce qui a trait aux voies de communication, il faut ajouter que la flottille militaire de l'Amou-Daria concourt au service des transports d'une part entre la mer d'Aral et le pont de Tchardjouï, d'autre part entre ce dernier point et Patta-Hissar; on ne dispose que de cinq grands bateaux à vapeur et la navigation est assez difficile.

Le Turkestan proprement dit (principalement les provinces de Samarcande et du Fergana, ainsi que la région avoisinant Boukhara, sont des contrées riches en vivres et en animaux de transport (chameaux, chevaux et ânes). Dans la province Transcaspienne, on trouve de nombreux chameaux, mais peu de vivres; on pourrait s'en procurer une grande quantité au Khorassan persan.

La Russie ne disposerait pas de la totalité de ses troupes du Turkestan pour les employer activement, dans le cas d'une campagne offensive, à l'extérieur de la circonscription. En effet, bien que les populations de l'Asie centrale supportent, en général, docilement la domination russe, il serait fort imprudent de les laisser sans surveillance. On peut estimer à environ 20,000 hommes l'effectif des troupes nécessaires à la garde du territoire; il resterait donc 60,000 hommes disponibles pour l'armée d'opérations.

unités du pied de [illegible] à l'existence
54 sotnias de [illegible] 000 hommes
(128 pièces), 2 [illegible] le poste de
forteresse et 19 [illegible] jours. Une
chemins de fer [illegible] ou Patta-
12,000 chevaux [illegible] se faire en
L'appel des [illegible] à six semaines
72 bataillons d'in[illegible]
l'artillerie et le [illegible] semblablement
nouvelles unités. [illegible] sur les troupes
hommes. 16,000 [illegible] autres devraient
En temps de [illegible] suite transportés
russes sont, sur [illegible] Kouchk ou à
l'Afghanistan, [illegible] permettent de
de Patta-Hissar [illegible] transport.
de concentration [illegible] transport faite au
mais dont l'org[illegible] que la première
tenues secrètes [illegible] huit jours au
postes en vue [illegible] l'on admet que le
En arrière [illegible] rendement jour-
frontière, le [illegible] moitié au moins
Krasnovodsk, [illegible] munitions, on est
cande, à Tach[illegible] transportées à
pénétrante [illegible] jour; il faudrait
situé à envi[illegible] jours pour concen-
présent, la li[illegible] un corps d'armée
réseau russe [illegible]
nant de Ru[illegible] de la Russie
Pétrovsk ou [illegible] raient quatre à
après avoir [illegible] prendre la suite
cet inconvéni[illegible]
construire [illegible]
kent; les [illegible]
novembre 1[illegible]
printemps d[illegible]
mative de 190[illegible]

[illegible] reçut inopinément
[illegible] russe); il partit de
[illegible] et arriva au poste

d'un transport commencé par des troupes du Caucase, leur concentration sur le théâtre des opérations ne subirait pas de retard.

Enfin, pour les renforts qui devraient être concentrés vers Kélif, il faudrait encore ajouter une vingtaine de jours (la distance de Tchardjouï à Kélif est d'environ 320 kilomètres).

Lorsque le chemin de fer Orenbourg—Tachkent sera terminé, les conditions de la concentration seront beaucoup meilleures. D'une part, le chemin de fer de l'Asie centrale étant relié au réseau russe, on pourra, pendant la période de tension politique, y faire affluer rapidement tout le matériel roulant nécessaire. D'autre part, on disposera de deux lignes de concentration distinctes, l'une par Tachkent, l'autre par Krasnovodsk. La durée du transport, depuis Moscou jusqu'à Tchardjouï (4,200 kilomètres) ou au poste de Kouchk (4,700 kilomètres), sera d'environ douze jours.

L'armée anglo-indienne se composerait, en temps de guerre, de troupes de quatre espèces différentes : les troupes anglaises, les troupes indigènes régulières, les contingents particuliers des princes indiens et la milice volontaire européenne.

L'effectif « budgétaire » des troupes anglaises est de 73,500 hommes, mais comme il y a de nombreux indisponibles pour cause de maladie, l'effectif utilisable ne dépasse guère 60,000 hommes.

Les troupes indigènes régulières sont maintenues à l'effectif de 150,000 hommes. Les contingents des princes et la milice locale pourraient fournir, au total, une trentaine de mille hommes. Enfin les volontaires européens, chargés surtout de maintenir l'ordre dans les grandes villes, auraient un effectif de 20,000 à 25,000 hommes.

De même que les Russes, mais à un degré beaucoup

plus marqué, les Anglais seraient obligés de garder soigneusement leurs lignes de communication et de laisser sur leurs derrières de nombreuses troupes de garnison afin d'empêcher les insurrections. Pour juger de l'importance que peuvent prendre les soulèvements, il suffit de se rappeler qu'en 1896-1898, les Anglais ont dû employer à la fois, pour soumettre les révoltés des provinces nord-occidentales, plus de 50,000 hommes, non compris l'effectif des garnisons permanentes.

On admet généralement que l'armée anglo-indienne d'opérations ne pourrait compter plus de 45,000 hommes de troupes anglaises, ce qui correspondrait à un effectif total de 90,000 ou de 130,000 hommes, suivant que la proportion sera prise de un, ou de deux soldats indigènes pour un Anglais. Les écrivains militaires anglais préconisent généralement la première solution pour le cas de guerre contre une puissance européenne, mais il est possible que, pressé par la nécessité, le gouvernement des Indes adopte la seconde.

Les chiffres ci-dessus se rapportent aux conditions normales. Récemment l'armée des Indes était un peu affaiblie par suite de l'envoi de quelques corps de troupes dans l'Afrique du Sud ; M. Brodrick, ministre de la guerre, déclarait à la tribune que l'effectif total des troupes anglaises aux Indes ne s'élevait, le 1er octobre 1901, qu'à 61,000 hommes, parmi lesquels 22,000 étaient libérables. En cas de guerre en Asie, c'est l'armée d'opérations qui aurait à souffrir du déficit, car on doit considérer le chiffre de 15,000 soldats anglais valides comme un minimum absolument nécessaire pour assurer, de concert avec une partie des troupes indigènes et les milices, le maintien de l'ordre à l'intérieur. En outre le gouvernement anglais, obligé de relever les troupes régulières luttant contre les Boers depuis le commencement de la guerre, avait commencé la relève, à défaut de troupes métropolitaines disponibles, au moyen des

régiments anglais de l'Hindoustan; c'est là une nouvelle cause d'affaiblissement pour l'armée des Indes, car les régiments qu'elle reçoit à leur retour de l'Afrique du Sud sont fatigués et ont un effectif réduit (1).

L'armée anglo-indienne destinée à opérer vers Kaboul ou Kandahar aurait sa base sur la voie ferrée qui suit la vallée de l'Indus d'Attock à Kurrachee. De cette ligne se détachent deux voies pénétrantes, s'avançant jusqu'à la frontière qu'elles atteignent l'une à Péchawer (300 kilomètres de Kaboul), l'autre à Tchaman (105 kilomètres de Kandahar). Le réseau ferré est assez serré aux Indes pour que, malgré l'inconvénient provenant de la diversité de largeur de voie suivant les lignes, toute l'armée d'opérations puisse être concentrée, en partie vers Quetta et Tchaman, en partie vers Péchawer, environ un mois après le commencement des transports.

L'armée anglo-indienne ne pourrait tirer ses renforts que de la métropole. Avant la guerre anglo-boer, l'Angleterre disposait de deux corps d'armée forts chacun de 35,000 à 40,000 hommes, dont le premier pouvait être mobilisé assez rapidement. Récemment, toutes les forces régulières anglaises étaient absorbées par la guerre. M. Brodrick a conçu un projet de réorganisation de l'armée comportant six corps d'armée, dont trois seraient disponibles pour une guerre à l'extérieur; il est probable, d'après les résultats donnés jusqu'à présent par le recrutement, qu'on ne pourra pas constituer les trois corps en entier. En admettant que l'Angleterre puisse à l'avenir, comme par le passé, envoyer deux corps d'armée aux Indes, ces deux corps devront être transportés successivement; le premier pourra rejoindre l'armée d'opérations, vers Kandahar, environ deux mois

(1) Les deux premiers régiments rentrés aux Indes avaient des effectifs de 900 et 700 hommes, au lieu de 1000.

après le commencement des embarquements; le second n'arrivera que deux mois plus tard.

En résumé, si l'Angleterre veut faire dès le début un effort énergique et si rien ne l'entrave par ailleurs, elle pourra avoir sur la ligne Kandahar, Kaboul, trois mois environ après la déclaration de guerre, des armées dont l'effectif total sera de 160,000 hommes, dont la moitié d'indigènes. Deux mois après, ces armées pourront être rejointes par un corps de 40,000 soldats expérimentés.

III

IMPORTANCE DE L'ATTITUDE DE L'AFGHANISTAN

Qu'elles partent du Pamir, des rives de l'Amou-Daria ou des sables de la Transcaspienne, toutes les colonnes russes doivent, pour atteindre l'Inde, traverser l'Afghanistan. D'autre part, on ne songe plus en Angleterre à attendre l'adversaire au débouché oriental des monts Soliman et à prendre le cours de l'Indus comme ligne de défense; lord Roberts qui avait été jadis le protagoniste de cette idée, l'a lui-même abandonnée. Il est généralement admis aujourd'hui que les Anglais se porteront au-devant des Russes, au moins jusque sur la ligne Kandahar, Ghazni, Kaboul, et peut-être même plus à l'Ouest encore. C'est donc vraisemblablement en Afghanistan qu'auront lieu les rencontres principales, décisives, à la suite desquelles le vaincu sera forcé, ou de signer la paix à tout prix, s'il est Anglais, ou de renoncer à ses prétentions, s'il est Russe.

Dans ces conditions, il est évident que l'attitude de l'armée et des populations afghanes vis-à-vis des deux adversaires pourra avoir une grande influence sur la conduite des opérations, sinon sur l'issue de la guerre.

Si l'Émir, se déclarant contre l'Angleterre, défendait avec son armée les passes montagneuses entre Péchawer

et Kaboul et organisait des soulèvements dans le Kafiristan ou le Tchitral, les Anglais en souffriraient un grand dommage. Si, au contraire, l'Émir permet à l'armée anglo-indienne de pénétrer librement en Afghanistan et défend contre les Russes les routes qui, partant du Turkestan afghan, traversent l'Hindou-Kouchk, les colonnes russes seront très retardées et auront de nombreuses difficultés à vaincre avant de pouvoir aborder leur principal adversaire.

Les Russes ont toujours compris l'importance qu'aurait pour eux une alliance avec l'Afghanistan. Dans son plan de campagne de 1876, susmentionné, le général Skobélev disait que la première chose à faire pour les Russes était d'envoyer, au plus tôt, une ambassade à Kaboul pour tâcher d'obtenir l'alliance de l'Émir (Chir-Ali) et de ses partisans. Théoriquement, l'Émir est l'allié des Anglais, car, par les conventions de 1880 et de 1893, il s'est engagé à n'avoir de relations avec les gouvernements étrangers que par l'intermédiaire du vice-roi des Indes. En échange, l'Angleterre lui garantit, contre toute attaque extérieure, l'intégrité de ses possessions et lui paye une subvention annuelle d'environ 4,500,000 francs (18 lakhs de roupies). Mais l'histoire enseigne qu'il ne faut pas trop compter sur les engagements pris par les petits potentats orientaux qui, comme le loup de la fable, estiment généralement que le droit du plus fort est toujours le meilleur. Les Anglais n'ont jamais eu qu'une médiocre confiance dans le dernier Émir, malgré les déclarations nettement anglophiles qu'il faisait en public ; il semble prouvé qu'Adurrahman craignait et détestait autant les Anglais que les Russes ; et, de fait, l'Afghanistan n'a retiré que des dommages de ses relations avec ses deux puissantes voisines.

Quels sont les sentiments du nouvel Émir Habib-Oullah ? Il serait difficile de le dire, bien qu'il ait promis au vice-roi des Indes d'être le fidèle ami de l'Angleterre.

Au début des hostilités, et tant que les faits n'auront pas montré la supériorité d'un des deux adversaires, les Afghans auraient intérêt à faire cause commune avec l'armée anglo-indienne, car les œuvres vives de l'Afghanistan, Kaboul et Kandahar en particulier, sont beaucoup plus rapprochées de la frontière des Indes que de celle du Turkestan russe.

L'*armée régulière* se compose de quatre corps distincts, occupant respectivement les provinces de Kaboul, de Kandahar, de Hérat et du Turkestan afghan. Suivant les sources consultées, le chiffre de l'effectif total varie de 37,000 à 45,000 hommes, dont 6,000 à 7,000 cavaliers et 4,000 artilleurs; ces derniers disposent de 360 canons, dont la moitié sont de modèles récents. Les fantassins ont des fusils de différents types, généralement assez perfectionnés; l'approvisionnement en munitions est suffisant. Les soldats ont une instruction militaire presque nulle et une discipline médiocre, mais ils sont braves et pourraient, dans leur pays montagneux où les voies de communication sont rares, se rendre très redoutables en faisant une guerre de guérillas.

L'effectif des *milices* permanentes, organisées par Abdurrahman, serait théoriquement d'environ 100,000 hommes, mais en cas de guerre, une partie seulement répondrait à l'appel de l'Émir, dont l'autorité n'est guère acceptée, dans certaines provinces, que par les gouverneurs et les troupes régulières.

Il résulte de ce fait que l'attitude des tribus ne correspondra pas forcément à celle du pouvoir central. La population de l'Afghanistan, environ 5 millions d'âmes, est composée de neuf races distinctes, très différentes par les mœurs et le caractère, et dont les intérêts sont parfois opposés. C'est ainsi que les Hézarés, musulmans chiites, détestent profondément les Afghans proprement dits, lesquels appartiennent au rite sunnite. Les Hézarés peuplent le vaste quadrilatère montagneux qui s'étend



E R N
PIENN
SEMIRIETCHIE
ndijane
Trans-Alai
KACHGARIE
PAMIR
Teheran
KHAN

entre Mazar-i-Chérif, Kaboul, Kandahar et Hérat, ces villes et leurs environs immédiats exceptés. Le nombre des Hazares serait, dit-on, de près de 2 millions; il semble que les Russes se sont assuré leurs bonnes grâces ainsi que celles des indigènes qui habitent dans les environs de Hérat. En somme, la Russie peut espérer l'appui [illegible] la neutralité bienveillante des habitants de toute la partie nord-occidentale de l'Afghanistan.

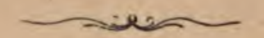
Les habitants de la partie méridionale afghane sont assez indifférents et ne désirent qu'une chose : vivre tranquilles. Au contraire, les populations montagnardes de l'Est et du Nord-Est, Afghans proprement dits, [illegible] d'humeur guerrière et très jaloux de leur indépendance, seront toujours hostiles à l'étranger [illegible] et les Anglais savent par expérience que cette hostilité n'est pas à dédaigner.

LES

DÉTACHEMENTS DE MITRAILLEUSES

DANS

L'ARMÉE ALLEMANDE



Depuis quelques années, la plupart des armées européennes expérimentent divers systèmes de mitrailleuses automatiques. En 1899 la Suisse dotait sa cavalerie de mitrailleuses Maxim portées sur des chevaux de bât. L'Allemagne, à son tour, paraît sortie de la période des tâtonnements et un règlement sur les exercices et le tir des détachements de mitrailleuses a été approuvé par l'Empereur à la date du 14 mai dernier.

Si l'on en croit certains journaux, les idées ne seraient cependant pas encore très nettes en Allemagne ; il faut avouer, d'ailleurs, que les autres puissances n'auraient guère le droit de s'en étonner.

Quoi qu'il en soit, la question des mitrailleuses prend de plus en plus un caractère d'actualité. Les essais se poursuivent activement dans toutes les armées. Il est intéressant d'étudier comment l'Allemagne vient de traiter le problème.

Rappeler en deux mots les premiers essais, faire connaître l'outil adopté, son organisation, ses propriétés techniques, ses aptitudes tactiques, montrer enfin l'orientation donnée officiellement pour son emploi, tel est le plan de cette étude.

*
* *

C'est en 1899 que des batteries de mitrailleuses apparaissent pour la première fois aux manœuvres allemandes : une batterie prend part aux manœuvres de la Garde, deux à celles du XIVe corps; au Ier corps, trois batteries forment un groupe à la disposition du général commandant la 37e division.

La batterie comprenait quatre mitrailleuses du système Maxim portées chacune par une voiture attelée de deux chevaux.

En 1900, deux batteries de mitrailleuses, toujours à quatre pièces, prennent part aux manœuvres impériales, attachées aux divisions de cavalerie. Les pièces étaient attelées à quatre chevaux.

Enfin, en 1901, les essais prennent une plus grande extension. On crée officiellement cinq « détachements de mitrailleuses » (*Maschinengewehr-Abtheilungen*), rattachées au bataillon de chasseurs de la Garde et aux 1er, 4e, 10e et 2e bataillons. A la suite des manœuvres, la presse allemande émet les avis les plus divers sur le rôle que les mitrailleuses peuvent jouer à la guerre. D'après les *Jahrbücher*, « les détachements de mitrailleuses ont trouvé de nombreuses occasions d'emploi ». La *Kölnische Zeitung* déclare que « les manœuvres ont démontré les services rendus par les mitrailleuses attachées à la cavalerie. Il est certain que les corps de cavalerie agissant en avant des armées trouveront dans l'adjonction des mitrailleuses la plupart des avantages qu'un certain nombre de spécialistes voulaient leur assurer par l'adjonction d'infanterie ».

En revanche, la *Militär Zeitung* estime que « la difficulté d'observer les points de chute s'oppose à l'emploi en campagne des mitrailleuses ».

Sous une forme moins catégorique, le *Berliner Tage-*

blatt conclut à peu près de même : « Les mitrailleuses, dit-il, ne peuvent pas remplacer l'artillerie de campagne. D'autre part, les tirailleurs se meuvent plus facilement et plus rapidement, trouvent des positions et des abris plus favorables que les servants des mitrailleuses..... Il convient d'observer une prudente parcimonie dans l'introduction de ces engins dans l'armée de campagne. Un détachement par corps d'armée paraît suffisant ; mais, comme c'est généralement le cas avec les armes auxiliaires, on court le danger de ne pas l'avoir sous la main. »

Ces opinions n'ont d'ailleurs pour nous qu'un intérêt tout à fait secondaire : le budget de 1901 régularisa la création des cinq premiers détachements de mitrailleuses ; le budget de 1902, celle de huit autres détachements demandés par l'autorité militaire, de sorte que l'armée allemande en compte actuellement treize, dont la répartition et les emplacements sont indiqués par le tableau suivant :

CORPS D'ARMÉE.	NUMÉRO du DÉTACHEMENT.	CORPS D'AFFECTATION.	GARNISONS.
Garde.......	1 (de la Garde)	Bataillon de chasseurs.......	Potsdam.
Garde.......	2 (Id.)..	Bataillon de tirailleurs......	Gross-Lichterfeld.
Ier.........	1........	1er bataillon de chasseurs...	Ortelsbourg.
Ier.........	5........	3e bataillon du 44e régiment.	Loetzen.
Ier.........	6........	1er bataillon du 146e régiment.	Sensbourg.
IIIe.........	7........	3e bataillon de chasseurs...	Lübben.
VIe.........	8........	6e bataillon de chasseurs...	Oels.
XIVe.......	9........	14e bataillon de chasseurs...	Colmar.
XIVe.......	10........	8e bataillon de chasseurs...	Schlestadt.
XVe.......	2........	4e bataillon de chasseurs...	Bitche.
XVe.......	3........	10e bataillon de chasseurs...	Bitche.
XVIIe.......	4........	2e bataillon de chasseurs...	Culm.
Ier bavarois..	....	3e bataillon du 3e régiment.	Augsbourg.

Composition des détachements. — Chaque détachement de mitrailleuses comprend :

1 capitaine, chef de détachement ;
3 lieutenants, chefs de section ;
13 sous-officiers (1 feldwebel, 1 vizefeldwebel, 2 sergents, 8 unteroffiziere, 1 trompette) ;
63 hommes (1 rengagé, 7 gefreite, 54 gemeine, 1 ouvrier hors rang) ;
1 infirmier (sous-officier ou gefreite) ;
18 chevaux de selle ;
36 chevaux de trait ;
6 mitrailleuses, attelées à 4 chevaux ;
3 voitures à munitions, à 4 chevaux ;
1 chariot de batterie, à 4 chevaux ;
1 fourragère, à 4 chevaux ;
1 voiture à bagages, à 2 chevaux ;
1 voiture à vivres, à 2 chevaux.

Sur le pied de paix, le détachement n'attelle que les pièces, deux voitures à munitions et une voiture de service.

Les officiers sont, en principe, prélevés sur les chasseurs. Il a été question d'affecter à chaque détachement un cinquième officier fourni par l'artillerie, pour l'instruction des conducteurs ; cette mesure est restée à l'état de projet.

Les sous-officiers proviennent en partie des corps d'affectation, en partie de l'artillerie.

Les servants sont fournis en entier par les corps d'affectation. Ceux-ci reçoivent chaque année un nombre supplémentaire de vingt recrues ; à la fin de la période d'instruction des compagnies, le bataillon cède au détachement un nombre égal d'hommes choisis qui constituent la réserve de personnel. Pendant l'hiver et le printemps, le détachement ne dispose donc que des hommes de deuxième année.

Les conducteurs proviennent de l'artillerie, qui en cède environ vingt à chaque détachement, à l'issue des

manœuvres d'automne; le personnel conducteur est donc renouvelé en entier chaque année.

Les chevaux de selle sont fournis par la cavalerie, ceux de trait par l'artillerie; tous doivent être dressés et âgés de 7 à 10 ans. Le détachement en reçoit chaque année un nombre égal au neuvième de son effectif.

Les officiers et les hommes de troupe des détachements de mitrailleuses ont la tunique et la culotte en drap gris vert, avec bottes en cuir fauve. Le col, les parements et les passepoils sont rouge ponceau. Officiers et hommes portent le shako avec drap du fond gris vert et plumet noir (blanc dans la Garde).

Les hommes non montés sont armés du sabre-baïonnette des chasseurs et de la carabine de cavalerie, les hommes montés ont le sabre d'artillerie et le revolver.

Description et propriétés du matériel. — Les pièces, les voitures à munitions et le chariot de batterie qui constituent, comme on le verra plus loin, le « détachement de combat », comportent chacune un avant-train et un arrière-train séparables et transportent quatre hommes. Les servants prennent place sur les pièces; les voitures à munitions et le chariot de batterie portent l'armurier, l'infirmier, l'appréciateur de distances et les hommes de réserve.

La mitrailleuse proprement dite, du système Maxim, repose sur une sorte de traîneau porté lui-même par l'affût à roues dont il peut être facilement séparé; elle est servie par quatre hommes, dont deux servants proprement dits et deux pourvoyeurs. Le tube de l'arme est entouré d'un manchon qu'on remplit d'eau pour diminuer la chaleur produite par le tir.

L'arme peut faire feu en restant sur l'affût à roues; les servants sont alors debout; mais, en général, le traîneau est placé à terre; une disposition spéciale permet de lui donner la hauteur convenable au-dessus

du sol ; le service de la pièce s'effectue, dans ce cas, les hommes assis, à genoux ou couchés.

La pièce avec son traîneau est portée ou traînée par deux hommes ; elle peut être placée partout où accède un homme équipé, dans une tranchée, sur un mur, sur un toit, etc.....

Le traîneau étant supposé horizontal, l'axe de la pièce est susceptible d'être déplacé dans le sens vertical, horizontalement ou obliquement ; un levier d'arrêt et une vis de serrage maintiennent l'arme pointée. On peut obtenir un tir fauchant en desserrant la vis de serrage, le pointeur dirigeant l'arme au moyen de deux poignées.

Le feu se déclanche sous l'action d'un poussoir de culasse et continue tant que le poussoir n'est pas ramené en arrière. Il est exécuté, soit par rafales de 25 coups, soit d'une manière continue ; sa vitesse, théoriquement de 400 à 500 coups, ne paraît pas dépasser en réalité 300 coups par minute.

La mitrailleuse emploie la même cartouche et tire aux mêmes distances que le fusil d'infanterie ; autrement dit, les deux armes ont la même valeur balistique ; mais la gerbe produite par le tir de la mitrailleuse est plus étroite que celle provenant d'un feu de tirailleurs, les causes de dispersion étant moindres. L'efficacité de la mitrailleuse est très inférieure à celle du canon.

Les munitions sont disposées par 250 sur un ruban qui traverse automatiquement la boîte de culasse. Chaque ruban est renfermé dans un coffret ; une sorte de porte-charges, placé dans l'avant-train, permet le transport par deux hommes de six de ces coffrets, soit 1500 cartouches, qui sont apportées près de la pièce dès que celle-ci est mise à terre. Les voitures de munitions contiennent chacune 15,000 cartouches ; les pièces en transportent environ 10,000, chaque mitrailleuse se trouve ainsi approvisionnée à 15,000 coups environ.

Telles sont, à grandes lignes, les propriétés tech-

niques de l'arme. La mitrailleuse allemande est ce qu'on pourrait appeler une « mitrailleuse montée », par opposition à la « mitrailleuse à cheval » de l'armée suisse. Cette dernière, portée par un cheval au moyen d'un bât spécial, est installée pour le tir sur un trépied. Les munitions sont transportées d'une manière analogue.

Le cheval de pièce porte 108 kilos, y compris le harnachement et la réserve d'eau nécessaire à la pièce; le cheval à munitions porte 2,000 cartouches, réparties en huit coffrets de 250 et correspondant à un chargement total de 123 kilos. Chaque cheval de bât est conduit en main par un cavalier monté; l'ensemble forme « un attelage ». Il y a là, comme on le voit, deux solutions très différentes que la nature montagneuse de la Suisse ne suffit pas à expliquer, car cette puissance n'a doté de mitrailleuses que sa cavalerie, laquelle n'aura sans doute guère à opérer dans la montagne.

Il faut reconnaître que, sous son apparence légère, la « compagnie de mitrailleuses » suisse est plus volumineuse que le « détachement » allemand : si elle n'exige que deux chevaux pour son transport, l'approvisionnement de 15,000 cartouches par pièce réalisé en Allemagne, en nécessiterait 14 à 16 autres, soit un total de 16 à 18 chevaux par pièce approvisionnée, auxquels il faut ajouter les chevaux nécessaires au transport des servants.

La mitrailleuse allemande présente, en outre, l'avantage de pouvoir être utilisée instantanément, comme un canon, en restant sur son affût à roues; elle ne pourrait, en revanche, suivre des sentiers de forêt ou de montagne, praticables aux animaux de bât.

En résumé, l'Allemagne adopte une mitrailleuse de campagne; la Suisse, une mitrailleuse de montagne.

Au point de vue tactique, le détachement de mitrailleuses se subdivise de la façon suivante :

Le « détachement de combat » (*Gefechtsabtheilung*) comprend les six pièces, formant ce qu'on pourrait appeler la batterie de tir, les trois caissons et le chariot de batterie qui constituent le « train de munitions » (*Munitionszug*);

Le « train de combat » (*kleine Bagage*) se compose des chevaux haut-le-pied;

Le « train régimentaire » (*grosse Bagage*) est formé par le fourgon à vivres, le fourgon à bagages et la fourragère.

Le « détachement de combat » évolue d'après des procédés analogues à ceux de l'artillerie montée. Il forme, comme on le voit, une unité assez volumineuse (10 voitures à quatre chevaux), tout à fait comparable à la « batterie de combat » de l'artillerie de campagne (6 pièces et 3 caissons à six chevaux).

Le règlement définit avec beaucoup de justesse les aptitudes tactiques des mitrailleuses. On lui laissera le plus possible la parole; il constitue, à tous égards, le document le plus intéressant.

« Les mitrailleuses, dit-il, permettent au commandement de développer, en des points déterminés, sous le volume minimum, un feu d'infanterie extrêmement puissant. » Pour définir cette puissance avec plus de précision, on peut dire que la mitrailleuse tirant 300 coups à la minute équivaut à une cinquantaine de tirailleurs brûlant 6 cartouches dans le même temps. Le détachement entier correspond donc à 300 fusils. C'est là, peut-on remarquer en passant, à peu près tout ce qu'un régiment de cavalerie à pied peut mettre en ligne.

D'autre part, les mitrailleuses en batterie sont placées à des intervalles de 10 à 20 mètres; leur vulnérabilité est donc moindre que celle d'une ligne de tirailleurs équivalente et l'utilisation du terrain peut être faite dans de meilleures conditions.

« La portée et l'efficacité de la mitrailleuse, poursuit « le règlement, sont les mêmes que celles du fusil d'in- « fanterie. La rapidité du tir et l'étroitesse de la gerbe, « ainsi que la possibilité de réunir plusieurs pièces sur « un espace restreint, permettent d'obtenir rapidement « des résultats décisifs et même de détruire en un temps « très court, aux grandes distances, des buts étendus et « profonds. »

On glisse assez rapidement sur la question de réglage du tir, qui mérite cependant quelque attention. La difficulté, sinon l'absolue impossibilité de tout réglage, constitue en effet la véritable pierre d'achoppement du feu d'infanterie, qu'il provienne de tirailleurs ou de mitrailleuses.

Il ne faut pas perdre de vue que, si la distance à l'objectif atteint 1000 mètres, une erreur de 100 mètres seulement dans la hausse adoptée rend l'efficacité du tir presque nulle. L'étroitesse de la gerbe n'est pas précisément un avantage si l'appréciation de la distance est erronée. Mais pourrait-on affirmer que la mitrailleuse n'a « pas de nerfs », comme on essaye parfois de le dire pour le canon ? Quels que soient les perfectionnements apportés à une arme, l'émotion de l'homme qui la manie se fera toujours grandement sentir et la mitrailleuse, employée le plus souvent dans des zones battues à la fois par le fusil et par le canon, sera généralement très « nerveuse ».

C'est donc bien du tir d'infanterie, avec tous ses défauts, que donne la mitrailleuse. Comme l'infanterie, la mitrailleuse ne pourra tirer de loin que dans des cas exceptionnels. En face du canon, sous peine de se faire rapidement réduire au silence ou même détruire sans profit, elle ne devra ouvrir le feu que s'il peut être *instantanément destructeur*. Ce résultat n'est ordinairement possible qu'aux moyennes et petites distances.

A très juste titre, le règlement prescrit aux mitrail-

leuses d'éviter l'action contre des lignes minces abritées ou contre l'artillerie aux grandes distances. « La dépense « de munitions, dit-il, serait hors de proportion avec le « résultat obtenu. »

De même que les tirailleurs se terrent aussitôt leur rafale envoyée, « les mitrailleuses sont retirées du feu « et ramenées en arrière dès que le résultat cherché est « obtenu, pour ne réapparaître qu'aux moments décisifs. « La tâche essentielle des mitrailleuses est de chercher « à exploiter complètement leur grande puissance de « feu, leur mobilité et la faculté qu'elles possèdent de « pouvoir se dissimuler facilement ».

« Les Boers, fait remarquer une revue militaire alle- « mande, ont procédé avec beaucoup d'habileté et ont « obtenu tout le rendement possible avec un personnel « et un matériel restreints. »

Nous avons montré ce qu'est exactement la puissance de la mitrailleuse : très inférieure à toutes distances à celle du canon, elle n'est utilisable, sauf exceptions, qu'à partir des moyennes distances. Il faut s'entendre également sur sa mobilité. Le détachement offre un but très vulnérable tant que les pièces sont sur roues; le cheminement défilé s'imposera d'une manière absolue dès qu'on entrera dans la zone efficace du tir de l'artillerie ennemie; dans la plupart des cas, ce cheminement méthodique nécessitera la mise à terre des pièces et leur transport à bras jusqu'à la position de tir. La grande mobilité des mitrailleuses, à partir des distances voisines de 3,000 mètres, deviendra donc le plus souvent inférieure à celle de l'infanterie.

Le peu de volume de la mitrailleuse séparée de son affût à roues permettra parfois, en échange, de gagner à l'insu de l'ennemi un point donnant des vues avantageuses, ou prenant d'écharpe ou d'enfilade une portion de la position adverse.

En ce qui concerne la conduite du feu, le règlement

prescrit de faire agir en principe le détachement entier, même contre un objectif peu étendu, plutôt qu'une ou deux sections; la dépense totale de munitions reste la même; le résultat est plus vite et plus sûrement atteint.

Afin d'éviter l'éparpillement du tir, l'emploi de la pièce isolée est interdit; celui de la section ne se justifie que dans des cas exceptionnels et les deux pièces d'une même section sont toujours pointées sur le même point.

Les changements d'objectif ne sont exécutés que quand le résultat cherché d'abord est obtenu, des changements fréquents réduisant l'efficacité du tir; pour la même raison, les mouvements en avant sont à éviter dès qu'on est arrivé aux distances où l'arme a tout son rendement, soit entre 1000 et 800 mètres.

Quel rôle les Allemands se proposent-ils de faire jouer à cette arme dont on connaît maintenant toutes les aptitudes?

D'après la *Militär Zeitung*, le haut commandement ne serait pas encore fixé à cet égard. « Les idées sont « nettes maintenant, lit-on dans le numéro du 12 juillet « dernier, sur le matériel d'artillerie à tir rapide. On ne « peut en dire autant à propos des mitrailleuses. On en « a essayé et construit beaucoup; on s'en est servi dans « la marine, en Chine, etc.....; mais on se demande « encore s'il convient de rattacher les détachements à « l'infanterie, à la cavalerie, ou à l'artillerie comme « étaient les batteries de mitrailleuses en France en « 1870 ».

En dépit de ces critiques, qui d'ailleurs visent plutôt l'organisation et l'instruction que l'emploi tactique, les principes admis officiellement en Allemagne paraissent à la fois précis et justes. Les mitrailleuses ne pouvant donner que du feu d'infanterie sont dans l'obligation de combattre comme l'infanterie, plus exactement, dans des conditions de terrain et de distance analogues. C'est

donc accolés à des unités d'infanterie que les détachements de mitrailleuses se trouveront dans les meilleures conditions pour leur instruction.

On a affirmé leur individualité en leur donnant un uniforme spécial. Le règlement est en outre très explicite en ce qui concerne leur emploi.

« Les mitrailleuses, dit-il, doivent rester à la disposition du commandement supérieur; leur affectation à une troupe déterminée empêche généralement qu'on utilise toutes leurs aptitudes. »

Partant de ce principe, le règlement développe les différents cas où les mitrailleuses peuvent être utilisées, laissant au commandement le soin de déterminer, dans chaque cas particulier, dans quelle mesure il convient de les employer. Ses prescriptions sont résumées ci-après :

A l'avant-garde, qui doit assurer l'entrée en action du gros des forces, il peut être nécessaire d'occuper rapidement des points d'appui que l'infanterie ne saurait atteindre en temps utile. La mobilité et la puissance de feu des mitrailleuses permettront l'enlèvement rapide ou la défense énergique de ces points. La présence de mitrailleuses à l'avant-garde, même à l'avant-garde de cavalerie sera donc souvent justifiée.

Les mitrailleuses peuvent encore servir à couvrir momentanément, au début du combat, l'aile extérieure d'une ligne d'artillerie étendue.

Dans ces différents cas, elles sont relevées aussitôt que possible par l'infanterie, et retirées du feu, pour redevenir disponibles entre les mains du commandement, prêtes à agir dans une nouvelle direction.

Si l'adversaire est établi d'avance en position, les détachements de mitrailleuses sont maintenus d'abord en arrière; ils forment ainsi une réserve de feux très mobile que le commandement emploie, au moment voulu, sur les points où il est nécessaire d'accroître rapi-

dement la puissance du feu. Dans la préparation d'une attaque, elles contribuent à assurer la supériorité du feu en permettant de développer, sur un front donné, un feu plus puissant que celui de la défense. L'attaque réussie, leur mobilité permet de les faire arriver rapidement sur la position pour y soutenir l'infanterie.

En ce qui concerne leur utilisation dans la défensive, le règlement rappelle que les mitrailleuses sont peu aptes à soutenir un combat de feux de longue durée ; en outre, leur mobilité n'est pas mise à profit si on les affecte d'avance à la défense d'un point déterminé. Il est recommandé de les maintenir d'abord en arrière, formant une réserve très mobile de feu d'infanterie très puissant et de ne les porter qu'au moment voulu aux points où leur intervention est jugée nécessaire.

Les mitrailleuses peuvent enfin être employées en liaison avec la cavalerie indépendante, dont elles augmentent la puissance d'attaque et de défense, dans le combat à pied et dans le combat à cheval.

Dans le service d'exploration, elles serviront à briser les résistances qui arrêteraient la cavalerie, à forcer des localités ou des passages défendus par l'ennemi. Il peut être utile dans certains cas de détacher une section, avec une voiture de munitions, auprès d'une unité de cavalerie déterminée.

Dans le combat contre la cavalerie adverse, les mitrailleuses sont mises en batterie le plus tôt possible, en avant et sur un des flancs, pour protéger le déploiement et l'attaque ; les placer de manière qu'elles soient couvertes de front par un obstacle est évidemment un desideratum ; mais la première condition est de pouvoir agir, et la rapidité des actions de cavalerie interdit tout changement de position. Enfin, dans le détachement lui-même, il est recommandé de ne pas trop ouvrir les intervalles ou séparer les sections, de manière à ne pas gêner les mouvements de la cavalerie. Les pièces

sont laissées également sur leurs affûts à roues, les attelages près des pièces.

D'après ce qui précède, on pourrait être tenté de croire que les Allemands comptent généraliser l'emploi de la mitrailleuse et que la création des détachements n'en est qu'à son début. Cela se peut; mais on peut aussi en douter.

Dans le doute, nous nous contenterons d'examiner la question à un point de vue général. Les hypothèses émises ci-après n'ont d'autre but que d'ouvrir le champ aux discussions.

L'apparition d'une arme ou d'un engin très perfectionnés provoque ordinairement l'enthousiasme de l'opinion publique, qui s'imagine voir en eux le gage du succès, jusqu'au jour où un revirement fait tomber la machine dans le plus complet discrédit : ce fut le sort de nos mitrailleuses d'il y a trente ans. Seuls les esprits larges et clairvoyants savent mettre au point les merveilles techniques aveuglant la masse et régler l'emploi qui peut être fait, dans un ensemble aussi complexe que l'armée en guerre, des perfectionnements de la science et de l'industrie.

Il faut reconnaître que la presse allemande a su éviter ces exagérations habituelles. Plus ou moins louangeuse, elle n'a jamais vu dans l'engin nouveau la panacée universelle. Certains journaux se sont même montrés assez sceptiques sur les services à en attendre. La plupart se sont bornés à analyser le règlement « qui donne tout ce qu'il faut et rien que ce qu'il faut ».

Celui-ci a détaillé tous les cas où les mitrailleuses peuvent être employées. Il est dans son rôle en exaltant les aptitudes de l'outil aux yeux des ouvriers appelés à le manier ; à ce prix seulement l'instruction sera poussée à fond.

Est-ce à dire qu'on aura assez de mitrailleuses pour jouer tous ces rôles? Assurément non.

L'introduction d'un organe nouveau dans un organisme a toujours des inconvénients qui viennent au moins atténuer ses avantages. Ceux-ci doivent être appréciés avec toute la précision possible. On croit l'avoir fait dans les pages qui précèdent.

Avant de conclure, résumons en quelques lignes :

A toutes les distances, la mitrailleuse est inférieure au canon ; le « détachement de combat » des Allemands est aussi mobile que leur artillerie, mais en même temps aussi vulnérable que la « batterie de combat », tant que les mitrailleuses sont sur roues. Une fois mises à terre elles deviennent aussi difficiles à saisir que des tirailleurs, mais elles n'en ont ni la mobilité ni la fluidité.

On ne voit donc guère la grande utilité des mitrailleuses partout où, normalement, l'artillerie et l'infanterie agiront en combinaison.

Ici nous cédons la parole au général Rohne, qui a discuté avec quelques détails la valeur des mitrailleuses dans les *Jahrbücher* de décembre 1901 :

« On peut conclure, dit-il en substance, que la « mitrailleuse rendra des services pour remplacer les « tirailleurs partout où il faudra une grande intensité de « feux et surtout lorsqu'on ne disposera que de peu de « place. Elle suppléera au canon lorsque les difficultés « du terrain ne permettront pas l'emploi de l'artillerie.

« Il convient d'en doter en première ligne les divi- « sions de cavalerie qu'elles débarrasseront du souci du « combat à pied, sinon en totalité, du moins en par- « tie..... Par là elles permettront à la cavalerie de « rentrer dans son élément, qui est le mouvement..... « Mais les mitrailleuses ne pourront pas remplacer les « batteries à cheval, car elles sont impuissantes contre « les obstacles ; en outre, le canon offre le grand avan- « tage de donner l'éveil aux colonnes voisines par son « vacarme.

« Réussiront-elles jamais à préparer l'attaque de la

« cavalerie? Ce point ne pourra être résolu que par des « expériences nombreuses; il est douteux pour moi, en « raison de la difficulté d'apprécier rapidement les « distances.....

« Il est hors de doute que les mitrailleuses sont plutôt « faites pour la défense que pour l'attaque : leur chan- « gement de position est difficile, cela d'autant plus « qu'on est plus près de l'ennemi.

« La mitrailleuse pourra rendre de grands services « dans la guerre de montagne, pour la défense des « défilés. Il est douteux qu'ici même elles puissent « remplacer le canon de montagne, du moins lorsqu'on « aura un canon à tir rapide, pour la même raison que « celle donnée à propos des batteries de cavalerie. »

On ne saurait mieux dire, et le haut commandement allemand pourrait bien partager entièrement l'avis du général Rohne. La répartition des treize détachements sur le territoire ne semble pas indiquer que tous les corps d'armée doivent être dotés de ces engins. On en a donné à des bataillons qui auront à opérer au début d'une guerre dans des régions montagneuses ou très coupées, dans les défilés des Vosges ou dans ceux des lacs polonais. Quelques autres serviront à doter les divisions de cavalerie..... et les Allemands auront ainsi fait, comme eux-mêmes l'ont dit de leur règlement, « tout ce qu'il faut et rien que ce qu'il faut ».

(162)

LA NOUVELLE LOI

SUR

L'ÉTAT DES SOUS-OFFICIERS

EN ITALIE

Le projet de loi sur l'état des sous-officiers, présenté au Sénat en novembre 1901 par le général Ponza di San Martino, alors ministre de la guerre, vient enfin, après de multiples vicissitudes (1), d'être voté par les deux Chambres italiennes, à la vive satisfaction de l'opinion, de la presse et du haut commandement, également

---

(1) Déposé sur le bureau du Sénat le 27 novembre 1901, le projet P. de San Martino, légèrement modifié, fut voté par cette assemblée le 24 mars 1902 et immédiatement présenté à l'examen de la Chambre des députés. Il ne put, toutefois, être mis en discussion avant la crise ministérielle qui éclata en avril, et ne sortit des bureaux de la commission d'étude que le 21 mai 1902.

Le portefeuille de la guerre avait pendant ce temps changé de titulaire. Le nouveau Ministre ne crut pas pouvoir accepter, sans l'amender, le projet de la commission de la Chambre et, le 17 juin 1902, présenta à cette dernière les amendements qu'il estimait nécessaires. La discussion définitive s'ouvrit enfin le 24 juin et se termina le même jour par le vote du projet de la commission, amendé par le Ministre de la guerre.

C'est sous cette dernière forme que le projet de novembre 1901 retourna au Sénat, le 1er juillet, pour y recevoir l'approbation de cette haute assemblée, sept mois après y avoir paru pour la première fois!

préoccupés de la crise très grave que traversent actuellement ces cadres subalternes.

Pour permettre d'apprécier en connaissance de cause le caractère d'urgence d'une législation nouvelle en cette matière et de comprendre l'impatience avec laquelle elle était attendue, il semble nécessaire de rappeler, dans leur ensemble, les dispositions de la loi du 8 juillet 1883 qui fixait, hier encore, l'état des sous-officiers en Italie (1), et d'indiquer sommairement la situation créée à ces cadres subalternes par l'application de cette loi pendant une période de près de dix-neuf ans.

La loi du 8 juillet 1883, lorsqu'elle fut publiée, sembla réaliser un progrès considérable sur les législations antérieures relatives au recrutement des cadres subalternes et constituer une solution aussi heureuse qu'originale de la question difficile du rengagement. Jusqu'alors, les législateurs de 1854, 1866, 1872, 1874 s'étaient bornés, pour retenir les sous-officiers sous les armes, à leur offrir des avantages temporaires, à leur garantir une position honorable et relativement rémunératrice pendant leur temps de présence sous les drapeaux : ils avaient peu à peu réduit la durée du ren-

(1) La loi du 8 juillet 1883 ne constitue pas l'unique législation fixant la situation et les droits des sous-officiers rengagés. Indépendamment des dispositions qui y sont contenues, dispositions exclusivement applicables aux sous-officiers et qui ne visent que le rengagement avec haute paye, il en existe d'autres contenues dans le texte unique des lois sur le recrutement du 6 août 1888 et dans le règlement du 2 juillet 1890, modifié par décret royal du 9 juillet 1895, qui fixent les conditions de rengagement avec prime des militaires non gradés, des caporaux et des sous-officiers appartenant à certaines catégories spéciales : ce mode de rengagement avec prime constitue un cas très particulier et n'est applicable qu'aux carabiniers royaux, aux militaires appartenant à des dépôts d'étalons ou à des établissements pénitentiaires, aux musiciens et aux ouvriers armuriers, etc....., etc.....

gagement de huit ans à cinq, puis à trois ans, et développé au contraire les avantages pécuniaires faits aux rengagés suivant une progression croissante telle que la somme payée pour chaque année de service s'était peu à peu élevée de 369 francs à 700, 737 et enfin 770 francs (1); et pourtant, en dépit de ces sacrifices considérables, ils n'avaient pu « ni assurer le complet des cadres, ni obtenir des gradés possédant les qualités requises pour faire de bons sous-officiers ».

Cet insuccès des législations antérieures, le général Corvetto, rapporteur du projet de loi de 1883, l'attribuait d'une part à la *durée exagérée du temps de service actif imposé aux sous-officiers* (huit ans), et d'autre part au *caractère temporaire des avantages accordés aux rengagés*, de telle sorte qu'une semblable position ne constituait pas une carrière et ne garantissait nullement l'avenir de celui qui l'occupait. Il lui semblait donc indispensable, pour attirer et conserver sous les drapeaux des hommes doués de toutes les qualités que l'on exige chez le sous-officier, que la position de ce dernier fût garantie non seulement dans le présent, mais dans l'avenir, et que le rengagé *fût certain qu'en servant bien il serait à l'abri du besoin pour le reste de ses jours*. Pour assurer à l'armée un cadre de *sous-officiers de carrière* il fallait, en un mot, créer une *carrière de sous-officier*, et le projet à l'étude devait aboutir, non pas à une simple modification des lois antérieures augmentant les avantages faits aux rengagés, mais à une loi d'un caractère nouveau assurant véritablement leur état au même titre que des lois analogues assurent celui des officiers et des autres fonctionnaires.

Pour répondre à ce *desideratum*, la loi du 8 juillet

---

(1) *Revue militaire de l'Étranger*, n° 588, 15 décembre 1883. La loi sur l'état des sous-officiers en Italie.

1883 assurait aux sous-officiers des avantages matériels et moraux considérables. Elle réduisait tout d'abord de huit à cinq ans la durée du service actif qui leur avait été jusqu'alors imposé, et les autorisait à contracter cinq rengagements successifs : le premier, d'une durée de trois ans, donnant droit à une haute paye annuelle de 109 fr. 50 (soit 0 fr. 30 par jour) et à une somme de 100 francs une fois versée à leur masse à titre d'indemnité; les quatre derniers, d'une durée d'un an, donnant droit à une haute paye annuelle de 219 francs (soit 0 fr. 60 par jour).

Après douze années de service accomplies, le rengagé avait droit à un emploi civil comportant un traitement minimum de 900 francs, dans une administration de l'État ou dans une compagnie de chemin de fer : dans ce dernier cas il recevait de la caisse militaire, un an après sa nomination à cet emploi, une indemnité spéciale de 600 francs à titre de part proportionnelle de son capital de retraite pour ses douze années de service. S'il voulait, au contraire, après douze ans de service, rester sous les drapeaux, le sous-officier était autorisé à contracter huit rengagements successifs d'un an, donnant respectivement droit à une haute paye annuelle de 365 francs (soit 1 franc par jour); après vingt ans de service il avait droit à une pension de retraite, quel que fût son âge. En tous cas, qu'il quittât le service ou qu'il restât sous les drapeaux, le rengagé avait droit, après douze ans de service, à une indemnité de 2,000 francs qui lui était payée intégralement au moment de son départ dans le premier cas, et qui, dans le second, pouvait lui être versée en totalité ou en partie sur l'autorisation du Ministre.

La loi garantissait en outre avec équité les droits des sous-officiers déjà anciens dont les vicissitudes de la carrière militaire venaient à modifier la situation; elle prescrivait en effet, d'une part, que le rengagé promu

sous-lieutenant après huit ans de service recevrait une indemnité de 500 francs augmentée d'une annuité de 200 francs pour chaque année de service au delà de huit ans, sans que cette indemnité pût dépasser 2,000 francs; d'autre part, celui qui deviendrait impropre au service sans se trouver dans le cas d'être admis à une pension de réforme ou de retraite recevrait, au moment de son renvoi, une indemnité calculée à raison de 300 francs pour chaque année accomplie au titre de rengagé.

La loi ajoutait enfin, à ces avantages matériels, des avantages d'ordre moral d'un caractère particulièrement bienveillant et leur donnait des garanties d'une incontestable valeur. Elle autorisait en effet le Ministre de la guerre à accorder aux sous-officiers, après douze ans de service, toutes les faveurs conciliables avec les exigences du service, y compris celle de se marier sans obligation de dot : elle prescrivait que les sous-officiers restant sous les drapeaux après l'expiration des cinq premiers rengagements seraient, autant que possible, nommés fourriers et fourriers-majors après douze et seize ans de service et que, dans tous les cas, ils toucheraient la solde de ces grades : elle établissait enfin que la cassation du rengagé ne pourrait être prononcée que par le Ministre et d'après les prescriptions d'un décret royal à intervenir, et prononçait l'insaisissabilité des hautes payes et indemnités.

Un Règlement spécial devait fixer la proportion des emplois civils réservés aux sous-officiers et indiquer les règles à observer pour leur concession : le Ministre était tenu, d'ailleurs, de présenter chaque année aux Chambres, en même temps que son budget, un rapport faisant connaître le nombre des emplois concédés au cours de l'année précédente.

Malheureusement la loi du 8 juillet 1883, si soigneusement étudiée qu'elle parût, n'était pas née viable et dès le mois de juillet 1886, soit dix-huit mois après sa

mise en vigueur, l'opinion ne put rester indifférente aux conséquences fâcheuses d'une législation dont l'auteur avait commis la lourde faute de promettre plus qu'il ne pouvait tenir.

Le principe fondamental sur lequel reposait cette loi, le principe qui en faisait véritablement une *loi sur l'état des sous-officiers*, consistait en effet dans le droit acquis par le rengagé, après douze ans de service, à un emploi civil (art. 10), avec faculté d'attendre sous les drapeaux que cet emploi devînt vacant (§ 4, art. 14), auquel cas le sous-officier en position d'expectative devait recevoir toutes les allocations dues à celui qui continuait à servir au delà de douze ans. L'application de ce principe supposait donc que le nombre des emplois disponibles dans les administrations et les compagnies de chemin de fer correspondrait très sensiblement aux demandes d'emplois, sous peine d'encombrer les cadres de sous-officiers vieillis et mécontents, de ralentir l'avancement et de grever le budget des soldes et des hautes payes dues aux vieux sous-officiers attendant sous les drapeaux l'emploi promis.

La réalité des faits ne tarda pas à donner, aux prévisions optimistes du législateur, un démenti brutal : non seulement il n'y eut pas équilibre entre les demandes et les emplois disponibles, mais encore, en dépit des prescriptions détaillées du Règlement du 26 juin 1884, relatif à la concession des emplois civils, le nombre des candidats en instance s'élevait, le 1er juillet 1884, au chiffre de 324 et atteignait, un an plus tard, le chiffre de 465.

Ces résultats peu encourageants pouvaient s'expliquer soit par la suppression de certains emplois prévus comme disponibles dans la loi de 1883, soit par le peu d'empressement des administrations et des compagnies de chemin de fer à se conformer aux dispositions légales et aux conventions relatives aux emplois à réserver aux

anciens sous-officiers. Il parut donc nécessaire, dès 1888, de réglementer plus strictement leur concession et de donner à la Cour des comptes des moyens de contrôle plus efficaces sur l'exacte observation de la loi. Tel fut l'objet du Règlement du 28 juin 1888, qui, aux termes un peu vagues de celui de 1884, substituait un ensemble de dispositions très précises relativement au classement des emplois disponibles en trois catégories et à la centralisation, au ministère de la guerre, des demandes d'emploi et des vacances (1).

Il était facile de prévoir qu'un règlement d'application, si étudié, si prévoyant qu'il fût, ne pourrait guérir la loi elle-même du mal qu'elle portait en germe, ni mettre à la disposition du Ministre des emplois qui n'existaient pas; aussi, en dépit du Règlement de 1888 et des modifications qu'on ne cessa de lui faire subir pendant treize ans (2), malgré la surveillance exercée par le Ministre de la guerre sur la stricte application de la loi de 1883, la situation ne fit que s'aggraver.

En 1894, 1314 sous-officiers attendaient l'emploi auquel ils avaient droit et l'encombrement des cadres préoccupait à ce point le général Mocenni, alors

---

(1) La catégorie A comprenait 71 emplois d'huissiers, concierges, gardiens de musée, commis dans les administrations de la guerre et de la marine; la catégorie B, spécialement réservée aux sous-officiers secrétaires (*sirvani locali*), comptait 34 emplois de commis d'ordre, archivistes, employés des postes ; la catégorie C comptait enfin 19 emplois de portiers de gare, surveillants de dépôt, chefs d'équipe, facteurs, commis dans les compagnies de chemin de fer. L'ensemble des places ainsi mises à la disposition du Ministre s'élevait à près de 13,000 places divisées en trois classes d'importance différente correspondant au degré d'instruction générale du sous-officier à pourvoir.

(2) Les décrets portant modification au Règlement de 1888 sont très nombreux. Le plus récent est le décret du 20 décembre 1901, relatif aux emplois à réserver aux sous-officiers dans les diverses compagnies de chemin de fer de l'Italie.

Ministre de la guerre, qu'il crut devoir présenter à la Chambre, le 10 décembre 1894, un projet de loi supprimant purement et simplement le droit du sous-officier à un emploi civil, et limitant à des hautes payes journalières de 0 fr. 30 à 1 franc et à des indemnités acquises après quatorze ans de service, les avantages à accorder aux rengagés : ce projet ne put aboutir et le nombre des sous-officiers en instance d'emplois continua à s'élever dans des proportions telles qu'il atteignait, le 1er juillet 1900, le total inquiétant de 2,207, dont 1742 sous les drapeaux (1).

Il résulte de cet état de choses que les cadres sont actuellement encombrés de rengagés anciens, lésés dans leur droit et découragés, qui restent sous les drapeaux dans l'unique intention d'y attendre l'emploi promis et qui ralentissent l'avancement des plus jeunes ; ceux-ci, déçus dans leurs espérances, perdent tout espoir de faire une carrière honorable et d'obtenir plus tard l'emploi que les anciens attendent en vain : quant au budget, il supporte avec peine le poids dont l'accablent les soldes et les hautes payes majorées auxquelles ont droit les vieux sous-officiers restés à contre-cœur au service.

D'autre part, en raison du droit accordé par la loi de 1883 au sergent et au fourrier de passer fourrier ou fourrier-major après un nombre déterminé d'années de service, ou tout au moins de jouir des bénéfices attachés à ces grades, en raison du droit des fourriers comptables et des maîtres ouvriers de passer fourriers-majors dès qu'un fourrier de compagnie, de bataillon ou de régi-

---

(1) L'armée italienne comptait, le 1er juillet 1901, 6,256 sous-officiers rengagés dont 3,604 dans l'infanterie, 502 dans la cavalerie, 1807 dans l'artillerie et 305 dans le génie : sur les 6,256 rengagés, 1652 sous-officiers étaient rengagés après cinq ans de service, 1867 après huit ans, 2,737 après douze ans

ment moins ancien qu'eux est promu à ce grade, le prestige du fourrier-major a considérablement diminué, et l'influence favorable qu'il était en mesure d'exercer sur le corps des sous-officiers tout entier a complètement disparu (1).

La loi du 8 juillet 1883 a donc abouti, après dix-huit ans d'application, à encombrer l'armée de rengagés vieillis et mécontents, à diminuer leur prestige et à imposer au budget des charges exagérées. Le rapporteur de la nouvelle loi trouve cet état de choses tellement grave qu'il ne compte pas y remédier du premier coup, mais il espère, en supprimant immédiatement les causes qui l'ont produit, empêcher tout d'abord la situation nouvelle de se perpétuer en empirant, améliorer en même temps la carrière des sous-officiers en relevant leur prestige et en rajeunissant les cadres, et, enfin, liquider progressivement la situation créée par les réglementations antérieures. Un examen sommaire des procédés que le rapporteur se propose d'employer pour réaliser ce triple *desideratum*, et qu'il a du reste développés devant les Chambres en présentant son projet, rendra plus intelligible et moins aride l'étude du texte même des dispositions adoptées.

Puisqu'il est impossible de compter sur le concours efficace des administrations civiles pour augmenter le nombre des emplois disponibles, puisque la suppression du droit à l'emploi civil après douze ans de service, profondément entré dans les mœurs, ne saurait être admise sans compromettre gravement le recrutement des cadres, le seul moyen d'empêcher la situation actuelle de se perpétuer consiste à diminuer, par des éliminations successives, le nombre des rengagés appelés à atteindre ce terme de douze années de service.

(1) Rapport présenté au Sénat le 27 novembre 1901.

Une première élimination, équitable et facile à pratiquer dans de larges proportions, peut être opérée au moment où le sous-officier termine son temps de service actif, *à condition toutefois que ce temps de service actif soit réduit de cinq à trois ans.* Il arrive en effet que, lorsqu'un sous-officier a passé cinq ans sous les drapeaux, l'autorité militaire *n'a pas le courage* de repousser sa première demande de rengagement et de le renvoyer ainsi dans ses foyers sans compensation aucune pour le temps de service supplémentaire qu'il a accompli : du même coup, et par le fait qu'elle l'a autorisé à rengager une première fois avec haute paye, elle contracte en quelque sorte l'obligation de l'admettre aux rengagements successifs qu'il voudra contracter dans l'avenir. La réduction du service imposé aux sous-officiers débarrassera désormais le commandement de ces scrupules honorables, mais dispendieux, et facilitera en même temps le recrutement en donnant à d'excellents éléments du contingent l'ambition d'aspirer aux galons, ambition dont les éloignait jusqu'alors l'obligation d'un séjour prolongé sous les drapeaux.

Une deuxième élimination pourra d'autre part être pratiquée, mais dans des limites plus restreintes, en donnant aux sous-officiers la possibilité de quitter l'armée après huit ans de service sans abandonner leurs droits acquis; il suffira de leur accorder une part de l'indemnité à laquelle ils n'avaient droit jusqu'alors qu'après douze années de service, en l'augmentant d'une annuité proportionnelle au nombre d'années de service accomplies au delà de huit ans. Il est probable qu'on dégagera ainsi les cadres d'un certain nombre de sous-officiers qui ne restaient sous les armes que dans l'unique but de ne pas perdre le bénéfice des années de service déjà accomplies.

Il importe en outre de fixer, par corps de troupe, le chiffre organique des rengagements avec haute paye, de

manière à en limiter le nombre aux besoins et aux ressources budgétaires : un sous-officier ne pourra plus désormais se rengager sous la seule condition qu'il présente les garanties voulues; il ne sera autorisé à contracter un rengagement que s'il existe une vacance dans le cadre des rengagés.

Enfin, au lieu de promettre un emploi civil à tout sous-officier qui aura accompli douze ans de service, la loi ne s'engagera à accorder cet emploi qu'à ceux qui, en raison de leur inaptitude ou par suite de l'absence de vacance dans le cadre des rengagés, ne pourraient plus être maintenus sous les drapeaux. Cette disposition légale, qui supprime la dangereuse accumulation des demandes d'emploi, offre en outre l'avantage, en rendant la carrière de sous-officier autonome et indépendante, de donner son véritable caractère à la loi : celle-ci ne doit pas obliger les rengagés à abandonner l'armée à un âge où ils peuvent encore y rendre des services pour chercher dans un emploi civil la garantie de leur existence : ce débouché latéral doit être l'exception : le sous-officier doit pouvoir, au contraire, trouver dans le développement naturel de sa propre carrière la satisfaction de ses droits jusqu'au moment où la pension qui lui est due lui permet de jouir d'un repos bien gagné.

Les cadres ainsi constitués seront composés d'un nombre réduit, il est vrai, de sujets anciens, mais ces sous-officiers de carrière présenteront, au point de vue physique et moral, toutes les garanties voulues : il importe donc de rehausser leur prestige et de leur rendre, aux yeux des jeunes sergents, une autorité que les effets des réglementations antérieures leur avaient enlevée. Le rapporteur de la loi propose, pour atteindre ce but, de soumettre la nomination aux grades de fourrier et de fourrier-major à des conditions d'ancienneté déterminées, d'augmenter la haute paye après vingt ans de service, et d'instituer enfin, à la tête de la hiérarchie

du cadre des sous-officiers, le grade de *maresciallo*, correspondant à celui de maréchal des logis qui existe déjà dans le corps des carabiniers.

L'avenir étant ainsi garanti, il reste à liquider la situation présente et à supprimer la position « du sous-officier en expectative », grandement préjudiciable aux intérêts de la discipline. Le rapporteur espère y parvenir en provoquant tout d'abord le départ d'un certain nombre de sous-officiers ayant accompli de neuf à onze ans de service et auxquels on accorderait des indemnités suffisantes pour les décider à quitter les drapeaux avant d'avoir droit à un emploi. Quant à ceux qui attendent actuellement cet emploi en récompense de leurs douze années de service, mieux vaut, puisqu'on ne peut le leur accorder, régulariser leur situation en les conservant à titre définitif sous les drapeaux, s'ils acceptent cette combinaison. Ils seront donc invités à choisir, dans un délai de trois mois, entre les deux solutions suivantes : *ou rester au service en renonçant à l'emploi attendu, ou persister dans la demande d'emploi*. Dans le premier cas ils seront, autant que possible, et si leur aptitude le permet, nommés au nouveau grade de *maresciallo*, et recevront une haute paye majorée; dans le second cas ils seront autorisés à attendre sous les drapeaux, pendant deux ans au maximum, l'emploi auxquel ils ont droit et seront ensuite libérés : toutefois, les premières années qui suivront celle de la mise en application de la loi, les sous-officiers en instance d'emploi renvoyés dans leurs foyers sans avoir encore reçu satisfaction toucheront, à titre de dédommagement, une indemnité d'un tiers supérieur à celle qui leur serait régulièrement due.

Grâce à la mise en vigueur de ces dispositions, le rapporteur espère voir s'établir, dans un délai de deux ou trois ans, le fonctionnement régulier du nouveau système : on peut donc prévoir que, par suite de l'application normale de la loi, les cadres de sous-officiers se

composeront, en Italie, de deux éléments distincts : l'un jeune et périodiquement renouvelable qui formera la classe des sergents, l'autre, pour ainsi dire permanent, auquel seront dévolus les grades plus élevés dans la hiérarchie des sous-officiers.

Voici le texte de la loi telle qu'elle a été votée par le Parlement après les amendements divers qu'ont apportés le nouveau Ministre de la guerre et la commission de la Chambre des députés à la rédaction du projet initial.

Art. 1er. — Les élèves sergents s'engagent à rester sous les drapeaux pendant trois ans. La durée du séjour sous les drapeaux pour les sous-officiers est fixée à trois ans.

Art. 2. — Le sous-officier, à l'expiration de son temps de service, peut être admis à contracter deux rengagements successifs d'un an, de manière à prolonger jusqu'à cinq ans la durée de ce service. Il aura droit, s'il quitte les drapeaux après le premier rengagement, à une indemnité de 250 francs; cette indemnité sera de 350 francs s'il quitte les drapeaux après le deuxième rengagement.

Après cinq années de service accomplies, le sous-officier, s'il possède les aptitudes requises par le Règlement et s'il trouve place dans le cadre des rengagés avec haute paye, peut être admis à contracter un rengagement de trois ans avec haute paye, sinon il doit être licencié. Le sous-officier qui présente les aptitudes suffisantes pour pouvoir être admis à suivre le cours spécial de l'école militaire, pourra être maintenu sous les armes au delà de sa cinquième année de service, et jusqu'à dix ans de service accomplis, en contractant des rengagements annuels ne donnant pas droit à la haute paye.

A l'expiration de son rengagement de trois ans, le sous-officier déjà rengagé avec haute paye est admis à contracter quatre rengagements successifs d'un an avec haute paye. S'il ne peut trouver place dans le cadre des rengagés avec haute paye, le sous-officier peut rester sous les drapeaux jusqu'à douze ans de service accomplis en contractant des rengagements d'un an ne donnant pas droit à la haute paye.

Art. 3. — Le sous-officier qui, après douze ans de service accomplis, trouvera place dans le cadre des rengagés de cette ancienneté, pourra être admis à contracter d'autres rengagements donnant droit aux hautes payes fixées par la présente loi jusqu'à vingt-cinq ans de service accomplis et 42 ans d'âge. Passé cette époque, il ne pourra plus contracter aucun rengagement, ni avec, ni sans haute paye.

Le sous-officier qui ne peut prendre place dans le cadre des rengagés anciens, doit être licencié et acquiert le droit à l'indemnité établie par la présente loi et à un des emplois civils disponibles figurant dans la nomenclature établie par la loi du 8 juillet 1883 (n° 1470, série 3e).

Art. 4. — Peuvent aspirer aux rengagements avec haute paye dans les limites organiquement fixées, les sous-officiers de toutes armes à l'exception de ceux qui, aux termes des dispositions en vigueur, peuvent aspirer aux rengagements avec prime. (Voir note 1, page 2.)

Les tambours-majors sont admis au rengagement avec prime dans les conditions et dans la mesure fixées pour les sous-officiers trompettes.

Art. 5. — Les rengagements avec haute paye sont les suivants et se décomptent, ainsi que les hautes payes auxquelles ils donnent droit à partir du 1er janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle ils ont été consentis :

a) Un rengagement de trois ans avec haute paye annuelle de 109 fr. 50;

b) Quatre rengagements d'un an avec haute paye annuelle de 219 francs ;

c) Huit rengagements d'un an avec haute paye annuelle de 365 francs ;

d) Cinq rengagements successifs d'un an avec haute paye annuelle de 419 fr. 75 tant que le sous-officier reste sous les drapeaux.

La suspension du grade entraîne la suspension du droit à la haute paye : ce droit est également suspendu pendant le temps passé par un sous-officier dans une école militaire en vue d'y obtenir le grade de sous-lieutenant.

Les sous-officiers rengagés avec haute paye passant dans le corps des invalides ou des vétérans continueront à y recevoir la haute paye à laquelle ils avaient droit au moment de leur passage.

Les sous-officiers ayant droit à la haute paye de 365 francs peuvent se marier sans être astreints à justifier d'un revenu personnel, à l'exception des *marescialli*, qui devront prouver qu'ils possèdent le revenu prescrit.

Art. 6. — Le sous-officier abandonnant le service à l'expiration du rengagement de trois ans a droit au payement d'une indemnité de 1 000 francs.

Cette indemnité s'accroît d'une somme de 250 francs pour chaque rengagement d'un an avec haute paye accompli, après celui de trois ans, sans que le total de l'indemnité puisse dépasser 2,000 francs.

Le montant de cette indemnité ne pourra être, en tout cas, inférieur à 2,000 francs pour le sous-officier quittant les drapeaux après douze ans de service accomplis, à condition qu'il ait acquis, ne fût-ce qu'une seule fois, le caractère de rengagé avec haute paye.

Les indemnités sont dues aux héritiers du rengagé à compter du jour où lui-même y a droit. La rétrocession du grade ne supprime pas le droit acquis à l'indemnité lorsque le sous-officier a quitté le service antérieurement à cette rétrocession.

Les sous-officiers qui se marient après douze ans de service accomplis peuvent obtenir le payement d'une partie de l'indemnité à laquelle ils ont droit, sans que ce versement puisse dépasser les trois quarts de l'indemnité.

Art. 7. — Le rengagé avec haute paye qui est réformé avant d'avoir terminé sa période de rengagement de trois ans et qui n'a pas droit à une pension de retraite ou de réforme, reçoit une indemnité de 300 francs ou de 600 francs, suivant qu'il a accompli le premier ou les deux rengagements de un an.

Cette indemnité de 300 francs ou de 600 francs sera due dans les mêmes conditions aux héritiers du rengagé avec haute paye, mort avant d'avoir terminé sa période de rengagement de trois ans.

Le sous-officier promu officier recevra une indemnité, une fois payée, se montant à autant de fois 300 francs qu'il comptera d'années de serservice au delà de cinq ans. Cette indemnité ne pourra, en tous cas, jamais être supérieure à 2,000 francs.

Art. 8. — Le sous-officier quittant les drapeaux après douze années de service accomplies, sans avoir droit à une pension de réforme ou de retraite, et pourvu qu'il ait acquis une seule fois le caractère de rengagé avec haute paye, reçoit de droit un emploi dont le traitement annuel ne peut être inférieur à 900 francs, dans une administration de l'État, dans une compagnie de chemin de fer, ou dans toute autre administration obligée par contrat à mettre des emplois à la disposition de l'État.

Art. 9. — Le sous-officier reprenant du service est tenu de contracter de nouveau l'engagement de rester trois ans sous les drapeaux. Toutefois, un an après sa rentrée au service, il peut être admis à contracter le rengagement de trois ans, pourvu qu'il ait au moins six ans de service. Son engagement est alors annulé et il jouit des mêmes avantages que les autres sous-officiers, sauf application, en ce qui concerne les droits à un emploi, de l'art. 31 de la loi du 8 juillet 1883 (1).

---

(1) L'article 31 de la loi du 8 juillet 1883 auquel il est fait allusion prescrit ce qui suit :

« Les sous-officiers qui, par application de l'art. 3, rentreraient au service, ne pourront, quel que soit le nombre de leurs années de service, aspirer à un emploi avant d'avoir complété ce temps de service au

Art. 10. — La hiérarchie des sous-officiers est la suivante :

1° Sergent (vice-brigadier des carabiniers royaux);

2° Fourrier (brigadier des carabiniers royaux);

3° Fourrier-major;

4° Maréchal (maréchal des logis des carabiniers royaux).

Le grade de maréchal est conféré exclusivement au choix aux fourriers-majors aptes à remplir les fonctions de sous-officiers d'état-major dans les bataillons et régiments d'infanterie, ou, par analogie, les fonctions correspondantes dans les autres corps de troupe.

En temps de paix, aucun sergent ne peut être promu fourrier s'il ne compte au moins quatre ans de service effectif : aucun fourrier ne peut être promu fourrier-major s'il ne compte au moins sept ans de service effectif; aucun fourrier-major ne peut être nommé maréchal s'il ne compte au moins douze ans de service effectif.

Le chef de fanfare de cavalerie, quand il a les aptitudes artistiques requises par le Règlement, et les maîtres d'escrime, peuvent être promus maréchaux sans qu'il soit besoin d'attendre qu'un fourrier-major de leur régiment moins ancien qu'eux ait été promu à ce grade.

Le sous-officier privé de la fonction inhérente au grade de maréchal perd les droits au commandement dont ce grade est revêtu.

La rétrocession du grade et la perte des droits au commandement sont prononcés par le Ministre, conformément aux règlements en vigueur.

Art. 11. — La solde journalière du maréchal est fixée à 3 fr. 15.

La pension de retraite est celle fixée pour ce grade par le tableau n° 2 annexé au texte unique des lois sur les pensions, approuvé par décret royal du 21 février 1895, n° 70.

Art. 12. — La présente loi sera mise en vigueur le 1er janvier 1903.

Le gouvernement royal est autorisé à publier un texte unique des lois sur l'état des sous-officiers, en coordonnant les dispositions contenues dans la présente loi et celles contenues dans d'autres lois qui pourraient y être relatives.

Dispositions transitoires.

Art. 13. — Les sous-officiers qui, à la date de la mise en vigueur de la loi, attendent sous les drapeaux l'emploi auquel ils ont droit, devront

---

chiffre de quatorze années accomplies, et d'avoir en tout cas accompli intégralement le rengagement contracté par application de ce dit art. 3. »

faire connaître, dans un délai de trois mois, s'ils optent pour un emploi civil ou pour leur maintien sous les armes.

Ceux qui opteront pour l'emploi pourront être maintenus sous les drapeaux pendant deux ans à compter de la date de l'option, mais sans dépasser en aucun cas les limites d'âge et de service fixées par l'art. 3. Ceux qui n'accepteront pas l'emploi qui leur serait offert devront être licenciés et attendre dans leurs foyers l'emploi qu'ils ont demandé.

Ceux qui renonceront ou auront déjà renoncé à l'emploi auquel ils avaient droit, pourront rester au service jusqu'à 30 ans accomplis et 47 ans d'âge, en continuant à toucher la haute paye de 419 fr. 75.

Ceux qui auront renoncé à un emploi pour rester sous les drapeaux ou qui se trouvent sous les drapeaux sans attendre d'emploi, ne pourront plus prétendre à cet emploi, à moins qu'ils ne soient licenciés d'office sans avoir droit à une pension de réforme ou de retraite.

Les sous-officiers qui seraient mariés à la date de la mise en vigueur de la loi, ne seront pas soumis, en passant maréchaux, à l'obligation stipulée à l'art. 5.

Art. 14. — Les sous-officiers présents sous les drapeaux qui, à la date de l'application de la loi, compteront douze ans de service accomplis, s'ils n'attendent pas d'emploi civil ou s'ils y ont renoncé, seront de préférence désignés pour la nomination au grade de maréchal, à condition qu'ils possèdent les aptitudes requises par le Règlement.

Art. 15. — Les sous-officiers qui, le 1er janvier 1903, compteront vingt ans de service accomplis, seront admis au droit à la haute paye de 419 fr. 75 à compter du 1er janvier de l'année suivante.

Art. 16. — Les sous-officiers et élèves sergents qui se sont engagés à servir pendant cinq ans subiront les conditions de cet engagement sans avoir droit à aucune prime à l'expiration de leur temps de service.

Art. 17. — Les sous-officiers rengagés avec haute paye qui ont accompli huit ans de service et sont entrés dans leur 9e année de service pourront demander à être renvoyés dans leurs foyers et toucheront une indemnité de 1000 francs. Ceux qui se trouveront dans leur 10e, 11e ou 12e année de service pourront également demander leur libération et auront droit respectivement à une indemnité de 1250 francs, 1500 francs et 1750 francs.

Art. 18. — Pendant les premières années qui suivront celle de la mise en application de la loi, et d'après un Règlement à intervenir, mais sans que cette durée puisse être supérieure à quatre ans, l'indemnité pour les sous-officiers rengagés avec haute paye qui seraient renvoyés dans leurs foyers après douze ans de service accomplis en ayant droit à un emploi, sera portée de 2,000 à 3,000 francs.

Les dispositions qui viennent d'être indiquées sem-

blent devoir permettre aux législateurs d'atteindre le but qu'ils se sont proposé.

Tout d'abord les facilités données aux sous-officiers ayant plus de huit ans de service d'obtenir leur libération dans des conditions rémunératrices et les avantages accordés aux vieux sous-officiers consentant, après douze ans de service, à rester définitivement sous les drapeaux, diminueront forcément le nombre de ceux qui attendent un emploi civil ou sont sur le point d'y avoir droit : l'encombrement des cadres va donc disparaître et la fixation du chiffre organique des rengagés empêchera qu'il se reproduise.

En outre, la situation pécuniaire faite aux sous-officiers sous l'empire de la législation nouvelle est plus avantageuse que celle qui lui était réservée jusqu'alors : un sous-officier recevra en effet en trente ans 10,322 francs, indemnités comprises, alors qu'il ne recevait que 9,874 fr. 50 sous le régime de l'ancienne législation.

D'autre part, en réduisant le temps de service actif imposé jusqu'ici aux sous-officiers, la loi permettra à un grand nombre de jeunes gens intelligents et relativement instruits d'aspirer aux galons de sergent, alors que la perspective de cinq ans de service les détournait d'une semblable ambition. Enfin la création du grade de maréchal relèvera le prestige du rengagé et donnera à sa carrière, entièrement accomplie sous les drapeaux, un couronnement à la fois honorable et rémunérateur.

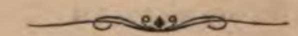
(166)

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE [1]

(1899-1900)



X. — Troisième tentative pour débloquer Ladysmith. — Attaque de Vaal-Krantz (5 février 1900).

§ 1. — *Nouvelle offensive du général Buller.*

Après l'échec de Spion-Kop, les seules positions conservées par les Anglais sur la rive gauche de la Tugela avaient été la ligne des petites collines de Krantz-Kloof à 2,000 mètres au Nord du gué de Podgieter. La brigade Lyttelton était restée à la garde de ce passage, pendant que les autres troupes établissaient leur camp dans le voisinage de la ferme de Spearman. Le repos qui leur fut accordé pendant une semaine entière, la tranquillité complète dont elles purent jouir par suite de l'inaction des Boers, et l'alimentation renforcée qu'elles reçurent, eurent pour résultat de réparer assez vite l'effet déprimant des échecs éprouvés.

Le général Buller avait décidé de tenter un nouvel effort pour forcer le passage de la Tugela.

---

(1) Voir la *Revue militaire des Armées étrangères*, septembre 1902, p. 129.

Dès le 27 janvier, il faisait commencer la construction d'une route permettant l'accès de l'artillerie lourde sur la hauteur escarpée de Swartz-Kop, qui commande immédiatement le cours de la rivière entre les gués de Podgieter et de Skiet. Terminée le 3 février, cette voie livrait passage à six canons de 12 livres de la marine, à deux pièces de campagne de 15 livres et à la batterie de montagne. Mais on ne réussissait pas à amener en temps opportun deux canons de siège de 5 p. envoyés récemment à l'armée du Natal (1).

Dans la partie de son cours qui allait être le théâtre des prochaines opérations, la Tugela décrit de nombreux méandres enveloppant les presqu'îles du gué de Podgieter et des hauteurs de Swartz-Kop. Sur la rive gauche et à l'Est de Spion-Kop, les Boers occupaient la crête de Brakfontein, renforcée par de nombreuses tranchées. Ils tenaient également le contrefort de Vaal-Krantz, arête rocheuse étroite et complètement dénudée qui s'en détache vers le Sud. A l'Est des hauteurs de Brakfontein et plus élevé qu'elles, le massif de Doorn-Kloof domine la vallée et pousse ses contreforts vers le Sud jusqu'au gué de Skiet. Le chemin qui s'élève de ce passage vers Ladysmith emprunte une large dépression, coupée de ravins accidentés entre Vaal-Krantz et Doorn-Kloof.

Le plan auquel s'était arrêté le général Buller comprenait les dispositions suivantes :

Faire exécuter une démonstration contre les hauteurs de Brakfontein en partant de Krantz-Kloof, pendant que les troupes chargées de l'attaque principale, traversant la Tugela au Nord-Est de Swartz-Kop, prendraient comme objectif Vaal-Krantz et s'efforceraient de déborder l'ennemi par l'Est.

---

(1) Ces pièces appartenaient au parc de siège venu d'Angleterre et débarqué partie au Cap, partie à Durban.

§ 2. — *Dispositions prises le 4 février au soir.*

Le 4 février, le camp fut levé. L'infanterie de la division Clery et la brigade Coke se portèrent en avant et vinrent s'établir au bivouac dans un vallon au Sud de Swartz-Kop. La brigade Wynne (1), avec toute l'artillerie de campagne disponible (six batteries montées et une d'obusiers), gagna le gué de Podgieter.

La brigade Dundonnald fut partagée en deux groupes, les deux régiments de cavalerie régulière se portant vers la droite, près de Swartz-Kop, pendant que les corps coloniaux d'infanterie montée se plaçaient à la gauche près du gué de Podgieter. Au cours des journées suivantes (5, 6, 7 février), on ne fit aucun emploi de ces deux groupes qui paraissent être restés dans le voisinage des emplacements que nous venons d'indiquer.

Dans la soirée du 4, la brigade Wynne et l'artillerie traversaient la Tugela au gué de Podgieter. La brigade Lyttelton était relevée sur ses positions de Krantz-Kloof et rejoignait la division Clery. Nous la verrons chargée de l'attaque principale contre Vaal-Krantz dans la journée du 5 (2). Un pont de bateaux (voir croquis page 244, premier pont, première position) était jeté sur la Tugela et établissait la liaison entre les deux groupes des forces du général Buller.

§ 3. — *Démonstration du général Wynne.*

Le 5 février, la brigade Wynne entamait le mouvement en avant en partant de Krantz-Kloof. Elle avait

---

(1) Le général Wynne avait remplacé, à la tête de la 11e brigade, le général Woodgate blessé à Spion-Kop.

(2) Il est probable qu'elle exécuta son mouvement par le pont de bateaux (voir croquis, p. 244, 1er pont, 1re position) dans la nuit du 4 au 5 ou dans la matinée du 5.

RATIO

vers Colenzo

déployé en première ligne un de ses bataillons, soutenu en arrière par un second. Le reste de la brigade (deux bataillons) était maintenu en réserve et ne fut pas engagé au cours de la journée.

Lorsque les tirailleurs eurent dépassé la partie la plus étroite de l'isthme de Podgieter, vers 7 heures du matin, les batteries montées se mirent en position au Nord de Krantz-Kloof et ouvrirent le feu sur les hauteurs de Brakfontein, à une distance de 3,000 mètres environ. La batterie d'obusiers se plaça à 1200 mètres en arrière de la droite de cette longue ligne d'artillerie, qui tira pendant plusieurs heures sans attirer de réponse de la part de l'ennemi.

A 9 heures, l'infanterie anglaise s'était avancée à 1200 mètres des avant-postes boers qui occupaient une ferme, un ravin en arrière et un pli de terrain à 1500 mètres à l'Ouest de la ferme. Elle se trouvait alors exposée au feu de mousqueterie et cessait de progresser. A 1 heure de l'après-midi, lorsque l'ordre de la retraite lui parvint, elle avait pu cependant s'approcher à 700 ou 800 mètres des points d'appui défendus par l'ennemi, sans avoir tenté sérieusement de s'en emparer. Elle ne fut d'ailleurs renforcée ni par le bataillon marchant en deuxième ligne, ni par les réserves. Son action avait donc été une simple démonstration. Il ne rentrait pas, du reste, dans les intentions du général en chef de lui demander davantage.

L'artillerie n'avait pas cherché à appuyer la marche de l'infanterie en prenant comme objectifs les premiers points d'appui qui arrêtaient ses progrès. Elle avait continué son feu sur les tranchées des hauteurs de Brakfontein.

A partir de 10 heures, considérant comme remplie la mission qui lui avait été assignée, le général Warren avait commencé à retirer son artillerie par échelons de batterie, et l'envoyait par le pont de bateaux (voir cro-

quis page 244, premier pont de bateaux, première position) appuyer l'attaque principale sur Vaal-Krantz. Les Boers, qui pouvaient suivre facilement des hauteurs ces mouvements nullement dissimulés, firent alors entrer en jeu les quelques pièces dont ils disposaient, restées silencieuses jusqu'à ce moment. Prenant pour objectif les batteries adverses, leur tir, bien dirigé, fut assez efficace, malgré le fonctionnement défectueux des fusées. La dernière batterie anglaise, qui ne quitta la position qu'à 1 heure de l'après-midi, fut très éprouvée. C'était le moment où l'infanterie commençait son mouvement de retraite. Celui-ci fut également gêné par le feu des Boers, et, à plusieurs reprises, les tirailleurs anglais durent faire demi-tour et riposter à la mousqueterie ennemie. Il ne semble pas que le bataillon de deuxième ligne ait été utilisé, dans cette circonstance, pour recueillir la ligne de combat. C'est le bataillon du York and Lancaster Regiment qui forma la chaîne pendant toute la journée et qui se retira le dernier.

§ 4. — *Attaque de Vaal-Krantz.*

Vers 9 heures du matin, les troupes du génie jetèrent, à 1200 mètres au Sud de Vaal-Krantz, un pont de bateaux (voir croquis page 244, deuxième pont), qui fut achevé à midi. Par une fusillade assez vive partant des ravins situés à 1000 ou 1200 mètres à l'Est, les Boers s'efforcèrent d'en gêner la construction. Ils dirigèrent également contre le pont le feu de quelques pièces d'artillerie placées sur les premiers contreforts de Doorn-Kloof. Les Anglais eurent plusieurs sapeurs blessés, bien que la rive très élevée protégeât les travailleurs.

Pour couvrir l'établissement de ce pont, toute l'artillerie en position sur la hauteur de Swartz-Kop avait ouvert le feu. En outre, à partir de 1 heure de l'après-midi, l'artillerie de campagne et la batterie d'obusiers

avaient achevé leur changement de position et venaient se placer au Nord de Swartz-Kop, entre les deux ponts de bateaux, la dernière en arrière des batteries montées. Toute la ligne ouvrait le feu sur Vaal-Krantz, désigné comme le point d'attaque principal.

Pendant la matinée, l'infanterie de la division Clery, la brigade Coke et la brigade de cavalerie s'étaient rassemblées sur les pentes septentrionales de Swartz-Kop, sans aucune précaution pour se dissimuler aux vues de l'ennemi.

La brigade Lyttelton, ayant rejoint la division Clery, après avoir été remplacée par la brigade Wynne sur les collines de Krantz-Kloof, reçut l'ordre de traverser le deuxième pont de bateaux et de se porter sur Vaal-Krantz, dont on pensait avoir suffisamment préparé l'attaque par un tir d'artillerie prolongé pendant près de deux heures.

Elle passait la Tugela vers 2 heures du soir, et, abritée par la berge très élevée de la rivière, pouvait progresser dans la direction de Vaal-Krantz. Le général Lyttelton disposait deux bataillons en première ligne et gardait les deux autres en réserve. L'artillerie continuait à diriger son feu sur le point d'attaque. En même temps la brigade Hildyard (division Clery) s'était portée près du pont de bateaux pour être en mesure d'appuyer au besoin le général Lyttelton. Celui-ci s'était avancé à mi-chemin entre le pont et la pointe méridionale de Vaal-Krantz. Il était alors accueilli, sur son front et sur son flanc droit, par un feu violent de mousqueterie partant de la crête même que l'on attaquait et de la ferme de Monger. La droite de la première ligne anglaise était obligée de faire face à cette ferme, et réussissait à s'en emparer. Enfin, vers 3 heures du soir, l'infanterie du général Lyttelton abordait à la baïonnette la croupe de Vaal-Krantz, en chassait les Boers et l'occupait sur une longueur de 1500 mètres environ. Mais sur cette crête

étroite et découverte, elle se trouvait bientôt exposée à un feu violent de mousqueterie partant des ravins situés à l'Est et au Nord-Ouest de la position, en même temps qu'à celui de l'artillerie des hauteurs de Brakfontein et de quelques pièces poussées par les Boers jusque sur les pentes occidentales de Doorn-Kloof, à 2,400 mètres environ à l'Est de Vaal-Krantz, et complètement abritées des vues de l'artillerie anglaise.

Vers la fin de la journée, les Boers firent un effort pour reconquérir la position et les deux derniers bataillons de la brigade Lyttelton durent venir renforcer la première ligne imparfaitement abritée derrière les rochers de l'étroit plateau. Les Anglais purent cependant se maintenir sur leurs positions.

Pendant la nuit, la brigade Hildyard, qui était restée toute la journée près du pont sans être engagée, vint relever la brigade Lyttelton sur la hauteur de Vaal-Krantz. Les autres forces du général Buller n'avaient pas été employées.

Après l'occupation de Vaal-Krantz, le premier pont de bateaux avait été replié et un nouveau avait été jeté au pied même de la position conquise (voir croquis page 244, premier pont, deuxième position).

§ 5. — *Journées des 6 et 7 février.*

Pendant les journées des 6 et 7 février, rien ne vint modifier la situation. On continua de tirailler sans aucun mouvement offensif de part et d'autre.

Enfin, dans l'après-midi du 7, un conseil de guerre réunit les généraux anglais. Tous furent d'avis que la position de Vaal-Krantz était intenable, et se prononcèrent pour la retraite, à l'exception du général Hart qui conseillait une attaque contre les hauteurs de Doorn-Kloof. Le général Buller se décida à abandonner la partie. Il renonçait, définitivement cette fois, à forcer le

passage dans la région de la haute Tugela et donnait des ordres pour ramener les troupes à leurs anciens camps de Frère et de Chieveley. Le 9 février, elles atteignaient Springfield, et deux jours plus tard, elles étaient de retour au Sud de Colenso, sans que l'ennemi eût fait la moindre tentative pour troubler leur retraite.

Au cours des journées des 5, 6 et 7 février, les pertes des Anglais avaient été les suivantes (1) :

	Officiers.	Hommes de troupe.
Tués	3	23
Blessés	17	334
Disparus	»	5
Total	20	354

Celles des Boers s'élevaient à 25 tués et 54 blessés (2).

La plupart des observations déjà présentées à propos des événements de Spion-Kop, pourraient être reproduites à l'occasion des opérations que nous venons de décrire. Les procédés tactiques des Anglais sont restés les mêmes, et l'attaque de Vaal-Krantz, dirigée contre un ennemi averti et disposant du temps nécessaire pour renforcer ses positions par la fortification passagère, sans avoir à redouter l'imprévu d'aucune manœuvre, ne présentait pas plus de chances de succès que les tentatives précédentes. Cependant la tâche des Boers fut grandement facilitée par le peu de persévérance que le général Buller mit à l'attaque du 5 février. Sur les cinq brigades d'infanterie dont il disposait, une seule fut sérieusement engagée, une seconde eut à prononcer une timide démonstration, les trois autres

(1) Tableau de pertes publié par le War-Office. Les chiffres donnés par le général Buller dans son rapport sont un peu différents.

(2) Listes nominatives du *Standard and Diggers news*, 8 et 13 février 1900.

été ... et
un feu ...
à l'Est ...
qu'a éclairé ...
de quelques ...
pentes ...
environ ...
tées des ...
Vers ...
pour ...
lons de ...
première ...
rochers ...
dant ...
Pendant ...
toute la ...
relevez ...
Krantz. ...
pas été ...
Après ...
de bate...
au pied ...
page 2...

Pend...
molité...
mouve...
Enfin...
réunit ...
position...
cèrent ...
qui ce...
Kloof. ...
partie. ...

... préparé ...
... les ... elle ...
... mis ... re ...
... les ... dans ...
... la ... On peut
... attaque ... doit être
... sée ... son de...
... réserve à
... l'attaque ...

APPENDICE N° 19 (*suite*).

---

(5) *

Rapport du major général Talbot Coke, commandant la 10e brigade. (Attaque de Spion-Kop, 23, 24 et 25 janvier 1900.)

Pont de bateaux, 25 janvier 1900.

En exécution de vos ordres, le général Woodgate prit le commandement de la colonne d'attaque et fixa le rassemblement le 23, à 7 heures du soir, près du bivouac des troupes du génie. Je passai la nuit au Sud de la colline de Three-Trees, près d'une grand'garde des Connaught Rangers.

Les premiers coups de fusil furent entendus à 3 h. 40 du matin. La vallée et le sommet lui-même furent enveloppés de brouillard jusqu'à 8 heures du matin; quand il se dissipa, nous pûmes voir que nos troupes s'étaient retranchées sur la hauteur. Un peu plus tard, il sembla qu'elles étaient attaquées de front et exposées au feu de l'artillerie sur leur flanc gauche.

Lorsque je reçus l'ordre d'envoyer un bataillon de renfort, je fis prévenir l'Imperial Light Infantry, établi en flanc-garde vers Wright's Farm, d'avoir à se porter sur la position. Le 2e bataillon du Dorsetshire Regiment prit la place de l'Imperial Light Infantry.

On s'aperçut alors que Spion-Kop était soumis à un feu croisé d'artillerie, et je fis partir, suivant vos instructions, le bataillon de Middlesex comme renfort.

A 11 h. 10, à la suite de la blessure du général Woodgate, je reçus l'ordre de me rendre sur la position. Je la trouvai très encombrée et je jugeai qu'il y avait trop de monde en ligne. En conséquence, je suspendis l'arrivée des renforts. Peu après être redescendu, je reçus une demande urgente de renforts du colonel Hill, qui commandait à la droite; ses troupes avaient reculé en laissant quelques prisonniers aux mains des Boers. Je fis partir le reste de l'Imperial Light Infantry disponible.

Je trouvai alors le major Bayly, de la 4e brigade, et j'appris que le colonel Crofton, après que le général Woodgate eut été blessé, avait demandé du secours à cette brigade. Le général Lyttelton lui avait envoyé les Scottish Rifles pour le renforcer directement, tandis qu'il dirigeait un bataillon des King's Royal Rifles contre les pentes Nord-

Est de Spion-Kop. C'est à la partie supérieure de ces pentes qu'un des Vickers-Maxim de l'ennemi était placé. Ce bataillon s'avança assez loin, mais son action n'eut aucune influence sur la situation.

Je reçus de nouveau une demande urgente de renforts, cette fois pour le centre et la gauche.

J'envoyai les Scottish Rifles.

Il ne me restait plus, comme réserve, que la Bethune's Mounted Infantry et le bataillon de Dorsetshire. Je les gardai et ne les engageai point sur la position.

Le feu d'artillerie, très vif, était dirigé non seulement sur le sommet, mais aussi sur les pentes qui y donnaient accès, contre nos renforts et nos détachements portant des blessés. Il provenait :

1° De canons de campagne tirant des shrapnels et des obus ordinaires, et situés au Nord-Ouest de notre position;

2° D'un Vickers-Maxim placé à peu près dans la même direction;

3° D'un canon de même espèce situé au Nord-Est.

Ces pièces se trouvaient hors de portée du feu d'infanterie et notre artillerie ne pouvait les voir de ses positions de Three-Trees. Rien ne les empêcha donc de couvrir le plateau de leurs projectiles depuis 8 heures du matin jusqu'à la nuit (10 heures).

Les pertes furent considérables à cause du nombre d'hommes mis en ligne pour résister à l'attaque de front des Boers, qui, partant des couverts, fut conduite avec une grande bravoure jusqu'à nos lignes. Le colonel Crofton ayant été blessé, le commandement revint au colonel Hill, commandant (provisoirement) la 10e brigade.

La situation se maintint jusqu'à 6 heures du soir, heure à laquelle je vous envoyai un compte rendu par le colonel Morris (sous-chef d'état-major). (Je demande que ce document soit joint au présent rapport.) Je l'avais montré préalablement au colonel Hill, qui partagea ma manière de voir et fit même des objections à ce que l'éventualité de la retraite fut envisagée. Je ne doutais pas que l'infanterie, après avoir si bravement résisté toute la journée, ne fût en état de continuer à la chute du jour, quand le feu d'artillerie aurait cessé.

Je retournai auprès de mes réserves, ayant confié personnellement le commandement sur la position au colonel Hill.

A 9 h. 30 du soir, je fus appelé près de vous et laissai à ma place un officier de mon état-major (capitaine Phillips). C'est lui qui m'a fourni la suite du récit.

Vers 11 h. 30, il fut éveillé par le bruit d'une troupe en marche et constata que l'on évacuait la position.

Il tenta d'enrayer le mouvement, arrêta les Scottish Rifles et réunit un grand nombre d'isolés des Dorsetshire, Middlesex et de l'Imperial Light Infantry. La Bethune's Mounted Infantry et le gros des Dorsets-

hire restèrent sur leur position de soutien. Les autres unités étaient déjà parties.

Il leur envoya une note (ci-jointe, V), mais les chefs de corps n'en tinrent pas compte, alléguant les ordres reçus du lieutenant-colonel Thorneycroft.

Nous occupions encore l'éperon situé à 300 mètres du sommet, mais celui-ci était abandonné. On ne put établir de signaux optiques à ce moment, par suite du manque d'huile pour la lampe des signaleurs; il fallut un temps assez long pour s'en procurer.

A 1 h. 30 du matin, un homme qui, à son accent, ne paraissait pas Anglais, fut amené comme suspect par un poste. Il déclara qu'on était en train de monter un canon de marine et demanda qu'on prît soin de ne pas tirer sur l'équipe qui l'amenait. C'est la première fois que nous entendîmes parler de l'arrivée de canons.

A 2 h. 20 du matin, un officier de marine vint nous dire qu'un canon de 12 livres se trouvait au pied de Spion-Kop et qu'il avait ordre de le hisser sur le sommet. Interrogé, il se déclara dans l'impossibilité d'y parvenir avant l'aube. Comme tout mouvement après l'apparition du jour aurait été impossible, à cause du feu de l'ennemi, on lui dit de rester sur place et de s'abriter. A ce moment, les communications optiques purent être rétablies, et le télégramme (VI) ci-joint fut envoyé.

Le capitaine Phillips, ne recevant aucune instruction, donna, vers 2 h. 30, l'ordre aux voitures de reculer jusqu'à un point où elles fussent en sûreté. Tous les trains régimentaires avaient été, en effet, portés en avant par le sous-chef d'état-major de la 5e division.

Un peu après 4 heures du matin, il n'y avait encore aucun ordre; une quantité de convois, de voitures de munitions encombraient le ravin. Des dispositions furent prises pour couvrir le passage, au moyen des bataillons de Dorsetshire et de Scottish Rifles. Une moitié du premier de ces bataillons fut employée à transporter 80 caisses environ de munitions.

Les unités d'Imperial Light Infantry, de Middlesex et de Thorneycroft's Mounted Infantry étaient déjà rentrées au camp, suivant toute vraisemblance. La Bethune's Mounted Infantry avait été renvoyée.

Il faisait jour alors, et les Boers recommençaient à tirailler. Je trouvai, près du ravin, le capitaine Phillips, qui me fit son rapport. A 4 h. 45, je recevais votre ordre me prescrivant de traverser le pont.

Talbot Coke,

Major général, commandant l'attaque de droite.

(I)*

Au Commandant de la 10e brigade ou à tout autre officier.

Dégagez notre flanc gauche.

W.-J. Bonus,
Chef d'état-major de la brigade.

(II)*

Nous avons assez de monde sur la hauteur; dirigez les autres renforts sur les flancs. Nous espérons pouvoir attaquer vers 3 h. 45; en tout cas, à la chute du jour.

W.-J. Bonus.

(III)*

Au général Talbot Coke.

24 janvier 1900, 5 h. 5 soir.

Nous avons assez de monde sur la ligne de feu, mais l'artillerie ennemie, tirant de la direction de l'Ouest, est très gênante. Je me propose de tenir sur place jusqu'à la nuit et de me retrancher.

A.-W. Hill,
Lieutenant-colonel.

(IV)*

Au Commandant de l'Imperial Light Infantry.

2 heures du matin.

Retirez-vous immédiatement.

W.-J. Bonus,
Chef d'état-major de la brigade.

(V)*

Aux Commandants des bataillons de Dorsetshire, de Middlesex, de Scottish Rifles et d'Imperial Light Infantry.

Le mouvement de retraite n'a été nullement autorisé par le général Coke ou par sir Ch. Warren.

Le premier de ces officiers généraux a été appelé auprès du second un peu avant 10 heures du soir.

Lorsque le général Coke a quitté les troupes, vers 6 heures du soir, elles tenaient ferme, et il a rendu compte qu'elles pouvaient continuer à tenir.

Quelqu'un a donné, sans en avoir le droit, l'ordre de la retraite, et encouru de ce fait une grave responsabilité. Si le général était présent, il ferait immédiatement réoccuper les hauteurs.

H.-E. PHILLIPS,
Sous-chef d'état-major.

(VI)*

A l'Officier général commandant sur la colline de Three-Trees.

Spion-Kop, 25 janvier 1900, 2 h. 30 matin.

Le sommet de Spion-Kop vient d'être évacué par nos troupes, qui tiennent encore les pentes inférieures. La retraite s'est exécutée sans qu'on en ait reçu l'ordre.

Les canons de marine ne pouvaient atteindre le sommet avant le jour; à ce moment, ils auraient été exposés au feu de l'ennemi.

PHILLIPS.

(VII)*

Aux Officiers chargés des trains régimentaires.

25 janvier 1900, 2 h. 30 matin.

Portez toutes les voitures en arrière, jusqu'à un point où elles soient en sûreté, vers Wright's Farm ou dans le ravin au delà du gué.

Par ordre :
E. PHILLIPS.

---

(6)*

Extrait du journal du Commandant du génie de la 5e division, pour la journée du 24 janvier.

Analyse. — La moitié de la 17e compagnie du génie fut employée à creuser les tranchées de Spion-Kop; le reste fut utilisé pour amé-

liorer le chemin, en vue du passage de l'artillerie de montagne, et à aménager une source trouvée près du sommet. Des sacs à terre furent amenés au pied de la pente et 1000 d'entre eux furent transportés sur la hauteur.

A 9 heures du soir, le commandant de la deuxième demi-compagnie gagnait la hauteur avec des outils pour préparer les emplacements destinés aux pièces, quand il rencontra le colonel Thorneycroft qui évacuait la position. Celui-ci répondit à l'officier du génie, porteur d'une lettre du général (Coke?), lui enjoignant de tenir la position jusqu'au bout, « qu'il était trop tard, que ses hommes, n'étant pas « appuyés par l'artillerie, ne pouvaient plus tenir ».

La 37e compagnie du génie avait été appelée par télégramme du camp de Spearman; elle arriva au pied de Spion-Kop à 1 h. 30 du matin.

---

(7)*

Rapport du commandant Sargent, de l'état-major de la 5e division.

De ce rapport, il résulte que l'approvisionnement en eau et en vivres, sur le sommet de Spion-Kop, fut assuré d'une façon satisfaisante. On utilisa tous les mulets de bât disponibles pour monter des caisses métalliques pleines d'eau. En outre, la source trouvée et aménagée par les sapeurs, près du sommet, compléta l'approvisionnement en eau.

Les trains régimentaires furent amenés jusqu'au pied de la hauteur et les caisses de biscuits et de viande de conserve furent transportées à bras sur la position.

(*)

Rapport du major Williams, confirmant le précédent et établissant que l'approvisionnement en eau, en vivres et en munitions fut suffisant à tous les moments du combat.

(*)

Rapport du colonel Morris, sous-chef d'état-major de la 5e division, confirmant les deux précédents.

III *

Le maréchal lord Roberts au Ministre de la guerre.

Quartier général de l'armée (Afrique du Sud), camp de Jacobsdal.
17 février 1900.

My Lord,

Comme suite à ma lettre du 13 février 1900, je vous adresse le télégramme ci-joint du général sir R. Buller, qui demande à ajouter quelques mots à son rapport sur les opérations de Spion-Kop.

J'ai l'honneur, etc.....

ROBERTS, *maréchal.*
Commandant en chef dans l'Afrique du Sud.

(*)

Le Général commandant en chef au Natal, au Chef de cabinet du général en chef, à Capetown.

Camp de Spearman, 31 janvier 1900, 4 h. 20 du matin.

J'ai envoyé hier par la poste mon rapport sur les opérations du 7 au 30 janvier. Je vous prie d'y ajouter la phrase suivante :

« Sir Ch. Warren ne faisant pas mention de ce fait, je dois ajouter que le 21, je lui envoyai, comme renfort, la 10e brigade complétée à quatre bataillons par l'adjonction du 2e bataillon de Somersetshire Light Infantry et de l'Imperial Light Infantry, corps colonial d'un effectif de 1000 hommes dont il avait particulièrement demandé les services. »

BULLER.

IV *

Pièces relatives au télégramme reçu par sir Ch. Warren et libellé ainsi : « Envoyez des renforts ou tout est perdu. Général tué. »

Lettre d'envoi du général Buller, rapports du général Warren, du colonel Crofton, du général Wynne commandant la 11e brigade, du lieutenant Martin, officier signaleur du 2e bataillon du Royal Lancaster Regiment.

Il résulte du contenu de ces documents que le général Warren a bien reçu le télégramme dans les termes indiqués, mais que le colonel

Crofton aurait donné l'ordre de télégraphier : « Général Woodgate tué, envoyez des renforts ». Aucune minute écrite n'ayant été remise au signaleur, on ne peut se rendre compte de l'exactitude de cette affirmation.

V*

Le Général commandant en chef au Natal, au Ministre de la guerre. (Transmis par l'intermédiaire du Maréchal commandant en chef à Cape-Town.)

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser les rapports ci-joints relatifs aux dernières opérations sur la Tugela :

1° Rapport du général Barton, commandant de la garnison de Chieveley, sur son engagement au gué de Robinson, le 19 janvier;

2° Rapport du général Lyttelton, commandant la 4e brigade, sur l'engagement près du gué de Podgieter, le 20 janvier;

3° Rapport du commandant de la Bethune's Mounted Infantry, sur les opérations vers Swartz-Kop, le 20 janvier;

4° Rapport du général Barton sur la reconnaissance vers Colenso, le 23 janvier;

5° Rapport du commandant de la garnison de Frère, sur sa coopération avec le général Barton, le 23 janvier.

Je fis faire ces opérations à l'Est de notre ligne, afin de faciliter autant que possible celles que j'entreprenais à l'Ouest.

Je joins également un rapport du général Lyttelton, sur la part qu'il prit aux opérations du 24 janvier; ce rapport doit être lu en même temps que celui du général Warren du même jour.

J'ai l'honneur, etc.....

R. Buller,
Général.

---

(1)*

Rapports du lieutenant-colonel Thorod et du général Barton sur l'engagement du 20 janvier.

Ces opérations consistèrent dans l'envoi vers le gué de Robinson d'une patrouille de 3 officiers et de 40 hommes d'infanterie montée. Les rapports décrivent avec beaucoup de détails les mouvements de cette patrouille qui s'approcha du gué, essaya de le reconnaître, mais

tomba sous le feu de l'ennemi. Pour la dégager, on fit tirer à grande distance deux canons de montagne et une mitrailleuse. Une notable partie de la patrouille, immobilisée sous le feu de l'ennemi, fut faite prisonnière par les Boers qui durent sans doute traverser le gué.

---

(2)*

Rapport sur l'engagement près du gué de Podgieter, le 20 janvier 1900.

Camp du gué de Podgieter.

Monsieur,

Un télégramme de sir Ch. Warren, reçu le 20 au matin, me faisait connaître qu'une attaque était dirigée au Nord de Fair-View, et que je pouvais utilement créer une diversion en exécutant une démonstration contre les positions ennemies dominant le gué de Podgieter. En conséquence, je donnai l'ordre au 3e bataillon des King's Royal Rifles d'aller occuper quelques kopjes sur la gauche et une ferme sur la droite, à mi-chemin environ entre ma position et celle des Boers. Ce résultat fut atteint vers 10 heures, et j'envoyai également le ballon afin d'avoir une vue des emplacements de l'ennemi. A 300 yards en avant de la ferme de droite, se trouvait un ravin qui fut occupé par une compagnie (capitaine Beaumont). Celle-ci fut accueillie par un feu très vif à distance moyenne. Il en fut de même pour le détachement qui occupait la ferme. Cependant l'effet produit fut relativement faible et jusqu'à 3 heures du soir, nous n'eûmes qu'un homme blessé. Un peu plus tard, l'ennemi mit en ligne une ou deux mitrailleuses et nous commençâmes à éprouver des pertes. Jusqu'au moment où celles-ci se produisirent, on se rendait difficilement compte des points d'où partait la fusillade, entretenue sans doute par de petits groupes cachés derrière les rochers ou les ressauts du terrain. Pour appuyer nos troupes, je fis ouvrir le feu par deux canons de marine de 12 livres et deux obusiers, bientôt renforcés par deux canons de marine de 4.7, puis, vers 5 heures du soir, par la 64e batterie montée qui s'avança à 2,400 yards de l'ennemi. Le tir paraît avoir été très efficace, fouillant complètement les pentes, et nous vîmes les Boers s'abriter dans toutes les directions. Leur feu fut rapidement éteint, et l'on a de bonnes raisons de croire que deux de leurs mitrailleuses furent touchées. Comme toujours, il est impossible de déterminer les pertes des Boers, mais à juger de leur empressement à se soustraire aux effets de notre tir, on peut croire qu'elles sont sérieuses. En outre nous vîmes une ambulance se mouvoir sur la position. A 5 h. 30 du soir, le 2e bataillon des Scottish Rifles et le

Crofton aurait donné
envoyez des renfor[illegible]
signaleur, on ne pe[illegible]
mation.

Le Général comma[illegible]
(Transmis par l[illegible]
Cape-Town.)

Monsieur.

J'ai l'honneur [illegible]
dernières opératio[illegible]
1° Rapport du [illegible]
veley, sur son en[illegible]
2° Rapport du
l'engagement p[illegible]
3° Rapport du [illegible]
les opérations ve[illegible]
4° Rapport du [illegible]
23 janvier;
5° Rapport du
tion avec le gén[illegible]
Je fis faire [illegible]
que possible [illegible]
Je joins éga[illegible]
prit aux opéra[illegible]
temps que cel[illegible]
J'ai l'honne[illegible]

Rapports

Ces opéra[illegible]
d'une patro[illegible]
Les rapport[illegible]
cette patro[illegible]

[illegible]ent sous la protection du
[illegible] les troupes furent rame-
[illegible] unités placées à la gauche
[illegible] avaient eu qu'un ou deux
[illegible]te démonstration produisit
[illegible] tranchées et en l'empê-
Warren. Les King's Royal
[illegible] de combat et je suis très

[illegible]pitaine du génie Phillips
[illegible]ques. Les renseignements
[illegible] positions ennemies et sur

[illegible]TLETON, *major général,*
[illegible] 4° brigade d'infanterie.

[illegible] janvier au gué de Podgieter.

[illegible] tués.

[illegible] Infantry au Che[illegible]
[illegible]igade.

[illegible]odgieter, 21 janvier 1900.

[illegible] de mon régiment dans la
[illegible] patrouilles vers les hauteurs
[illegible] son feu et le forçâmes
[illegible] hommes, sur la crête. Nous
[illegible] Nous avons brûlé 325 car-
[illegible] Nous sommes rentrés au camp

. . . .

[illegible] lieutenant-colonel,
[illegible]'s Mounted Infantry.

(4)*

Au Chef d'état-major.

Chieveley. 23 janvier 1900.

Le service des renseignements m'avait fourni des rapports si affirmatifs, de diverses sources, signalant l'évacuation par les Boers de Cingolo, Hlangwane-Hill et même de Colenso, que je me décidai à faire vérifier le fait par une reconnaissance aussi forte que possible. Dans ce but, comme je ne disposais plus que de deux bataillons (1), j'appelai le colonel Blagrove de Frère avec 120 hommes montés, 2 pièces, et 400 hommes du bataillon des Rifles, qui vinrent par chemin de fer.

Je portai deux canons de 12 livres de la marine sur les emplacements préparés à l'Ouest du chemin de fer et les fis protéger par 300 hommes des Rifles. Le flanc gauche était couvert par 50 hommes de South African Light Horse.

Le colonel Blagrove partit en reconnaissance dans la direction de Hussar-Hill, avec 170 hommes montés et 2 canons de campagne. Je l'appuyai avec dix compagnies des Royal Fusiliers et des Royal Welsh Fusiliers. En outre deux canons de marine se portèrent assez loin sur la droite pour pouvoir canonner Hlangwane-Hill et le camp boer situé entre Nât-Hill (?) et Bloy's Farm (?).

L'ennemi continuait de travailler dans ses tranchées près de Colenso sur lesquelles je fis également tirer.

Nous découvrîmes un bac avec un débarcadère en amont de Colenso. On vit également des Boers traverser au Sud de la rivière et l'on tira sur eux.

Sur la droite, le colonel Blagrove exécuta sa reconnaissance d'une façon très brillante, et détermina l'emplacement de groupes ennemis très importants et de tranchées que nos pièces de campagne prirent pour objectifs.

Malheureusement, une patrouille d'un officier et dix hommes fut cernée par les Boers. Le colonel Blagrove réussit à en sauver le chef et sept hommes. Les Boers montrèrent beaucoup d'audace et poursuivirent nos cavaliers lorsqu'ils se retirèrent; je pus cependant arrêter leur mouvement offensif par le feu des canons de 12 livres. On estime de 300 à 400 le nombre des Boers auxquels eut affaire le colonel Blagrove.

---

(1) Les deux autres bataillons de la brigade avaient été appelés sur la haute Tugela.

[illegible] entier a été exposé au feu, et il n'y a aucun doute [illegible] fortement occupée par l'ennemi.

[illegible] grand nombre de Boers autour des tranchées de Fort [illegible] voisins, mais je n'ai pas poussé mon infanterie à [illegible] de la rivière.

[illegible] cavalerie ont reçu des coups de feu de Colenso et [illegible] village.

[illegible] toute vapeur au Nord de Colenso a failli être [illegible] de 12 livres.

[illegible] l'état de mes pertes ultérieurement. Il y a, je crois, [illegible] 5 blessés.....

[illegible] toujours occupé et l'ennemi en a tiré aujour[illegible] pour renforcer les troupes de Hlangwane [illegible]

G. Barton, *major général.*

Commandant de la garnison de Chieveley.

[illegible] journée, les Boers n'ont montré qu'un [illegible] renseignements de mes patrouilles, ils en ont [illegible] Hlangwane-Hill et plusieurs vers Colenso, ces derniers [illegible] médiocre valeur.

G. B.

5°

[illegible] sur la reconnaissance décrite [illegible] rapport ci-dessus.

[illegible] déjà connus en y ajoutant des détails [illegible]

6°

[illegible] Chef d'état-major.

Camp de Podgieter, 25 janvier 1900.

[illegible] compte des opérations suivantes :
[illegible] au moment où je revenais de visiter les [illegible] je reçus un télégramme (A) de sir [illegible] me parut si pressante que j'ordonnai immé[illegible] de Bethune's Mounted Infantry, aux [illegible] Rifles et des King's Royal Rifles, de traverser [illegible] du plateau occupé par l'artillerie de marine.

Les premières de ces unités devaient rejoindre l'extrême droite des troupes de sir Ch. Warren et se mettre aux ordres du général commandant sur ce point du champ de bataille. A 10 h. 15, je reçus la communication B. La Tugela était traversée par la Bethune's Mounted Infantry à 11 h. 45, par les Scottish Rifles à midi 30, par les King's Royal Rifles à 1 heure de l'après-midi. Au moment où les deux premières de ces unités effectuaient leur passage, je vis arriver des renforts importants sur Spion-Kop, qui se trouvait encombré de troupes. Il me parut inutile d'en envoyer davantage, et, dans le but de créer une diversion, je prescrivis au colonel Riddell de diriger son bataillon (King's Royal Rifles) contre la hauteur de Sugar-Loaf et contre celle qui la séparait de la droite de nos troupes.

Craignant que l'intervalle ne fût trop considérable, je recommandai verbalement au colonel Riddell d'être très prudent, d'envoyer des patrouilles, de ne mettre en ligne que deux compagnies et de garder un demi-bataillon en réserve. J'ajoutai que je ne pouvais lui donner d'instructions définitives et que je m'en remettais à son initiative. Vers 2 h. 30, je reçus le message C du major Bayly, et je donnai immédiatement au colonel des King's Royal Rifles l'ordre, transmis par signaleurs, de se retirer lentement (voir communication D). Je renouvelai cet ordre à 3 h. 30 du soir (communication E, par signaleurs) et à 4 h. 50 (communication F, par estafette). Ces communications ne parvinrent qu'avec beaucoup de retard, la hauteur où était placé le poste de signaleurs se trouvant assez en arrière du bataillon. Ce n'est qu'à 5 heures du soir que je reçus la communication G.

A 5 h. 15, je vis qu'une partie du bataillon avait atteint le sommet, et à 6 heures je reçus la communication H du commandant du bataillon qui était sur la hauteur de Sugar-Loaf. A la même heure, je lui envoyai, par estafette, l'ordre de se retirer sous le couvert de la nuit, ce qu'il put faire sans éprouver de pertes. Je ne pensais pas qu'il pût arriver aussi près du sommet. Son mouvement fut remarquablement exécuté, et l'ascension des pentes difficiles qu'il eut à gravir est un fait dont il peut se montrer fier. Je regrette vivement les pertes éprouvées, mais je ne crois pas qu'elles furent sans profit. J'ai su qu'à la droite de la ligne de sir Ch. Warren, cette diversion a été très appréciée et que, sans elle, on n'aurait pu tenir sur Spion-Kop. Sir Ch. Warren, lui-même, m'a fait connaître (communication L) que mon aide lui avait été très utile.

J'ai l'honneur, etc.....

N. G. Lyttelton,

Major général, commandant la 4e brigade.

(*A suivre.*)

NOUVELLES MILITAIRES

AUTRICHE-HONGRIE.

Création de trois nouveaux escadrons du train (1). — Trois escadrons du train portant les numéros 88, 90 et 92 seront formés le 1er janvier 1903 et rattachés respectivement aux divisions du train n° 2 (Vienne), n° 14 (Linz) et n° 10 (Przemysl).

L'arme du train comprendra alors 91 escadrons au lieu de 88 et 10 escadrons de montagne.

La création des trois nouveaux escadrons était prévue dans le budget de l'armée commune pour l'exercice 1902-1903.

EMPIRE ALLEMAND.

Création d'un détachement de mitrailleuses et modifications à l'organisation des troupes en Bavière. — L'organisation prévue par la dernière loi militaire de l'Empire du 25 mars 1899 est complétée, en Bavière, depuis le 1er octobre dernier, de la manière suivante (*Verordnungs-Blatt* bavarois du 11 janvier 1902) :

Infanterie. — Chaque bataillon à effectif *faible* est augmenté de 1 soldat.

On a créé un *détachement de mitrailleuses*, portant le n° 1, qui est affecté, dans les mêmes conditions qu'une compagnie, au 3e bataillon du 3e régiment d'infanterie à Augsbourg.

L'effectif de ce détachement est le suivant :

4 officiers (1 capitaine, 3 lieutenants en 1er ou lieutenants).

77 hommes de troupes, comprenant 12 sous-officiers (1 feldwebel, 1 vice-feldwebel, 2 sergents, 6 sous-officiers, 1 maréchal ferrant, 1 armurier), 1 trompette, 62 soldats (1 rengagé, 7 gefreite, 36 servants, 18 conducteurs), 1 sellier et 1 infirmier.

54 chevaux de troupe, dont 18 de selle. — Le capitaine a droit en outre aux rations d'un cheval d'officier.

Pour la première formation, il a été prélevé sur les corps de troupe du Ier corps d'armée, savoir :

(1) *Revue militaire des armées étrangères*, juillet 1902, p. 59.

a) Sur les corps de troupe d'artillerie de campagne : le feldwebel, le vice-feldwebel et 18 conducteurs ;

b) Sur les corps de troupe montés : le sellier, le maréchal ferrant, l'infirmier et le trompette ;

c) Sur les corps de troupe d'infanterie : 2 sergents, 6 sous-officiers, 1 rengagé, 22 soldats (dont 4 ordonnances d'officier).

Le sous-officier armurier a été désigné par l'inspecteur des établissements techniques.

Les 7 places de gefreite ont été remplies par promotion.

Enfin, l'effectif du détachement en servants (Schützen) a été complété par l'incorporation de 21 recrues.

Il résulte de ces dispositions que le détachement comprend deux classes de servants et une seule classe de conducteurs. Ces derniers seront remplacés entièrement chaque année par le prélèvement, sur les troupes d'artillerie de campagne, de 18 conducteurs ayant accompli une année de service. Quant aux servants, leur effectif sera renouvelé par moitié lors de l'appel du contingent annuel.

En ce qui concerne les chevaux, ceux qui sont nécessaires à la première formation du détachement lui ont été fournis par prélèvement sur les corps de troupe montés du Ier corps d'armée ; ils seront ensuite renouvelés, d'après la même méthode, à raison de 6 chevaux par an (3 chevaux seulement en 1903).

Cavalerie. — Les régiments de cavalerie ne comportent plus que 2 types, le type à effectif *renforcé* (pour 2 régiments), et le type à effectif *faible* (pour les 8 autres régiments).

Le régiment à effectif renforcé comprend 25 officiers, 2 ou 3 médecins, 716 hommes de troupe, 6 employés militaires et 696 chevaux de troupe.

Le régiment à effectif faible comprend 25 officiers, 2 ou 3 médecins, 686 hommes de troupe, 6 employés militaires et 676 chevaux de troupe.

L'effectif d'un escadron de chasseurs à cheval est de 5 officiers, 1 vétérinaire, 133 hommes de troupe et 132 chevaux de troupe.

Train. — L'effectif des 1er et 2e bataillons du train est augmenté de 1 homme par bataillon ; celui du 3e bataillon de 3 hommes.

En outre, il est créé auprès du 1er bataillon du train un groupe d'attelages destiné aux besoins de la section d'aérostiers, de la compagnie de télégraphie et de l'école de télégraphie de cavalerie.

Les hommes affectés à ce groupe, de même que ceux du groupe d'attelages du 3e bataillon du train destiné à l'artillerie à pied, seront entièrement remplacés chaque année par des prélèvements faits, sur l'ensemble des 3 bataillons du train, parmi les hommes ayant déjà accompli leur première année de service.

Par suite de ces modifications, l'effectif de chacun des 1er et 2e bataillons du train est de 14 officiers, 2 médecins, 1 payeur, 1 vétérinaire, 334 hommes de troupe et 180 chevaux de troupe. L'effectif du 3e bataillon est de 10 officiers, 2 médecins, 1 payeur, 1 vétérinaire, 224 hommes de troupe et 120 chevaux de troupe.

De plus, le groupe d'attelages du 1er bataillon comprend 9 hommes de troupe et 14 chevaux, et celui du 3e bataillon 1 officier, 35 hommes de troupe et 36 chevaux de troupe.

ITALIE.

ÉCLAIREURS D'ÉLITE ET CAVALIERS DE 1re CLASSE DANS LA CAVALERIE ITALIENNE. — La catégorie des cavaliers d'élite (*cavalieri scelti*) créée par décret du 30 mars 1898 a été supprimée par décret du 31 août 1902 et remplacée par celle des éclaireurs d'élite (*esploratori scelti*). Le choix de ces éclaireurs, leur recrutement, leur mode d'instruction et leurs attributions sont déterminés par des prescriptions exactement analogues à celles qui fixaient le recrutement et l'emploi des cavaliers d'élite (décrets de mars 1898, janvier et juin 1899, mars 1900). Toutefois, l'insigne qui distinguait ces derniers est remplacé, pour les éclaireurs d'élite, par une étoile à cinq pointes brodée en fil d'argent, sur drap du fond pour les sous-officiers, en laine rouge sur fond bleu pour les cavaliers, et fixée sur la manche gauche.

Le décret du 31 août 1902, en même temps qu'il crée les éclaireurs d'élite, institue également une spécialité nouvelle, celle des cavaliers de 1re classe (*cavalieri di 1^{a} classe*), recrutée parmi ceux des hommes de troupe du régiment ayant au moins un an de service accompli qui présentent des aptitudes spéciales pour les sports équestres et un goût particulier pour le dressage.

La désignation de ces cavaliers a lieu tous les ans après le départ de la classe, à la suite d'un examen passé devant une commission qui comprend le commandant du régiment, les officiers supérieurs présents au corps, un capitaine non pourvu d'un commandement d'escadron (secrétaire) et le capitaine commandant du candidat examiné (à titre consultatif). Les sous-officiers ayant suivi avec succès un cours de perfectionnement à l'École de cavalerie (mention très bien ou bien) sont nommés de droit cavaliers de 1re classe à leur rentrée au corps.

Le titre de cavalier de 1re classe n'est décerné que pour un an et doit être réaccordé, ce délai expiré, à la suite d'un nouvel examen.

Le cavalier de 1re classe ne peut perdre son titre que s'il change d'arme pour passer dans un corps autre que l'artillerie et le génie : il

conserve son titre lorsqu'il est libéré, et tant qu'il se trouve dans la position de congé illimité.

L'insigne des cavaliers de 1re classe consiste en une tête de cheval encadrée de lauriers; brodée en fil d'argent sur fond noir pour les sous-officiers; en laine rouge sur fond bleu pour les cavaliers; cet insigne se porte sur la manche gauche.

JAPON.

BUDGET JAPONAIS POUR 1902-1903. — Les recettes prévues pour l'année 1902-1903 sont de *273,630,876 yens* (le yen = 2 fr. 50) et se décomposent en :

Recettes ordinaires	224,795,040 yens.
Recettes extraordinaires	48,834,836

Les dépenses sont réparties ainsi qu'il suit :

Dépenses ordinaires.

Liste civile	3,000,000 yens.
Affaires étrangères	2,282,785
Intérieur	10,581,416
Finances	61,763,678
Guerre	38,432,317
Marine	21,349,053
Justice	10,837,645
Instruction publique	4,845,708
Agriculture et commerce	2,948,912
Communications	21,172,976
TOTAL	177,216,494

Dépenses extraordinaires.

Affaires étrangères	52,724 yens.
Intérieur	9,846,373
Finances	39,482,696
Guerre	6,967,167
Marine	7,076,583
Justice	565,640
Instruction publique	2,045,156
Agriculture et commerce	3,824,513
Communications	22,346,142
TOTAL	93,207,996

Soit un total général de 270,424,490 yens pour les dépenses.

Celles qui sont relatives au Département de la guerre se subdivisent ainsi :

Dépenses ordinaires.

Administration centrale	238,272 yens.
Dépenses militaires	36,968,180
Gendarmerie	1,064,794
Troupes coloniales	153,520
Contribution au fonds Jasukimi	7,550
TOTAL	38,432,317

Dépenses extraordinaires.

Construction d'ouvrages de fortifications	2,931,772 yens.
Réparations et constructions	222,278
Dépenses de cartographie	248,922
Équipement	2,471,688
Fabrication de munitions	1,644,538
Constructions temporaires	47,574
Suppression du banditisme à Formose	50,000
Corps d'armée temporaire	246,503
Règlement d'affaires de guerre	10,370
Archives historiques	50,831
Crédit spécial	73,687
TOTAL	7,967,167

Le total général des dépenses pour le Département de la guerre s'élève ainsi à 116 millions de francs environ (pour un effectif de paix de 145,000 hommes environ).

Sur le budget général des recettes et des dépenses viennent se greffer un certain nombre de comptes spéciaux. Ceux d'entre eux qui intéressent le Département de la guerre sont au nombre de trois :

Arsenal militaire de Tokio.

Revenus		6,885,104 yens.
Dépenses	6,382,743	6,883,043
Réserves	500,300	

Arsenal d'Otaka.

Revenus		6,737,104 yens.
Dépenses	6,226,804	6,727,104
Réserves	500,300	

Manufacture de lainages de Senju.

Revenus		2,619,886 yens.
Dépenses	2,016,661	2,617,361
Réserves	600,700	

PORTUGAL.

Modifications à l'équipement et au matériel de campement de l'infanterie portugaise. — Des modifications assez importantes ont été apportées dans le courant du mois de juillet à l'équipement et au matériel de campement de l'infanterie portugaise.

Équipement. — D'une manière générale, on s'est attaché à diminuer les dimensions des effets et, en particulier des parties métalliques, et on n'a employé que des boutons en aluminium.

On a adopté l'étui-musette en toile « kaki », le bidon avec enveloppe inférieure en aluminium servant de gobelet, un sac de dimensions plus restreintes et s'ouvrant par le haut, et une gamelle en aluminium à section elliptique et à couvercle mobile pouvant servir d'assiette.

Ces modifications ont permis de réduire la charge du fantassin de 33 kilogrammes à 27 kilogr. 017.

Matériel de campement. — L'infanterie portugaise fait usage de cantines pour 40 rationnaires, renfermant un seau en fer, 5 marmites avec chaîne à crochet, 1 écumoire, 3 cuillers à pot, 1 couteau de cuisine, 1 fourchette, 1 jeu de mesures, 2 flacons et 2 caisses à condiments, 3 serviettes, 1 sac de café et 1 peson.

Chaque compagnie a 7 cantines, c'est-à-dire 1 par section, plus une de réserve ; elle dispose en outre d'une cantine pour les 6 officiers et d'un moulin à café.

Chaque soldat porte sur le sac une toile de tente de couleur kaki, dans laquelle est enroulée la capote. Cette toile peut aussi servir de manteau, grâce à des cordeaux enfilés dans des passants et fixés d'une part à un des petits côtés et de l'autre au milieu de la toile et qui permettent de serrer la toile autour du cou et autour de la ceinture, tandis qu'on la boutonne sur le devant.

RUSSIE.

Changements dans l'affectation des troupes de cavalerie. — Le prikaze n° 127 du 4 avril 1902 a apporté les modifications suivantes

à l'affectation des troupes de cavalerie de la circonscription militaire de Varsovie.

AFFECTATION ANCIENNE.	AFFECTATION NOUVELLE.
1er corps de cavalerie.	
13e division de cavalerie.	5e division de cavalerie.
14e division de cavalerie.	Division de cavalerie combinée.
2e corps de cavalerie.	
15e division de cavalerie.	6e division de cavalerie.
Division de cavalerie combinée.	15e division de cavalerie.
15e corps d'armée.	
6e division de cavalerie.	13e division de cavalerie.
5e corps d'armée.	
5e division de cavalerie.	14e division de cavalerie.

Transformations de batteries lourdes. — Le prikaze n° 4 du 4 janvier 1902 a prescrit de transformer successivement en batteries légères les batteries lourdes qui ne sont pas désignées pour être armées en 1re ligne avec des canons à tir rapide.

Les parcs volants et locaux correspondants conserveront leur organisation et leurs effectifs actuels; toutefois, les caissons des parcs volants recevront le compartimentage correspondant aux batteries légères; quant aux parcs locaux, on se bornera à en retirer les munitions des batteries lourdes, en raison de l'adoption du canon à tir rapide.

SUISSE.

Distribution du pistolet modèle 1900. — Le pistolet modèle 1900 sera distribué à tous les officiers de l'armée suisse, à partir de l'année 1903.

Les revolvers modèle 1878 des officiers, sous-officiers et trompettes de cavalerie, ainsi que des sous-officiers non montés et des trompettes d'artillerie seront échangés contre des revolvers modèle 1882. Cet échange n'aura lieu que dans les troupes de l'élite.

Le corps d'officiers d'après l'annuaire de 1902. — L'Annuaire pour 1902 fait ressortir, pour l'élite et la landwehr, un total de 9,133

officiers, dont 4,196 nommés par le Conseil fédéral et 4,937 nommés par les cantons.

Ces officiers se répartissent de la façon suivante :

1° En ce qui concerne les grades :

180 colonels ;
282 lieutenants-colonels ;
532 majors (dont 400 fédéraux) ;
2,467 capitaines (dont 1,426 fédéraux) ;
3,487 premiers lieutenants (dont 1,348 fédéraux) ;
2,156 lieutenants (dont 560 fédéraux).

2° En ce qui concerne les armes et services :

13 commandants de corps d'armée ou de division ;
114 officiers d'état-major ;
4,571 officiers d'infanterie ;
368 officiers de cavalerie ;
1,166 officiers d'artillerie ;
146 officiers des troupes de forteresse ;
23 officiers du génie ;
1,191 médecins ;
93 pharmaciens ;
238 vétérinaires ;
589 officiers d'administration ;
81 officiers du service de la justice militaire ;
97 aumôniers ;
37 officiers des postes et télégraphes ;
2 officiers de vélocipédistes ;
104 archivistes.

BIBLIOGRAPHIE.

Capitano di Stato Maggiore VINCENZO ROSSI. — GUERRA IN MONTAGNA. — Roma. Casa editrice italiana. 1902. 1 vol. in-8°, 170 p. Prix : lire 3,50.

La guerre de montagne est étudiée avec un soin tout particulier dans l'armée italienne. Aux nombreux ouvrages parus sur ce sujet de l'autre côté des Alpes vient de s'ajouter l'étude générale rédigée par le capitaine d'état-major Vincenzo Rossi.

Ce travail traite la question de la façon la plus complète. Ce n'est

pas une sèche énumération de principes, car la théorie est toujours basée sur des documents dont de nombreux extraits figurent dans l'ouvrage.

On y trouve tout d'abord la description minutieuse des particularités des régions montagneuses, où la nature géologique du sol vient donner les aspects les plus variés au relief du terrain, au régime des eaux, à la végétation et même à la population.

L'auteur passe ensuite à la conduite des opérations et, là, il fait heureusement intervenir les enseignements de l'histoire militaire, s'appuyant sur l'autorité des hommes de guerre qui ont posé, dans leurs campagnes sur les Alpes, les véritables principes de la guerre de montagne.

L'ouvrage se termine par une étude approfondie des conditions spéciales que la montagne apporte au service en campagne et à la tactique de combat.

Nous trouvons résumé en un petit nombre de pages tout ce qui s'est écrit sur ce très vaste sujet. Les officiers de tous grades et de toutes armes trouveront dans le livre du capitaine Rossi de très utiles enseignements.

A. C. Gould. — American Rifleman's Encyclopedia. — Cincinnati. The Peters Cartridge Co., 1902, in-16, 137 p.

Collection de mots et de termes employés par les tireurs des États-Unis, avec leur définition, leur explication et des indications générales en vue du tir.

Capitaine W. Stavenhagen. — Frankreichs Kartenwesen in geschichtlicher Entwickelung. — Vienne, 1902, in-8°, 40 p.

Extrait des *Mittheilungen d. K. K. Geogr. Gesellschaft*, à Vienne.

Le Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et C°, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 900 **Novembre** **1902**

SOMMAIRE

LA

QUESTION DU CANON SANS RECUL

EN ALLEMAGNE

On a exposé dans une précédente étude la genèse du revirement d'opinion qui se produisit en Allemagne, dans le courant de 1901, en faveur du canon à tir rapide (1). Il paraît intéressant d'exposer aujourd'hui

(1) *Revue militaire des Armées étrangères*, 1er semestre 1902, p. 193.

les conséquences qu'eurent, d'une part, l'apparition du règlement français et, d'autre part, les indiscrétions successives qui mirent à jour la valeur réelle, qu'on ne paraissait pas soupçonner, du nouveau matériel de 75.

Le nombre des écrits, brochures, articles de journaux et de revues, parus dans ces derniers mois en Allemagne sur ce sujet, est incalculable. Leur lecture produit une impression de chaos et de confusion dont il importe de rechercher les causes. Si les qualités évidentes du canon français n'échappèrent pas à l'examen des artilleurs allemands, on ne paraît cependant pas avoir tout d'abord compris que c'était l'harmonie parfaite de ses organes qui en constituait l'excellence. Ses trois propriétés caractéristiques : le tir rapide, l'organisation des appareils de pointage et l'existence des boucliers furent reconnues et appréciées; or c'est la combinaison de ces propriétés, bien plus que leur valeur propre respective, qui constitue le génie du système, à tel point que l'on ne peut dire laquelle d'entre elles est, intrinsèquement, la plus importante; cela, il semble qu'on ne le vit pas. La rapidité du tir augmente la puissance de l'artillerie, lui assure une action immédiate et permet d'employer un plus petit nombre de batteries pour une mission déterminée. Mais comme on doit s'attendre à trouver en face de soi un adversaire d'égale force, il est nécessaire de se protéger. On obtient cette protection par le terrain d'abord, et alors intervient l'organisation des appareils de pointage, grâce à laquelle l'artillerie peut s'établir à couvert et préparer son tir de façon à ne révéler sa présence que par ses premiers coups, de suite en direction; d'où l'effet si important de la surprise. Enfin l'abri donné par les boucliers et les caissons assure l'artillerie contre l'anéantissement, lui permet de rentrer toujours en action à un moment quelconque de la lutte et d'envoyer quelques rafales, avantage précieux pour les batteries

destinées à accompagner les attaques de l'infanterie, qui devront souvent s'établir en vue et à proximité de l'ennemi, sous le feu des fractions de l'artillerie adverse qui n'ont pas été réduites à l'impuissance. Cette harmonie de l'ensemble ne fut pas comprise; aussi chaque auteur, suivant son tempérament, exalta l'une ou l'autre de ces qualités au détriment des autres; l'équilibre fut rompu, la discussion s'égara et l'on en vint, comme conséquence, à n'accepter que partiellement les idées françaises sur l'emploi de l'arme au combat.

Si, pour la clarté de l'exposition, on cherche à grouper les diverses opinions qui prévalent en Allemagne, on trouve, en somme, que trois partis sont en présence, chaque parti ayant à sa tête un officier général éminent, provenant de l'arme de l'artillerie de campagne; ce sont : le *général de l'artillerie* Hoffbauer et les *généraux-lieutenants* Reichenau et Rohne. Nombreuse est la phalange de leurs commentateurs, mais l'exposé des idées de ces trois écrivains, techniciens distingués, suffira pour apprécier les principales doctrines rivales.

Le général Hoffbauer était inspecteur de l'artillerie de campagne depuis huit ans lorsqu'il quitta le service en 1899. Comme tel, il a beaucoup contribué à l'adoption du matériel actuel et il ne prit sa retraite qu'au moment où les derniers canons modèle 1896 étaient distribués aux corps. Il a donc pour cette œuvre, qui est le couronnement de sa carrière, une faiblesse légitime. Il représente le parti du *statu quo*. Dans une brochure intitulée : *Zur Frage Schnellfeuerfeldgeschütze und ihrer Verwendung* (*La question des canons à tir rapide et de leur emploi*), il prétendait démontrer que le matériel réglementaire allemand était bien supérieur au canon français. Sans doute, il ne va pas jusqu'à affirmer, comme les plus réactionnaires de son entourage, dont la *Kreuzzeitung* est l'organe, que l'adoption du bouclier

serait une honte et que tout est pour le mieux dans la meilleure des armes; il reconnaît que la pièce sans recul représente peut-être l'avenir, mais un avenir très éloigné. Pour lui, le canon français, « nouvelle étoile dans le firmament », est bien loin de l'idéal rêvé et ses nombreuses imperfections indiquent une adoption trop hâtive. Le matériel allemand lui paraît encore « une œuvre magistrale, une œuvre d'art », parfaitement conçue et toujours à hauteur du temps présent. Sans doute, ce matériel est en butte aux mêmes attaques que le fut la pièce de 1873, dès les années qui suivirent sa construction; mais l'auteur n'est pas loin de croire que la carrière du canon actuel sera aussi longue que celle de son prédécesseur et qu'il faudra au moins une vingtaine d'années avant que les idées nouvelles réussissent à se réaliser d'une façon pratique.

L'intention du général Hoffbauer est louable; il a voulu rassurer l'opinion publique dont la confiance était quelque peu ébranlée. Jusqu'à quel point y est-il parvenu? Sans doute, la presse quotidienne tout entière ayant prôné et vulgarisé ses conclusions, l'impression cherchée s'est peut-être produite; mais les techniciens, même simplement les hommes qui réfléchissent et raisonnent, ne paraissent pas s'être fait grande illusion et considèrent l'ouvrage comme un pieux hommage rendu aux vieilles traditions. Les uns, par égard pour la haute personnalité de l'auteur, lui consacrent quelques pages de réfutation, les autres s'inclinent et passent.

Le général Reichenau a déjà été présenté aux lecteurs de la *Revue* (1). C'est à sa plume qu'est due la brochure célèbre : *Der Kampf um die modernen Feldgeschütze* (La lutte pour les canons de campagne modernes), parue en 1901, qui détermina une évolution brusque dans l'opi-

---

(1) Article précité, p. 196.

nion allemande. C'est un novateur radical, dans son pays du moins. Il vient de publier tout récemment deux nouvelles brochures : *Einfluss der Schilde auf die Entwickelung des Feldartilleriematerials und der Taktik* (Influence des boucliers sur le développement du matériel de l'artillerie de campagne et de sa tactique) ; puis : *Ergänzung zu : Einfluss. etc..... Versuchsergebnisse* (Complément à : Influence, etc..... Résultats d'expériences). Le titre de son premier chapitre : *Die Schilde — ein Zwang!* (le bouclier — une nécessité !) suffit à montrer les tendances de l'auteur. Pour lui le bouclier est rendu absolument nécessaire par la puissance de l'armement moderne ; c'est ce principe qu'il pose en axiome à la base de son système. Il voudrait voir ce bouclier prolongé jusqu'à terre, avec des parois latérales et une sorte de toiture, formant une espèce de demi-tourelle. « L'inconvénient capital qu'on reproche au bouclier, dit-il, est son poids ; rattrapons-nous sur la pièce en la faisant plus petite et plus légère, on n'y trouvera que des avantages. »

Toutes les artilleries des grandes armées, continue le général Reichenau, devant être fatalement, dans un avenir prochain, armées uniquement de pièces cuirassées, et le premier devoir d'un canon de campagne étant de pouvoir agir contre les batteries adverses, la condition primordiale à réaliser est de l'organiser en vue de cette tâche, en le dotant d'abord d'un projectile approprié. Or, ajoute l'auteur, le schrapnel doit absolument être rejeté. Tiré fusant, il est sans aucune efficacité et les expériences qui tendent à prouver le contraire n'ont, à son avis, donné de résultats favorables que contre des boucliers mauvais ou mal agencés ; tiré percutant, le schrapnel qui atteint la cuirasse la traverse simplement pour aller éclater quelques mètres plus loin, ne produisant ainsi qu'un effet insignifiant ; s'il touche terre, il s'y enfonce et fait fougasse sans résultat. Le seul projectile

qu'il considère comme admissible est l'obus percutant à explosif puissant; dans tous les cas, pourvu qu'il ne tombe pas trop loin du but, celui-ci en ressentira les atteintes. Mais, pour qu'un tel explosif soit efficace, il n'est pas du tout nécessaire qu'il ait un poids de 6 à 7 kilos, comme actuellement; le tiers de ce chiffre suffit amplement; par suite, on pourra restreindre notablement le calibre de la pièce et partant son poids, ce qui amène naturellement la solution du problème en ce qui concerne le surcroît de charge donné par le bouclier. Cette réduction du poids du projectile, on la poussera aussi loin que possible, mais en tenant compte de deux conditions essentielles : minimum de puissance que doit posséder le coup isolé pour agir sur le matériel et possibilité d'observer le point d'éclatement; faute d'y satisfaire, on aurait une mitrailleuse et non pas un canon. Ce n'est, en effet, que grâce à la réduction du poids de l'obus que l'on pourra amener sur la ligne de feu la quantité considérable de munitions nécessaire à l'avenir. Comme les batteries ennemies seront, en général, défilées par le terrain, il sera souvent nécessaire de battre, au jugé, de grandes zones; dans ces conditions, la probabilité d'atteindre se trouve extrêmement réduite; il faudra, dès lors, y suppléer par une consommation énorme de projectiles.

Voilà donc le schrapnel rejeté pour le tir contre l'artillerie; le général Reichenau ne l'utilise pas davantage pour agir contre l'infanterie ou la cavalerie : ce n'est pas la partie la moins paradoxale de ses propositions. D'abord, dit-il, en l'adoptant, on encourt l'inconvénient de la dualité d'approvisionnement; dans quelles proportions fera-t-il partie des approvisionnements? Il est impossible de prévoir à l'avance la nature des objectifs qu'une batterie devra particulièrement battre dans un jour de bataille. Si du moins le schrapnel présentait des avantages sur l'obus pour le tir contre les

troupes; mais, à son avis, il n'en est rien; le schrapnel jouit, à ce point de vue, d'une réputation absolument surfaite qui ne repose sur aucune expérience de guerre. Cela tient à ce que son emploi est beaucoup trop compliqué, qu'il exige une concordance minutieuse de divers éléments dans leurs continuelles variations, une intervention permanente du capitaine avec des commandements sans fin. Qu'on se souvienne donc des journées d'août 1870, où, pour se faire entendre, les chefs devaient crier leurs ordres aux oreilles de leurs subordonnés; et pourtant la majorité des projectiles français n'éclataient pas, les batteries étaient en nombre inférieur à ce qu'elles seraient aujourd'hui et la vitesse du tir bien moindre. Allez donc espérer régler et diriger un tir fusant au milieu du vacarme des batailles de demain!

L'obus explosif, continue l'auteur, est parfaitement suffisant contre les troupes, dans toutes les circonstances de la guerre de campagne, sans même qu'il soit nécessaire de le tirer fusant; les essais faits avec ce dernier genre de tir n'ont jamais donné que des résultats insignifiants, à cause de la trop grande précision que son réglage exige. Que les jeunes générations qu'effrayent mes conclusions, dit-il, se reportent aux luttes de 1870, où l'artillerie allemande ne disposait que d'un obus à poudre percutant; c'est en vain qu'on essayerait d'amoindrir son rôle, ce rôle appartient à l'histoire.

En conséquence, le général Reichenau préconise l'adoption, comme seule pièce de campagne à tir tendu, d'un canon sans recul de $0^m,05$ de calibre, fortement cuirassé, ne pesant que 800 kilos en batterie et tirant uniquement un obus percutant, de deux kilos environ, à explosif puissant.

Cette pièce, assure-t-il, n'est pas un idéal entrevu dans un rêve; elle est réalisée déjà par la maison Ehrhardt; les résultats qu'elle a donnés et que l'auteur

expose en détail dans sa deuxième brochure, sont tout à son honneur.

Tel est, en substance, le système du général Reichenau. On voit que l'éminent écrivain n'hésite pas à aller jusqu'au bout des conséquences de ses prémisses; on ne pourra l'accuser de se laisser embarrasser par la routine et les traditions; faisant table rase des soi-disant progrès accomplis depuis trente ans, il nous ramène aux principes de l'aurore des canons rayés.

Enfin, le général Rohne représente le juste milieu. On a vu (1) comment cet officier distingué, après avoir lutté si longtemps en faveur des théories anciennes, avait subitement trouvé son chemin de Damas. Avec une ardeur de néophyte, il a proclamé les mérites de l'artillerie nouvelle, et son ouvrage sur l'artillerie française constitue un des plus beaux éloges qui aient été décernés à notre arme. Voici, en effet, ce qu'il écrit dans sa brochure, parue en mars 1902 et intitulée *Die französische Feldartillerie :* « La France est la première puissance « qui ait osé adopter un type de canon absolument « moderne, et ce système comporte de tels avantages « que tous les États seront obligés d'en doter leur « artillerie à plus ou moins bref délai. C'est pourquoi « le nouveau règlement français est une œuvre qui fera « époque, parce qu'elle nous renseigne non seulement « sur l'arme elle-même, mais surtout, ce qui est plus « important, sur son emploi..... Malgré la prétendue « influence déprimante du bouclier, ce règlement est « inspiré plus que tout autre de l'esprit offensif; il « attache une importance toute spéciale à l'union intime « de l'artillerie et de l'infanterie; nulle part il n'y est « question de l'efficacité de l'arme au point de vue « absolu, mais uniquement dans ses rapports avec les

(1) Article précité, p. 204.

« autres armes, surtout dans son rôle d'aide de l'infan-
« terie; il exalte le goût des responsabilités et les jouis-
« sances de l'initiative. Aussi peut-on dire que cette
« œuvre est, au plus haut degré, digne de son temps ».

Au point de vue purement technique, l'auteur reconnaît qu'il est insuffisamment documenté pour apprécier exactement l'organisation du matériel. A son avis, le canon français présente bien des imperfections de détail, mais Krupp a réussi à les corriger, et le canon qu'il nous apporte, comme réalisant l'idéal cherché, est conçu exactement suivant les principes adoptés en France : même calibre, presque même poids, organisation identique des munitions, enfin dispositions générales analogues. Le général Rohne, lui, conserve le schrapnel; la solution de la lutte contre le bouclier, il la cherche dans la substitution de l'acier au plomb durci pour la fabrication des balles de ce projectile, espérant arriver ainsi à la perforation des plaques constituant les cuirassements.

L'usine Krupp prétend avoir résolu le problème, et elle expose actuellement à Düsseldorf trois boucliers de 3 millimètres d'épaisseur, en acier dur, qui ont subi le tir d'un canon de campagne de 75 millimètres, exécuté avec des schrapnels chargés de balles en acier. D'après l'*Internationale Revue* d'octobre 1902, on tira vingt coups à 3,500 mètres; la vitesse initiale était de 500 mètres et le poids des balles de 10 grammes. Les intervalles d'éclatement étaient de 65 mètres, en moyenne. De 80 balles qui touchèrent les boucliers, 63 les traversèrent net.

Dans une autre série d'expériences, dont fait mention notamment la *Kölnische Zeitung* du 8 septembre, des résultats analogues auraient été obtenus en tirant à 350 et même 450 mètres un fusil d'infanterie de 7^{mm},9. Même affirmation de la part de l'*Internationale Revue*, avec cette différence que le fusil employé aurait été

du calibre de $7^{mm},5$, et non pas le fusil réglementaire allemand. Cette deuxième série d'essais permettrait de conserver des doutes sur la valeur des boucliers employés.

La presse triomphe de ces résultats. « Voilà donc l'auréole d'invulnérabilité de l'artillerie française dissipée », dit la *Post* du 24 septembre. Les adversaires des boucliers en voient déjà le rejet définitif, bien qu'ils reconnaissent, en général, que la question du canon à tir rapide reste entière, parce qu'à leur avis elle n'est liée en rien à celle du cuirassement; d'autres, plus sages, estiment, avec le général Rohne, qu'il vaut mieux une protection imparfaite que rien du tout; ne munit-on pas les navires de cuirasses, bien qu'elles ne soient pas à l'épreuve de tous les projectiles?

De quel côté penchera la victoire? Quand se décidera-t-elle? Il est difficile de le prévoir. Le monde militaire se trouve, en Allemagne, dans cet état d'esprit qui précède toutes les grandes réformes : on a le sentiment qu'il y a quelque chose à faire, on devine l'importance des doctrines nouvelles, mais les opinions restent indécises; en outre, comme toujours, les exagérations des partis extrêmes contribuent à cacher la lumière. Enfin, il semble difficile d'admettre que l'industrie allemande ne soit pas en état, cinq ans après le voisin, de produire une œuvre originale et supérieure. A tout cela s'ajoute l'appréhension naturelle de renouveler, par trop de précipitation, l'erreur commise en 1896. Pour toutes ces raisons, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que la situation actuelle se prolongeât quelque temps encore avant que l'autorité militaire se décide à adopter définitivement la voie dans laquelle on engagera l'artillerie et — par suite, jusqu'à un certain point — les finances de l'Empire.

(138)

MODIFICATIONS APPORTÉES EN ITALIE

À

L'ORGANISATION DE L'ARTILLERIE

Par application de la loi du 14 juillet 1898 (1) sur l'organisation de l'armée royale, l'artillerie italienne se composait jusqu'alors des éléments suivants (2) :

a) *Quatre inspections d'artillerie* spécialisées dans leurs attributions respectives et portant les dénominations correspondantes d'inspections d'artillerie de campagne, de côte et de forteresse, des constructions d'artillerie, des armes et du matériel (3) ;

b) *Une direction supérieure des expériences ;*

---

(1) Texte unique des lois sur l'organisation de l'armée royale et des services dépendant de l'administration de la guerre. Ce texte unique reproduit, en les modifiant légèrement, les dispositions relatives à l'organisation de l'artillerie contenues dans la loi du 28 juin 1897 et dans le décret sur la constitution de l'artillerie, du 22 juillet 1897.

(2) Voir *Revue militaire de l'Étranger*, n° 841, de décembre 1897.

(3) Les inspecteurs étaient du grade de lieutenant général ou major général. Le plus élevé en grade prenait le titre d'inspecteur général ; il avait pour mission d'examiner toutes les questions se rapportant aux instructions, études ou constructions intéressant l'arme, et de prendre l'initiative des propositions d'un caractère général dépassant les attributions particulières de chaque inspecteur.

c) *Huit commandements d'artillerie* partageant le territoire du royaume en autant de circonscriptions, et dont le titulaire, du grade de major général, exerçait son autorité sur les troupes et services de l'arme stationnés dans l'étendue de sa circonscription.

d) *Quatorze directions d'artillerie;*

e) *Vingt-quatre régiments d'artillerie de campagne* comprenant chacun un état-major, deux groupes de batteries (1), une ou deux compagnies du train et un dépôt (au total 186 batteries, 36 compagnies du train, 24 dépôts);

f) *Un régiment d'artillerie à cheval* comprenant un état-major, trois groupes de 2 batteries chacun, 4 compagnies du train et un dépôt ;

g) *Un régiment d'artillerie de montagne* comprenant un état-major, cinq groupes de batteries et un dépôt (au total 15 batteries et un dépôt);

h) *Vingt-deux brigades d'artillerie de côte et de forteresse* représentant un total de 78 compagnies et 2 bureaux d'administration spéciaux à cette subdivision de l'arme;

i) *Cinq compagnies d'ouvriers d'artillerie.*

Cette organisation est appelée à subir d'ici peu des modifications importantes. Le parlement italien vient en effet de voter, à la fin de la dernière législature. un projet de loi déposé le 21 mars 1902 par le général Ponza di San-Martino, alors ministre de la guerre, projet qui modifie la loi d'organisation de l'armée royale du 14 juillet 1898 et celle du 2 juin 1896 sur l'avancement.

Il serait erroné de mesurer la faveur dont jouit la

(1) Le groupe comptait quatre batteries, sauf dans six régiments dont le groupe attelant des pièces de $0^m,07$ ne comprenait que trois batteries.

législation nouvelle à la facilité avec laquelle elle obtint la consécration parlementaire. Le succès du général Ottolenghi, qui avait repris à son compte le projet de son prédécesseur, semble en effet devoir être attribué bien moins à la confiance du parlement dans la valeur des dispositions soumises à son examen, qu'à l'influence personnelle exercée par le nouveau ministre de la guerre, à la lassitude générale vers la fin d'une législature surchargée de travaux et surtout au besoin unanimement reconnu de donner coûte que coûte satisfaction à l'opinion vivement préoccupée de l'extrême lenteur de l'avancement dans l'arme de l'artillerie. La lecture du rapport de la commission chargée par la Chambre des députés d'étudier les propositions ministérielles suffit à justifier cette impression et laisse deviner que la législation nouvelle a causé à cette assemblée, en dépit d'une approbation qu'elle n'a pas osé lui refuser, un sentiment de profonde désillusion.

L'adoption d'un nouveau matériel qui développe considérablement la puissance de la batterie, première unité tactique de l'arme, en transforme profondément la constitution et en rend le commandement plus délicat, devait forcément entraîner dans l'organisation même de l'artillerie des modifications destinées à la plier aux conditions nouvelles que lui impose le nouvel armement. Tel fut, en effet, le prétexte mis en avant par le général Ponza di San-Martino pour justifier devant les Chambres la présentation de son projet.

A côté de cette question d'ordre technique, d'autres d'un caractère plus général, mais non d'un moindre intérêt pour l'avenir des armes spéciales, préoccupaient depuis longtemps les cercles compétents. D'une part, « il semblait impossible de procéder à une organisation définitive de l'artillerie sans prendre en sérieuse considération la question si souvent débattue de la séparation des officiers, au point de vue de leur carrière, en

officiers combattants et en officiers techniciens (1) »; d'autre part il paraissait indispensable de procéder à une réforme générale de la loi d'avancement, « réforme que conseille une expérience médiocrement heureuse de six années et dont la nécessité et l'urgence sont unanimement reconnues (1) ». On pouvait donc espérer que la réorganisation de l'artillerie, devenue nécessaire, donnerait lieu à un débat d'un caractère général, soumettrait au grand jour de la discussion les idées en cours sur l'organisation imposée à l'arme par l'importance croissante et la spécialisation de plus en plus nécessaire des *techniciens*, et fournirait au ministre l'occasion de présenter au parlement un projet d'ensemble donnant satisfaction, sinon définitivement, du moins pour un long avenir, aux exigences techniques nouvelles au point de vue tant de la *constitution de l'arme* que de l'*avancement des officiers*.

Si le projet proposé n'a pas cette envergure, s'il apparaît comme destiné à réparer le passé plutôt qu'à assurer l'avenir, et si, malgré ces défauts, les Chambres, en dépit de leurs espérances déçues n'ont pas hésité à le voter, c'est qu'en réalité il a été rédigé dans un moment de besoin et sous l'empire des circonstances comme un remède efficace et peu coûteux à la lenteur unanimement déplorée de l'avancement dans l'artillerie. En présence du mécontentement général il fallait agir vite : déjà l'arme de l'infanterie avait reçu satisfaction par le dépôt d'un projet tendant à la nomination de quatre cents lieutenants au grade de capitaine (2) : l'artillerie serait-elle sacrifiée ? Ne ferait-on rien pour les officiers d'un corps auxquels de fortes études et l'importance croissante du

(1) Rapport de la commission de la Chambre présenté par le député Maurigi.

(2) Loi du 3 juillet 1902.

rôle de leur arme dans la bataille de l'avenir semblent devoir assurer une carrière honorable ?

En présence de cette situation critique, était-il sage de songer à l'avenir avant d'assurer le présent? Était-il prudent de soumettre aux Chambres de vastes projets prêtant le flanc aux discussions théoriques et destinés à s'éterniser devant les commissions d'étude ? Ne valait-il pas mieux courir au plus pressé, obtenir sans retard du parlement les emplois nécessaires au fonctionnement judicieux de l'avancement et se borner à donner aux cadres de l'artillerie une satisfaction immédiate, en renvoyant à une date ultérieure la discussion devant les Chambres d'une étude complète de réorganisation de l'arme ?

La confiance du ministre dans le succès d'un projet de loi, certes plus modeste, mais d'un caractère d'urgence généralement reconnue, n'a pas été trompée. Il demandait au parlement 3 emplois de colonel, 8 de lieutenant-colonel, 15 de major, 12 de capitaine : le parlement n'a pas osé les lui refuser et sans enthousiasme il a voté ce projet de loi qui, suivant l'expression attristée du rapporteur Maurigi (1), « apporte, il est vrai, certaines améliorations au fonctionnement de quelques services, mais n'en reste pas moins principalement inspiré — inutile de le dissimuler — par le désir de remédier à l'excessive lenteur de l'avancement dans l'arme de l'artillerie, lenteur regrettable tant dans l'intérêt du service que dans celui des officiers ».

Les modifications apportées à la loi de 1898 par la législation nouvelle ont trait :

a) A la création d'une inspection générale de l'artillerie et à la suppression d'une des quatre inspections;

---

(1) Rapport de la commission de la Chambre des députés.

b) A la création d'un commandant d'artillerie et à la suppression d'une direction ;

c) A la réorganisation des régiments d'artillerie de campagne ;

d) A la réorganisation du régiment d'artillerie de montagne ;

e) A la formation de 3 régiments d'artillerie de côte et de 3 régiments de forteresse au moyen du groupement des compagnies de côte et de forteresse existant actuellement (1).

De ces modifications, les unes constituent des innovations, les autres ne sont que le rétablissement d'éléments autrefois supprimés ; il semble utile d'examiner, dans l'un et l'autre cas, les raisons par lesquelles le ministre a cru devoir les justifier.

a) *Inspection générale de l'artillerie.* — Cette institution n'est pas une nouveauté. Créée en 1887 en remplacement de l'ancien comité d'artillerie, l'inspection générale avait été supprimée en 1894 par le général Mocenni, parce que cet organe, placé entre le ministre et les inspecteurs directement et personnellement responsables du service qui leur était confié, restreignait l'autorité de ces derniers et amenait une certaine confusion dans l'établissement des responsabilités (2). Le général Pelloux, considérant qu'il était utile d'imprimer à tous les services de l'arme une direction unique, avait rétabli, sinon la

---

(1) La loi prescrit en outre :

1° Le renforcement des cadres du 22e régiment d'artillerie (Palerme) et l'affectation nouvelle à ce régiment d'un major, un capitaine et trois lieutenants, en raison des conditions spéciales dans lesquelles se trouve ce régiment ;

2° L'affectation nouvelle d'un officier supérieur et d'un capitaine près la Direction supérieure d'expériences et deux officiers supérieurs à l'arsenal de construction de Turin.

(2) *Revue militaire de l'Étranger*, n° 841, de décembre 1897.

charge, du moins le titre d'inspecteur général de l'artillerie et en avait investi le plus ancien des inspecteurs, en lui assurant une certaine autorité sur ses collègues et en délimitant nettement ses attributions.

L'expérience de plusieurs années semble avoir démontré aujourd'hui qu'un même titulaire ne saurait sans inconvénients exercer les charges d'inspecteur général et celles d'inspecteur. « La preuve que la fonction d'inspecteur général est utile, a déclaré devant les Chambres le général Ottolenghi, c'est qu'on a jugé bon d'en donner les charges et le titre au plus ancien des inspecteurs. » Or la tâche de ceux-ci semble trop lourde, leur activité est obligée de s'exercer dans des zones trop variées pour permettre à celui qui porte le titre d'inspecteur général de se consacrer, dans la mesure voulue, à la mission supplémentaire qui lui incombe et qui est d'importance capitale, puisqu'elle consiste à coordonner l'action des quatre inspections et lui impose, par conséquent, l'obligation de se tenir parfaitement au courant du fonctionnement des multiples services de l'arme (1). N'est-il pas d'ailleurs logique et de bonne organisation de reconnaître en droit une fonction qui existe en fait et d'assurer à son titulaire, au représentant de la plus haute autorité technique dans l'arme, la part de commandement et de dignité correspondant à sa situation et à sa responsabilité (2)?

La commission, tout en ne se refusant pas à reconnaître la justesse de cette argumentation, avait fait remarquer au ministre qu'une proposition de cette importance pouvait trouver place dans un projet de réforme générale de l'avancement, mais non dans un

---

(1) Rapport Ponza di San-Martino, du 21 mars 1902.

(2) Discussion de la loi devant la Chambre des députés. Discours Ottolenghi, séance du 25 juin 1902.

projet de loi aussi modeste et de portée aussi limitée que celui qu'il présentait.

La Chambre n'a pas tenu compte des observations de sa commission; elle a décidé la création d'une inspection générale de l'artillerie (1), avec d'autant plus de facilité que cette mesure ne coûtera rien au budget et sera compensée par la suppression de l'inspection des armes et du matériel des corps, dont les attributions seront réparties entre les autres inspections et les commandements d'artillerie.

L'inspecteur général de l'artillerie, en raison des attributions complexes qui lui incombent et de l'importance de sa charge, sera traité, au point de vue de la limite d'âge, comme les commandants de corps d'armée auxquels il est déjà assimilé sous le rapport de la solde et des honneurs; il restera donc au service jusqu'à 68 ans. L'adoption de cette disposition aura pour effet d'assurer à la direction technique de l'arme la fixité qui lui est indispensable, en évitant la trop rapide succession dans ce poste de titulaires expérimentés, mais prématurément atteints par la limite d'âge résultant de la loi sur l'avancement.

b) *Création d'un neuvième commandement d'artillerie et suppression d'une direction.* — Le nombre des commandements d'artillerie avait été porté de six à huit en 1897 : ils avaient en outre perdu la dénomination spécialisant leurs attributions (campagne, forteresse, etc.). L'expérience a démontré que, soit par suite du travail excessif qui leur incombe, soit en raison de la diversité des questions ressortissant à leurs attributions, les huit commandements existant actuellement ne peuvent fonc-

---

(1) La loi porte également création d'un inspectorat général dans l'arme du génie qui ne comptait jusqu'alors que deux inspectorats.

L'inspecteur général du génie aura droit aux mêmes prérogatives et jouira des mêmes avantages que l'inspecteur général de l'artillerie.

tionner avec toute l'activité nécessaire (1). Cette constatation mérite d'autant plus d'attirer l'attention que leur tâche va singulièrement s'accroître du fait de la mise en service du nouveau matériel et de la préparation, plus complète que par le passé, de la mobilisation des parcs de siège. Le ministre a donc jugé nécessaire de créer un neuvième commandement d'artillerie et de rétablir l'ancien principe, abandonné en 1897, de la spécialisation de ces organes.

La Chambre a souscrit sans observation à la proposition du ministre; elle a de même approuvé la suppression de la direction d'artillerie d'Ancône, justifiée par le déclassement de cette place.

Six commandements se partageront donc vraisemblablement dans l'avenir les questions relatives à l'artillerie de campagne : les septième et huitième seront chargés de l'artillerie de côte et de forteresse; le neuvième sera spécialisé dans la préparation et la mobilisation des parcs de siège.

c) *Réorganisation des régiments d'artillerie de campagne.* — Dès le mois de mars 1901, au cours de la discussion budgétaire pour le sexennat 1900-1906, le général Ponza di San-Martino avait déjà fait allusion, devant les Chambres, à l'opportunité d'une réorganisation des régiments d'artillerie de campagne, dont le fractionnement en deux groupes de quatre batteries ne semblait déjà plus répondre aux exigences tactiques de l'emploi de l'arme.

L'adoption du nouveau matériel a désormais donné à la réorganisation pressentie un véritable caractère d'urgence. Une artillerie très manœuvrière et aussi peu vulnérable que possible sera seule en état de profiter des avantages que semble devoir assurer la rapidité de

---

(1) Rapport Ponza di San-Martino, du 21 mars 1902.

tir de l'armement moderne : or le groupe constitué à quatre batteries présente, au triple point de vue de la manœuvre, de la vulnérabilité et de la facilité du ravitaillement, des inconvénients d'autant plus graves que ces batteries, par suite de leur consommation intensive vont être obligées de s'alourdir elles-mêmes d'un nombre de caissons de munitions plus grand que par le passé. Le général Ponza di San-Martino, dans son rapport du 21 mars 1902, demandait en conséquence au parlement la création d'un troisième groupe pour chacun des vingt-quatre régiments d'artillerie de campagne, et la réduction de quatre à trois du nombre des batteries composant les groupes actuellement existants.

La commission parlementaire ne fit pas à cette demande, pourtant très justifiée, un accueil encourageant; fâcheusement impressionnée par la contexture et la portée de la loi proposée, elle affecta de ne voir dans ce projet de réorganisation de l'artillerie de campagne que le moyen mal dissimulé de créer vingt-quatre nouveaux emplois de major. Elle avait pourtant pris soin de se faire donner par le ministre l'assurance que tout le matériel de 7 centimètres en service dans les batteries serait remplacé à la fin de l'année 1902 par le nouveau matériel de 75. Elle ne se refusait pas, d'ailleurs, à reconnaître l'urgence d'une transformation organique de l'arme en raison de l'adoption du nouveau matériel, mais elle prétextait justement de la puissance et des exigences de ce nouvel armement pour repousser la formation d'un troisième groupe par régiment et réclamer une transformation radicale de l'organisation de l'artillerie de campagne.

Elle déclarait, par l'organe de son rapporteur, que le groupe était désormais un organe démodé et vieilli, un intermédiaire inutile entre l'unité régimentaire et la batterie, que la concentration des feux d'un grand nombre de pièces, résultat du groupement de plusieurs

batteries sous un même commandement, deviendrait avec l'armement moderne chose inutile et dangereuse, et qu'il serait anormal de reconnaître par un vote la valeur du groupe en tant qu'unité tactique alors que, dans certaines armées, les conséquences de la guerre sud-africaine ont amené de fort bons esprits à considérer la section de deux pièces comme l'unité tactique de l'avenir (1). Au surplus, la création d'un troisième groupe par régiment, sans augmentation du nombre des batteries existantes, aurait pour conséquence de détruire l'unité de composition des groupes d'un même régiment et établirait, de ce fait, une situation anormale et « *sans précédents* ».

Le procès de la proposition ministérielle ainsi entendu au nom des principes techniques, la commission s'armait d'arguments budgétaires pour lui porter le dernier coup : « A ces commandants de groupes il faudra des adjudants-majors en 2e qui viendront encore augmenter l'encombrement déplorable des cadres subalternes; il faudra tout un personnel dispendieux..... et cette dépense ne sera justifiée que par la promotion au grade de major de 24 capitaines d'une excessive ancienneté. Mieux vaut dans ce cas, s'il ne s'agit que d'avancement, donner le grade de major à un certain nombre d'adjudants-majors en 1er (2), comme vient de le proposer la commission parlementaire chargée d'étudier la question de l'avancement dans l'arme de l'infanterie (3) ».

Il était difficile d'examiner plus dédaigneusement une question de principe de cette importance et de montrer plus nettement que les considérations tactiques, qui

(1) Rapport de la commission, 30 mai 1902.

(2) L'adjudant-major en 1er a le grade de capitaine.

(3) Proposition d'ailleurs repoussée par le ministre et par le parlement.

semblaient la justifier, ne servaient qu'à dissimuler des préoccupations d'avancement d'un caractère beaucoup plus terre à terre. Le ministre ne se laissa pas intimider par ce réquisitoire et maintint intégralement devant la Chambre la proposition de son prédécesseur dont il reprit, en les développant, tous les arguments. « La puissance de l'artillerie, déclara le général Ottolenghi, ne réside pas uniquement dans la valeur de son armement : elle dépend de sa mobilité, de la légèreté de ses colonnes, de la rapidité avec laquelle elle prend position, de la facilité avec laquelle elle exécute son réapprovisionnement. Nos batteries à 6 pièces, telles qu'elles sont constituées, sont par elles-mêmes trop lourdes : c'est un fait reconnu ; maintenir la composition du groupe à quatre batteries, c'est l'alourdir démesurément et commettre ainsi une double erreur au point de vue organique aussi bien qu'au point de vue tactique..... Je souhaiterais que nos batteries fussent à quatre pièces, mais cette transformation de notre organisation, en exigeant la création de nouvelles batteries, nous entraînerait dans des dépenses exagérées..... En tous cas, dans l'état actuel des choses et avec l'augmentation du nombre des caissons nécessitée dans chaque batterie par l'adoption du nouveau matériel, je déclare que le groupe constitué à quatre batteries se trouverait dans des conditions organiques et tactiques défavorables (1) ». Le parlement a donné raison au ministre contre la com-

---

(1) Discussion du projet de réorganisation de l'artillerie. 2e séance du 25 juin 1902.

Au cours de cette discussion, le député Pistoja a fait de très intéressantes allusions à la constitution définitive qu'il souhaite voir donner à l'artillerie.

Il espère tout d'abord que l'on adoptera en Italie un affût permettant l'emploi du tir rapide et analogue à celui de l'artillerie française, non pas qu'il ait pleine confiance en la valeur pratique des procédés de t

mission et a approuvé la nouvelle organisation proposée.

a) Réorganisation du régiment d'artillerie de montagne. — Les quinze batteries et les divers magasins du régiment d'artillerie de montagne sont échelonnés au pied des Alpes, du col de Tende aux rives de l'Adriatique, sur deux théâtres d'opérations absolument distincts. Cet éparpillement, qui place le régiment d'artillerie de montagne sous le commandement de quatre commandants de corps d'armée différents, ne permet pas à son chef de faire sentir son action directrice, tout en l'obligeant à des déplacements fréquents, onéreux pour le Trésor et préjudiciables au bien du service, étant donné qu'il ne peut même pas assister aux écoles à feu de la plupart de ses batteries.

Ces diverses considérations avaient amené la commission parlementaire à prendre l'initiative d'un projet de dédoublement de l'unique régiment d'artillerie de montagne actuellement existant. Le ministre n'a pas cru devoir accepter cette proposition qui aurait eu pour effet

---

de fauchage et par rafales, mais parce que le matériel en question est supérieur en soi, indépendamment de toute théorie relative à son emploi, et parce qu'il permet de faire varier dans de larges limites l'intensité du tir au gré des circonstances.

Il souhaite que l'on ne se laisse pas arrêter, dans l'adoption d'un matériel de tir rapide, par la crainte d'une consommation exagérée de munitions; ces mêmes hésitations ont marqué tout progrès dans l'armement de l'infanterie; elles n'ont pas de raison d'être quand il s'agit d'une arme comme l'artillerie, où la discipline du feu est relativement facile à obtenir.

Il estime que la pièce de 75 montée sur un affût, dit à déformation, sera assez puissante pour permettre la réduction du nombre des pièces de 6 à 4 par batterie sans augmentation du nombre des batteries. Le groupe ainsi composé de 3 batteries de 4 pièces sera vraiment apte à la manœuvre et constituera un excellent outil dans la main de son chef.

de bouleverser toute l'organisation visée. Il s'est borné à régulariser la situation existante et à simplifier l'action du commandement du régiment d'artillerie de montagne en proposant au parlement le groupement en un régiment des douze batteries actuellement stationnées en Ligurie et en Piémont, et la reconnaissance de l'autonomie du groupe de trois batteries en garnison sur le territoire de Venise, groupe qui possède déjà en fait cette autonomie, puisqu'il dispose sur place de son matériel et de ses magasins de mobilisation.

La commission s'est rangée, non sans protester (1), à l'avis du ministre, dont la proposition a reçu l'approbation parlementaire.

Réorganisation de l'artillerie de côte et de forteresse. — Antérieurement aux décrets de 1894, les troupes d'artillerie de côte et de forteresse constituaient cinq régiments sous l'autorité du commandant de l'artillerie de forteresse. Par application de ces décrets, les régiments existants furent dissous et les brigades de côte et de forteresse, rendues autonomes, furent placées sous l'autorité des commandants locaux ; enfin, en 1897, le commandement et la haute surveillance de ces brigades furent confiés aux généraux commandant les circonscriptions d'artillerie sur le territoire desquels elles se trouvaient ;

---

(1) Discussion du projet de loi de réorganisation de l'artillerie, 2e séance du 25 juin 1902 :

MAURIGI, *rapporteur*. — La commission accepte l'amendement du ministre....., persuadée, d'ailleurs, qu'avant de prendre cette décision qui intéresse la défense nationale, il aura reçu l'approbation des hautes compétences militaires susceptibles de le conseiller.

OTTOLENGHI, *ministre de la guerre*. — L'honorable rapporteur a demandé si j'avais consulté (au sujet de l'artillerie de montagne) les autorités techniques compétentes..... A vrai dire, il ne s'agit pas ici de questions techniques, mais bien d'organisation. Or, en matière d'organisation, le ministre a le droit et le devoir de bien savoir ce qu'il fait.

les questions d'administration et de comptabilité les concernant furent, d'autre part, centralisées dans deux bureaux d'administration établis l'un à Rome pour les brigades de côte, l'autre à Bologne pour les brigades de forteresse.

Cette organisation fort instable vient d'être appelée à subir une nouvelle transformation. L'expérience semble en effet avoir démontré que l'autonomie des brigades a donné, au point de vue de l'homogénéité de l'instruction et même du maintien de la discipline, des résultats peu satisfaisants. L'action du commandant de la circonscription d'artillerie, en raison même de la lourdeur de sa tâche et de la dispersion des brigades placées sous sa direction, ne s'exerce qu'avec difficulté ; il n'existe par suite entre ces groupements ni lien tactique, ni unité de doctrine, lacune d'autant plus regrettable qu'en temps de guerre un grand nombre d'entre eux seront appelés à agir de concert, en vue d'une action commune et sous un commandement unique. Cet inconvénient se fait déjà sentir en temps de paix aux écoles à feu, où un certain nombre de brigades exécutent leurs tirs sous la direction d'officiers supérieurs qui leur sont étrangers et qui, faute de connaître les cadres placés sous leurs ordres, ne tirent pas de ces exercices tout le profit désirable.

Telles sont les raisons d'ordre technique mises en avant par le général Ponza di San-Martino pour justifier sa proposition : elles ne sont ni neuves, ni irréfutables puisqu'elles n'ont pu prévaloir en 1894 contre l'argumentation inverse qui conduisit à la suppression des régiments de forteresse. Elles ont été néanmoins accueillies avec bienveillance par la commission : celle-ci s'est bornée à faire sentir au ministre qu'elle n'était pas absolument dupe de son argumentation, et à déclarer que, « s'inspirant principalement du désir d'améliorer la carrière des officiers d'artillerie », elle acceptait sa proposition à laquelle le parlement s'est rallié sans opposition.

Il sera donc créé trois commandements de brigades supplémentaires dont l'existence a paru nécessitée par les besoins de l'organisation défensive ; les 78 compagnies de côte et de forteresse existant actuellement, groupées en 25 brigades, constitueront 3 régiments de côte et 3 de forteresse se composant chacun d'un état-major, d'un certain nombre de brigades et d'un dépôt.

La brigade de côte affectée à la défense de la Sardaigne conservera son autonomie, en raison même de son éloignement et du caractère spécial de sa mission.

Enfin les deux bureaux d'administration de Rome et de Bologne, désormais sans emploi, seront supprimés, chaque régiment restant chargé des questions administratives intéressant les brigades qui le composent.

La loi votée, indépendamment de toute autre conséquence technique, aura pour résultat immédiat de créer 26 nouveaux emplois d'officiers supérieurs, 12 de capitaines et de supprimer 8 emplois de lieutenants ; elle atteint donc à ce point de vue le but que s'était proposé son auteur en la présentant au Parlement.

Les cadres de l'artillerie bénéficieront-ils de cette manne ? Leur avancement subira-t-il la poussée attendue et unanimement réclamée ? C'est ce qu'il serait prématuré d'affirmer. Il ne suffit pas en effet de créer des emplois, il faut être libre de les remplir ; or la législation qui régit actuellement en Italie l'avancement dans les armes spéciales n'est pas sans apporter à cette opération des difficultés assez délicates à résoudre.

Aux termes de l'article 45 de la loi du 2 juillet 1896, modifiée par celle du 6 mars 1898, « les officiers du génie doivent passer à l'ancienneté au grade supérieur dans leur arme dès que les officiers d'artillerie de même grade et de même ancienneté sont, dans la leur, l'objet d'une promotion ».

Il en résulte que le ministre ne peut faire une promotion, fût-elle d'une urgence reconnue, dans l'une de ces

deux armes, sans faire en même temps dans l'autre une promotion de même importance. Dans le cas présent, s'il voulait appliquer la loi dont il a provoqué le vote et s'il remplissait dans les cadres de l'artillerie les emplois mis par le parlement à sa disposition, il serait obligé de nommer dans l'arme du génie un nombre d'officiers supérieurs hors de proportion avec les emplois correspondant à leur grade.

En présence de cette situation contradictoire, le général Ottolenghi a dû recourir à un expédient. Il a donc proposé à la Chambre d'atténuer la poussée que ne manquerait pas de produire dans l'avancement de l'artillerie la stricte application de la loi, en conférant à un certain nombre de lieutenants-colonels l'emploi et non le grade de colonel ; il a présenté en conséquence, sans consulter la commission, l'amendement suivant à la loi de 1896, à titre provisoire et jusqu'à ce que l'avancement dans l'artillerie ait repris son cours normal : « Le ministre est autorisé, quand il y a lieu et de temps à autre, à limiter l'avancement dans les divers grades de l'artillerie, lorsqu'il arrivera, par suite de l'application combinée de la loi d'organisation nouvelle et de l'article 45 de la loi sur l'avancement, que l'arme du génie présente des excédents de cadres eu égard aux emplois à leur affecter ». (Art. 68 à ajouter à la loi de 1896.)

La commission s'est très vivement élevée, au cours de la discussion, contre cet amendement introduit à la dernière heure et sans son consentement ; elle a déclaré par la voix de son rapporteur « qu'elle déclinait toute responsabilité à l'égard de cette disposition d'une gravité particulière. Si le ministre en accepte la responsabilité la commission ne saurait l'imiter : l'application d'un semblable amendement va en effet transformer les espérances qu'on avait fait naître dans les armes spéciales en une douloureuse désillusion dont la commission entend n'être pas responsable ».

Bien que cette observation judicieuse n'ait pas modifié les sentiments de la Chambre, bien que la commission elle-même n'ait pas osé malgré tout s'opposer au vote de la proposition ministérielle, il est impossible de méconnaître le bien fondé de sa protestation.

Mieux vaut ne pas promettre que ne pas tenir : c'est ce que le Sénat italien a essayé, par le vote d'un ordre du jour, de faire sentir au ministre. Cette assemblée n'a osé ni repousser le projet déjà voté par la Chambre, ni en renvoyer la discussion à une date ultérieure ; elle a tenu du moins à protester contre les déboires infligés à l'artillerie par l'application de l'amendement proposé en invitant le ministre « à admettre en principe, pour l'application de l'article 68 (nouveau) de la loi d'avancement, que toute sous-direction ou service équivalent dans l'arme du génie, actuellement confié à un lieutenant-colonel, pourrait être dorénavant confié à un colonel ».

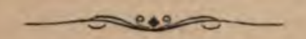
Le ministre souscrira-t-il aux vœux du Sénat? Modifiera-t-il, comme on le demande, la constitution des cadres du génie pour donner satisfaction à ceux de l'artillerie? La chose est peu probable. Quoi qu'il en soit, pour avoir hésité à entreprendre franchement la réforme générale d'une loi d'avancement reconnue surannée, pour avoir essayé de remédier à un mal au lieu d'en supprimer la cause, il se trouve actuellement dans la singulière alternative ou de laisser vacants des emplois créés sur sa demande, ou d'obérer le budget en créant dans les cadres du génie des emplois nouveaux sans autre utilité que de permettre une promotion correspondante dans ceux de l'artillerie.

(166)

POSSIBILITÉ

D'UNE

CAMPAGNE RUSSE VERS L'INDE



IV

LIGNES D'OPÉRATIONS. — EFFECTIFS NÉCESSAIRES.

En 1878, la Russie, ne pouvant vaincre l'opposition que l'Angleterre faisait à ses projets en Europe, avait résolu de menacer sa rivale en Asie. Trois colonnes russes partirent du Turkestan, s'avançant vers l'Afghanistan et les Indes. La première colonne remonta l'Amou-Daria jusqu'à Tchardjouï; elle devait être ralliée par des troupes venant des rivages de la mer Caspienne et était vraisemblablement destinée à opérer vers Merv et Hérat (1). La seconde devait se porter de Samarcande, par Kerki, Mazar-i-Chérif et Bamian, sur Kaboul. La troisième, commandée par le général Abramov, partit de Marguelane, franchit les monts Alaï et Trans-Alaï et s'avança vers le Sud à travers le Pamir. Le plan fut à peine dessiné, le traité de Berlin ayant arrêté les opérations dès le début; d'autre part, le faible effectif

(1) La Russie ne possédait à cette époque ni les territoires turkmènes qui ont formé ensuite la province Transcaspienne, ni les districts de Merv et de Sérakhs.

des colonnes montre que la Russie n'avait en vue que de simples diversions; enfin, les conditions d'action (tracé des frontières, troupes disponibles) sont aujourd'hui changées des deux côtés. Néanmoins, il est probable que les trois lignes d'opérations indiquées en 1878 seraient encore celles que choisiraient les Russes, car les données géographiques, très importantes dans le cas particulier, sont invariables.

De tous les points du territoire russe, c'est le Pamir le plus rapproché des possessions anglaises. Il n'est séparé du royaume de Kachmir que par la province du Wakhan, reconnue afghane lors de la dernière délimitation de frontières et dont la largeur moyenne n'est que de 50 à 60 kilomètres. Cependant, par sa nature même, le Pamir ne peut servir de base que pour des opérations secondaires, entreprises par des troupes de faible effectif. En effet, d'Andijane, point terminus du chemin de fer, la distance jusqu'à la frontière du Wakhan est de 500 kilomètres; les plateaux du Pamir qu'il faut traverser sont excessivement sauvages et n'offrent aucune ressource; on n'y trouve que quelques rares chemins muletiers, très difficiles et praticables seulement pendant quelques mois d'été. En outre, les colonnes auront à opérer, au delà de la frontière, dans une région présentant absolument les mêmes caractères. Enfin, des troupes russes partant du Pamir seront pendant longtemps privées de toutes relations directes avec celles opérant plus à l'Ouest et ne pourront coordonner leur action avec ces dernières.

Malgré toutes ces difficultés, le gouvernement russe avait, en 1878, envoyé la colonne Abramov au delà de l'Alaï; en 1885, on crut à Saint-Pétersbourg que les difficultés avec l'Afghanistan occasionneraient une guerre avec l'Angleterre et, de nouveau, quelques milliers de soldats russes furent poussés vers le Pamir.

Il semble donc qu'il entre dans le plan de la Russie de faire déboucher du Pamir une attaque contre les Indes; d'après les études publiées par les écrivains militaires et ce qui a été divulgué des anciens plans russes, ces attaques seraient menées par des colonnes de faible effectif (5,000 à 10,000 hommes au total) qui chercheraient à envahir le Kachmir et le Tchitral, dans le but de provoquer un soulèvement des indigènes. Au point de vue des opérations prises en elles-mêmes, ces tentatives n'auraient qu'un intérêt secondaire, mais elles pourraient avoir un grand résultat pratique : d'une part, à cause de l'effet moral que l'invasion produirait sur toute la population indigène de la péninsule; en second lieu, parce qu'un soulèvement sur les flancs et sur les derrières de l'armée anglaise forcerait celle-ci à immobiliser de nombreux effectifs pour couvrir ses communications.

Ces tentatives ne sont nullement irréalisables. Un Anglais, écrivain militaire autorisé (1), écrivait en 1899 : « Il est impossible aux Anglais de s'opposer à ce qu'un officier russe, partant du Pamir avec 1,000 cosaques, franchisse l'Hindou-Kouchk, arrive en dix jours à Astor et vienne, quatre jours après, abreuver ses chevaux dans le lac Voular (aux portes de Srinagar); il ne rencontrerait aucune opposition de la part de la population. » Les colonnes russes voulant entrer au Tchitral devraient être plus fortes que celles du Kachmir, car si les passes à franchir sont un peu moins difficiles et si les routes militaires anglaises rendent les communications moins précaires, les Anglais ont installé au Tchitral un bataillon indigène qu'ils ne

(1) Cette citation est extraite du livre *The making of a frontier*, publié par le colonel Durand; l'auteur a rempli les fonctions d'agent britannique à Gilgit de 1889 à 1894, puis celles de secrétaire militaire du vice-roi des Indes de 1894 à 1899.

manqueraient pas de renforcer à la première alerte (1). L'assaillant ne pourra donc obtenir le succès et pénétrer profondément en territoire britannique que s'il est puissamment secondé par un soulèvement sérieux d'une population aux instincts sauvages et seulement à demi-soumise.

A mesure qu'il s'allonge vers l'Ouest, l'Hindou-Kouchk s'abaisse et présente des passes plus nombreuses et beaucoup moins difficiles à franchir que celles situées au Sud du Pamir; mais les chemins d'accès manquent souvent et sont toujours d'une viabilité très médiocre. La meilleure ligne d'opérations pour des troupes russes qui, partant de la région de Samarcande, voudraient traverser le Turkestan afghan et s'avancer vers Kaboul, est celle suivant le chemin de Mazar-i-Chérif à Kaboul, par le col de Bamian. De Samarcande ou du Sérafchan à Kélif ou à Patta-Hissar, où ils devraient traverser l'Amou-Daria, les Russes disposeraient de plusieurs pistes et d'une route qu'ils ont récemment rendue carrossable; la distance est d'environ 350 kilomètres. D'après certains renseignements de presse, le gouvernement russe aurait résolu de construire une voie ferrée de Samarcande à Karchi (140 kilomètres); cette ligne serait ultérieurement prolongée jusqu'à l'Amou-Daria. Une telle mesure accélérerait beaucoup les opérations de la concentration sur l'Amou-Daria, mais il est peu probable que la Russie entreprenne ce chemin de fer avant d'avoir achevé celui d'Orenbourg à Tachkent.

La distance de Kélif à Kaboul est d'environ 530 kilo-

---

(1) Les écrivains anglais estiment généralement à 10,000 hommes l'effectif du corps que l'armée anglo-indienne d'opérations devrait détacher au Tchitral pour y maintenir l'ordre et s'opposer aux incursions des Russes.

mètres. Dans sa première partie le chemin est carrossable, mais la traversée de l'Hindou-Kouchk n'était possible, il y a quelques années, que pour des animaux de bât. Certains renseignements permettent de croire que la voie du col de Bamian a été récemment améliorée et qu'elle est, *pendant la belle saison*, praticable pour des voitures légères. Quoi qu'il en soit dans son ensemble, cette ligne de communication est difficile, surtout pour l'artillerie. Par suite, les Russes ne peuvent pas diriger sur Kaboul leur attaque principale, mais il leur serait possible et avantageux de lancer dans cette direction un corps assez fort pour obliger leurs adversaires à diviser leur armée portée à hauteur de Kandahar. Les Anglais doivent, en effet, s'opposer à la prise de Kaboul qui assurerait à l'armée russe le débouché au Sud de l'Hindou-Kouchk et lui permettrait, soit de s'avancer vers Péchawer, soit de prendre en flanc l'aile gauche anglaise sur la ligne Ghazni, Kandahar.

Une colonne expéditionnaire de fort effectif mettrait environ un mois et demi à deux mois pour se rendre de l'Amou-Daria à Kaboul, sans compter le temps nécessaire à vaincre la résistance qu'elle rencontrerait. Quelle peut être cette résistance? Si l'on considère que la durée de la concentration est à peu près la même pour les deux partis, comme la distance de Péchawer à Kaboul est d'environ 300 kilomètres, la rencontre des Russes et des Anglais pourrait avoir lieu, soit sur les crêtes de l'Hindou-Kouchk, vers le col de Bamian, soit au débouché Sud-Est des montagnes. On admet généralement que l'aile droite anglaise, s'étendant de Ghazni au Tchitral, serait forte d'une cinquantaine de mille hommes, dont la plus grande partie, 30,000 à 40,000, après avoir occupé Kaboul, s'avancerait au Nord-Ouest de cette ville pour la couvrir. Ce corps anglais serait, éventuellement, secondé par les troupes afghanes. En ce cas, les Russes pourraient être retardés, dans la

première partie de leur marche, par les troupes du Turkestan afghan fortes d'environ 12,000 hommes ; en outre, l'armée afghane de Kaboul, environ 15,000 hommes, serait jointe au corps anglais. Il semble donc qu'un corps russe, devant opérer de Mazar-i-Chérif sur Kaboul, devrait être fort d'environ 50,000 hommes.

La ligne d'action principale des Russes ne pouvant traverser l'Hindou-Kouchk ni à l'Est, ni au centre, devra tourner cette barrière montagneuse par l'Ouest. Partant du poste de Kouchk, elle passera par Hérat et se dirigera, de là, vers Kandahar. C'est dans cette direction que l'on doit s'attendre à rencontrer la masse principale de l'armée anglo-indienne. Dans cette zone d'opérations, chacun des deux adversaires peut se mouvoir librement ; il existe deux grandes routes de caravanes entre Hérat et Kandahar, et le terrain est presque partout praticable aux troupes de toutes armes. Les distances sont les suivantes :

Du poste de Kouchk à Hérat, environ 110 kilomètres ;
De Hérat à Kandahar, environ 550 kilomètres ;
De Kandahar à Tchaman, environ 105 kilomètres.

Les Anglais, ayant plus de 650 kilomètres à parcourir, ne peuvent être à Hérat avant les Russes, à moins que, de connivence avec l'Émir, ils ne fassent leur mouvement en grand secret avant l'ouverture des hostilités. Mais dans ce cas, ils ne pourraient mettre en ligne que quelques milliers d'hommes qui, loin de l'Inde et près de la masse russe, courraient grand risque d'être écrasés ; comme une semblable défaite, dès le début de la guerre, pourrait avoir des conséquences très graves, il est peu probable que les Anglais s'y exposent.

On est donc en droit de supposer que les Russes n'auront pour adversaires à Hérat que la garnison permanente de cette ville, composée de 6,000 à 7,000 Afghans disposant de 72 canons. Bien qu'un fort en terre ait été

construit, en 1885, sous la direction d'officiers anglais, en avant du mur d'enceinte de Hérat, les écrivains russes estiment qu'il suffira de 22,000 à 25,000 hommes pour prendre la ville en quelques jours. Ce corps d'opérations devra être appuyé par un corps de réserve un peu plus nombreux, maintenu à Kouchk et disponible pour le cas où les Anglais voudraient, de Kandahar, se porter sur Hérat.

Les Russes ne pourront pas pousser plus avant avec un aussi faible effectif, car ils doivent s'attendre à rencontrer, soit à mi-chemin, soit vers Kandahar, l'armée anglo-indienne principale, renforcée éventuellement de 20,000 à 25,000 hommes de troupes afghanes. Cette armée que l'on suppose devoir être, au début des opérations, forte d'environ 70,000 hommes, pourra être portée à 110,000 ou 150,000 hommes, selon qu'elle aura été rejointe par un ou par deux corps d'armée expédiés d'Angleterre; on a indiqué ci-dessus le temps nécessaire au transport de ces renforts. Dans les circonstances actuelles, et à plus forte raison lorsque le chemin de fer Orenbourg—Tachkent sera terminé, les Russes pourront recevoir leurs renforts plus rapidement que les Anglais; il faudra donc que le corps d'opérations russe sur Kandahar soit fort d'environ 70,000 hommes et qu'en arrière, à distance convenable, se trouve un (ou deux) corps d'armée couvrant les lignes de communication et prêt à se porter en première ligne lorsqu'on aura appris l'envoi d'un (ou deux) corps anglais en renfort.

Le corps principal russe peut avoir avantage, dans sa marche vers Kandahar, à faire sur son flanc droit un détachement de quelques milliers d'hommes qui, faisant vers le Sud un détour plus ou moins grand dans la direction du Séistan, viendrait tourner l'aile gauche des lignes de défense que les Anglais pourraient occuper sur les différentes rivières entre Hérat et Kandahar.

En résumé, il semble que les Russes devraient mettre en ligne, pour une campagne vers l'Inde :

1° A droite, corps principal opérant vers Kandahar : 70,000 hommes en première ligne; 40,000 hommes en deuxième ligne, couvrant les communications; éventuellement, 40,000 hommes en troisième ligne, maintenus tout d'abord vers Merv et Kouchk;

2° Au centre, corps opérant vers Kaboul : 50,000 hommes;

3° A gauche, diversions partant du Pamir : de 5,000 à 10,000 hommes.

Au total, environ 200,000 hommes.

V

CARACTÈRE PROBABLE DE LA CAMPAGNE.

La Russie peut, sans nuire à la défense des autres parties de son territoire, disposer aisément des 200,000 hommes nécessaires pour une campagne vers l'Inde. Elle peut, dans les conditions actuelles, les concentrer dans un temps un peu moindre que celui nécessaire à la concentration des armées anglo-indiennes, et la construction du chemin de fer Orenbourg—Tachkent lui procurera, dans quelques années, un nouvel et sérieux avantage à ce point de vue.

Une autre question se pose : comment les colonnes russes pourront-elles être ravitaillées en munitions et surtout en vivres?

Pour préjuger des difficultés à vaincre, il suffit de considérer que des armées de 70,000, et même 100,000 hommes, auront à parcourir plusieurs centaines de kilomètres à travers un pays n'offrant que peu de ressources et dont la population est très peu dense. Les exemples historiques montrent que des corps beaucoup moins nombreux, opérant dans les mêmes contrées,

n'ont pu qu'à grand peine assurer leur alimentation. En 1839, la colonne principale des forces anglaises à Kandahar avait un effectif ne dépassant pas 9,500 hommes; au bout d'un temps très court, elle dut être mise à la demi-ration et cependant les prix des grains s'élevèrent à tel point que la population fut affamée. En 1879, sir (aujourd'hui lord) Roberts occupait Kaboul avec un corps de 6,000 hommes seulement; il fut dans l'impossibilité de le nourrir en le laissant concentré et dut le diviser; néanmoins la présence des troupes anglaises occasionna une famine qui jeta les habitants dans un désespoir dont les Anglais eurent à supporter les conséquences. Il en a été de même pour les Russes; dans toutes ses campagnes en Asie centrale, la Russie a employé des colonnes dont l'effectif a varié entre 3,000 et 10,000 hommes et, malgré cette faiblesse numérique, les difficultés de ravitaillement eurent parfois une influence décisive sur la marche des opérations.

L'occupation définitive du Turkestan et le développement économique de cette province, la conquête de la Transcaspienne et la construction du réseau ferré de l'Asie centrale, enfin l'influence prise en Perse donnent aujourd'hui à la Russie des moyens de ravitaillement beaucoup plus puissants que ceux dont elle disposait il y a trente ans. Mais les besoins ont, eux aussi, considérablement augmenté; ce ne sont plus des colonnes de 10,000 hommes, mais bien, comme on l'a vu ci-dessus, des corps de 70,000 à 100,000 combattants qu'il faudra alimenter.

Tant que les troupes resteront sur leur base de concentration, vers Patta-Hissar et le poste de Kouchk, il sera, sinon facile, du moins possible de les pourvoir de vivres : le corps du Nord, au moyen des ressources du Turkestan (Boukhara, Samarcande et Fergana); le corps du Sud, par des denrées rassemblées en Trans-

caspienne, achetées au Khorassan, ou même amenées d'Europe par voie ferrée.

Les ravitaillements ne seront pas non plus trop difficiles pendant la marche depuis le poste de Kouchk jusqu'à Hérat, car la distance est courte et la vallée du Héri-Roud est fertile et bien cultivée. Les renseignements concordent pour indiquer que l'excédent de ressources de cette vallée pourrait suffire à l'entretien d'une armée de 100,000 hommes pendant plus d'un mois; mais il ne faut pas oublier que cet excédent est normalement nécessaire à l'alimentation des habitants des régions voisines et que la Russie a tout avantage à ne pas affamer les populations.

La période la plus difficile sera celle de la marche de Hérat sur Kandahar (550 kilomètres) ou de Patta-Hissar sur Kaboul (530 kilomètres); elle durera un mois et demi à deux mois, pendant lesquels les colonnes russes ne pourront rien prélever sur le pays, dont la production ne suffit pas à nourrir les habitants. En outre, après une rencontre supposée heureuse et même décisive, les Russes devront stationner pendant un temps plus ou moins long dans la région Kandahar, Kaboul, région naturellement pauvre et qui sera, de plus, complètement épuisée par le séjour de l'armée anglo-indienne.

Il faudra donc, si l'on veut parcourir la distance tout d'une traite, que chacune des colonnes russes principales (1) se fasse suivre par des approvisionnements correspondant à deux mois au moins. La plus grande partie de ces approvisionnements devra être transportée par des animaux de bât et presque exclusivement par des

(1) Les colonnes de faible effectif, surtout pendant les périodes de marche, trouveront toujours dans le pays, qui n'a nulle part le caractère désertique, les moyens de satisfaire à une partie de leurs besoins.

chameaux : pour le corps marchant vers Kaboul, cela est forcé à cause de l'état précaire des voies de communication traversant l'Hindou-Kouchk ; la même décision s'impose pour les colonnes principales suivant l'itinéraire Sud parce que, dans toute l'Asie centrale, le nombre des voitures et des animaux de trait est fort restreint ; en outre, chaque voiture devrait emporter une forte partie des fourrages nécessaires à son attelage et, de ce fait, la capacité utile de transport serait presque nulle.

Il ne saurait être question de calculer ici le nombre des chameaux nécessaires, mais il importe, néanmoins, de donner quelques chiffres. Le lieutenant russe Lébédev (1) estime que le corps de première ligne (66,000 hommes et 12,000 chevaux) marchant de Hérat sur Kandahar, aurait besoin d'un convoi de 40,000 chameaux, mais il admet que cette marche ne durerait qu'un mois et il ne tient pas compte des animaux nécessaires pour amener à Hérat les denrées provenant du Khorassan persan ou du poste de Kouchk. Dans son plan de 1876, le général Skobélev évaluait qu'il faut 12,000 chameaux pour un corps de 16,000 hommes, ce qui, proportionnellement, donnerait le chiffre de 52,500 chameaux ; ce chiffre doit être considéré comme trop faible, les convois augmentant plus rapidement que l'effectif des colonnes. Lorsqu'il était gouverneur de la Transcaspienne, le général Kouropatkine a établi (2), pour les campagnes en Asie centrale, une sorte de barême, d'après lequel il faudrait 104,000 chameaux ; ce chiffre est peut-être un peu trop élevé, car il s'applique au cas où l'on doit traverser des régions de caractère

---

(1) Dans son ouvrage intitulé : *V'Indiou*, vers l'Inde.

(2) Dans un livre intitulé : *Zavoévanié Tourkménii*, la conquête de la Turkménie.

désertique, n'offrant absolument aucune ressource. On pourrait citer aussi l'opinion du colonel anglais Hana, d'après lequel le corps russe venant de Hérat à Kandahar devrait être suivi de 330,000 chameaux, mais ce chiffre est si visiblement exagéré qu'il n'y a pas à en tenir compte.

On peut admettre, *grosso modo*, qu'il faudrait au minimum : 80,000 chameaux au corps de première ligne (70,000 hommes) marchant sur Kandahar, 50,000 chameaux au corps de réserve (40,000 hommes) et 70,000 chameaux au corps dirigé sur Kaboul. On arrive ainsi au total fantastique de 200,000 chameaux; autrement dit, on se heurte à une impossibilité pratique. Certainement les chameaux sont très nombreux en Asie centrale; les statistiques en annoncent 170,000 en Transcaspienne et 40,000 dans la seule province de Samarcande; on en trouverait encore dans les autres parties du Turkestan et, d'autre part, au Khorassan; peut-être même pourrait-on s'en procurer dans la province de Hérat. Mais tous ces chiffres sont théoriques; il faudrait un temps très long pour rassembler une telle quantité d'animaux et en outre on s'exposerait à un grave danger : en faisant des prélèvements trop considérables, on arrêterait les transactions et la vie dans la contrée, on y amènerait la famine et avec elle les insurrections. D'ailleurs, en supposant les animaux réunis, comment pourrait-on protéger et nourrir un convoi de 80,000 chameaux? Comment pourrait-on le soustraire aux épidémies?

De ce qui précède, faut-il conclure qu'une campagne vers l'Inde est impossible? Nullement; mais seulement que les Russes ne pourront pas se porter en masse et sans arrêt de Hérat jusqu'à Kandahar; il est à remarquer que les difficultés seraient égales, sinon plus grandes, pour les Anglais, s'ils voulaient s'avancer jusqu'à la frontière du Turkestan russe. Donc le mou-

vement en avant de chacun des deux partis devra s'effectuer par bonds successifs; après chaque bond, d'amplitude variable, 100 à 200 kilomètres par exemple, il faudra s'arrêter pendant un temps plus ou moins long pour constituer des magasins, établir, en un mot, une base intermédiaire. Cette base devra, avant qu'on ne reprenne la marche, être solidement reliée à la base précédente au moyen d'un système de relais soigneusement organisés, ou mieux, si possible, par une voie ferrée.

Dans ces conditions, la guerre durera de nombreux mois, peut-être même plusieurs années. Elle entraînera, pour les belligérants, des dépenses considérables. Chacune des guerres de 1842 et 1878 en Afghanistan a coûté à l'Angleterre plus de 250 millions de francs; en 1879, les frais s'élevèrent à 500 millions, bien que l'effectif des troupes anglaises n'ait jamais dépassé 35,000 hommes. Avec les effectifs considérés ci-dessus, on peut estimer la dépense à un minimum de 250 millions par mois de campagne, c'est à peu près le double de ce que coûtait récemment à l'Angleterre la guerre de l'Afrique du Sud. Cette question financière est du reste secondaire, étant donné qu'il s'agit de deux États qui, l'un et l'autre, disposent d'un puissant crédit.

VI

CONCLUSIONS.

Les considérations qui précèdent permettent de tirer quelques conclusions relativement à l'exécution d'une campagne russe vers l'Inde, cette campagne étant considérée uniquement comme *un moyen*, employé par la Russie pour faire cesser l'hostilité de l'Angleterre, dans le cas où la politique de ces deux puissances serait en conflit sur un point important.

A. — Dans les conditions actuelles, la Russie peut, quand et comme elle le voudra, même sans faire appel à ses troupes d'Europe, mettre la main sur Hérat. Mais la prise de cette ville, si elle n'était le prologue d'une action plus sérieuse, ne serait d'aucun avantage pour la Russie qui, par son attitude agressive, attirerait sur elle la haine des autorités et d'une grande partie des populations afghanes. En outre, l'Angleterre ne manquerait pas de riposter par l'occupation de Kandahar et peut-être de Kaboul ; l'effet moral produit sur les populations de l'Inde serait nul ou très faible.

B. — La solution devra être nécessairement cherchée dans une ou plusieurs rencontres décisives entre les armées russe et anglo-indienne ; d'après ce que l'on sait des projets des Anglais, le choc principal aura lieu en Afghanistan, soit sur la ligne Kandahar, Ghazni, Kaboul, soit un peu plus à l'Ouest.

C. — Étant donnés les réserves *disponibles* de l'armée des Indes et les renforts qu'elle peut normalement recevoir, les Russes devront mettre en action environ 200,000 hommes. La ligne principale d'opérations ira du poste de Kouchk, par Hérat, vers Kandahar ; un corps secondaire se dirigera à travers l'Hindou-Kouchk vers Kaboul ; de faibles colonnes, partant du Pamir, tenteront des diversions vers le Kachmir et le Tchitral.

D. — La Russie peut, sans nuire à la défense des autres parties de son territoire (1), disposer des 200,000 hommes nécessaires pour une campagne vers l'Inde. Dans l'état actuel des voies de communication, la concentration

---

(1) Il faut entendre par là que la Russie sera toujours à même de parer aux difficultés que l'Angleterre, menacée dans ses œuvres vives, ne manquera pas de lui susciter sur d'autres points : soit en Extrême-Orient, de concert avec le Japon ; soit au Caucase, par des intrigues politiques en Perse ou en Arménie ; soit directement, par des entreprises contre les côtes de la mer Baltique.

russe peut être terminée un peu plus tôt que la concentration de l'armée des Indes et les Russes recevraient leurs renforts plus rapidement que les Anglais.

L'achèvement, vers 1905, du chemin de fer Orenbourg—Tachkent, assurera à la Russie un nouvel et sérieux avantage à ce point de vue.

E. — Étant donnée la pauvreté des régions traversées, le service des ravitaillements sera très difficile dès que l'on s'éloignera des voies ferrées et des magasins d'approvisionnements. Ces difficultés obligeront sans doute les troupes adverses à s'avancer l'une vers l'autre par bonds successifs, séparés par des intervalles de stationnement pendant lesquels on prolongera les voies ferrées et constituera des magasins. Par suite, la guerre sera longue et onéreuse.

Dans ce qui précède, on a supposé implicitement que l'Angleterre dispose de tous ses moyens pour la défense de l'Inde. Il est évident que la tâche de la Russie serait facilitée par toutes les circonstances retenant loin de l'Asie centrale une partie des forces anglaises, comme ç'aurait été le cas, par exemple, si les Russes avaient été appelés à entreprendre une campagne vers l'Inde avant la fin de la guerre anglo-boer. Une telle éventualité est peu probable, étant donnée la situation politique actuelle; le seul cas qui pourrait donner naissance à un conflit est celui où des troubles graves, consécutifs à la mort d'Abdurrahman, surviendraient en Afghanistan et amèneraient une intervention simultanée, mais non concordante, de l'Angleterre et de la Russie. Il est vrai que le nouvel émir, Habib-Oullah, est monté sur le trône sans difficulté et qu'aucun compétiteur ne s'est ouvertement déclaré contre lui, mais il ne faut pas oublier : 1° qu'Abdurrahman n'avait établi qu'avec peine son autorité sur les diverses provinces, dont certaines ne lui ont jamais été soumises que nominalement; 2° que les rares renseignements sur l'Afghanistan

publiés en Europe sont très superficiels et proviennent de sources intéressées; 3° que les luttes de partis n'éclatent en ce pays qu'après une longue période d'incubation et que l'hiver suspend les querelles en interrompant les communications. Il est donc possible que des troubles y surviennent quelque jour, bien qu'aucun indice sérieux ne les annonce.

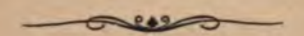
(137)

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE [1]

(1899-1900)



XI. — Quatrième tentative pour débloquer Ladysmith. — Combat de Pieter's-Hill. — Délivrance de Ladysmith.

§ 1er. — *Quatrième tentative pour débloquer Ladysmith.*

Après l'échec de Vaal-Krantz, le général Buller avait ramené son corps d'armée à Chieveley. Il laissait à Springfield, pour couvrir son flanc gauche, la brigade de cavalerie, appuyée par deux bataillons d'infanterie, une batterie à cheval et deux canons de 12 livres de marine. Le 11 février, les troupes regagnaient le camp qu'elles avaient quitté un mois auparavant. Au cours de cette période, les échecs répétés et les fatigues avaient soumis leur valeur et leur résistance à de dures épreuves. Mais grâce aux qualités de calme et de froide persévérance du soldat anglais, elles n'avaient pas cédé au découragement. Après quelques jours de repos elles étaient en état de repartir, et leur chef allait recom-

---

(1) Voir la *Revue militaire des Armées étrangères*, octobre 1902, p. 242.

mencer avec plus de succès, cette fois, ses tentatives contre les lignes de la Tugela.

La situation s'était modifiée. Le nouveau généralissime dans l'Afrique du Sud, lord Roberts, avait compris qu'on ne pouvait espérer de résultats décisifs des opérations entreprises au Natal. Il avait en conséquence laissé le général Buller répéter avec ses seules forces ses assauts obstinés sur la Tugela, et concentrait sur la Modder-River les renforts envoyés par le War-Office, afin de prendre l'offensive à travers les plaines de l'Orange. Il revenait ainsi à des dispositions se rapprochant du plan initial de l'état-major anglais. Une concentration relative des forces et le choix judicieux de leur point d'application allaient avoir immédiatement d'heureux résultats, dont les conséquences devaient se faire sentir jusqu'au Natal. C'est en effet l'offensive de lord Roberts, bien plus que la dernière tentative du général Buller qui réussira à débloquer Ladysmith.

A partir du mois de février l'intérêt principal de la campagne se transporte donc de l'Est à l'Ouest, des bords de la Tugela à ceux de la Modder-River. Cependant, avant d'aborder le récit des opérations qui conduisirent lord Roberts à Blœmfontein, nous achèverons celui de la campagne du Natal jusqu'à l'abandon du siège de Ladysmith par les Boers.

Le général Buller veut agir cette fois en aval de Colenso. Profitant de l'expérience acquise au cours de ses échecs précédents, il se propose d'attaquer d'abord les hauteurs de Hlangwane-Hill que les Boers ont conservées au Sud de la Tugela. Il espère ensuite franchir la rivière derrière eux et déborder par l'Est les positions de la rive gauche qu'il n'avait pu aborder dans la malheureuse journée du 15 décembre.

Le terrain sur lequel il allait opérer offre un aspect un peu différent de celui qui avait servi de théâtre aux opérations précédentes. Après avoir traversé Colenso,

la Tugela se heurte au massif de Hlangwane-Hill qui la force à incurver brusquement son cours vers le Nord. Elle reçoit sur sa gauche les eaux de deux petits torrents, l'Onderbrook-Spruit et le Langerwacht-Spruit, qui entament assez profondément le versant oriental du Grobler's-Kloof. La vallée, étroitement resserrée entre des pentes abruptes, s'infléchit ensuite vers l'Est pour traverser bientôt, en une véritable cluse, l'importante chaîne de hauteurs jalonnée par les sommets de Cingolo-Hill, Monte-Christo-Hill, sur la rive droite, et de Pieter's-Hill sur la rive gauche. Vers son confluent avec la Klip-River, elle s'élargit très sensiblement et se couvre d'un épais manteau d'arbustes épineux.

Vues de la plaine de Colenso, ou mieux de la petite colline de Hussar-Hill, les hauteurs de la rive droite barrent l'horizon vers le Nord par une crête continue, jalonnée par les sommets de Hlangwane-Hill, de Green-Hill, de Gun-Spur et de Cingolo-Hill. En avant, la vallée boisée du Gomba-Spruit tranche par la verdure de ses mimosas sur la teinte grisâtre des sommets dénudés. La végétation qui garnit abondamment les fonds des vallons envahit également les pentes inférieures par d'épaisses broussailles. Çà et là les *dongas* diversement orientées offrent à la marche des troupes tantôt un obstacle, tantôt un couvert favorable.

Depuis le combat de Colenso les Boers avaient renforcé leurs positions de la rive droite. Au moment où le général Buller se préparait à les attaquer, leurs tranchées formaient une longue ligne de défense, appuyée à droite à Hlangwane-Hill, à gauche à Monte-Christo, et tracée sur la crête de Green-Hill et de Gun-Spur. Les défenses de Hlangwane-Hill dominaient Colenso et le coude de la Tugela, formant ainsi le prolongement des positions de la rive gauche que le général Buller avait attaquées de front dans la journée du 15 décembre 1899.

Les hauteurs de Monte-Christo et de Cingolo auxquelles s'appuyait la gauche n'avaient pas été fortifiées.

Cette formidable ligne de retranchements, qui s'étendait sur une longueur de plus de six kilomètres, au Nord de la vallée du Gomba, ne constituait cependant qu'une position avancée. La principale ligne de défense était tracée sur les hauteurs de la rive gauche, depuis le confluent de l'Onderbrook-Spruit jusqu'à Pieter's-Hill. Elle était couverte sur son front par le fossé de la Tugela. Une passerelle établie au Nord de Hlangwane-Hill la reliait à la rive droite.

De quels effectifs les Boers allaient-ils disposer pour défendre ces positions ? En l'absence de renseignements précis, on peut admettre qu'ils y consacrèrent la majeure partie des troupes chargées de couvrir le siège de Ladysmith, sans pouvoir opposer au général Buller plus de 5,000 à 6,000 hommes. Ce nombre diminua très rapidement à partir du moment où la nouvelle de l'invasion de l'État libre d'Orange par lord Roberts fut connue dans les laagers du Natal. Les Orangistes, en effet, courant à la défense de leurs foyers, abandonnèrent la Tugela, et la résistance des Transvaaliens, découragés par cette défection, devint moins obstinée. La nouvelle de la capitulation du général Cronje à Paardeberg devait porter un coup plus sérieux au moral des défenseurs du Natal. A ce moment l'abandon du siège de Ladysmith était déjà décidé et les troupes de couverture ne servaient plus que d'arrière-garde pour protéger l'évacuation des convois et du matériel de siège.

Dans le camp anglais, après un court repos, les dispositions furent arrêtées pour reprendre les hostilités à la date du 14 février, le jour même où lord Roberts franchissait la frontière de l'État libre d'Orange. Le 12, le général Buller s'était porté avec la brigade montée du colonel Dundonnald sur la colline de Hussar-Hill pour reconnaître les positions de l'ennemi. De ce point il pou-

vait en embrasser l'ensemble. D'autre part son service des renseignements l'avait orienté d'une façon assez précise sur la force et l'étendue des lignes ennemies (1); il était en état d'arrêter ses premières dispositions.

Les troupes anglaises se mettent en marche le 14. Elles comprennent la brigade montée Dundonnald, la 2e division (deux brigades d'infanterie et troupes non embrigadées), la 5e division (trois brigades d'infanterie et troupes non embrigadées) et l'artillerie lourde; au total : 3 corps d'infanterie montée, 18 bataillons d'infan-

---

(1) Dans une lettre du 19 février 1900, M. Bennet Burleigh, correspondant du *Daily Telegraph*, publie le document qui suit, émanant du service des renseignements de l'état-major anglais et dont il a pu avoir communication :

1° *Hussar-Hill*. — L'ennemi a coutume d'occuper les dongas situées près de cette hauteur. Il tient également le lit du Gomba qui présente de bons couverts améliorés par ses soins.

2° On signale cinq laagers boers au Sud de la Tugela dans un rayon de trois milles de Hlangwane-Hill. L'un d'eux se trouve sur cette hauteur même, un second à Bloy's Farm, tout près des chutes de la rivière, un sur l'éperon Nord-Ouest de Cingolo, un au Nord du col sur cette hauteur, un dans la vallée du Gomba. Les Boers ont l'habitude de dresser de fausses tentes pour attirer le feu de l'artillerie. Ils bivouaquent généralement derrière les hauteurs ou dans les dongas.

3° La passerelle est située derrière Hlangwane-Hill; elle est construite au moyen de rails jetés sur des piles en pierres sèches, avec des traverses pour tablier. Elle est suffisante pour deux hommes ou deux chevaux de front. Il existe également un bac à traille de forme carrée, pouvant porter vingt hommes environ.

4° L'ennemi a certainement sur Hlangwane-Hill deux pièces, un gros canon de 155 du Creusot et un Vickers-Maxim de 1 livre. Il est possible cependant qu'il en ait été amené d'autres.

5° Au Nord du Gomba, l'ennemi a construit trente tranchées environ; au Sud on signale une longue tranchée près de la ferme d'Andréas Prétorius. La terre des excavations a été transportée à 20 mètres en avant des ouvrages, de façon à dissimuler l'emplacement de ceux-ci. Les garnisons en seront tenues cachées dans des dongas du voisinage

terie, 6 batteries montées, une batterie d'obusiers et 6 pièces de gros calibre, environ 20,000 hommes (1). La garde du camp était confiée à la brigade Hart (5e). En outre la première brigade de cavalerie avec une batterie à cheval et deux bataillons d'infanterie était maintenue à Springfield, sans qu'on s'explique bien la raison d'un semblable détachement. Elle ne rejoignit le corps d'armée que le 22 février.

§ 2. — *Attaque des hauteurs de la rive droite.*

Journée du 14 février. — Le général Buller se porte sur Hussar-Hill dont on n'avait pas maintenu l'occupation après la reconnaissance du 12. La brigade Dundonnald, précédant le corps d'armée avec un bataillon d'infanterie et une batterie montée, disperse un détachement ennemi qui cherche à la prévenir sur la hauteur; elle pousse ensuite ses patrouilles jusqu'à la rive méridionale du Gomba. Derrière elle s'avancent les 2e et 5e divisions. L'artillerie montée de cette dernière et la batterie d'obusiers ouvrent le feu, dans l'après-midi, des pentes de Hussar-Hill, contre Hlangwane-Hill, pendant que l'artillerie lourde s'installe sur un mouvement de

---

pendant le bombardement préliminaire. En dirigeant le feu sur les derrières et les flancs des ouvrages on pourra gêner les mouvements de l'ennemi.

6° Les pentes de Cingolo-Hill qui font face au Gomba n'auraient été fortifiées que très tard. On n'y signale pas d'artillerie, mais il faut s'attendre à ce que l'ennemi en amène.

7° On signale six canons et deux Maxims sur les crêtes entre le chemin de fer et la route de Ladysmith, sur la rive gauche de la Tugela (au Nord et au Nord-Ouest de Fort-Wylie), et un canon sur un kopje au Nord-Ouest de la ferme de Pretorius.

(1) Voir à l'appendice n° 21 l'ordre de bataille détaillé des troupes anglaises.

terrain plus au Sud. L'infanterie de la 5e division se retranche sur la colline, tandis que la 2e division qui a marché en arrière et à droite est encore à la tombée de la nuit à 3 kilomètres au Sud du Gomba (1). Les troupes bivouaquent sur leurs positions.

Journée du 15. — Le lendemain le général Buller se borne à pousser ses patrouilles dans la vallée du Gomba et à étendre sa droite sur la colline de Moord-Kraal. L'artillerie de la 2e division y prend place, prolongeant la droite des batteries de Hussar-Hill, et toutes les pièces du corps d'armée prennent part à un bombardement général des positions ennemies.

Journée du 16. — La canonnade se prolonge pendant la journée du 16. L'artillerie ennemie, qui jusqu'alors n'avait pas riposté, répond par intermittences et dirige son feu sur les batteries de Hussar-Hill. La chaleur, étouffante depuis le commencement des opérations, oppose un obstacle sérieux aux mouvements de l'infanterie. Aussi les troupes restent-elles presque immobiles. La brigade montée a poussé des reconnaissances au Nord du Gomba et constaté l'occupation des pentes de Monte-Christo. Ses patrouilles peuvent atteindre le versant oriental de Cingolo-Hill. Pendant ces tâtonnements, le général Buller s'est confirmé dans son projet de déborder par l'Est les positions de l'ennemi.

Journée du 17. — Le mouvement est entamé le 17 au matin. Pendant que l'artillerie continue à canonner les hauteurs occupées par les Boers, trois brigades d'infanterie, disposées en échelons la droite en avant, traversent la vallée du Gomba. L'axe du mouvement est marqué par l'alignement Moord-Kraal, pointe Nord de Cingolo-

(1) *Fourteen Days Howitzer Work on service*, Major A. Hamilton Gordon, monographie parue dans les *Proceedings of the Royal Artillery Institution* (septembre et octobre 1900).

Hill. A la gauche, la 6e brigade se dirige sur les contreforts méridionaux de Monte-Christo, tandis que les 4e et 2e brigades, dessinant un mouvement enveloppant, ont pour objectif Cingolo-Hill. A l'extrême droite, l'infanterie montée du colonel Dundonnald, appuyée par un bataillon de la 2e brigade, s'est portée sur les pentes orientales de Cingolo-Hill et a refoulé quelques patrouilles ennemies. L'infanterie progresse lentement au milieu des broussailles qui couvrent le sol raviné de la vallée du Gomba et les pentes de Cingolo-Hill. Tandis que la 6e brigade est arrêtée à son débouché de la vallée par les feux partant des retranchements de Green-Hill et des pentes de Monte-Christo, le mouvement enveloppant ne se heurte à aucune résistance sérieuse et les brigades de droite occupent les hauteurs de Cingolo, en poussant jusqu'au col qui les sépare de Monte-Christo. A la nuit elles bivouaquent sur leurs positions, tandis que la 6e brigade est ramenée au Sud du Gomba. Dans la soirée, une batterie montée avait franchi ce ruisseau et s'était portée en arrière de l'aile droite, pour être en mesure d'appuyer le mouvement débordant dans la journée du lendemain (1). La 5e division (2) était restée sur les emplacements qu'elle occupait la veille au Sud du Gomba.

Journée du 18. — Le lendemain, la 7e batterie montée traverse le ruisseau et va joindre ses efforts à ceux de la 64e, chargée d'accompagner l'attaque de l'aile enveloppante. Le reste de l'artillerie conserve ses positions sur les hauteurs de Hussar-Hill et Moord-Kraal; elle dirige son tir sur Monte-Christo et sur les retranchements qui en garnissent les contreforts méridionaux. En même temps le grand mouvement débordant de l'infan-

---

(1) Major A. Hamilton Gordon, ouvrage cité.
(2) 10e et 11e brigades seulement.

terie se développe. La 2e brigade et l'infanterie montée attaquent Monte-Christo en partant du col qui sépare cette hauteur de Cingolo-Hill. Elles sont appuyées par le feu des deux batteries montées en position sur les pentes derrière elles (1). La 6e brigade traverse de nouveau le Gomba et prend pour objectifs les tranchées des contreforts méridionaux de Monte-Christo. La 4e brigade marche à sa droite et la relie à l'aile enveloppante. L'infanterie peut progresser facilement à la faveur des broussailles qui garnissent les premières pentes. Vers midi, la 2e brigade est maîtresse du sommet de Monte-Christo. Les autres ont réussi à enlever les ouvrages de l'éperon de Gun-Spur. L'ennemi, débordé, se voit obligé d'abandonner ses positions sur tout le front ; il est en pleine retraite vers 3 heures du soir et ne tient plus sur la rive droite que le sommet de Hlangwane-Hill. Le général Buller occupe avec trois brigades et trois batteries montées la crête qui formait au début de l'action la ligne de défense des Boers. Sans essayer de recueillir les fruits de son succès par une poursuite rapide (2), il fait bivouaquer ses troupes sur place.

---

(1) Une troisième batterie montée devait rejoindre dans l'après-midi cette artillerie chargée d'accompagner l'attaque (Major A. Hamilton Gordon, ouvrage cité.)

(2) Ici se place un incident que le correspondant militaire du *Times* est seul à relater. Au moment où l'aile droite de la ligne anglaise poussait rapidement le long de la crête de Monte-Christo, en menaçant les derrières de l'ennemi, le 1er bataillon de la Rifle Brigade, qui formait la chaîne de la 4e brigade, se trouva très en avant du front général. Il était alors en arrière des lignes ennemies et sur un contrefort de Monte-Christo qui dominait l'emplacement d'un des laagers des Boers. Il aperçut à ce moment une masse de 2,000 à 3,000 cavaliers se dirigeant vers le Nord. Pensant qu'il avait devant lui la brigade montée du colonel Dundonnald, il s'abstint de tirer et reconnut trop tard qu'il était en présence du gros des Boers en pleine retraite. Il laissa ainsi échapper une belle occasion de porter le désordre, par son feu, dans cette masse.

Journée du 19. — Le 19, la brigade Hart, chargée jusqu'alors de la garde du camp de Chieveley, recevait l'ordre de venir occuper Colenso, pendant que les 2e et 3e divisions se portaient sur Hlangwane-Hill, dont la 6e brigade s'emparait sans grande résistance. Une partie de l'artillerie lourde s'avançait sur les pentes inférieures de Monte-Christo (1).

Le général Buller avait obtenu un premier et important résultat. Il avait refoulé les Boers au Nord de la Tugela et reconquis par l'occupation des hauteurs de Hlangwane-Hill le point de passage de Colenso. Le mouvement débordant des troupes anglaises avait pour effet de faire tomber d'un seul coup les lignes si laborieusement fortifiées par les Boers. Le combat porté sur des points où ceux-ci n'avaient pas eu le temps de se retrancher tournait à l'avantage de l'offensive. « Il n'est que « juste de dire que l'opération avait été bien conduite. « On s'était avancé cette fois, en formations conve- « nables, minces et étendues, soutenues par de fortes « réserves. On avait tiré bon parti du terrain dont les « coupures et les couverts ralentissaient la marche, mais « facilitaient les approches (2). » Et cependant le souvenir des échecs passés marquait encore son influence dans les hésitations et les atermoiements du début. Les troupes, qui ont quitté Chieveley le 14, ne font sérieusement sentir leur action que le 18. Il a fallu quatre jours pour dessiner à moins d'une étape du point de départ un mouvement débordant contre des positions reconnues d'avance. Les longues heures de canonnade sans résultat qui remplissent les premières journées montrent une fois de plus l'inutilité d'une préparation par l'artillerie seule sans la menace de l'infanterie. On ne peut cependant pas

(1) *Naval Brigades in the South African War*, ouvrage cité.
(2) *La guerre sud-africaine*, capitaine Gilbert.

incriminer la valeur technique des artilleurs anglais. La monographie du major Hamilton Gordon, qui commanmandait la batterie d'obusiers de campagne au cours de ces opérations (1), montre l'attention avec laquelle les positions ennemies furent reconnues par des postes d'observateurs disposant de puissantes lunettes, le soin qui présida à la désignation et à la répartition des objectifs entre les batteries, la précision du réglage du tir. « Avec de bonnes lunettes, dit-il, nous n'avions pas « grande difficulté à découvrir les tranchées ennemies, « ni à distinguer celles qui étaient simulées, ainsi que « les emplacements des pièces quand ils étaient visibles. « Ces dernières étaient souvent placées de façon à tirer « de flanc, abritées du feu et des vues directes. Les « pièces tirant avec de la poudre sans fumée étaient « difficiles à découvrir, lorsque leurs emplacements ne « les trahissaient pas. Par contre, il était aisé de « régler le tir sur des tranchées horizontales. » Par bien des points le récit du major Hamilton Gordon évoque le souvenir des opérations d'un siège conduites avec la méthode lente et compassée en honneur au siècle dernier (2).

---

(1) *Fourteen Days Howitzer Work on service* (major Hamilton Gordon, ouvrage cité.)

(2) Signalons une fois de plus les inconvénients des fréquentes modifications apportées dans l'ordre de bataille des troupes anglaises et les incertitudes qui en résultent parfois dans les droits au commandement des différents chefs. Le major Hamilton Gordon fait la remarque suivante :

« Le nombre des généraux qui donnèrent des ordres à ma batterie (le 18 février) est vraiment extraordinaire. Alors que le général en chef était à portée de lui faire parvenir directement ses instructions, des ordres lui furent donnés par plusieurs généraux de division et de brigade, qui tous paraissaient prendre un intérêt particulier à nos opérations. A huit reprises successives la batterie passa sous le commandement de généraux différents. »

Au cours de la période du 15 au 20 février les pertes des Anglais, relativement faibles, s'élevèrent à :

	Officiers.	Hommes de troupe.
Tués	1	13
Blessés	8	183
Disparus	»	4
Total (1)	9	200

Les pertes des Boers pendant le même temps étaient de : 12 hommes tués et 46 blessés (2).

§ 3. — *Première attaque des hauteurs de la rive gauche.*

Les Boers s'étaient retirés au Nord de la Tugela, rompant la passerelle qui les reliaient à la rive droite. Ils avaient abandonné Colenso et les collines de Fort-Wylie au Nord de cette localité, mais conservaient l'occupation du massif de Grobler's-Kloof auquel s'appuyait la droite de leur nouvelle ligne de défense. Le centre et la gauche étaient reportés vers le Nord sur les hauteurs de Terrace-Hill, de Railway-Hill et de Pieter's-Hill, qui formaient une véritable muraille en arrière du fossé de la Tugela, barrant directement la route et la voie ferrée de Ladysmith par Pieters (3).

Dans la journée du 20 la brigade Hart (4), accompagnée de deux canons de 12 livres de la marine, s'était portée au Nord de Colenso sur les hauteurs de Fort-

(1) Tableau des pertes publié par le War-Office.

(2) Listes nominatives du *Standart and Diggers news* (22 février 1900).

(3) Le croquis ci-contre indique les emplacements des ouvrages de la ligne de défense.

(4) Le général Hart avait laissé un bataillon à la garde du camp de Chieveley.

Wylie, tandis que les 2e et 5e divisions s'avançaient par Hlangwane-Hill jusqu'à la rive méridionale de la Tugela. En même temps l'artillerie de campagne, prenant position sur les collines de Furry-Hill, et une partie de l'artillerie lourde, établie sur les pentes occidentales de Monte-Christo, commençaient à canonner les hauteurs de la rive gauche (1).

Dans l'après-midi, le colonel Thorneycroft traversait la rivière en aval de Colenso et poussait une reconnaissance sur les pentes du Grobler's-Kloof. Il ne pouvait se maintenir et se voyait obligé de repasser sur la rive droite.

Cependant le général Buller avait reçu quelques renforts d'artillerie (2); il avait enfin rappelé la brigade de cavalerie détachée à Springfield et allait disposer de tous ses moyens d'action pour l'attaque des hauteurs de la rive gauche. Maître du coude de la Tugela, il va chercher à en déboucher et à forcer le centre des positions ennemies.

Le 21, un pont de bateaux est jeté au pied de Hlangwane-Hill (3); la brigade Coke (10e) traverse la première. Elle est suivie par une batterie montée et deux bataillons de la brigade Wynne (11e) (4). Ces troupes gagnent vers le Nord-Ouest les premiers mouvements de terrain au pied du Grobler's-Kloof. Accueillies par le feu violent des défenseurs de cette hauteur, elles se bornent à occuper les collines qui dominent immédiatement le pont à 1500 mètres environ de la rivière (5). Au cours de

(1) *Naval Brigades in the south African War*, ouvrage cité.
(2) Voir appendice n° 21, ordre de bataille.
(3) Voir le croquis ci-contre.
(4) Major Hamilton Gordon, ouvrage cité.
(5) Correspondant militaire du *Times*. Un des bataillons de la brigade Coke, le 2e bataillon du Somersetshire Light Infantry fut assez éprouvé. Il eut 86 hommes mis hors de combat.

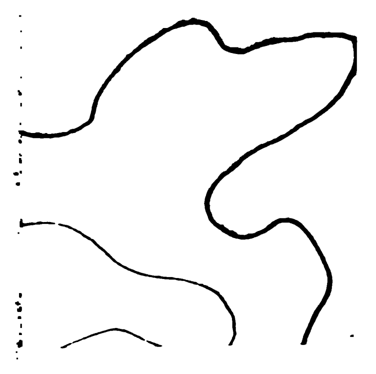
la journée et dans la matinée du lendemain, le corps d'armée traverse la rivière, son artillerie prend position dans la vallée même, les canons de marine restant sur la rive droite, et ouvre le feu vers le Nord-Ouest contre les hauteurs. « Le 22 à midi, près de cinq brigades ont tra- « versé, il ne reste sur la rive droite que celle du général « Barton et une partie de celle du général Hart. Les « Boers occupent toujours les hauteurs ; le pont de « bateaux et les troupes qui l'ont traversé sont exposés « au feu des quelques pièces dont l'ennemi dispose. « Celles-ci sont complètement dissimulées et toute l'ar- « tillerie anglaise occupant un front de trois milles des « deux côtés de la rivière est incapable de les réduire « au silence. Heureusement leur feu n'est pas très effi- « cace. Cependant quelques obus tombent à une distance « dangereuse du pont (1). »

Dans la soirée, le général Buller cherche à donner de l'air à ses troupes entassées dans le fond étroit de la vallée. La 11e brigade se porte en avant vers le Nord, la droite appuyée à la rivière, avec deux bataillons en première ligne sur un front de 800 mètres environ. Elle est suivie de la brigade Hildyard (2e) et soutenue par le feu de l'artillerie tout entière. Les Boers, tirant, suivant leur habitude, grand avantage du terrain coupé de la rive gauche, opposent une sérieuse résistance. Des hauteurs de la rive Nord de l'Onderbrook-Spruit, et des pentes du Grobler's-Kloof, ils prennent dans une véritable équerre de feu les troupes anglaises insuffisamment couvertes sur leur flanc gauche.

Celles-ci parviennent cependant à s'avancer jusqu'à l'Onderbrook-Spruit, mais leur situation reste précaire. Les unités de première ligne se retranchent sur le ter-

(1) *Times*, 5 avril 1900, lettre du correspondant militaire du 3 mai 1900.

UER LADYSMI



rain conquis et, pendant la nuit, la 2e brigade, renforcée de deux bataillons de la 6e, vient remplacer sur la chaîne la 11e qui passe en réserve. « Dans la soirée du 22 et la « matinée du 23, les positions ennemies aux environs du « Langerwacht-Spruit et tous les ravins qui débouchent « dans ce torrent étaient complètement fouillés par « le feu de l'artillerie; dans l'après-midi du 23, le « général Hart se portait à l'attaque des hauteurs (de « Wynne-Hill) avec trois bataillons de sa brigade (5e) « soutenus par deux bataillons de la 4e (1). » Ne trouvant aucune résistance sur ce mouvement de terrain que les Boers ont déjà évacué, la 5e brigade franchit, vers 3 heures du soir, le Langerwacht-Spruit et se porte à l'attaque des hauteurs de Terrace-Hill en prenant pour premier objectif le contrefort dénommé Hart's-Hill. Elle abordait ainsi l'un des points les plus forts de la ligne ennemie. Pour appuyer son mouvement, trois batteries montées, la batterie d'obusiers et deux canons de 5 pouces venaient prendre position au Sud et près du confluent de l'Onderbrook-Spruit (2).

« Ma première intention, dit le général Buller dans « son rapport, avait été d'employer cinq bataillons à « cette attaque, mais le mouvement le long de la voie « ferrée fut très lent; il fut en outre entravé par la fusil- « lade et le tir des Maxim-Nordenfelt de l'ennemi qui « nous causèrent de grosses pertes. Il était déjà tard, « lorsque le général Hart prononça son attaque avec « deux bataillons seulement, les autres n'étant pas « arrivés. Il fut renforcé par un demi-bataillon, et l'as- « saut fut conduit avec les Royal Inniskilling Fusiliers, « les Connaught Rangers et la moitié des Royal Dublin « Fusiliers ». — « L'attaque, raconte le correspondant

(1) Rapport du général Buller. Voir l'appendice n° 21.
(2) Major A. Hamilton Gordon, ouvrage cité.

« militaire du *Times*, qui assistait à cette action, fut « confiée au colonel Thackeray, des Inniskilling, ne « disposant que de son bataillon, de quatre compagnies « des Dublin Fusiliers et de quatre compagnies des « Connaught Rangers. Le flanc droit était couvert par « les quatre autres compagnies des Dublin Fusiliers, « postées dans une donga à l'Est de Terrace-Hill, et le « gauche n'avait aucune protection..... Trois heures « avant l'attaque le bombardement avait commencé..... « On pouvait voir distinctement les Boers se lever un « peu le long de leurs tranchées pour tirer, et faire « ensuite le plongeon dès qu'ils entendaient un obus, « pour reprendre le feu après l'explosion. A 6 heures « du soir, les Inniskilling s'avancent, suivis des Con- « naught en soutien, et des Dublin en réserve..... « Les hommes traversent rapidement le terrain acci- « denté situé au pied de la hauteur sans éprouver de « pertes sensibles et se trouvent relativement abrités « dans l'angle mort des premières pentes. A ce moment « les Boers qui occupent les tranchées de la crête s'en- « fuient en jetant leurs armes et les Inniskilling s'em- « parent de la partie méridionale de la hauteur. Alors « la situation se modifie. A 400 yards devant eux ils « découvrent une deuxième ligne de tranchées, tandis « que sur leur gauche les Boers tiennent encore un petit « kopje, et que leur droite est en butte au feu partant « des hauteurs de Railway-Hill. Ils sont le centre où « converge une violente fusillade. Autour de leurs flancs « découverts, les Boers qu'ils avaient chassés des « premières tranchées reviennent à la charge et les « fusillent par derrière. La ligne anglaise s'arrête à « 200 yards des retranchements ennemis et se voit « bientôt obligée de reculer. Déjà la nuit est venue (1). »

(1) *Times*, 5 avril 1900, lettre du correspondant militaire du 3 mars.

L'attaque avait complètement échoué. Les Anglais parvenaient cependant à se maintenir sur le contrefort de Hart's-Hill. « Mais pendant la nuit l'ennemi dirigea « une contre-attaque contre la gauche. Le combat fut « très vif et on en vint au corps-à-corps ; des prisonniers « furent pris et repris, et l'on dut plusieurs fois charger « à la baïonnette (1) ».

Les unités engagées avaient été très éprouvées et accusaient de fortes pertes (2).

Le lendemain, malgré un nouveau bombardement et des velléités de reprendre l'attaque (3), les troupes anglaises se bornèrent à conserver leurs positions. Bientôt même le général Buller, renonçant à son projet de forcer le centre de la ligne ennemie, ramenait sur la rive droite la majeure partie de ses forces, en se préparant à recommencer sur un autre point une nouvelle et dernière tentative.

Ainsi, pendant les journées des 22 et 23, le corps d'armée anglais, maître d'un point de passage sur la Tugela, n'avait pu réussir à en déboucher. Insuffisamment protégé par la possession des collines qui dominaient le pont de bateaux à 1500 mètres à peine de la rivière, il avait tenté néanmoins de pousser vers le Nord et s'était heurté à l'un des points les plus solides des positions ennemies. En outre l'attaque de Terrace-Hill avait été entreprise avec des forces trop restreintes pour être menée à bonne fin. Le général Buller n'avait pas su trouver le défaut de la ligne adverse. Il semble que

---

(1) Rapport du général Buller. Voir l'appendice n° 21.

(2) Le tableau des pertes, publié par le War-Office, n'indique pas le détail. Il ne donne que les chiffres globaux pour la période du 20 au 27 février.

(3) Des ordres donnés pour reprendre l'attaque à 4 heures du soir furent rapportés dans la suite (Major A. Hamilton Gordon, ouvrage cité.)

c'est entre les positions anciennes de Grobler's-Kloof, tournées vers le Sud, et les hauteurs nouvellement fortifiées de Terrace-Hill qu'il pouvait espérer le rencontrer. Une action vigoureuse de tout le corps d'armée vers les hautes vallées de l'Onderbrook et du Langerwacht aurait peut-être réussi à rompre la barrière qui couvrait le siège de Ladysmith. Mais il ne faut pas se dissimuler que l'opération était difficile, même en tenant compte de la supériorité numérique dont disposait l'assaillant.

Le dimanche 25, une suspension d'armes permit d'enterrer les morts et de relever les blessés.

§ 3. — *Combat de Pieter's-Hill.*

Sans perdre courage, le général Buller prend de nouvelles dispositions pour recommencer son attaque sur un autre point. Les troupes qui ont occupé Wynne's-Hill et Hart's-Hill sont maintenues en position. Elles forment, sous le commandement du général Lyttelton, un ensemble de cinq bataillons appartenant à des brigades différentes et composées d'unités mélangées par les hasards de l'action (1).

Plus au Sud et en liaison avec elles, la 10e brigade, appuyée par une batterie montée, tient les débouchés immédiats de Colenso. En réalité, depuis cette dernière localité jusqu'à Hart's-Hill, les troupes anglaises, fatiguées par plusieurs jours de combat et de nombreuses nuits de bivouac, forment un mince cordon que ne soutient plus le reste du corps d'armée, ramené sur la rive droite.

---

(1) Royal Welsh Fusiliers (6e brigade) ; Devonshire, Royal West Surrey, deux compagnies du West Yorkshire, deux compagnies de l'East Surrey (2e brigade) ; quatre compagnies des Scottish Rifles (4e brigade) (Rapport du général Buller. Voir l'appendice n° 21.)

Dès le 25, des reconnaissances sont entreprises le long de la Tugela, pour déterminer un point de passage permettant de déboucher en face de l'aile gauche des Boers et de déborder, si possible, les positions sur lesquelles ils sont retranchés. Toute l'artillerie est installée sur les hauteurs qui bordent immédiatement la Tugela depuis le contrefort septentrional de Hlangwane-Hill jusqu'au sommet de Furry-Hill inclus. Elle forme ainsi « une grande batterie de 76 pièces sur un front de 4 milles 1/2 (1) », battant les hauteurs de la rive gauche à une distance moyenne de 2,500 mètres, et commençant, dès le 26 au matin, le bombardement des positions qui seront attaquées par les Anglais dans la journée du 27 seulement. Pour protéger cette artillerie, deux bataillons d'infanterie garnissent la rive méridionale de la Tugela.

Le 26 au soir, on avait achevé la construction du nouveau pont (2) et de la voie d'accès.

« Depuis le confluent du Langerwacht et de la « Tugela, les hauteurs se rapprochent de la rivière par « des pentes très raides couvertes en partie de brous- « sailles. Les seuls points par où l'on puisse accéder à « la berge sont les brèches ouvertes par quelques « torrents qui drainent les eaux sur les pentes de la rive « droite. Près de Manxa Nest, la rivière traverse en un « étroit défilé, bordé de rochers escarpés, la chaîne des « collines de Monte-Christo et de Cingolo-Hill ; en aval, « elle ne présente également que peu de points de « passage (3). » L'ennemi occupait les trois pitons rocheux de Terrace-Hill, de Railway-Hill et de Pieter's-Hill, séparés par de profonds ravins que contourne, en tranchées, la voie ferrée de Colenso à Ladysmith.

---

(1) Rapport du général Buller. Voir l'appendice n° 21.

(2) Voir le croquis page 328.

(3) Major A. Hamilton Gordon, ouvrage cité.

Telle était la forte position à laquelle allait se heurter le général Buller. Heureusement pour lui, les circonstances devaient le favoriser. La manœuvre qu'il projetait, et dont le but était de déborder l'aile gauche des fortifications ennemies, présentait plus de chances de réussite que les attaques de front des tentatives précédentes ; bien que dans l'exécution il dut encore, par suite du manque d'envergure de ses mouvements, être conduit à aborder directement une partie des lignes ennemies, les cheminements défilés que l'infanterie allait trouver dans les ravins de la rive gauche devaient faciliter son approche et contribuer au succès. Mais celui-ci fut surtout décidé par les événements qui se déroulaient simultanément dans l'État libre d'Orange. La capitulation du général Cronje à Paardeberg fut connue au Natal le jour même du combat de Pieter's-Hill. Cette nouvelle eut une action profondément démoralisante sur les Boers, tandis qu'elle exalta la confiance des troupes anglaises. D'ailleurs, l'abandon du siège de Ladysmith était commencé depuis le 20 février. Les Orangistes avaient quitté le Natal pour courir à la défense de leurs foyers. Les commandos qui défendaient les lignes de la Tugela ne constituaient plus guère qu'une arrière-garde chargée de protéger l'évacuation du matériel et des convois.

Ils devaient, cependant, opposer encore une sérieuse résistance. L'attaque fut décidée pour le 27. Les troupes qui en furent chargées, placées sous les ordres du général Warren, comprenaient les 6e (1), 11e et 4e brigades, formant un total de 11 bataillons, sur les 24 dont disposait le général Buller. « Il fallut toute « la matinée pour leur faire traverser le pont jeté « au pied de Hart's-Hill et les disposer sur la rive

(1) Trois bataillons seulement.

« septentrionale. Il était près de midi, lorsqu'on vit la « brigade Barton (6e) s'élever sur les pentes inférieures « de Pieter's-Hill à l'Est du ravin qui sépare cette « hauteur de Railway-Hill (1) ». Elle gagnait du terrain, sans rencontrer de résistance, « grâce à l'appui « des feux de l'infanterie et des mitrailleuses placées sur « la rive méridionale (2) ». En arrivant à la crête, elle était arrêtée par une fusillade violente. Pendant ce temps, la 11e brigade, qui s'avançait un peu en arrière, s'est dirigée sur Railway-Hill, cheminant dans le ravin qui sépare ce sommet de Terrace-Hill, puis gravissant les pentes sud-orientales du mamelon qui lui a été assigné comme objectif. A sa gauche, la 4e brigade s'est portée directement sur Terrace-Hill et se trouve bientôt en mesure de donner la main aux troupes du général Hart, maintenues depuis le 23 sur la rive gauche. Dans ce déploiement en éventail de trois brigades (onze bataillons) sur un front de plus de 4 kilomètres, un énorme intervalle s'est creusé entre les 11e et 6e brigades, ce qui n'est pas sans rendre précaire la situation de la dernière de ces unités. Heureusement la 11e brigade avait réussi à gagner du terrain ; malgré une erreur de direction qui l'avait primitivement entraînée trop à l'Ouest, elle atteignait la voie ferrée et pouvait ensuite déloger les Boers de leurs retranchements sur la hauteur. L'action simultanée de la 4e brigade contre Terrace-Hill contribuait à assurer le succès. La rupture de la ligne ennemie sur un point entraînait son abandon complet par les Boers, qui évacuaient la hauteur de Pieter's-Hill devant la 6e brigade. Il était 5 heures du soir lorsque la journée fut ainsi décidée. Pendant toute sa marche d'approche, l'infanterie avait reçu l'appui efficace de l'artillerie, qui

---

(1) Major A. Hamilton Gordon, ouvrage cité.
(2) Rapport du général Buller. Voir l'appendice n° 21.

continua de tirer jusqu'au dernier moment. Les pièces de marine, dit le rapport officiel, prolongèrent leur tir sur les tranchées ennemies jusqu'à ce que les tirailleurs s'en fussent rapprochées à 15 yards (1). « A 8 heures du soir, le feu avait cessé, et le lendemain matin l'ennemi avait disparu (2) », sans qu'il y ait eu de la part des Anglais la moindre tentative de poursuite. Rien n'empêchait plus le général Buller de gagner Ladysmith. Les Boers avaient levé le siège et évacuaient vers le Biggarsberg leur matériel et leurs convois.

Le 28, les troupes anglaises achevaient de franchir la Tugela et s'avançaient le long de la voie ferrée. La brigade montée du colonel Dundonnald prenait les devants et entrait dans Ladysmith, le même jour, à 6 heures du soir, non sans avoir été arrêtée un instant par la résistance d'un détachement ennemi près de Nelthorpe. Pendant ce temps, la brigade de cavalerie s'était portée vers la droite sur les pentes de Bulwana-Mountain; elle constatait la présence d'une arrière-garde qui se retirait le lendemain à l'approche de l'infanterie.

Le 1er mars, le général Buller faisait son entrée dans la ville et délivrait les troupes du général White assiégées depuis quatre mois.

(*A suivre.*) (160)

---

(1) Rapport du général Buller.

Les récits du major A. Hamilton Gordon et du capitaine Limpus du *Terrible* (*Naval Brigades in the South African War*), sans reproduire ce chiffre de 15 yards, qui paraît bien faible, sont d'accord pour constater que le feu percutant fut prolongé jusqu'au moment de l'assaut.

(2) *Ibid.*

APPENDICE N° 19 (*suite*).

Copies des télégrammes échangés le 24 janvier 1900*.

A.

Sir Ch. Warren au général Lytteiton.

(Reçu à 10 heures du matin.)

Prêtez-moi tout le secours que vous pourrez de votre côté. Le mien est dégagé, mais l'ennemi est très fort du vôtre, et Crofton me télégraphie que, s'il ne reçoit pas immédiatement des renforts, tout est perdu. Je lui envoie deux bataillons, mais il faudra du temps avant qu'ils n'arrivent.

B.

Un inconnu au général Lyttelton.

(Reçu à 10 h. 15 du matin.)

Nous occupons toute la crête du plateau de Spion-Kop, mais nous sommes violemment attaqués de votre côté. Secourez-nous.

C.

Le major Bayly, officier d'état-major, au général Lyttelton.

(Reçu à 2 h. 30 du soir.)

Le feu est très vif dans le voisinage du drapeau qui marque le poste de signaleurs. La Bethune's Mounted Infantry et les Scottish Rifles viennent à notre secours. Nous avons de la peine à tenir. Ne pensez-vous pas que les King's Royal Rifles pourraient se porter vers la droite, contre les hauteurs occupées par les Boers. Ceux-ci dirigent un feu violent du Nord-Ouest, direction dans laquelle ils ont un canon. Vous ne pouvez voir ni notre gauche ni l'ennemi. Nous manquons d'eau.

D.

Le Chef d'état-major de la 4e brigade au Colonel des King's Royal Rifles.

(Communication optique envoyée à 3 heures du soir.)

Retirez-vous lentement jusqu'à nouvel ordre.

E.

Le Chef d'état-major de la 4e brigade au Colonel des King's Royal Rifles.

(Communication optique envoyée à 3 h. 30 du soir.)

Retirez-vous lentement jusqu'à nouvel ordre. Rendez compte de l'heure d'arrivée du télégramme précédent.

F.

Le Chef d'état-major de la 4e brigade au Colonel des King's Royal Rifles.

(Par estafette envoyée à 4 h. 50 du soir.)

A moins que l'ennemi ne se soit lui-même retiré, repliez-vous, à l'abri des ténèbres, jusqu'à la passerelle que l'on vient d'établir près du gué où vous êtes passé. Un feu sera allumé pour vous guider.

Gardez cette estafette, si elle vous est utile. Vous trouverez près du gué des brancardiers, si vous en avez besoin. J'espère que tout va bien.

G.

Le Colonel des King's Royal Rifles au Chef d'état-major.

(Communication optique reçue à 5 heures du soir.)

Je vais me retirer, si je puis rappeler les sections portées en avant, mais les communications sont difficiles et la pente très raide. J'ai deux ou trois hommes blessés.

H.

Le Colonel des King's Royal Rifles au Chef d'état-major.

(Communication optique par fanions reçue à 6 heures du soir.)

Nous sommes arrivés sur le sommet. A moins que vous ne me donniez l'ordre de me retirer, je m'arrête ici.

K.

Le Chef d'état-major au Colonel des King's Royal Rifles.

(Communication optique par fanions reçue à 6 heures du soir.)

Retirez-vous lorsqu'il fera nuit.

K.

Le Chef d'état-major au Colonel des King's Royal Rifles.

(Par estafette envoyée à 6 heures du soir.)

Je vous envoie une lampe de signaleurs. Le général considère que vous ne pouvez pas tenir Sugar-Loaf sans être appuyé, et, n'ayant personne pour vous soutenir, vous donne l'ordre de vous retirer sur la passerelle de piétons et le bivouac près des canons de marine. Accusez réception de la présente communication. J'ai fait préparer pour vos hommes du rhum, du thé et du bois.

L.

Le général Warren au général Lyttelton.

(Par fil télégraphique, reçu à 6 h. 50 du soir.)

L'aide que vous m'avez donnée m'a été très efficace. Nous essayerons de rester demain dans le *statu quo*. Le ballon nous serait très utile.

(VI)*

Le Général commandant en chef au Natal au Ministre de la guerre.
(Transmis par l'intermédiaire du Maréchal commandant en chef à Cape-Town.)

Monsieur,

Comme suite à ma lettre du même jour, j'ai l'honneur de vous adresser deux rapports du général Barton :

1° Rapport du 24 janvier, relatif à une escarmouche contre un détachement ennemi, au cours de laquelle le capitaine Dalton, du corps médical, fut grièvement blessé en portant secours à un officier blessé;

2° Rapport du 25 janvier, relatif au même incident et relatant la mort du capitaine de Rougemont, des South African Light Horse.

Cet incident est regrettable. Cependant, l'ennemi traite habituellement nos blessés avec beaucoup de bonté.

J'ai l'honneur, etc.....

R. Buller,
général.

Ces deux rapports n'offrent pas d'intérêt au point de vue des opérations.

Le dernier contient la liste nominative des pertes éprouvées dans la démonstration sur Colenso le 23 janvier. Elles s'élèvent à : un officier et trois hommes tués, un officier et quatre hommes blessés, douze hommes disparus (prisonniers).

APPENDICE N° 20.

Le maréchal lord Roberts au Ministre de la guerre.

20 février 1901.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser un rapport du général sir R. Buller, commandant les troupes du Natal, daté du camp de Springfield, du 8 février 1900, et donnant le compte rendu des opérations du 25 janvier au 7 février. Je regrette que, par suite d'une erreur, ce rapport ne vous soit pas parvenu en temps opportun.

J'ai l'honneur, etc.....

Roberts,
Maréchal.

Camp de Springfield, 8 février 1900.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rendre compte des opérations suivantes :

Le 25 janvier dernier, je décidai d'évacuer la région à l'Ouest de Spion-Kop. L'ennemi avait renforcé sérieusement sa droite, en sorte que toute tentative pour pousser ma gauche en avant n'aurait probablement pas réussi; en outre notre échec de Spion-Kop montrait que l'ennemi était également en force devant notre droite.

Je fis donc rétrograder mes troupes, et commençai à préparer une autre opération par un nouvel itinéraire. Les dispositions arrêtées nécessitaient la construction d'une route sur une hauteur très escarpée, et l'installation d'artillerie sur cette position. Le temps fut malheureusement très défavorable et retarda sérieusement les travaux. Commencés le 27 janvier, ils n'étaient terminés que le 5 février au soir. On avait établi un chemin d'un mille et demi de longueur, à travers un terrain très difficile et sur une pente très raide, et l'on avait installé sur la hauteur six canons de marine de 12 livres, deux canons de campagne de 15 livres et une batterie de montagne de six pièces.

Malheureusement, le mauvais temps nous empêcha d'amener deux canons de 5 pouces sur lesquels nous comptions.

. . . .

La démonstration contre les hauteurs de Brakfontein, dont la 11e brigade (général Wynne) fut chargée, fut très bien exécutée. Les hommes s'avancèrent même plus près de l'ennemi que je n'aurais désiré, mais bien qu'exposés à un feu très vif d'artillerie et de mousqueterie, ils

purent cependant se retirer en bon ordre, en n'éprouvant heureusement que des pertes très légères.

Les batteries furent également exposées à un feu très vif, et les hommes continuèrent à servir leurs pièces avec autant de calme qu'à la parade; les pertes furent heureusement faibles.

Dès qu'un temps suffisant se fut écoulé pour que les tranchées ennemies de la crête de Brakfontein fussent occupées, les batteries se mirent en mouvement, par échelons à partir de la gauche, et traversèrent le pont de bateaux n° 2 construit la nuit précédente. Sous le couvert de leur feu, la 4e brigade, appuyée par la 2e division, se porta en avant pour protéger l'établissement du pont de bateaux n° 3. Celui-ci fut rapidement jeté, pendant que l'ennemi dirigeait contre les travailleurs un feu bien réglé, mais à trop grande distance.

Aussitôt que le pont fut achevé, le 2e bataillon de Durham Light Infantry, appuyé par le 1er de la Rifle Brigade, se porta sur Vaal-Krantz. Malgré les pertes considérables causées par un feu très vif partant des hauteurs attaquées et des ravins sur la droite, les hommes ne furent pas arrêtés et la position fut enlevée. Un peu plus tard, toute la 4e brigade vint l'occuper, en même temps qu'un bataillon de la 2e brigade s'établissait à la ferme de Mongers. Nous conservâmes ces positions jusqu'au lendemain matin.

Le 6, le pont de bateaux n° 2 fut replié et un nouveau pont fut construit au pied de Vaal-Krantz, pour faciliter les communications.

Je dois mentionner que Vaal-Krantz était occupé par un canon et par 120 Boers, qui l'évacuèrent devant notre attaque, sauf la moitié d'entre eux qui furent tués par notre feu; nous fîmes en outre 6 prisonniers. J'ai le regret de signaler que parmi les défenseurs de la position, il se trouvait des Cafres armés; nous eûmes ainsi la preuve *de visu* que les récits recueillis au sujet de l'armement d'indigènes par les Boers n'étaient pas inexacts.

Nous vîmes également un détachement d'artillerie conduit sur une position de combat sous le couvert de la croix de Genève.

Dans la soirée du 6, je fis relever sur Vaal-Krantz la 4e brigade par la 2e, et l'on essaya ce jour-là et le lendemain de se retrancher sur la position, sans y réussir à cause de la nature rocheuse du sol.

La hauteur était balayée par le feu de deux pièces qu'aucune des miennes ne pouvait faire taire, un canon de 15 cm. du Creusot placé sur Spion-Kop et un canon de 15 livres sur le sommet de Doorn-Kloof. Nous ne pouvions plus voir le premier, et le second était monté sur une sorte d'affût à éclipse.

Nos canons de marine tirèrent contre eux pendant ces deux jours, sans pouvoir les réduire au silence, bien qu'ayant réussi à faire sauter leur magasin à munitions.

Comme la possession de Vaal-Krantz était indispensable pour les opérations ultérieures, et qu'il était impossible de faire des retranchements sur cette hauteur en raison du sol rocheux, j'en conclus que le mouvement en avant par cet itinéraire était impraticable. Je rappelai donc la 2e brigade à la chute du jour et me décidai à chercher une autre voie.

Afin de donner une idée de la nature du pays, je puis citer l'épisode suivant : Le 5, une pièce de l'ennemi (probablement un Maxim-Nordenfelt), traînée par huit chevaux, se portait de l'Ouest vers l'Est en arrière de la position ennemie. Au moment où elle traversait le chemin qui part de la ferme de Mongers, elle se trouva sous le feu de notre artillerie installée sur Swartz-Kop. Le premier obus tomba très près de la pièce, l'attelage tourna brusquement à droite, disparaissant dans un ravin dans lequel un autre obus le suivit. Peu après, nous vîmes la pièce reparaître à un mille de là, sortant d'un autre ravin, ayant perdu deux chevaux et un homme. Le pays est ainsi parsemé de ces petits ravins qui furent tous utilisés par la défense.

. . . .

Ci-joint une liste des pertes.

Je regrette vivement de n'avoir pu réussir à percer la ligne ennemie, d'autant plus que nous étions tous persuadés du succès.

Je pense qu'il était inutile de pousser davantage une attaque qui, si elle avait réussi, ne nous aurait pas fourni une base suffisante pour le mouvement ultérieur sur Ladysmith. Cette ville était encore à une distance de 10 milles, et nous en étions en outre séparés par la position de Roodeport, forte et soigneusement organisée.

J'ai tout lieu de croire, par ce que nous avons vu nous-mêmes et d'après les rapports des déserteurs, que les pertes de l'ennemi sont plus considérables que les nôtres.

J'ai l'honneur, etc.....

Redvers Buller,
général.

Au Ministre de la guerre. (Transmis par l'intermédiaire du Maréchal commandant en chef dans l'Afrique du Sud.)

Liste des pertes éprouvées dans les journées du 5 au 8 février.

Officiers : 2 tués, 18 blessés.
Hommes de troupe : 25 tués, 282 blessés, 6 disparus.

APPENDICE N° 21.

Le Général commandant au Natal au Ministre de la guerre. (Transmis par l'intermédiaire du Maréchal commandant en chef dans l'Afrique du Sud.)

Ladysmith, 14 mars 1900.

Monsieur,

Pendant qu'il maintenait le blocus de Ladysmith, l'ennemi avait continué d'occuper fortement les hauteurs de Hlangwane-Hill au Sud de la Tugela et à l'Est de Colenso.

Déjà, au mois de décembre dernier, j'avais étudié à plusieurs reprises cette position dont la possession aurait présenté de grands avantages. Mais j'estimais qu'il ne m'était pas possible de m'en emparer avec les moyens dont je disposais alors.

Le 29 janvier, après le combat de Spion-Kop, je déclarai à mes troupes que, bien que leurs efforts n'eussent pas été couronnés de succès, elles m'avaient fait découvrir la clé du chemin qui devait me conduire à Ladysmith. Pendant ces journées de combat, j'avais appris à apprécier à sa juste valeur l'extraordinaire ténacité de l'infanterie anglaise, et la puissance de manœuvre que cette qualité mettait à ma disposition. C'est à ce moment qu'il me sembla qu'une opération contre Hlangwane-Hill présentait des chances de succès.

Mais avant de quitter la haute Tugela, je résolus de tenter une attaque sur Vaal-Krantz ou Mongers-Hill ; estimant que si je réussissais à me porter sur Ladysmith par l'Ouest, l'effet produit serait plus considérable sur l'ennemi que celui d'un mouvement par le Sud. La position, suivant les renseignements que je possédais alors, était favorable, et j'espérais au moins, dans le cas où mon entreprise ne réussirait pas, immobiliser une partie importante de l'ennemi sur la haute Tugela.

Le 7, trouvant la position de Vaal-Krantz trop forte, je télégraphiai à sir George White que j'allais me porter à l'attaque de Hlangwane-Hill, et que, si je réussissais à emporter cette hauteur, je me porterais sur Umbulwani-Mountain.

Je laissai à Springfield, où il se retrancha, un détachement d'infanterie avec 2 canons de 12 livres de la marine, une brigade de cavalerie et une batterie à cheval. J'ai lieu de croire que la présence de ces troupes eut pour effet de maintenir près de 4,000 Boers devant les gués de Podgieter et de Skiet. Le reste de mes troupes était concentré à Chie-

veley le 11 février. Sur ces entrefaites j'avais reçu, grâce à l'amiral sir R. Harris, un renfort d'artillerie lourde comprenant un canon de marine de 6 pouces, monté sur un affût mobile du capitaine Scott, et deux canons de marine de 4 pouces 7 sur affûts plate-formes. En outre lord Roberts m'avait envoyé du Cap 2 canons de 5 pouces.

Le 12, je faisais reconnaître la position de Hlangwane-Hill que l'on trouvait occupée par l'ennemi. Il fit tellement chaud pendant la journée du 13 que je ne mis pas les troupes en mouvement.

Le 14, je quittai Chieveley avec les forces dont le détail est donné à l'annexe A et, après quelque résistance, j'occupai Hussar-Hill devant le centre de la position ennemie.

Le 15, je m'étendis vers la droite en faisant tenir Moord-Kraal et j'ouvris le feu avec l'artillerie.

Le 16, je poussai mes avant-postes d'infanterie jusqu'à la ligne du Gomba, et la 2e brigade montée vint occuper la partie orientale de Cingolo-Hill.

Pendant les journées des 14, 15 et 16, la température fut si élevée qu'on ne pouvait songer à faire mouvoir l'infanterie ; on entretint toutefois en permanence le feu de l'artillerie. L'ennemi, qui recevait des renforts pendant ce temps, répondait avec 6 pièces environ.

Le 17, la 2e division (général Lyttelton) se porta dans la vallée du Gomba, et la 2e brigade fit occuper Cingolo-Hill par le Royal West Surrey, qui bivouaqua le soir du même jour sur la crête Nord de cette hauteur ; la 4e brigade occupait une position à mi-chemin entre le Gomba et le col, et deux batteries montées furent amenées avec quelque peine entre les brigades.

Le terrain est couvert de broussailles et coupé de profonds ravins alternant avec les kopjes abrupts qui forment les contreforts de Cingolo et de Monte-Christo.

Le 18, la 2e brigade montée s'avança sur les pentes orientales de Cingolo, et la 2e brigade d'infanterie, franchissant la crête, donna l'assaut à Monte-Christo, dont les rochers escarpés furent brillamment enlevés, malgré une sérieuse résistance, par les régiments West Yorkshire et Queen's.

. . . .

Dès que Monte-Christo fut conquis, le général Lyttelton fit avancer la 4e brigade, et la Rifle Brigade déborda par les pentes occidentales de Monte-Christo la gauche de la position ennemie, pendant que le général Warren faisait également entrer en ligne la 6e brigade. La position fut emportée par les Royal Scots Fusiliers et l'ennemi dut l'évacuer précipitamment, en abandonnant une grande quantité de matériel, beaucoup de morts et de blessés et quelques prisonniers.

Pendant cette attaque en échelons la droite en avant, l'artillerie de

marine (capitaine Jones) et l'artillerie de campagne (colonel Parsons) rendirent les plus grands services, en canonnant les positions successives de l'ennemi, jusqu'à ce que notre infanterie s'en fut approchée à courte distance.

A 4 h. 1/2, nous avions enlevé la position principale et nous l'occupions avec trois brigades d'infanterie et deux batteries. Mais à 2 milles 1/2 devant nous s'élevait encore la forte position de Hlangwane-Hill et sur notre droite le terrain difficile qui s'étend jusqu'à la rivière.

On manquait d'eau; il fallait tracer des chemins et, par suite de la nature difficile du terrain, les unités pouvaient difficilement se relier entre elles. En conséquence les troupes bivouaquèrent sur place; pendant la nuit on fit avancer le reste des forces et de l'artillerie.

Le 19, le général Hart se porta de Chieveley sur Colenso, les 2e et 3e divisions se dirigèrent par la rive Sud de la Tugela contre Hlangwane-Hill qui fut enlevé par la 6e brigade. Notre artillerie lourde fut portée sur la partie Nord de Monte-Christo. L'ennemi résista furieusement, mais fut repoussé peu à peu.

Le 20, nous nous aperçûmes qu'il avait évacué pendant la nuit toutes ses positions au Sud de la Tugela, ainsi que celles de Colenso. Nous occupâmes Hlangwane-Hill, et la Thorneycroft's Mounted Infantry traversa la rivière à la nage pour occuper les hauteurs au Nord du village. Elle fut repoussée.

Le 21, nous jetâmes un pont de 98 yards de large sur la Tugela dont le cours était très rapide et, après une résistance assez sérieuse, la position de Colenso fut occupée par le général Coke et la 10e brigade.

Le 22, la 11e brigade, appuyée par la 2e division, s'empara des hauteurs qui dominent le pont du chemin de fer sur l'Onderbrook-Spruit et commandent le terrain entre ce ruisseau et le Langerwacht-Spruit. Le combat fut très sérieux. Notre objectif principal était un mouvement de terrain en forme de dos d'âne, orienté du Sud au Nord et dominant complètement la vallée du Langerwacht-Spruit. Nous parvînmes à l'enlever, mais nos hommes en furent rejetés par un feu d'enfilade et de revers très vif; ils parvinrent cependant à se maintenir à la partie Sud, ce qui empêcha l'ennemi de réoccuper la position.

Le feu qui rendait la hauteur intenable venait de quelques fossés sur une crête basse dont nous tenions le prolongement dans la vallée d'Onderbrook. Nous parvînmes à nous en emparer, mais nous ne pûmes nous y maintenir, étant de nouveau pris de revers et d'enfilade par le feu partant de fossés à 1200 yards en arrière et à 500 yards sur notre gauche. Nous les prîmes, mais dûmes les évacuer, car ils étaient dominés par les pentes du Grobler's-Kloof à 1400 yards à l'Ouest.

Cela nous empêcha de nous établir complètement dans la vallée d'On-

derbrook, mais à la soirée nous avions pris pied sur les deux hauteurs les plus importantes, et nous avions renforcé nos positions par des tranchées et des traverses construites à la hâte.

Les positions conquises après cette journée de combat protégeaient la voie ferrée de la vallée d'Onderbrook à celle de Langerwacht. Cette dernière est parsemée de ravins et de kopjes isolés, plus ou moins couverts de broussailles, et offrait un terrain idéal pour la tactique défensive employée par les Boers. Elle est fermée à l'Est par une hauteur élevée et abrupte, où l'ennemi avait évidemment sa position principale et qu'il avait renforcée par des retranchements couverts fortement sur les flancs.

Il était manifeste qu'il nous fallait enlever cette hauteur avant de continuer à nous avancer.

Le 22, pendant la nuit, la 11e brigade fut remplacée sur ses positions d'Onderbrook par la 2e et par 2 bataillons de la 6e ; les tranchées furent améliorées autant que possible.

Malgré cela nos hommes durent, sur beaucoup de points, rester accrochés aux pentes, n'ayant pour abris que quelques pierres entassées hâtivement, en présence d'un ennemi attentif situé à 150 yards de l'un de ses flancs et à 500 de l'autre. Pendant le jour aucun mouvement ne pouvait se faire sur la ligne sans attirer la fusillade ennemie. Exposés constamment aux feux de mousqueterie et d'artillerie, attaqués trois fois vigoureusement, ils conservèrent cependant leurs positions pendant cinq jours et cinq nuits. Ils furent admirables !

Dans l'après-midi du 22 et la matinée du 23, les positions ennemies aux environs du Langerwacht et tous les ravins qui y aboutissent furent fouillés complètement par le feu de l'artillerie et, dans l'après-midi du 23, le général Hart se porta à l'attaque des hauteurs avec la 5e brigade, soutenue par deux bataillons de la 4e.

Ma première intention avait été d'employer cinq bataillons à cette attaque, mais le mouvement le long de la voie ferrée fut très lent ; il fut en outre entravé par la fusillade et le tir des Maxim-Nordenfelt de l'ennemi, qui nous causèrent de grosses pertes. Il était déjà tard lorsque le général Hart prononça son attaque avec deux bataillons seulement, les autres n'étant pas encore arrivés. Il fut renforcé par un demi-bataillon, et l'assaut fut entrepris avec les Royal Inniskilling Fusiliers, les Connaught Rangers et la moitié des Royal Dublin Fusiliers.

Malgré la bravoure qu'elles montrèrent, les troupes ne purent enlever la hauteur. Elles furent très éprouvées, mais leurs pertes ne furent pas sans résultats ; grâce à leur courage, nous conservions les tranchées inférieures et le terrain au pied de la hauteur, ce qui assura notre succès définitif.

Pendant la nuit, l'ennemi dirigea une sérieuse attaque contre notre

gauche. Le combat fut très vif et l'on en vint au corps à corps; des prisonniers furent pris et repris, et à plusieurs reprises on dut charger à la baïonnette. Le bataillon de Rifle Reserve, corps mixte formé au moyen des détachements de renfort destinés aux trois bataillons des Rifles enfermés dans Ladysmith, commandé par le major Stuart Wortley, se comporta très brillamment. Les hommes, réservant leur feu, laissaient l'ennemi s'approcher à 20 yards des tranchées et le repoussaient par une contre-attaque à la baïonnette.

L'ennemi attaqua également dans la soirée la position que le général Hart avait enlevée, mais nous pûmes la conserver et repousser les Boers.

Il y avait déjà soixante-douze heures que nous nous battions; en avant de notre position, l'Onderbrook-Spruit partageait en deux celle de l'ennemi et imposait un long détour à ses renforts venant de Grobler's-Kloof et de la direction de Ladysmith. La situation avancée de la brigade Hart nous permettait, par contre, de menacer l'extrême gauche des Boers. Je compris que, si je parvenais à traverser la rivière plus près des points occupés par le général Hart, je réussirais à tourner la gauche de l'ennemi et à le rejeter de ses positions.

(*A suivre.*)

ERRATA à la livraison de septembre 1902.

P. 177, 32e ligne : *au lieu de* un escadron du 19e dragons (badois) *lire* un escadron du 1er dragons badois (le 19e dragons est oldenbourgeois; les 1er, 2e, 3e dragons badois ne portent pas encore les n°s 20, 21, 22 de la série prussienne);

P. 178, 2e ligne : *au lieu de* un escadron du 20e dragons (badois) *lire* un escadron du 1er dragons badois (même observation);

P. 178, 3e ligne : *au lieu de* un bataillon du 110e régiment (badois) *lire* un bataillon du 2e grenadiers badois (les régiments badois n°s 1 à 6 ne portent pas encore les n°s 109 à 114 de la série prussienne);

P. 180, 15e ligne : *au lieu de* 40e division bavaroise *lire* 4e division bavaroise.

La plupart de ces indications erronées sont empruntées à la *Revue militaire de l'Étranger*, tome XXX (1886), page 605.

NOUVELLES MILITAIRES

EMPIRE ALLEMAND.

Mutations dans le haut commandement. — Par décision du 18 octobre 1902, le grand-duc héritier de Bade, commandant le VIIIe corps, a été remplacé à la tête de ce corps d'armée par le général-lieutenant von Deines, commandant la 21e division d'infanterie.

ESPAGNE.

Mariages contractés sans l'autorisation royale. — Une loi, en date du 15 mai 1902, énumère les conséquences, pour les officiers qui les contractent, des mariages conclus sans l'autorisation royale. Entre autres mesures, cette loi prononce que les familles des officiers ainsi mariés n'auront droit à aucune pension et que les officiers eux-mêmes seront renvoyés du service actif.

RUSSIE.

Changements dans l'affectation de troupes cosaques. — Le Prikaze n° 253, du 30 juin 1902, a prescrit une permutation entre deux régiments cosaques du Caucase appartenant au voisko du Kouban. Le 1er régiment de Khoper passe de la 1re division à la division de cavalerie du Caucase, et le 1er régiment de la mer Noire passe de la division de cavalerie à la 1re division du Caucase.

SUISSE.

Adjonction au Code pénal fédéral d'un article punissant l'excitation des militaires a la révolte. — A la suite d'une série d'articles de journaux excitant les soldats à la révolte, le Conseil National suisse a adopté, au commencement de juin, l'adjonction au Code pénal fédéral de l'article suivant :

« Sera puni de l'amende ou de l'emprisonnement, celui qui aura

incité ou entraîné des citoyens soumis au service militaire à commettre une violation de leurs devoirs de service constituant un délit dont les tribunaux militaires ont à connaître.

« La tentative de ce délit est passible des mêmes peines. »

BIBLIOGRAPHIE.

Jules Poirier. — La préparation allemande de 1870. 1° *Les plans de campagne.* — Paris, librairie du Monde militaire, 1902, in-8°, VI-56 p.

Sous ce titre, M. J. Poirier publie une analyse des plans de campagne étudiés par le maréchal de Moltke, tels qu'ils ont été reproduits dans la *Moltkes Militärische Korrespondenz* (1870-1871), 1re partie, pages 1 à 135. Les dimensions de cette plaquette montrent qu'il s'agit d'une étude d'ensemble plutôt que d'un examen critique de ces documents célèbres. C'est d'ailleurs ce qu'indique l'auteur dans son introduction. L'intérêt de son travail n'en est pas moins réel.

Urkundliche Beiträge und Forschungen zur Geschichte des preussischen Heeres (documents authentiques et recherches ayant trait à l'histoire de l'armée prussienne). Publication du Grand État-Major allemand (Section historique). — Berlin, Mittler u. Sohn, 1902, in-8°, Fr. 1,80.

Ce 4e fascicule contient :

1° Réflexions et anecdotes vraies, mais hardies, sur la campagne de 1756, tirées des notes du prince Ferdinand de Brunswick.

Cette première partie est en langue française; on y trouve des réflexions curieuses qui dévoilent le secret enchaînement des événements, des remarques intimes sur les personnes, les opinions et l'état des esprits au cours de cette campagne;

2° Histoire de la prise de Berlin, en octobre 1757, par la colonne volante du comte Hadik, lieutenant-feldmaréchal de l'Empire.

C'est le récit, tiré des archives d'un magistrat de Berlin, du coup de main exécuté par le feldmaréchal autrichien.

Le Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Cie, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 901 **Décembre** **1902**

SOMMAIRE

LA

QUESTION DES OBUSIERS DE CAMPAGNE EN ALLEMAGNE

Le revirement qui vient de se produire en Allemagne, en faveur des canons à tir rapide (1), a sa répercussion en ce moment dans la question des obusiers de campagne.

(1) *Revue militaire des armées étrangères*, 1902; 1er semestre, p. 193, et 2e semestre, p. 273.

On sait que deux types d'obusiers de campagne existent dans ce pays; l'un est l'obusier lourd de 15 centimètres, servi par l'artillerie à pied et constituant la pièce principale de l'artillerie lourde d'armée; l'autre est l'obusier léger de $10^{cm},5$, servi par l'artillerie de campagne et dont un groupe de trois batteries figure dans une des divisions de chaque corps d'armée.

Peu de bouches à feu auront joui d'une faveur aussi éphémère que cette dernière. Adoptée en 1898, mise en service en 1900 dans les troupes, son apparition fut accueillie avec enthousiasme. Moins d'une année après, son discrédit commençait; dans plusieurs articles de revues allemandes, on se mit à l'attaquer vivement. Ceux même qui l'avaient le plus prônée furent les premiers à la critiquer et, dans les *Jahrbücher* de mars 1902, le général Rohne, un de ses plus fervents admirateurs du début, vient de lui porter le dernier coup.

Ce n'est pas au principe même de l'obusier de campagne que l'on s'attaque; les nécessités qui l'avaient fait adopter subsistent toujours; c'est à la manière dont il fut réalisé que l'on fait supporter toute la critique. On commit pour l'obusier léger la même erreur que pour le canon, avec cette aggravation qu'elle se produisait deux ans plus tard et d'une façon encore plus accusée. Alors que le canon modèle 1896, à tir accéléré, présente une organisation ingénieuse qui lui assure des avantages incontestables sur ses devanciers, l'obusier léger, au contraire, n'offre dans aucune de ses parties, à l'exception du mécanisme de culasse, le caractère d'une pièce moderne. Sous l'influence de l'état d'esprit dominant alors, qui était hostile aux idées nouvelles, on se refusa à tenir compte des progrès de la technique et on exigea une pièce rustique. Elle fut rustique, mais impuissante. De plus, construite à plusieurs fins, elle n'est, en réalité, propre à aucune.

Le but principal de l'obusier de campagne, sa raison d'être, est d'atteindre les troupes placées derrière un épaulement. La nécessité d'obtenir un tel résultat préoccupe beaucoup les artilleurs, surtout depuis la guerre turco-russe de 1877, et le lieutenant-colonel von Boguslawski se faisait l'écho de l'opinion générale, lorsqu'il écrivait en 1879 : « J'ai la conviction absolue que le tir « courbe s'impose de la façon la plus pressante pour la « guerre de campagne, et qu'il faut arriver à le réaliser « d'une manière ou de l'autre » (1).

Dans ce but, on essaya successivement de trois moyens. D'abord, en vue de conserver l'unité de calibre et de projectile, on chercha à résoudre le problème en tirant dans le canon de campagne le schrapnel à charges réduites, pour avoir un angle de chute plus grand et des éclats se rapprochant davantage de la verticale. On passait sur l'inconvénient de l'introduction de charges multiples. Des expériences furent entreprises dans cet ordre d'idées par presque toutes les armées. Le *generalleutnant* Müller a exposé (2) les tentatives faites en Allemagne de 1886 à 1888. On y tira le schrapnel du canon de campagne à des distances de 1700 à 3,500 mètres, avec des charges variant de la moitié au tiers de la charge normale, contre des cibles couvertes sous un angle de 15 à 22 degrés, derrière des retranchements de campagne. Les résultats furent extrêmement médiocres; on n'obtint, dans les cas les plus favorables, qu'une atteinte pour deux coups; le réglage était très long, l'observation difficile, le tir très lent. L'impression générale fut que, dans la réalité, on n'aurait réalisé que des effets complètement insignifiants. Antérieurement, des expériences analogues avaient été faites en

(1) *Die Hauptwaffe in Form und Wesen*, 1879.
(2) *Die Wirkung der Feldgeschütze*, 1894, p. 175.

Autriche (1), en Italie (2), où elles auraient encore été reprises au début de 1890 (3), et enfin en Russie, où de nombreux essais, exécutés en 1876 et 1878, aboutirent à cette conclusion : « En ce qui concernait les schrapnels, « les avantages obtenus n'étaient pas suffisants pour « compenser les inconvénients qu'ils entraînaient et la « difficulté de tracer des règles sûres pour l'emploi de « ce nouveau tir avec les canons de campagne » (4). En résumé, cette solution ne fut pas heureuse.

On songea ensuite, abandonnant le principe de l'unité de projectile, à utiliser la puissance des explosifs nouveaux, en tirant, outre le schrapnel, dans le canon de campagne ordinaire, en tir fusant, avec la charge normale, un obus à explosif appelé au début obus-torpille, puis obus brisant. La *Revue militaire de l'Étranger* (5) a discuté autrefois en détail la valeur de ce procédé; il suffira de rappeler ici qu'il demandait un réglage très exact; bien que les fusées allemandes soient renommées pour leur précision, les résultats furent médiocres. Malgré cela, le canon de 77 millimètres fut doté d'un projectile de cette nature, qu'il conserve encore aujourd'hui. Toutefois, on ne se faisait pas grande illusion sur ce qu'il fallait en attendre et, dès 1899, le général Rohne écrivait : « L'obus de « 77 millimètres, à l'adoption duquel j'avais contribué, « n'a pas tenu tout ce qu'il avait promis et, dans le tir de « guerre, il rendra encore moins qu'on en attend. Tant « qu'on n'avait rien de mieux pour le remplacer, je pou-

(1) *Mittheilungen über Gegenstände des Artillerie-und Genie-Wesens*, passim.

(2) *Giornale d'Artiglieria, etc.*, 1877, t. II, p. 1041.

(3) *Kriegstechnische Zeitschrift*, 1902, p. 80.

(4) *Revue d'artillerie*, 1879, t. XIV, *Sur le tir contre des troupes abritées*, capitaine Méert.

(5) Deuxième semestre 1893, p. 133.

« vais m'en consoler, mais maintenant (à la suite de la « mise en service de l'obusier léger), je propose de le « supprimer complètement. On emploierait le personnel « et les chevaux devenus disponibles par la suppression « des caissons d'obus de 77 millimètres, à créer une « quatrième batterie d'obusiers légers dans chaque « corps d'armée, ce qui permettrait d'affecter un groupe « de deux batteries de cette pièce à chaque division « d'infanterie » (1). Le *general der artillerie* Hoffbauer disait de son côté : « Les grandes espérances que l'on « avait fondées au début sur l'emploi des obus brisants « ne se réalisèrent pas » (2). En somme, ce deuxième procédé, bien qu'un peu meilleur que le précédent, ne donnait cependant pas beaucoup de satisfaction.

Les deux solutions envisagées jusqu'ici employaient exclusivement le tir fusant; elles pouvaient rendre des services tant qu'on n'avait comme objectif que des troupes simplement abritées par un épaulement; mais si l'organisation de l'ouvrage à faire tomber était plus puissante, si derrière cet épaulement existaient des abris couverts d'une toiture protectrice, quelle que faible qu'elle fût, les balles et les éclats n'avaient plus aucune action. Le tir plongeant à obus du canon de campagne n'ayant d'ailleurs aucune efficacité (3), il fallait se servir de projectiles plus pesants, arrivant sous un angle de chute assez grand et naturellement percutants. D'où la nécessité d'un canon court de calibre moyen.

On se décida alors à renoncer franchement à l'utopie de l'unité de calibre et l'on créa l'obusier léger de $10^{cm},5$. On s'imagina qu'il pouvait réunir les avantages de tous

(1) *Kriegstechnische Zeitschrift*, 8. Heft 1899.
(2) *Zur Verwendung der Feldhaubitzen*, 1901.
(3) *Revue d'artillerie*, 1879, article cité.

les systèmes essayés antérieurement et on le dota de trois sortes de projectiles : d'abord le schrapnel qui, par suite de l'angle de tir de l'obusier, toujours assez considérable, même à pleine charge, devait produire des effets analogues à ceux espérés autrefois du tir du canon à charges réduites. Sans doute, on n'allait pas jusqu'à prétendre atteindre du personnel tapi derrière un mur, mais on pensait que, grâce à sa trajectoire moins rasante, ce projectile serait au moins efficace contre des hommes abrités derrière les petits ressauts du terrain. Le règlement ne prévoit, en effet, l'emploi du schrapnel que contre des troupes découvertes, rôle qui n'est pas celui d'un obusier, mais qui le fait agir comme un canon.

Le deuxième projectile de l'obusier fut l'obus, destiné à être tiré fusant, toujours à charge entière, afin que la même fusée servît dans tous les cas; il devait produire, pour chaque coup heureux, des effets bien supérieurs à ceux des obus du canon, grâce à son poids plus que double (15^{kg},7 au lieu de 6^{kg},8), au nombre et à la grosseur des éclats, à leur plus grande zone d'action et à leurs effets plus verticaux; on espérait même avoir une action en retour, en raison de la vitesse restante plus faible du projectile, de sa charge d'éclatement plus considérable et de son angle de chute plus grand.

Enfin, comme troisième projectile, vient l'obus percutant, construit comme le précédent, mais constituant en fait un approvisionnement spécial, à cause du porte-retard d'éclatement dont il est muni en permanence. Sa mission est de porter la destruction dans les abris ennemis, en crevant leur toiture et en éclatant à l'intérieur.

Au prix de cette complication apportée par trois types différents de projectiles, on crut un moment que la solution idéale était enfin trouvée. « Les obusiers légers de « campagne, écrivait le général Hoffbauer, sont aptes « à participer d'une manière précieuse à toutes les « missions de la guerre de campagne dont la solution

« incombe surtout au canon; mais ils lui sont bien supé-
« rieurs pour battre des troupes abritées derrière un
« épaulement, tant par leurs schrapnels que par leurs
« obus fusants; dans la guerre de mouvement, ils sont
« nécessaires pour exécuter du tir courbe contre des
« positions de campagne fortifiées, et leur coopération
« sera très utile contre des positions plus fortement
« organisées. Leur caractéristique est donc d'être à la
« fois une pièce de campagne et une pièce de position,
« pouvant jouer un rôle général et important, avec
« des propriétés particulières pour le tir légèrement
« courbe » (1). En réalité, quels résultats obtint-on à l'usage, de l'aveu même des apôtres les plus fervents de l'invention nouvelle? Tout d'abord, l'artillerie de campagne ne se montra pas enthousiaste du cadeau qu'elle recevait. Nullement habituée à la manipulation des charges variables, aux procédés du tir indirect, ne possédant d'ailleurs aucun des moyens dont dispose l'artillerie à pied, comme échelles-observatoires, signaleurs, téléphones, cette arme, spécialisée dans les méthodes simples du tir du canon, ne mit pas beaucoup de bonne volonté à tirer tout le parti possible de cet engin nouveau. Cet état d'esprit se fit sentir très nettement dès le début. Dans le *Militär-Wochenblatt*, on pouvait lire dès janvier 1901 : « L'obusier n'est pas
« en faveur dans l'artillerie de campagne; il faudrait
« que le commandement de ces batteries fût aussi prisé
« que l'est celui des batteries à cheval. Les officiers
« qui y sont appelés devraient être doués de qualités
« spéciales, sinon les obusiers ne seront qu'un « bal-
« last » inutile qu'on ferait mieux de laisser dans les
« arsenaux ou de passer à l'artillerie à pied. »

Cette appréciation un peu sévère était inspirée par les

---

(1) *Zur Verwendung der Feldhaubitzen*, p. 62.

les systèmes [illegible] exécutées à Munster. trois sortes de [illegible] obusiers de 15 centi- suite de l'angle [illegible] obusiers de 10 centi- dérable, même [illegible] dernier avaient été à effets analogues [illegible] » Le général Hoff- à charges rédu[illegible] attribue l'insuccès prétendre attein[illegible] artillerie de campagne. mais on pensait [illegible] novembre 1901, accen- ce projectile [illegible] en concluant à la abrités derrière [illegible] léger ; il conseillait ment ne pré[illegible] de l'obusier de contre des troupes [illegible] nombre des unités de d'un obusier, [illegible] doter chaque corps [illegible]

Le deuxième [illegible] de cette bouche à feu. à être tiré fusant [illegible] plus à sortir de son rôle même fusée [illegible] courbe demeurerait pour chaque [illegible] pied, qui y est beau- ceux des obu[illegible] jusqu'à cette mesure double (15[illegible],7 [illegible] nnait du moins les seur des éclats [illegible] uant à l'obusier de leurs effets pl[illegible] elle et caractéristique action en retour [illegible]

[illegible] faible du proj[illegible] ssi sur l'opportunité considérable [illegible] obusier. Quoique pesant

Enfin, com[illegible] du canon de 77 mil- tant, construit [illegible] schrapnel de l'obusier fait un appr[illegible], à cause de sa vitesse retard d'éclat[illegible] moins rasante ; la mission est d[illegible] plus courte, surtout mis, en crevant [illegible] ; le réglage en est

Au prix de [illegible] de pointage si rudi- différents d[illegible] polémique s'engagea tion idéale [illegible] *blatt* (1), pour ou « campagn[illegible] « à particip[illegible] « missions [illegible]

(1) [illegible]

contre l'utilité de ce projectile. Ses partisans justifiaient son existence, en prétendant qu'il était nécessaire à l'obusier pour lutter épaule contre épaule avec le canon contre l'artillerie adverse; il est incontestable que la forte proportion de schrapnels contenue dans les coffres de la batterie incitera le commandement à s'en servir dès le début du combat. Les détracteurs du schrapnel, au contraire, font valoir que le rôle de l'obusier n'est pas de combattre l'artillerie ennemie; en principe, il n'entame son action qu'au moment de la préparation de l'assaut; ce n'est qu'exceptionnellement qu'il devra participer à la lutte d'artillerie. Le règlement semble, en effet, donner raison à cette manière de voir, puisqu'il prescrit de réserver en principe l'obusier pour l'attaque décisive. Mais alors pourquoi donner à la batterie d'obusiers 326 schrapnels et 192 obus seulement? La conclusion naturelle, à laquelle arrive le général Rohne, est qu'il serait préférable de supprimer franchement le schrapnel de l'approvisionnement de l'obusier léger, comme il l'est de celui de l'obusier lourd; on pourrait, tout au plus, en conserver un très petit nombre, en guise de boîtes à mitraille, pour la défense contre une attaque rapprochée. Chaque genre de bouches à feu doit avoir sa mission bien déterminée; l'obusier servira uniquement à battre les objectifs couverts, tandis que le tir contre les troupes mobiles ou découvertes sera la tâche du canon. « D'ailleurs, si l'on « veut faire intervenir l'obusier dans la lutte d'artillerie « moderne, les obus seront peut-être supérieurs aux « schrapnels (1). » C'est sans doute dans la présence des boucliers qu'il faut chercher la cause de cette assertion.

Outre la suppression du schrapnel, le général Rohne demande aussi celle de l'obus explosif fusant. C'est là un

---

(1) Rohne, *Zur Feldhaubitzfrage* (*Jahrbücher*, mars 1902).

fait capital, essentiel, qui dénote un changement radical dans la doctrine jusqu'à présent en faveur en Allemagne où elle avait pris naissance il y a quelques années. Une telle proposition de la part d'un des fervents promoteurs du tir fusant des obus explosifs suffit à prouver la faillite complète du procédé. On a vu plus haut que le général Rohne avait déjà reconnu l'insuffisance de l'obus du canon, mais il augurait mieux de l'obus de l'obusier léger. Il était cependant fatal que, le vice fondamental demeurant le même, puisqu'il provient de la trop grande précision nécessaire, l'échec définitif fût aussi certain. Il y a à peine un an, dans un article paru dans les *Neue militärische Blätter* d'octobre 1901, cet officier général préconisait encore ce genre de tir comme étant celui qui convenait le mieux à l'obusier. Il en arrivait à cette conclusion parce qu'il constatait le peu d'efficacité du tir percutant de cette pièce. Aujourd'hui, il conseille de renoncer au tir fusant de l'obus, sous le prétexte qu'on ne saura jamais, malgré toutes les reconnaissances, si l'ennemi n'est pas abrité sous une toiture protectrice contre laquelle les éclats, manquant de force, seraient impuissants, même dans le tir le mieux réglé. Comme il convient toujours de se supposer placé dans l'hypothèse la plus défavorable, ce projectile est à abandonner pour le tir fusant. De plus, ajoute-t-il, l'usage des fusées uniquement percutantes diminue les chances d'une explosion prématurée, toujours à craindre avec les explosifs actuels. Dès 1899, il faisait pressentir son évolution en écrivant : « Il faut toutefois se mettre en garde contre toute illu-« sion ; dans le tir contre des buts abrités, l'obus fusant, « même lancé par l'obusier, n'aura jamais qu'un effet « peu considérable et ne donnera aucune certitude, en « raison du peu de profondeur des abris utilisés (1). »

(1) *Die Taktik der Feldartillerie*, 1899.

Sans efficacité dans le tir de l'obus fusant, privée de schrapnels, il ne restait plus à cette malheureuse pièce que son tir percutant, et voilà qu'on lui refuse maintenant toute aptitude dans ce sens. Il y a, à ce refus, de réelles raisons. D'abord, d'un calcul présenté dans l'article précité des *Neue Militärische Blätter*, il résulte que des 270 obus retardés, c'est-à-dire munis d'un porte-retard d'éclatement, d'une batterie d'obusiers légers, en y comprenant l'approvisionnement de la colonne légère de munitions, trois ou quatre seulement arriveront au but, dans des conditions de tir même favorables. Quand un corps d'armée aura épuisé tout l'approvisionnement de ses trois batteries d'obusiers, de la colonne légère de munitions et de la colonne de munitions, il aura obtenu en tout une quinzaine de coups utiles, et cela dans une durée de deux heures environ ; il faudra, pour ce résultat si minime et si lentement obtenu, avoir réussi à régler sur une fourchette de 50 mètres, c'est-à-dire avec une précision à peu près incompatible avec les conditions de la guerre de campagne. On peut imaginer ce qu'on doit attendre d'un tel bombardement. De plus, en raison du faible poids de l'obus, on est obligé de munir la fusée d'un retard d'éclatement pour donner le temps au projectile de pénétrer dans l'abri ; mais alors, s'il ne tombe pas exactement sur l'abri, il fait fougasse en terre et ses éclats, en raison également de sa faible charge intérieure, n'ont pas assez de force pour percer les parois des abris voisins. La première condition que doit remplir un obusier est que son projectile possède une force vive suffisante à l'arrivée pour pénétrer dans les abris sans qu'il soit besoin de le munir d'un retard ; on bénéficiera ainsi des éclatements à proximité du but. En outre, comme, pour le réglage, il faut toujours employer des obus sans retard et que la manipulation de cet artifice ne peut se faire pratiquement sur le champ de bataille, il importe pour la simplicité

des approvisionnements qu'on puisse se passer d'un tel dispositif.

En résumé, les Allemands paraissent aujourd'hui convaincus que leur obusier de campagne de 10cm,5 n'a pas grande valeur. Ils en tirent cette conclusion qu'il faut procéder, non pas à la suppression de ce genre de bouche à feu, mais bien à l'adoption d'un obusier plus puissant, ne lançant plus qu'une seule espèce de projectile, un obus explosif assez pesant pour percer sans porte-retard les abris ordinaires, du genre de ceux qu'on rencontrera sur les champs de bataille.

En effet les raisons qui avaient conduit en 1898 à adopter l'obusier léger de campagne subsistent toujours aussi impérieuses. Le canon à tir rapide, si perfectionné soit-il, n'est pas un matériel à tout faire, et la nécessité a paru s'imposer, en Allemagne, de le compléter par une pièce à tir courbe jouissant précisément des propriétés qui font défaut au canon. On a dit que l'artillerie lourde d'armée suffirait pour remplir ce rôle complémentaire ; or il est curieux de constater que c'est au moment où cette artillerie lourde recevait officiellement droit de cité dans l'armée de campagne, par la voix autorisée du règlement allemand de 1900 sur le service en campagne, que l'obusier de 10cm,5 était introduit dans le matériel des corps d'armée.

En réalité, les batteries lourdes et les obusiers légers de campagne répondent à des besoins différents. Avec leur artillerie lourde, les Allemands marquent leur volonté de briser toutes les résistances qu'ils rencontreront, sans se laisser arrêter par des positions fortement organisées. Mais il ne faudrait pas en conclure qu'ils n'ont pas la notion de la manœuvre et de sa puissance ; ils n'ignorent pas qu'une attaque de front, en terrain découvert, d'une position retranchée défendue par les armes modernes, est tout au moins fort difficile.

C'est pourquoi, comme le dit le colonel von Bernhardi : « On doit s'efforcer d'obliger l'ennemi à abandonner ses « positions préparées, pour l'atteindre quand il est en « mouvement (1). »

Donc les Allemands ont la volonté de manœuvrer. Toutefois, il convient d'analyser ce qu'ils entendent par là. Il paraît peu probable qu'ils comptent sur un succès à la « lord Roberts », dans les conditions de la guerre future, où il n'existera pas la même disproportion de forces entre les belligérants qu'au Transvaal. Ils ne paraissent pas songer à faire la guerre sans combattre et une manœuvre, si savante qu'elle soit, ne suffira pas à faire tomber par elle seule les armes des mains de leur ennemi. Ils pensent qu'il faudra toujours en arriver finalement au combat et, par conséquent, à la lutte de front ; car, suivant l'opinion d'un de leurs écrivains militaires, le général Meckel : « Dans les batailles, non seulement « pour les bataillons et les brigades, mais même pour les « divisions et les corps d'armée, il n'y a que des attaques « de front (2). »

En dernier ressort, donc, on aboutira inévitablement à une lutte tactique de front. Si court que soit le temps dont l'ennemi pourra disposer, il réussira toujours à creuser quelques tranchées sur les points importants et à organiser quelques défenses. C'est à leur attaque qu'est destiné l'obusier léger de campagne. En l'adoptant, on a voulu, *sans alourdir l'armée*, sans diminuer par conséquent sa capacité de manœuvre, la doter d'un matériel qui, contrairement à l'artillerie lourde, arrivera toujours ; c'est lui qui permettra de ne pas se laisser arrêter par quelques retranchements de champ de bataille et de

---

(1) Voir la *Revue militaire des armées étrangères*, 1900, p. 305.

(2) *Allgemeine Lehre von der Truppenführung im Kriege*, 1890, p. 222.

préparer efficacement l'enlèvement des points d'appui de l'adversaire, enlèvement par lequel sont généralement décidées les victoires.

Sans doute, ce matériel était imparfait, mais on espérait qu'il serait toujours préférable, dans son rôle spécial, aux canons impuissants et on l'adopta tel quel, quitte à le perfectionner plus tard. La caractéristique de cette adoption, c'est cette volonté inébranlable de l'offensive, en dépit de tous les obstacles, de toutes les difficultés sans cesse grandissantes avec le progrès des armes modernes. Aujourd'hui on est revenu en Allemagne des idées fausses qu'on avait en 1898 sur la fragilité des pièces perfectionnées de l'industrie moderne et l'on se rend compte de la faute commise alors. Mais si l'on se décide à avouer tout le mal qu'on pense de l'obusier de $10^{cm},5$, en même temps qu'on signale le défaut, on indique le remède. « Le nouvel obusier de campagne, « écrit le général Rohne, doit être construit comme une « pièce à tir rapide, avec recul du canon sur l'affût. « Les batteries d'obusiers se composeront de quatre « pièces, comme les batteries de canons, et de huit « caissons de munitions. L'approvisionnement sera « ainsi plus considérable qu'actuellement et se trou- « vera beaucoup simplifié par l'emploi d'un seul type « de projectile. Pour rester une véritable pièce de « campagne, le poids de la voiture-pièce ne doit pas « dépasser 2,000 kilogr. Ainsi conçue, elle sera au « moins aussi mobile que l'ancien canon de campagne « modèle 1873, d'autant plus qu'il suffira de lui faire « porter quatre servants, tant sur l'avant-train que sur « les sièges d'essieu. Il n'y a nulle nécessité de faire des « mises en batterie au galop. Si l'on réalise un semblable « matériel, pourvu d'un projectile assez puissant pour « percer sans porte-retard tous les blindages qu'on peut « avoir à battre dans la guerre de campagne, l'emploi « de l'artillerie lourde sur le champ de bataille devien-

« dra inutile (1). » A l'appui de son argumentation, l'auteur montre que les usines Schneider et Krupp construisent aujourd'hui des obusiers de 120 millim., ne pesant que 2,020 kilogr., au lieu des 1,950 kilogr. de l'obusier de $10^{cm},5$ actuel, lançant un projectile de 21 kilogr., au lieu de $15^{kg},7$, et contenant un poids d'explosif variant de $2^{kg},65$ à $4^{kg},2$, au lieu de $1^{kg},5$. Sans doute, il se défend de vouloir trancher du premier coup une question aussi importante et se propose seulement d'indiquer le but à atteindre, mais il fait ressortir par ces quelques chiffres la grandeur des progrès déjà réalisés.

Pour ce qui concerne l'organisation, il estime qu'en raison de la simplification apportée par l'unité de projectile, il serait préférable de conserver à l'artillerie de campagne le service de l'obusier; il suffirait que cette arme se perfectionnât un peu dans la pratique du tir indirect. « Quant à l'artillerie à pied, ajoute le général, « on la rendrait à son rôle spécial qui est la guerre « de forteresse, et son instruction ne pourrait qu'y « gagner (2). » Il a déjà été exposé précédemment qu'à la suite de la réfection qui s'impose du canon de campagne, il paraissait convenable de créer trois batteries de plus par corps d'armée ; chaque division d'infanterie aurait ainsi douze batteries de canons à quatre pièces ; quant au groupe d'obusiers, il constituerait un organe de corps d'armée.

En résumé, le fait capital à retenir, c'est que l'ardeur offensive des Allemands ne paraît affaiblie en rien par leurs récents déboires. Leur canon se montre manifestement vieilli bien qu'à peine né : ils vont l'améliorer; leur obusier léger, l'arme par excellence de l'attaque, ne possède, de leur propre aveu, qu'une médiocre

---

(1) *Zur Feldhaubitzfrage* (*Jahrbücher* de mars 1902, p. 337).
(2) Même article, p. 338.

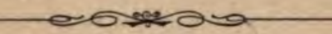
valeur : ils songent à le changer; le tir fusant ne produit presque rien contre les troupes abritées : ils y renoncent, mais en se proposant de le remplacer par du tir percutant avec des projectiles plus puissants. Mais, jusqu'à présent du moins, ils n'ont pas pris texte de ces questions de matériel pour se laisser aller à envisager la défensive comme la forme préférable, la plus féconde et la seule possible aujourd'hui. Le raisonnement, le calcul semblent le prouver; leur maître, Moltke lui-même, a pu le dire un jour; au premier souffle de la réalité, malgré ses bases soi-disant scientifiques, tout cet échafaudage s'est écroulé en 1866 et en 1870. Justifié ou non, cet engouement pour l'attaque, qui persiste encore aujourd'hui, est l'indice d'une énergie morale indiscutable. Demeurant fidèle à la doctrine napoléonienne et continuant à chercher la victoire dans le combat, les Allemands veulent s'assurer, sur le champ de bataille, tous les éléments d'un succès que seule l'offensive pourra leur procurer complet.

Tel est l'ordre d'idées avec lequel ils abordent cette question de l'obusier de campagne. On ne saurait trop y insister.

(138)

ORGANISATION DE LA JUSTICE MILITAIRE

AUX ÉTATS-UNIS



Au moment où la question de l'organisation de la justice militaire est à l'étude, il n'est pas sans intérêt de se rendre compte des conditions dans lesquelles fonctionne ce service chez les nations qui, par leur régime politique, comme les États-Unis, se rapprochent le plus de la France.

La législation pénale militaire de la grande République américaine tire son origine de la loi similaire anglaise. En mai 1775, le Congrès continental de Philadelphie, réuni dans le but d'organiser une armée, adopta le Code militaire anglais, familier à ses membres. Ce Code, remanié au mois de septembre de l'année suivante, resta en vigueur jusqu'en 1806. A cette date, le Congrès rédigea et promulgua de nouveaux articles de guerre (Articles of War) qui, pendant près de soixante-dix ans, constituèrent la loi militaire américaine. L'acte du Congrès du 22 juin 1874, prescrivant la revision générale de la législation des États-Unis, vint les modifier et leur donner leur forme définitive qui, depuis, n'a subi que de très légères variations.

On peut donc dire que c'est de cette dernière époque que date la législation militaire actuelle.

I. — *Compétence des tribunaux militaires en temps de paix.*

Les principes qui règlent la compétence des tribunaux militaires en temps de paix sont les suivants :

1° Les crimes et délits de droit commun commis par des militaires sont jugés par les tribunaux ordinaires, conformément à la loi civile ;

2° Les délits purement militaires (Military Offences), dont l'énumération se trouve dans les « Articles de guerre », et en outre certains délits de nature à porter préjudice au bon ordre et à la discipline militaire relèvent des tribunaux militaires ;

3° Dans le cas de complicité entre civils et militaires, les tribunaux ordinaires jugent les militaires et civils complices, si l'infraction est de droit commun ; si, au contraire, elle a le caractère d'un délit militaire, la compétence se partage entre les tribunaux ordinaires et les tribunaux militaires ;

4° La juridiction militaire s'exerce sur tous les officiers, sous-officiers, soldats et employés militaires et, en outre, sur toutes les personnes non militaires employées dans les camps ou dans les armées en campagne.

II. — *Organisation du service de la justice militaire.*

Le service de la justice militaire ne comprend, comme organe permanent, que le Département du Juge-avocat général (Judge-advocate general Department), qui est le bureau de la justice militaire.

Les tribunaux militaires sont essentiellement temporaires ; ils comprennent :

1° Les cours martiales secondaires (Inferior Courts-martial) ;

2° Les cours martiales générales (General Courts-martial) ;

3° Les commissions militaires (Military Commissions), auxquelles il faut ajouter les cours d'enquête (Courts of Inquiry), qui sont l'analogue de nos conseils d'enquête.

III. — *Département du Juge-avocat général.*

Ce département comprend le personnel suivant :

1 juge-avocat général ayant rang de brigadier-général ;

2 juges-avocats ayant rang de colonel ;

3 juges-avocats ayant rang de lieutenant-colonel ;

6 juges-avocats ayant rang de major,

et, en outre, pour chaque département géographique ou division tactique de troupes non pourvue d'un juge-avocat, un officier faisant fonctions (Acting Judge-advocate) ayant rang de capitaine.

Le juge-avocat général est chargé de recevoir, de reviser, de conserver les jugements et la procédure des tribunaux militaires. Il donne des directions au personnel de son département.

Indépendamment des juges-avocats permanents, qui sont les conseils de l'autorité militaire en matière de justice militaire, un juge-avocat est désigné pour chaque tribunal, en même temps que les membres de ce tribunal. Ce juge-avocat, dont les fonctions sont temporaires comme celles des membres du tribunal, est choisi parmi les officiers en activité, sans distinction d'arme ou de service. Il est nommé par l'autorité qui a qualité pour réunir le tribunal.

Les juges-avocats ont pour mission, dans les procès soumis aux tribunaux militaires, d'interroger les accusés et les témoins ; ils sont chargés de la procédure et remplissent les fonctions de ministère public. Mais, en même temps qu'il requiert au nom du gouvernement, le juge-avocat doit aussi se considérer comme le conseil de l'accusé, en s'opposant à ce qu'il soit posé, à lui ou aux

témoins, des questions qui tendraient à le faire s'accuser lui-même. Il doit défendre les droits de l'accusé lorsque celui-ci n'a pas de conseil.

IV. — *Cours martiales secondaires.*

Il existe trois catégories de cours martiales secondaires :

1° Les cours martiales régimentaires (Regimental Courts-martial);

2° Les cours martiales de garnison (Garnison Courts-martial);

3° Les cours sommaires (Summary Courts).

Les deux premières ne fonctionnent qu'en temps de paix; la troisième fonctionne en temps de paix comme en temps de guerre; dans ce dernier cas elle se substitue aux deux autres.

Tout chef de corps, pour le régiment ou le corps placé sous ses ordres, tout commandant d'une garnison, d'un fort ou de toute autre localité où sont stationnées des troupes de différents corps, dans l'étendue de son commandement, a le droit de réunir une cour martiale secondaire. En outre, tout officier commandant un détachement peut réunir une cour sommaire.

La compétence de ces cours martiales ne s'étend qu'aux hommes de troupe et assimilés, et seulement pour des délits n'entraînant pas la peine capitale (*not capital offences*); elles ne peuvent prononcer des peines dépassant 3 mois de suspension de solde ou 3 mois de travaux forcés et la cassation pour les sous-officiers et les soldats de 1re classe. En outre, les cours martiales régimentaires jugent les plaintes formulées contre un officier par un soldat. Dans ce seul cas les parties peuvent faire appel du jugement; la cause est alors portée devant une cour martiale générale.

Les cours martiales régimentaires ou de garnison se

composent de trois officiers; les cours sommaires d'un officier seulement. En temps de paix, la compétence de ces dernières ne s'étend aux sous-officiers qu'avec leur consentement, à moins que leur comparution devant ces tribunaux ne soit ordonnée par l'autorité qui a qualité pour réunir une cour martiale générale.

V. — *Cours martiales générales.*

Les cours martiales générales fonctionnent en temps de paix comme en temps de guerre.

Le droit de les réunir appartient :

a) Constitutionnellement, au Président de la République ou, en son nom, au Ministre de la guerre et au commandant en chef de l'armée ;

b) A tout officier général commandant une armée, une division territoriale; à tout officier général ou colonel commandant un département militaire (si cet officier est accusateur, la réunion du tribunal incombe au Président de la République). En temps de guerre ce droit s'étend aux commandants de divisions ou de brigades non endivisionnées et, s'ils sont accusateurs, passe aux commandants d'unité prenant rang immédiatement après eux.

La compétence des cours martiales générales s'étend : aux officiers de l'armée, pour tous les crimes et délits militaires; aux hommes de troupe, pour les crimes militaires entraînant la peine de mort, pour les crimes ou délits militaires entraînant des peines supérieures à celles que peuvent infliger les cours martiales secondaires et, en temps de guerre, pour certains crimes ou délits de droit commun énumérés dans les articles de guerre. En temps de guerre, elle s'étend également à toutes les personnes employées dans les camps ou aux armées en campagne, dans les conditions indiquées pour les hommes de troupe.

En outre, les cours martiales générales fonctionnent

comme cours d'appel dans les cas de plaintes formulées par des soldats contre des officiers.

Ces tribunaux se composent de cinq membres au moins et de treize au plus; ce dernier chiffre doit être atteint s'il n'en résulte pas d'inconvénient manifeste pour le service. Ces membres sont choisis parmi les officiers de l'armée en activité de service; ils peuvent être d'un grade inférieur à celui de l'accusé.

En temps de paix, le Président de la République a le pouvoir de limiter les droits des cours martiales générales en matière de peines.

VI. — *Procédure des cours martiales.*

Les fonctions de président d'une cour martiale reviennent de droit au plus élevé en grade des membres de cette cour. Le juge-avocat, ou l'officier qui doit en remplir les fonctions, est désigné par l'autorité qui a réuni la cour; cette autorité règle également tous les détails relatifs à la date et au lieu où se tiendront les débats.

Les membres de la cour peuvent être récusés individuellement sur la demande de l'inculpé, si ses raisons sont admises par la cour.

Les débats sont oraux et publics.

A l'ouverture de la séance, le juge-avocat reçoit le serment des juges, puis le président reçoit le sien.

Le juge-avocat donne ensuite lecture de l'acte d'accusation; il procède à l'interrogatoire de l'accusé et à l'audition des témoins, auxquels, de son côté, l'accusé peut poser des questions.

L'accusé est ensuite admis à présenter sa défense; puis le juge-avocat fait un exposé motivé de l'affaire.

La cour délibère alors à huis clos, hors de la présence de l'accusé et du juge-avocat. Les avis sont recueillis par grade et ancienneté, en commençant par l'officier le

moins ancien du grade le moins élevé. La culpabilité et la peine sont votées à la majorité simple, sauf la peine de mort, qui doit être prononcée à la majorité des deux tiers des voix.

L'acte contenant les décisions de la cour est certifié par le président et le juge-avocat; il est ensuite adressé par ce dernier, ainsi que la procédure, à l'autorité qui a réuni la cour, laquelle les transmet avec ses décisions au juge-avocat général. Si cette autorité est le Président de la République, ces documents sont adressés directement au Ministère de la Guerre.

Les jugements des cours martiales sont sans appel (sauf le cas, visé plus haut, de plaintes d'un soldat contre un officier), mais ils ne sont exécutoires qu'après avoir été confirmés par l'autorité qui a réuni le tribunal, ou en son absence par celle qui la remplace. Il est fait exception à cette règle dans les cas suivants :

a) Si la peine prononcée est la peine de mort, ou si le condamné est un officier général, le jugement doit être confirmé par le Président de la République;

b) En temps de paix, tout jugement entraînant la révocation d'un officier, doit être confirmé par le Président de la République;

c) En temps de guerre, tout jugement d'une cour martiale réunie par le commandant d'une division ou d'une brigade non endivisionnée, entraînant la révocation d'un officier, doit être confirmé par le général commandant l'armée dont cette unité fait partie.

Si, après examen de la procédure et du jugement, l'autorité qui doit confirmer la sentence juge qu'il y a eu vice de forme, irrégularité ou erreur, il réunit à nouveau la cour en vue de rectifier cette procédure ou ce jugement. La cour, qui doit comprendre au moins cinq membres ayant assisté au procès, peut passer outre et il n'y a aucun recours contre elle; dans aucun cas le procès ne peut être rouvert.

L'autorité qui a prescrit la réunion de la cour a le pouvoir de suspendre ou de réduire la peine, mais non de la commuer.

VII. — *Commissions militaires.*

Les commissions militaires sont essentiellement des tribunaux du temps de guerre destinés, à l'origine, à juger uniquement les personnes inculpées d'espionnage; leur compétence a été ensuite étendue à certaines infractions aux lois de la guerre échappant à la juridiction des cours martiales ou des tribunaux ordinaires. Elles sont la conséquence naturelle de l'application de la loi martiale.

Elles se composent de trois membres, choisis parmi les officiers en activité de service, et désignés par l'autorité qui a le droit de réunir une cour martiale générale; il leur est adjoint d'ordinaire un juge-avocat, et leur procédure est la même que celle des cours martiales.

VIII. — *Cours d'enquête.*

Les cours d'enquête ne sont pas à proprement parler des tribunaux militaires, mais des commissions chargées d'examiner des faits ou actes imputés à des officiers ou soldats et de nature à porter atteinte à leur honneur.

Leur réunion est ordonnée soit par le Président de la République, soit par l'officier commandant, et dans ce dernier cas seulement sur la demande des intéressés (1).

Une cour d'enquête se compose d'un ou plusieurs

---

(1) « Mais, comme les cours d'enquête pourraient être détournées « de leur destination dans un but peu honorable, et servir entre les « mains de chefs faibles ou envieux, comme instruments de destruction « du mérite militaire, elles ne peuvent être réunies par un chef de « corps que sur la demande de l'intéressé. » (115e article de guerre).

officiers (trois au plus) et d'un secrétaire (*recorder*) chargé de recueillir les témoignages et la procédure.

Celle-ci est la même que celle des cours martiales; mais la cour se borne à recueillir des renseignements sur les faits ou actes soumis à son examen, et ne formule d'avis que si elle en a reçu l'ordre spécial.

IX. — *Juridiction militaire des États.*

Il est organisé, pour les miliciens des États, des tribunaux militaires analogues à ceux qui sont institués pour l'armée régulière. Leur procédure est la même.

Lorsque les miliciens sont requis pour le service des États-Unis, ils sont justiciables des tribunaux militaires de l'armée régulière; pendant leur service dans l'État, ils ne relèvent que des tribunaux militaires de cet État.

Les tribunaux militaires réunis dans les États-Unis sont convoqués dans les même conditions que ceux de l'armée régulière et par les autorités correspondantes. Ils ne comprennent que des officiers de milice.

X. — *Conclusion.*

En résumé, les traits caractéristiques des tribunaux militaires aux États-Unis sont les suivants :

1° Ils sont essentiellement temporaires, n'étant réunis que pour une seule séance ou du moins une seule affaire;

2° Leur compétence ne s'étend qu'aux crimes ou délits militaires;

3° Dans leur procédure, il n'y a pas d'instruction préalable;

4° Leurs jugements ne sont, en fait, susceptibles ni d'appel ni de revision, mais doivent être confirmés, suivant les cas, soit par le Président de la République, soit par l'officier qui a réuni le tribunal.

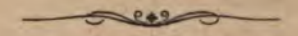
(165)

LES

MODIFICATIONS AUX CADRES

DE

L'INFANTERIE ITALIENNE



L'armée italienne souffre d'un mal commun à toutes les armées actuelles après une longue période de paix, mais qui a pris chez elle une acuité toute particulière : la stagnation de l'avancement dans les grades subalternes.

Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur la circulaire ministérielle fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les candidats à l'avancement *à l'ancienneté* en 1903, en particulier les lieutenants et sous-lieutenants. De l'examen de ce document, il ressort que, pour être inscrit sur les tableaux d'avancement au grade de capitaine, il faut avoir atteint au moins :

Dans l'arme de l'infanterie, deux ans de grade de sous-lieutenant et onze ans et demi de lieutenant;

Dans l'arme de la cavalerie, deux ans de grade de sous-lieutenant et neuf ans de lieutenant;

Dans l'arme de l'artillerie et du génie, deux ans de grade de sous-lieutenant et dix ans et demi de lieutenant;

Ce qui donne, comme nombre d'années d'épau-

lette, au moment de la promotion au grade de capitaine (1) :

Dans l'infanterie, seize ans;

Dans la cavalerie, treize ans;

Dans l'artillerie et le génie, quatorze ans.

On voit que, de toutes les armes, c'est l'infanterie qu est la moins favorisée, et cette situation a provoqué dans la masse des officiers subalternes de cette arme un malaise, un mécontentement sourd, accru encore par la comparaison avec l'avancement plus rapide des armes voisines, par la conviction que les choses ne feront qu'empirer en raison de l'âge relativement jeune des officiers parvenus aux grades supérieurs. L'existence de cet état d'esprit n'a échappé à personne en Italie : on s'en rendra compte par l'extrait suivant du rapport sur le budget de la guerre pour l'exercice 1901-1902 :

« Les conséquences morales de cet état de choses, « comme ses conséquences matérielles, sont des plus « inquiétantes, et l'autorité militaire ne peut assister « impassible au vieillissement de la multitude des offi- « ciers des grades inférieurs qui, avec leur intelligence, « leur savoir et leur zèle, rendraient à l'État des ser- « vices signalés dans une position plus en rapport avec « leurs mérites.

« Toute cette masse, dévouée au Roi, élevée dans ces « idées de pur idéal, que l'histoire de nos pères a su « faire naître dans leur esprit, du jour de leur jeunesse « où ils ont choisi la carrière des armes, toute cette « masse se replie sur elle-même, se décourage devant « une barrière insurmontable et, si la discipline n'est « pas ébranlée, on le doit seulement au sentiment du « devoir dont sont imprégnées les âmes. Dans l'infan-

(1) Les lieutenants inscrits au tableau sont promus au grade supérieur en moyenne deux ans après leur inscription.

« terie, les officiers subalternes les plus anciens « comptent plus de quinze ans d'épaulette, c'est-à-dire « plus de la moitié de leur vie militaire probable. »

Aussi cherchait-on depuis longtemps, tant dans la presse que dans les sphères ministérielles, à trouver le moyen d'accélérer l'avancement des officiers subalternes, car « une troupe ne vaut que ce que valent ses officiers « subalternes, les seuls qui, avec la dissémination du « combat actuel, aient une action directe sur la troupe « et puissent la galvaniser au moment voulu (1) ».

Avant d'analyser les projets de loi qui ont été la résultante de ces études, il semble intéressant d'exposer en quelques mots les causes de cet encombrement des cadres inférieurs.

L'origine en remonte aux vingt dernières années : entre 1866 et 1880, la constitution de l'armée italienne n'ayant pas subi de modifications profondes en tant qu'unités de guerre, les promotions annuelles de sous-lieutenants, assez faibles d'ailleurs, étaient proportionnées aux besoins et d'un effectif peu variable. Il en résultait que tous les lieutenants d'une même promotion de Modène étaient nommés capitaines dans le courant de la même année et au bout d'une douzaine d'années d'épaulette environ.

Mais, après 1880, l'augmentation du nombre des corps d'armée, en provoquant dans l'infanterie la création de nombreuses unités, amena une poussée d'avancement du haut en bas de l'échelle hiérarchique et, pendant quatre à cinq ans, il ne fallut plus que huit années d'épaulette pour parvenir au grade de capitaine. Cette poussée eut naturellement une répercussion sur les cadres subalternes, qui se vidèrent avec une rapidité telle qu'on dut

(1) Rapport au Sénat sur le projet de loi Ponza di San Martino, relatif aux cadres subalternes.

recourir, de 1881 à 1885, pour les remplir, à des cours « accélérés » de Modène. C'est ainsi que l'effectif des promotions annuelles fut, pendant cette période, de 816, tandis qu'il est tombé à 216 pendant le laps d'années compris entre 1885 et 1901. Si donc l'on considère que le nombre des lieutenants promus annuellement est, en chiffres ronds, de 300, on constatera que plus de deux ans et demi sont nécessaires pour assurer la nomination au grade supérieur d'une promotion entière de Modène (promotions sorties avant 1886). D'après les calculs faits au ministère de la guerre d'Italie, le nombre d'années passées au service comme officier par un lieutenant d'infanterie, au moment de sa nomination au grade de capitaine, doit, avec la législation actuelle, croître jusqu'à dix-huit pour redescendre lentement et tomber, vers 1914, à onze environ.

On a vu que la situation était bien meilleure pour les lieutenants de cavalerie; quant aux armes spéciales, la nouvelle loi sur la réorganisation de l'artillerie, conséquence de la distribution du nouveau matériel et de la séparation de l'artillerie de forteresse et de côte, devait permettre de régler convenablement l'avancement de leurs officiers subalternes. L'attention des pouvoirs publics se porta donc particulièrement sur la situation pénible des lieutenants d'infanterie : on va voir quelles mesures ont été proposées pour y porter remède.

Les études entreprises par le ministère de la guerre aboutirent à un projet que le ministre, général Ponza di San Martino, présenta au Sénat le 27 novembre 1901, et dont voici la substance :

Art. 1er. — Faculté est donnée au Ministre d'augmenter de 400, pendant la période de 1901 à 1914 inclus, le nombre des capitaines d'infanterie fixé par la loi d'organisation.

Art. 2. — Pendant la même période, il pourra accorder aux capitaines d'infanterie qui en feront la demande, jusqu'à concurrence de 400, et pour un à trois ans, la mise en non-activité avec solde égale aux trois

cinquièmes de la solde d'activité : ces capitaines seront compris dans les 400 visés à l'article 1er.

Art. 3. — Cette augmentation de 400 capitaines n'aura pas d'effet sur la liste organique des capitaines, ni sur l'avancement au choix prévu par les articles 38 et 62 de la loi sur l'avancement en vigueur. Même observation pour l'avancement au choix prévu par l'article 36 : les lieutenants visés dans cet article, quand ils passeront au choix, occuperont le même rang sur la liste d'ancienneté des capitaines que si l'article 1er n'avait pas existé.

Art. 4. — Modifie la composition du corps comptable (séparation des officiers en deux catégories distinctes, officiers d'administration et officiers des boulangeries; réduction des cadres).

Art. 5. — Augmentation relative des limites d'âge pour les non combattants (dans lesquels sont compris les carabiniers royaux).

Recrutement exclusif des sous-lieutenants du corps comptable parmi les fourriers et fourriers-majors des corps de troupe.

Recrutement, dans une certaine proportion, des lieutenants et capitaines du même corps parmi les officiers du même grade des armes combattantes, et autres dispositions d'un intérêt secondaire.

Quelle est la portée des différents articles de ce projet, qui, bien entendu, ne doit pas être l'origine de charges nouvelles pour le budget (1)?

L'augmentation du nombre organique des capitaines d'infanterie (art. 1er) a pour but, en amenant la promotion immédiate des 400 plus anciens lieutenants :

1° De réduire *ipso facto* de près d'un an et demi le chiffre d'années d'épaulette nécessaire pour arriver au grade de capitaine, et d'atténuer dans une large mesure les inconvénients de l'effectif exagéré des promotions de Modène postérieures à 1880;

2° Étant donné le chiffre restreint des promotions postérieures à 1885, de permettre à la promotion de Modène sortie en 1902 d'arriver au grade de capitaine

---

(1) On sait, en effet, que les Italiens ont un budget de la guerre *consolidé* et que, par suite, il ne leur est pas possible d'en augmenter les charges pendant une période donnée.

au commencement de 1914, c'est-à-dire au bout de onze ans, chiffre moyen d'ancienneté adopté en principe.

Les bases des calculs exécutés à cet effet au ministère de la guerre ont été les suivantes :

a) Établir année par année, de 1902 à 1914, le chiffre probable des lieutenants promus capitaines ;

b) Déterminer le nombre de lieutenants éliminés chaque année par suite de mort, révocation, démission, réforme, changement d'arme, etc. ;

c) Additionner les totaux ainsi obtenus, ce qui donne le chiffre des officiers subalternes qui disparaîtront ainsi entre 1902 et 1914, et le retrancher du nombre de subalternes actuellement dans les cadres : la différence représente l'effectif (1) des lieutenants à promouvoir de suite (*400*).

Voici les éléments des calculs visés à l'article *a* :

1° Il est promu chaque année, d'après la statistique, une moyenne de 85 capitaines au grade de major ;

2° L'annuaire donne d'une façon certaine les capitaines atteints par la limite d'âge ;

3° La statistique fait également connaître que 70 capitaines disparaissent en moyenne chaque année pour des raisons autres que celle de la limite d'âge.

Les calculs visés à l'article *b* ont été faits en admettant qu'il y a une élimination annuelle de subalternes de 3,16 p. 100.

Les moyennes précitées reposent sur la statistique des quatorze dernières années : elles sont certainement sujettes à caution, car les conditions d'avancement ont été très variables dans le cours de ces quatorze années. Mais il y a lieu de remarquer que, si les chiffres admis

---

(1) Ou plutôt la moitié de cet effectif, puisque, dans la même période, l'augmentation des cadres doit être amortie, ce qui diminue d'autant les promotions.

ont été trop forts, cela aura, au plus, pour conséquence de porter à douze ans au lieu de onze la durée du subalternat, ce qui n'aurait encore rien d'excessif.

Le corollaire de ce projet est évidemment que l'effectif des promotions annuelles de Modène soit, à l'avenir, tel qu'au bout de onze ans, par le jeu régulier des promotions et des éliminations pour causes diverses, toute une même promotion ait été promue au grade de capitaine. Aucune disposition nouvelle n'est nécessaire pour cela, la fixation de ce chiffre étant laissée au ministre : dans le rapport du général Ponza di San Martino, il était considéré comme égal à 340.

Il y a lieu de remarquer que l'adoption de ce premier article du projet a une répercussion très grave sur la bonne organisation des cadres subalternes des unités; en effet, les 400 lieutenants, promus ainsi simultanément, *ne seraient pas remplacés dans les cadres* (1), et il en résulterait, sur les 3,854 postes subalternes prévus par la loi organique, un déficit de près de 9 p. 100. On se propose d'y faire face en augmentant le nombre des officiers de complément affectés aux unités actives (la loi de 1897 autorisant cette substitution jusqu'à concurrence du quart, c'est-à-dire pour 963 officiers) ; il resterait d'ailleurs toujours par compagnie un minimum de deux officiers subalternes de l'active et, d'après les calculs du ministère de la guerre, le chiffre maximum d'officiers de complément auxquels il faudrait recourir atteindrait au plus, pendant peu d'années, 800. Afin d'atténuer les effets de cette mesure, les économies résultant de l'adoption du projet seraient employées en partie à accroître la durée des stages d'instruction de cette catégorie d'officiers.

---

(1) Point sous-entendu dans le projet ministériel et que le Sénat fit préciser en ajoutant à l'article 1er les mots : « *en remplacement d'autant de subalternes de même arme.* »

En dehors de l'augmentation des cadres, le projet de loi a recours, pour assurer leur renouvellement plus rapide, à des mesures accessoires qui font, en partie, l'objet de l'article 5 : en adoptant le recrutement partiel, dans les armes combattantes, des lieutenants et capitaines du corps comptable, on espère donner un débouché à un certain nombre d'officiers subalternes las du service actif pour un motif quelconque, et qui céderaient la place à de plus jeunes.

On vient de voir les moyens d'ordre organique par lesquels on se propose de remédier à la situation actuelle; il reste à examiner par quelles mesures on cherche à rendre ces réformes admissibles au point de vue budgétaire.

L'augmentation du nombre des capitaines a, en effet, pour conséquence de faire inscrire au budget, au titre de la solde pour la période de 1902-1914, un crédit supplémentaire maximum de 639,200 francs (1) : c'est à faire face à cet accroissement de dépenses que tendent presque tous les autres articles du projet et, avant tout, l'article 2.

Cet article, en autorisant la mise en non-activité de 400 capitaines qui ne seraient pas remplacés dans les cadres et ne toucheraient que les trois cinquièmes de leur solde, procure une économie qui atteindrait 512,000 francs, s'il se trouvait 400 capitaines à demander la non-activité temporaire.

Le cas se produira-t-il? Il est permis d'en douter,

---

(1) Différence de solde de capitaine (3,200 francs) et de lieutenant ancien (2,640 francs), soit..........	224,000 fr.
Au bout de quatre ans, indemnité de monture et fourrages..................................	287,200
Au bout de six ans, augmentation de solde.......	128,000
TOTAL, à partir de 1908..........	639,200 fr.

malgré les affirmations ministérielles, et l'on en doute en Italie; il faut reconnaître d'ailleurs que, dans son rapport, le ministre ne fait état que de 180 demandes, lesquelles produiraient une économie suffisante pour couvrir la dépense de 224,000 francs résultant de la différence des soldes. La somme complémentaire de 400,000 francs (dont la nécessité n'apparaît d'ailleurs qu'au bout de plusieurs années) serait prise sur l'économie provenant de la diminution des admissions à l'École de Modène : le projet ministériel en évalue, en effet, le montant à 465,300 francs au début, à 646,000 francs au bout de quatre ans, à 686,000 francs au bout de six ans, etc.....

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que, dans les dernières années de la période 1902-1914, l'augmentation de dépenses ira en diminuant progressivement par le fait de l'élimination graduelle des 400 capitaines créés par le projet. Il ressortirait donc finalement une économie sérieuse, sans compter les 100,000 francs que procurerait annuellement la diminution des cadres du corps comptable (art. 4). Grâce à cette économie, il serait possible, comme nous l'avons indiqué plus haut, de porter de trois à six mois, pour 600 officiers de complément, la durée des stages annuels et, par suite, de développer leur instruction (qui, de l'aveu même des rapports officiels, *laisse encore beaucoup à désirer*), tout en comblant le vide créé dans les cadres.

Quant aux capitaines ainsi placés en non-activité, ils recevraient, en cas de guerre, le commandement d'une unité de milice actuellement donné aux lieutenants anciens de l'active : ce serait une excellente utilisation de ces officiers, qui n'auraient rien perdu de leurs connaissances techniques et de leur aptitude au commandement, vu le peu de temps depuis lequel ils auraient quitté le service actif.

D'autre part, les capitaines en excédent, dans le cas

où il n'y aurait pas 400 demandes de mise en non-activité formées par des officiers de ce grade, recevraient une destination analogue et, en temps de paix, seraient affectés, en remplacement de lieutenants distraits du service de compagnie, à des emplois d'officiers d'armement, d'approvisionnement, etc.....

Deux mots encore sur l'article 3. On sait que les capitaines et lieutenants, sortant de l'école de guerre ou ayant passé avec succès les examens du choix, sont promus au grade supérieur quand ils entrent respectivement dans le premier cinquième ou le premier douzième de la liste d'ancienneté des officiers de leur grade. Il en résulte que toute modification apportée à l'effectif organique des officiers d'un grade a une répercussion sur l'avancement au choix : ce sont ces variations que l'on a voulu éviter, en prescrivant que les promotions au choix continueraient d'être réglées comme si l'effectif total des capitaines n'avait pas augmenté ni celui des lieutenants diminué.

D'autre part, une latitude de deux ans serait laissée, pour se présenter à l'école de guerre, aux lieutenants brusquement promus capitaines par le fait de l'adoption du projet de loi et qui, sous la législation actuelle, auraient normalement tout le temps nécessaire pour se faire admettre à cet établissement (où ne sont reçus que les lieutenants).

Présentation du projet à la Chambre des députés. — Le Sénat fit en somme bon accueil aux propositions du ministre de la guerre et n'y apporta que des modifications de détail, d'ordre administratif; néanmoins, il n'admit pas que l'on accrût l'avancement des armes combattantes aux dépens de celui des officiers du corps comptable et supprima l'admission dans ce corps des lieutenants et capitaines combattants.

Le ministre, s'étant rangé à cette manière de voir,

présenta, le 3 mai, son projet ainsi modifié à la Chambre des députés.

Celle-ci, ou plutôt la commission choisie dans son sein, au lieu de discuter les propositions du ministre, énumérées dans les trois premiers articles, c'est-à-dire la base même du projet, en fit table rase. D'après elle, en effet, le nombre des demandes de mise en non-activité ne dépasserait jamais 200, les mesures proposées ne seraient qu'un palliatif insuffisant, parce qu'on augmenterait le nombre des capitaines sans leur assurer un débouché; la proportion entre les effectifs des majors et des capitaines tombant de 20 à 16 1/2 p. 100, les capitaines d'infanterie atteindraient le grade supérieur à vingt-huit ou vingt-neuf années d'épaulette, c'est-à-dire à la veille d'être atteints par la limite d'âge. D'autre part, le remplacement de lieutenants de l'armée active par des officiers de complément serait une mesure dangereuse pour la solidité du commandement subalterne. Enfin, pourquoi ne s'occuper que des officiers subalternes de l'infanterie et non de ceux de la cavalerie?

Les propositions ministérielles étant ainsi mises de côté, la commission de la Chambre rédigea un nouveau projet qui reproduisait les articles 4 et 5 du projet ministériel, sauf des modifications non essentielles (1), et substituait aux trois premiers les deux articles dont voici la substance.

Art. 1er. — Le nombre des majors, dans l'infanterie, est augmenté de 115, celui des capitaines de 231, par l'élévation au grade de major des adjudants-majors en premier et à celui de capitaine des adjudants-majors en second : le nombre des lieutenants est diminué de 346.

Le nombre des colonels de cavalerie est augmenté de 5, celui des

---

(1) La principale consistait à autoriser deux promotions successives au grade supérieur des officiers de complément ayant pris part aux guerres de l'Indépendance et de l'Unité de l'Italie ou ayant obtenu la médaille : « A la valeur militaire ».

lieutenants-colonels diminué d'autant (1). Le nombre des majors est accru de 24, ainsi que celui des capitaines, et le nombre des lieutenants diminué de 48 par l'élévation au grade supérieur des adjudants-majors.

Dans ces deux armes, le déficit des lieutenants sera comblé par des officiers de complément.

Art. 2. — Faculté est donnée au gouvernement du Roi de mettre en non-activité, sur leur demande, un chiffre maximum de 200 capitaines d'infanterie, 12 capitaines et 24 lieutenants de cavalerie. Dans cette position, qui pourra durer de un à trois ans, les officiers ne toucheront que les trois cinquièmes de la solde d'activité.

En ce qui concerne l'infanterie, on voit que ce nouveau projet n'amène la promotion immédiate que de 346 lieutenants, soit une différence de 54 lieutenants avec le projet ministériel. D'après la commission parlementaire, cette différence serait compensée par l'accélération de la carrière des capitaines résultant de l'augmentation du nombre des majors.

D'autre part les conséquences budgétaires de ce deuxième projet seraient permanentes, au lieu de dépendre, comme celles du premier, d'éléments nombreux, variables et dont les effets, calculés à longue échéance, pourraient donner lieu à de sérieux mécomptes : on saurait donc exactement à quoi l'on s'engagerait. En effet, l'augmentation de dépenses se bornerait à l'élévation de la solde des 115 capitaines, tous *anciens*, promus majors, et des 346 lieutenants *anciens* promus capitaines, c'est-à-dire au chiffre de 318,535 francs. puisque tous ces officiers sont déjà montés. Cet accroissement serait couvert, d'autre part, par une économie de 329,550 francs, provenant de la mise en non-activité de 200 capitaines, économie certaine puisque, d'après les calculs du ministère, ce chiffre serait sûrement atteint.

---

(1) Cinq régiments de cavalerie italiens sont commandés actuellement par des lieutenants-colonels.

Il y aurait donc finalement une économie de 11,015 francs. Les mêmes calculs pour la cavalerie font ressortir une économie finale de 14,975 francs.

Enfin, la commission apporte un dernier argument à l'appui de ses propositions, c'est que cette élévation d'un grade des adjudants-majors supprimerait la situation délicate qui leur est actuellement faite, attendu qu'ils sont chargés d'apporter des ordres à des officiers d'un grade plus élevé que le leur.

Ce deuxième projet n'a rencontré à peu près que des adversaires dans l'armée italienne et, d'une manière générale, dans la presse, surtout la presse militaire; voici les principales objections qui ont été présentées.

On a fait observer tout d'abord que ce projet maintenait, s'il ne l'accentuait pas, la différence d'avancement existant actuellement entre l'infanterie et la cavalerie au profit de cette dernière arme, qui finirait par être l'unique pépinière des généraux.

D'autre part, si ses avantages budgétaires ne sont pas discutables en raison de la plus grande certitude donnée à la détermination de ses conséquences pécuniaires, ce projet donne lieu, au point de vue organique, à de nombreuses critiques.

1° Le caractère permanent donné à l'augmentation des cadres capitaines a pour effet de supprimer l'espèce de régulateur d'avancement dont disposait le ministre dans le projet primitif. La réduction exagérée des promotions de Modène qui a suivi l'augmentation non moins exagérée des promotions de la période 1881-1885 aura, en effet, le résultat suivant dans l'avenir : le nombre d'officiers d'une même promotion étant sensiblement inférieur à celui des vacances annuelles de capitaines, il arrivera que, dans une même année, on nommera à ce grade des officiers d'une ancienneté d'épaulette différente, sans que rien justifie l'avantage fait aux plus jeunes ; il

suffira, à un moment donné, de huit ou neuf ans de service comme officier pour parvenir au grade de capitaine : un avancement aussi rapide ne peut s'admettre que pour des individualités choisies et non pour l'ensemble d'une promotion, dont un trop grand nombre de membres obtiendraient un commandement, sans avoir la maturité nécessaire pour le bien remplir. Cet inconvénient n'existe pas dans le projet ministériel, l'élimination progressive de quatre cents capitaines en surnombre permettant, précisément dans la période critique, de ralentir l'avancement.

2° Le projet de la commission parlementaire consiste, en somme, à élever le grade sans changer l'emploi ; le rapporteur s'appuie, d'ailleurs, sur ce que des cas analogues se présentent dans les armées étrangères, par exemple en Russie, en Angleterre, où des compagnies sont commandées par des majors, etc..... Or, dans le cas présent, l'avantage de cette mesure ne s'impose pas d'une façon bien visible. D'une part, l'argument tiré en sa faveur de la situation délicate des adjudants-majors vis-à-vis des officiers auxquels ils apportent des ordres est difficilement soutenable : à ce compte-là, en effet, les officiers d'ordonnance des généraux devraient, *a fortiori*, être nommés officiers supérieurs (1). D'aucuns craignent, au contraire, que cette élévation de grade ne donne aux adjudants-majors une influence excessive, aux dépens de celle des commandants de compagnie dont l'initiative risquerait d'être souvent entravée.

Enfin, cette mesure serait plutôt nuisible à un bon encadrement des formations de deuxième ligne. En effet, il y a déjà dans les cadres un excédent de soixante-quatorze majors, affectés à des unités de milice mobile,

---

(1) La proposition en a été faite récemment, à plusieurs reprises, par des correspondants de journaux militaires.

alors qu'il y a insuffisance de commandants de compagnie dans ces mêmes formations; insuffisance telle qu'il a été question d'enlever, en temps de guerre, leurs fonctions aux adjudants-majors pour leur donner des commandements dans la milice mobile.

Pendant que la commission parlementaire élaborait ce nouveau projet, des circonstances étrangères à ce débat amenaient la démission du ministre de la guerre, général Ponza di San Martino, et la nomination à la tête de ce département du général Ottolenghi. Cet officier général ne cacha point qu'il se dévouait en quelque sorte pour prendre en main la défense des réformes proposées par son prédécesseur, quoiqu'elles ne lui parussent point les plus propres à remédier aux difficultés du moment ; agir autrement eût été, en effet, renvoyer encore la solution du problème et le malaise des officiers subalternes était déjà assez grand.

Reprenant donc les trois premiers articles du projet Ponza di San Martino (ceux qui permettaient de faire cesser immédiatement l'encombrement des cadres subalternes par des mesures transitoires) et laissant de côté les dispositions de caractère permanent ajoutées par son prédécesseur, il se contenta de donner satisfaction à la Chambre en adoptant ses propositions relatives aux officiers de complément. Elles firent l'objet d'un article 4 portant modification aux articles 19 et 20 de la loi sur l'avancement et dont voici la substance :

« Pourront obtenir une seconde promotion les officiers de réserve ou en position auxiliaire ayant pris part aux guerres de l'Indépendance et de l'Unité de l'Italie ou ayant reçu les récompenses « A la valeur militaire. »

« Les officiers en position auxiliaire ou dans la réserve seront rayés des cadres, tout en conservant le droit à l'uniforme, les lieutenants généraux à 78 ans, les majors généraux à 75, les colonels à 68, les majors à 65, les capitaines à 62, les officiers subalternes à 60. »

Le projet ainsi amendé fut représenté à la Chambre le 4 juin 1902, et discuté en séance le 25 du même mois. Une certaine lassitude se faisait jour dans l'opinion du pays et avait sa répercussion sur les Chambres : on trouvait qu'il était temps de faire aboutir des discussions commencées au mois de novembre de l'année précédente; le malaise allait grandissant dans les cadres subalternes de l'infanterie au point que, le 21 juin, avait lieu devant la Chambre des députés une sorte de manifestation silencieuse, faite par des officiers de la garnison de Rome dans l'espérance d'impressionner le Parlement.

Aussi, malgré les efforts du rapporteur de la commission parlementaire, la Chambre refusa d'entrer dans la discussion d'autres projets que de celui du ministre; elle se laissa facilement convaincre par lui qu'il était nécessaire de s'en tenir à une mesure transitoire pour parer à une situation momentanée, et d'éviter « de bouleverser l'organisation légale de certains emplois pour avoir l'occasion d'augmenter les promotions (1) » : le projet fut donc voté à une forte majorité.

Le lendemain même, il était présenté au Sénat : celui-ci fit assez mauvais accueil à l'article 4, et le ministre ne cacha point qu'il ne l'avait introduit dans son projet que pour rendre plus certaine l'adoption par la Chambre des trois premiers articles, les seuls essentiels. Cet argument, repris d'ailleurs par plusieurs orateurs, qui firent ressortir la nécessité d'en finir, parut convaincant, car le projet fut adopté à la majorité de 66 voix sur 74 votants.

Promulguée le 3 juillet, la loi sur les cadres subalternes de l'infanterie fut immédiatement suivie d'une instruction réglant les conditions d'admission à la non-

(1) Allusion à la proposition de la commission parlementaire sur l'élévation en grade des adjudants-majors, faite par le général Ottolenghi dans la séance du 25 juin.

activité spéciale créée par celle-ci, mais qui ne renferme rien d'intéressant au point de vue général.

En résumé, la promotion au grade supérieur de quatre cents lieutenants, conséquence du vote de cette loi, permet aux cadres subalternes de l'infanterie italienne de sortir d'une crise passagère, sans qu'il soit porté une atteinte durable à l'organisation générale de l'avancement dans l'armée. Cette solution paraît logique, car une modification permanente, continuant à avoir ses effets, une fois l'équilibre rétabli, pourrait amener une crise d'un autre genre. Cela ne veut point dire que les conditions de l'avancement dans les différentes armes et services ne donnent lieu à aucune critique, et il semble que le ministre de la guerre, dont l'attention a été attirée sur certaines anomalies par de nombreux membres du Parlement, se propose d'étudier les moyens d'y remédier. Mais ce sont là des réformes qui ne peuvent se greffer sur d'autres, sous peine de n'en voir aboutir aucune. Selon le mot du général Ottolenghi que nous avons déjà cité, mais sur lequel il nous paraît intéressant de revenir, il est essentiel de ne pas légiférer « uniquement pour avoir l'occasion de faire des promotions ».

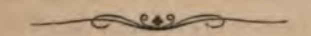
(167)

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE (1)

(1899-1900)



XII. — Siège de Ladysmith.

§ 1er. — *Organisation et ressources de la défense.*

Lorsque le général White avait pris la résolution de rester à Ladysmith, il ne supposait pas qu'il aurait à y subir un long siège. Il pensait que son isolement serait de courte durée, et que le maintien de ses forces au Nord de la Tugela permettrait l'arrivée de renforts qui l'auraient rapidement dégagé. Aussi rien n'avait été prévu pour organiser la défense de la ville et protéger les approvisionnements de l'armée du Natal ; aucun ouvrage n'avait été construit pour les mettre à l'abri d'une attaque ou d'un bombardement.

Le 2 novembre, le général White était enfermé avec sa division, à l'effectif total de 572 officiers, 12,924 hommes de troupe, 5,309 chevaux et 4,539 mulets (2).

---

(1) Voir la *Revue militaire des Armées étrangères*, novembre 1902, p. 317.

(2) *The Boer War*, par le capitaine L.-R. Kenyon, *Proceedings of the R. A. Institution* (avril 1900). En raison du caractère de la publi-

La présence de la population civile, dont on n'avait pas prévu l'évacuation, augmentait fortement le nombre des bouches à nourrir. Dans son rapport, le général évalue à 21,000 les rationnaires dont il lui fallut assurer la subsistance quotidienne au cours du siège.

Au début de la campagne, on avait accumulé dans les magasins de Ladysmith un approvisionnement de trois mois de vivres pour un effectif de 10,000 hommes ; bien

---

cation d'où ces chiffres sont extraits, on peut les considérer comme officiels.

La composition de la division White était la suivante :

Cavalerie et infanterie montée.

5e régiment de lanciers;
19e régiment de hussards;
5e régiment de Dragoon-Guards;
Détachement du 18e hussards (régiment fait prisonnier à Dundee);
Deux escadrons d'Imperial Light Horse;
Border Mounted Rifles;
Détachement de Natal Carbineers;
Natal Mounted Rifles.

Artillerie.

13e, 21e, 42e, 53e, 67e, 69e batteries montées;
Deux pièces de la 10e batterie de montagne (9 livres);
Deux canons Nordenfelt (pris à Elandslaagte);
Six canons de 2 p. 5, des volontaires du Natal;
Deux canons de 4 p. 7 de marine;
Quatre canons de 12 livres de marine;
Quatre canons Maxim de marine;
Deux obusiers de 6 p. 3, se chargeant par la bouche.

Génie.

23e compagnie de campagne;
Détachement de sapeurs de forteresse;
Détachement de télégraphistes;
Détachement d'aérostiers.

qu'une partie en eût été dirigée sur Dundee et eût dû y être abandonnée lors de la retraite du général Yule, ces approvisionnements formèrent le noyau des ressources de la garnison. En outre dès les premiers jours du siège, tous les vivres qu'on put trouver dans la ville furent réquisitionnés. « On se procura ainsi 1700 animaux de boucherie, 1600 bœufs de trait, 14,000 boîtes de lait concentré, des céréales, de l'épicerie (1). » La population civile fut rationnée et un service de distributions régulières fut organisé. Tant que l'approvisionnement de fourrages fut suffisant et qu'il fut possible de faire paître les bestiaux dans les intervalles des lignes, la viande fraîche put être distribuée assez abondamment. Mais, à partir du mois de janvier, on dut commencer à abattre les animaux de trait et une partie des chevaux de la cavalerie dont la chair servit à fabriquer des conserves de viande. Enfin, après l'échec du général Buller à Colenso, la ration fut réduite, en prévision d'une prolongation notable de la durée du siège.

Infanterie.

7e brigade :

- 1er bataillon du Devonshire Regiment;
- 1er bataillon du Manchester Regiment;
- 2e bataillon des Gordon Highlanders,
- Détachement du 1er bataillon du Gloucestershire Regiment (bataillon fait prisonnier à Nicholson's Neck).
- Détachement du 1er bataillon des Royal Irish Fusiliers (bataillon fait prisonnier à Nicholson's Neck).

8e brigade :

- 1er bataillon des King's Royal Rifles;
- 2e bataillon des King's Royal Rifles;
- 2e bataillon de la Rifle Brigade;
- 1er bataillon du King's Liverpool Regiment;
- 1er bataillon du Leicestershire Regiment.

(1) *South African War*, major Norris.

Grâce à ces dispositions, la question capitale de l'alimentation fut heureusement résolue et, le 28 février 1900, lorsqu'elle fut débloquée, la garnison avait encore des vivres à rations réduites pour un mois.

La question de l'eau fut l'origine de plus de mécomptes. Dès le début du siège, les Boers coupèrent les conduites qui amenaient l'eau potable à Ladysmith, et la garnison dut avoir recours à celle des puits et de la Klip-River. Malgré les soins que l'on prit pour la filtrer ou la purifier par condensation (1), sa mauvaise qualité fut l'origine de l'épidémie de fièvre entérique qui fit de si nombreuses victimes et contribua plus que le feu de l'ennemi à abattre la garnison.

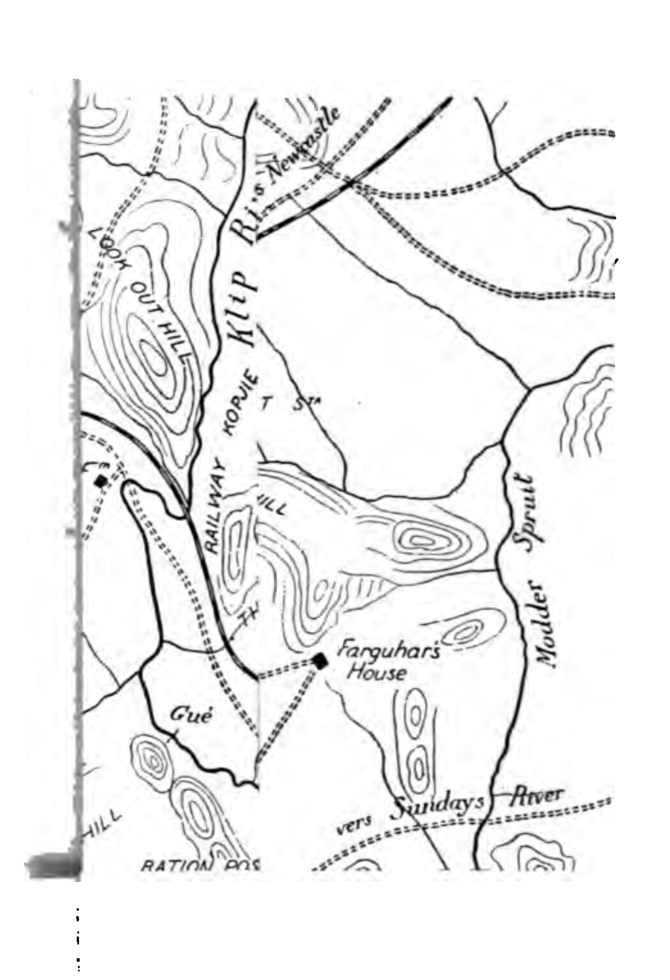
Pour organiser la défense de la place, le général White ne disposait que de ses troupes de campagne. En dehors de six batteries montées, le seul matériel qui fût susceptible de lutter avec celui de l'ennemi était constitué par les six grosses pièces du détachement de marine (2 de 4,7 et 4 de 12 livres). Mais l'approvisionnement en munitions (2) de cette artillerie

(1) Rapport du général White (Voir l'appendice n° 22.)

(2) D'après le correspondant militaire du *Times* à Ladysmith (*Times* du 23 avril 1900), l'approvisionnement en munitions était le suivant au début du siège :

536	coups de canon de 4 p. 7 de marine;
1,036	coups de canon de 12 livres de marine;
887	coups d'obusier de 6 p. 3;
11,437	coups de canon de campagne de 15 livres;
208	coups de canon de 9 livres;
2,417	coups de canon de 2 p. 5;
189	coups de canon Maxim-Nordenfelt;
1,567	coups de canon Hotchkiss;
5,678,716	cartouches d'infanterie;
98,149	cartouches de revolver.

La plupart de ces chiffres sont reproduits par le capitaine Kenyon dans son ouvrage, déjà cité, *The Boer War*.


LOOK OUT HILL
Klip Rr
Newcastle
KOPJIE
RAILWAY
Farguhar's House
Gué
Modder Spruit
Sundays River
HILL

lourde était peu abondant et au cours du siège on dut s'en montrer très économe. Les pièces de campagne disposaient de 318 coups par pièce, tandis que les canons de marine de 4,7 n'en avaient que 259 et ceux de 12 livres, 283.

Telles étaient les ressources limitées dont disposait le général White.

Le soir du combat du 30 octobre, la retraite s'était exécutée sur Ladysmith, sous la protection d'une arrière-garde occupant la hauteur de Limit-Hill. Les troupes s'installaient au bivouac à l'Ouest de la ville, dans le camp situé au pied de la hauteur de Cove-Redoubt. Les avant-postes occupaient les hauteurs de Junction-Hill, d'Observation-Hill, de Cove-Redoubt et de Ration-Post. Lorsque l'ennemi se rapprocha et dessina son mouvement d'investissement à l'Ouest et au Sud, les Anglais prirent possession des hauteurs de Rifleman's-Post, de Range-Post et de Maiden-Castle, la ville étant immédiatement protégée au Sud et au Sud-Est par le cours de la Klip. Cependant l'installation de l'artillerie ennemie sur les hauteurs de Lombard's-Kop et de Bulwana, le bombardement qui commença aussitôt firent sentir la nécessité d'occuper au Sud de la place la crête de Wagon-Hill et du camp de Cœsar; en même temps l'on jugeait utile de pousser la ligne de défense au Nord-Est sur la crête de Cemetery-Hill et d'Helpmakaar-Hill. Protégée à une distance qui n'excédait pas trois kilomètres, la ville était loin d'être abritée contre le bombardement des hauteurs de Lombard's-Kop et de Bulwana qui la dominaient complètement à six kilomètres environ. En présence d'un ennemi plus actif, le retard apporté dans l'occupation des hauteurs du camp de Cœsar aurait pu avoir de graves conséquences. Maîtres avant l'assiégé de cette crête qui commande la ville à faible portée d'artillerie, les Boers pouvaient rendre très précaire la situation de la garnison. On verra dans la suite que le

seul assaut qu'ils tentèrent contre la place fut dirigé sur cette partie des lignes considérée à juste titre comme le point d'attaque le plus favorable.

A partir du 5 novembre, les positions de la défense furent définitivement occupées et réparties en cinq secteurs.

Le secteur A, commandé par le colonel W.-G. Knox, s'étendait d'Helpmakaar-Hill à la route de Newcastle, entre Gordon-Hill et Junction-Hill. La garnison, d'un effectif de deux bataillons environ, comprenait le 1er bataillon du Devonshire Regiment, le détachement du 1er bataillon du Gloucestershire Regiment et quatre compagnies du King's Liverpool Regiment.

Le secteur B embrassait le terrain de la route de Newcastle au Flagstaff-Spruit, à l'Ouest de la ville, et s'appuyait sur les hauteurs de Gordon-Hill, de Cove-Redoubt, d'Observation-Hill, de Ration-Post, de King's-Post et de Rifleman's-Post. Sa garnison comptait deux bataillons et demi : savoir, quatre compagnies du King's Liverpool Regiment, le 1er bataillon du Leicestershire Regiment et le 2e bataillon des King's Royal Rifles.

Le secteur C (colonel Ian Hamilton) s'étendait du Flagstaff-Spruit à l'extrémité orientale du camp de Cœsar; sa garnison se composait de trois bataillons et demi environ; le 1er bataillon du Manchester Regiment, le 1er bataillon des King's Royal Rifles, le 2e bataillon de la Rifle Brigade et le détachement du 1er bataillon des Royal Irish Fusiliers. En arrière le 2e bataillon des Gordon Highlanders formait une réserve partielle, dont un poste occupait le mamelon de Maiden-Castle.

Le secteur D (colonel Royston des Natal mounted Volunteers) embrassait la vallée couverte de broussailles de la Klip-River, au Nord du camp de Cœsar jusqu'à Helpmakaar-Hill. La défense en était confiée aux volontaires montés du Natal (Natal Carbineers et Border Mounted Rifles). Les autres troupes montées et la bri-

gade de cavalerie qui fut de bonne heure privée de ses chevaux, constituaient la réserve générale, campée à l'Ouest de la ville.

Au cours du siège, il se produisit d'assez fréquentes modifications dans la répartition des troupes telles que nous venons de l'exposer. Nous verrons, en particulier, que le 6 janvier, lors de l'attaque de Wagon-Hill, on dut dégarnir les secteurs Nord et Ouest de la ville pour renforcer la garnison du secteur C.

L'artillerie de campagne fut, en principe, rattachée à la réserve générale, mais on l'employa dans toutes les circonstances du siège, soit derrière les retranchements comme appoint de l'artillerie lourde, soit avec un rôle plus actif dans les intervalles des lignes. Une de ses batteries, la 42e, fut, à partir du 7 novembre, installée sur la crête du camp de Cœsar, où elle resta jusqu'à la fin du siège, après un court déplacement du 11 au 16 décembre (1). Malgré leur faible approvisionnement en munitions qui obligea souvent à en limiter l'emploi, les canons de marine jouèrent un rôle important. Les pièces de 4,7, montées sur plates-formes en bois, furent installées d'abord à Junction-Hill et à Cove-Redoubt. Tandis que l'une d'elles restait sur cette dernière position jusqu'à la fin du siège, l'autre était à plusieurs reprises transportée à Wagon-Hill, et définitivement placée dans les derniers jours à l'extrémité orientale du camp de Cœsar. Les quatre canons de 12 livres, montés sur affûts de campagne improvisés, furent d'abord placés à Gordon-Hill et fréquemment déplacés dans la suite. Un seul resta sur

---

(1) *The 11e brigade division Royal Field Artillery in Natal*, monographie du lieutenant-colonel J.-A. Coxhead, commandant un groupe d'artillerie montée à Ladysmith, *Proceedings of the Royal Artillery Institution*, novembre 1900.

l'emplacement primitif; les autres furent successivement installés à Cove-Redoubt, Junction-Hill, Wagon-Hill et au camp de Cœsar. Les Maxims du détachement de marine restèrent à la réserve, à l'exception de l'un d'eux qu'on plaça au poste avancé de Junction-Hill (1). Les canons de 12 livres purent être utilisés dès le commencement du siège. Pour ceux de 4,7, il fallut construire des emplacements de batteries : le premier à Junction-Hill, dans la nuit du 31 octobre; la pièce fut prête à tirer le 2 novembre au matin. Le second 4,7, placé à Cove-Redoubt dans les nuits du 1er et 2 novembre, fut en état d'ouvrir le feu le 3 novembre au matin. Peu à peu les emplacements furent améliorés, les parapets épaissis et les revêtements des talus intérieurs achevés au moyen de sacs à terre. On construisit près de chaque pièce un magasin à munitions relié à la batterie par une communication profonde. Un petit magasin à projectiles était placé près de la pièce.

On disposait, en outre des canons de marine, de deux obusiers de 6,3 se chargeant par la bouche. Ces pièces, d'un modèle ancien, furent placées d'abord à Wagon-Hill et transportées dans la suite à Ration-Post, au Nord-Ouest de la ville.

Dans les premières semaines, on tirait chaque jour vingt à trente coups par pièce, mais on dut bien vite ménager les munitions, et il ne fut pas rare de voir des canons rester une semaine entière sans ouvrir le feu. Un des 4,7, celui de Junction-Hill, garda même le silence pendant six semaines.

Le tir était le plus souvent dirigé sur les points où se montrait l'artillerie ennemie, que l'on cherchait à

---

(1) *Naval Brigades in South-African War*, ouvrage cité (voir le croquis.)

démonter. Il ne semble pas qu'il ait jamais donné des résultats bien sérieux (1).

Lorsque les troupes avaient été réparties autour de la place, il n'existait encore aucun ouvrage de défense. La première préoccupation du commandement fut de mettre le plus tôt possible la ville à l'abri d'un assaut. « Les trois jours de répit que les Boers laissèrent à la « garnison furent un bienfait, écrit le correspondant « militaire du *Times* à Ladysmith (2), car s'ils avaient « dirigé une attaque organisée contre les points les plus « vulnérables, il est probable que nous n'aurions pu les « empêcher de s'emparer de positions les mettant à « même de nous dicter les termes d'une capitulation..... « Mais, heureusement, les Boers sont aussi lents à « l'action qu'à la conception; tandis qu'ils achevaient « l'investissement de la place et construisaient leurs « batteries, les troupes de la défense travaillaient nuit « et jour pour organiser leurs positions. Les services « du matériel et de l'intendance purent se procurer « 12,000 sacs à terre qui furent répartis entre les « bataillons..... Dans la nuit du 7 novembre, les « défenses étaient suffisantes pour mettre la place à « l'abri d'une attaque d'infanterie. L'inquiétude prove- « nait surtout de l'énorme étendue du front qu'on était « forcé d'occuper et qui mesurait en tout 11 milles. « Il exigeait l'emploi de toute l'infanterie et ne per- « mettait de garder en réserve que les troupes mon- « tées. »

La ligne de défense, sur l'organisation de laquelle les

---

(1) On lit dans le Carnet de campagne du colonel de Villebois-Mareuil :

2 *janvier*. — La canonnade anglaise à Ladysmith a enfin tué un Boer, un seul. Qui calculera ce que ce Boer aura coûté au Royaume-Uni?

(2) *Times*, 19 décembre 1899.

rapports officiels ne donnent aucun détail, était renforcée par une ligne discontinue de tranchées dont quelques ouvrages de campagne formaient les points d'appui principaux. La force de ces retranchements fut progressivement augmentée au cours du siège et leur accès protégé par des réseaux de fils de fer ou des abatis. Au Sud de la ville, sur la crête de Wagon-Hill et du camp de Cœsar, qui fut attaquée le 6 janvier, on trouvait une tranchée à l'extrémité occidentale, deux sur la crête elle-même de Wagon-Hill, un ouvrage de campagne (Manchester Post) et plusieurs tranchées au camp de Cœsar. Il n'y avait encore, au moment de la tentative des Boers, ni réseaux de fils de fer, ni abatis. L'ensemble était des plus rudimentaires et explique comment l'assaut, conduit cependant avec des effectifs insuffisants et sans grande méthode, fut si près de réussir.

Imparfaitement protégée, la ville fut en butte au bombardement dès les premiers jours du siège. Heureusement, sir G. White obtint du général Joubert d'évacuer ses malades et la majeure partie de la population civile au camp d'Intombi, à mi-chemin entre les lignes des deux belligérants. Chaque jour, un train partait de Ladysmith afin de les ravitailler. Pour le reste de la population qui voulut rester dans la ville, des abris furent créés dans les berges élevées de la Klip-River. Les camps où bivouaquaient les troupes, situés à l'Ouest de la ville, étaient moins exposés, sans être cependant complètement à l'abri du bombardement.

Les pertes par le feu durant le siège s'élevèrent à 20 officiers et 224 hommes de troupe tués, 69 officiers et 567 hommes de troupe blessés, 20 hommes disparus. Celles du combat du 6 janvier comptent pour plus de la moitié de ce total, en sorte que les pertes imputables au bombardement quotidien et aux engagements de moindre importance sont relativement peu élevées. Les maladies et les privations surtout affaiblirent la gar-

nison. « A la fin de l'année (1899), écrit le général White « dans son rapport, mon principal sujet d'inquiétude « était l'augmentation sérieuse et continue du nombre « de malades. Il était de 475 le 30 novembre, s'élevait « à 874 le 15 décembre et à 1558 dans les derniers jours « du mois. Ces ravages étaient dus surtout à la fièvre « entérique et à la dysenterie; nous avions au 31 dé- « cembre 452 cas de la première maladie et 376 de la « seconde parmi les malades en traitement..... Du « 2 novembre 1899 au 28 février 1900, 12 officiers et « 529 hommes de troupe moururent de maladie. »

Le total des malades qui furent traités au camp d'Intombi pendant la durée du siège fut de 8,424, dont 1710 de fièvre entérique (1).

Les assiégés ne furent pas complètement isolés du monde extérieur. Grâce à la télégraphie optique, ils purent se maintenir constamment en relation avec sir R. Buller. Les premières communications furent échangées au moyen de signaux optiques reflétés sur le ciel pendant la nuit. Plus tard les assiégés correspondirent avec un poste placé sur le mont Umkolombu, près de Weenen. Ils envoyaient en outre à Durban des messages par pigeons voyageurs. Du reste le blocus ne fut jamais assez sévère pour qu'il fut impossible à des coureurs cafres de traverser les lignes ennemies. C'est ainsi que les correspondants de la presse enfermés à Ladysmith purent faire parvenir quelques lettres à leurs journaux pendant le siège.

§ 2. — *Ressources des assiégeants. — Les lignes d'investissement.*

Le siège de Ladysmith présente cette particularité remarquable que l'effectif et les ressources des assié-

(1) Major Norris, ouvrage cité.

geants furent notablement inférieurs à ceux de la garnison (1). Les commandos (2) qui bloquèrent la place pendant quatre mois, présentaient un total de 7,000 à 8,000 hommes seulement. Ils ne disposaient que d'une vingtaine de pièces, savoir :

3 canons de siège de 155 millimètres du Creusot;
3 obusiers de campagne de 12 centimètres de Krupp;
2 canons de campagne de 75 millimètres de Krupp;
6 canons de campagne de 75 millimètres du Creusot;
7 canons Maxim de 37 millimètres.

Dans l'appréciation des événements, il convient de ne pas oublier combien ces moyens étaient restreints.

« On donnerait une idée fausse de la véritable nature « du siège de Ladysmith, si l'on oubliait de dire que les « Boers investirent la place de la même manière qu'ils « avaient l'habitude de cerner un campement cafre. Ils « occupèrent d'abord tous les points dominants autour « de la ville, puis étendirent leur enveloppement « jusqu'à portée de fusil, organisant seulement les « hauteurs et installant leurs camps à proximité de « leurs positions. Ils gardaient celles-ci pendant le jour « et occupaient les chemins par des postes durant la « nuit. Quelques hommes seulement dormaient autour « des pièces, jusqu'au jour où le canon de Gun-Hill « fut enlevé par les Anglais. Les Boers chargés de

---

(1) La plupart des renseignements sur l'armement des Boers à Ladysmith sont dus à l'obligeance de M. Léon, ingénieur français, qui joua un rôle important comme chef du service technique de l'artillerie. Il présida, en particulier, à la mise en position des canons de gros calibre autour de la place.

(2) *Transvaal :* Commandos de Vryheid, Utrecht, Wakkerstroom, Lydenburg, Heidelberg, Pretoria.

Corps étrangers : Corps allemands et irlandais.

État-Libre d'Orange : Commandos de Kroonstad, Harrismith et Heilbron.

AANTOONENDE DE

'an de Burgermachten

ZAR en O.V.S

BIJ

DYSMITH

EN AAN DE

UGELA

15 JAN 1900

Plan indiquant les emplacements

des forces fédérales autour de

Légende

Camps

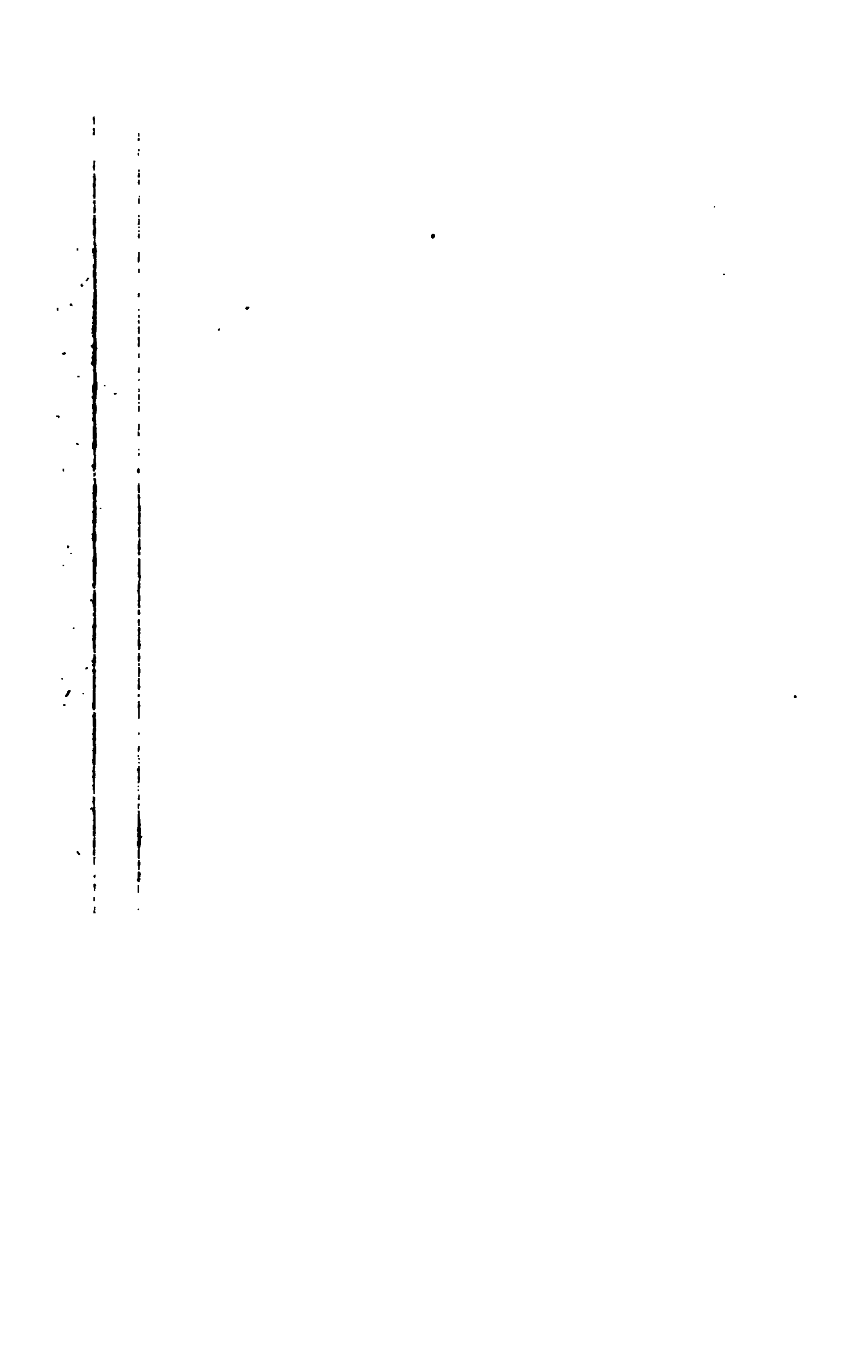
Avant-postes

Positions d'artillerie

Postes optiques

helle

5 6 7 8 9 10 km



« cette garde, à Bulwana, campaient assez loin des « batteries..... Flag-Hill n'était pas occupé pendant « la nuit, mais une soixantaine d'hommes s'y trouvaient « durant le jour. Un détachement plus important « gardait les pièces de Surprise-Hill, tandis que le « gros des troupes campait plus en arrière. Les Boers « cherchaient surtout à détruire les ressources de l'as- « siégé et à tirer sur tout ce qui se montrait à découvert. « Ils coupèrent les conduites d'eau qui alimentaient la « ville..... (1) »

Le croquis ci-contre, reproduction d'une carte de l'état-major boer, indique la répartition des commandos autour de la place à la date du 15 janvier 1900 et le tracé des lignes d'investissement. On peut remarquer l'uniformité de ce dispositif, qui constitue autour de la ville un véritable cordon. De même pour l'artillerie.

Les trois canons de 155 millimètres du Creusot furent placés respectivement sur les hauteurs de Bulwana, de Lombard's-Kop, et de Pepworth-Hill, d'où ils bombardèrent la ville à une distance moyenne de 6 kilomètres. Celle de ces pièces qui avait accompagné les troupes du général Joubert depuis son entrée au Natal fut seule en état d'ouvrir le feu dès les premiers jours du siège. Les autres n'occupèrent leurs emplacements qu'au milieu du mois de novembre. Le canon de Lombard's-Kop fut mis hors de service par les Anglais lors d'une sortie exécutée dans la nuit du 7 au 8 décembre. Renvoyé à Johannesburg, il put être réparé et fut utilisé dans la suite au siège de Kimberley.

Des trois obusiers de 12 centimètres dont disposaient les Boers, le premier, placé sur la hauteur de Lom-

(1) *Morning Post*, 16 avril 1900, Lettre du correspondant militaire à Ladysmith.

bard's-Kop (Gun-Hill), fut endommagé par les Anglais le 8 décembre, en même temps que le canon de 155 millimètres. Le second, installé à Surprise-Hill, au Nord de la place, eut le même sort dans la nuit du 10 décembre. Le troisième paraît avoir été placé sur les pentes de Pepworth-Hill. Les pièces de campagne et les canons Maxim furent répartis sur tout le périmètre de la place et plus particulièrement sur les fronts Nord, Ouest et Sud, d'où ils contre-battaient les positions ennemies sans pouvoir atteindre facilement la ville.

Le bombardement fut donc conduit avec un bien petit nombre de pièces et même, après le 10 décembre, les Boers se trouvèrent privés, par suite du succès des sorties anglaises, d'une partie importante de leur matériel de gros calibre. Si l'on ajoute que le feu, dispersé sur tout le périmètre de la place, fut conduit sans aucune méthode, on ne s'étonnera pas du faible résultat qu'il produisit (1).

(*A suivre.*) (160)

---

(1) Les Boers tirèrent en moyenne quatre tonnes de munitions pour tuer un homme, ce qui paraît une consommation exorbitante. La raison en est que la plupart des pièces tiraient hors de portée et n'utilisaient pas les fusées à temps; les petits éclats arrivaient en sifflant, mais étaient arrêtés par le moindre obstacle et roulaient sans force vive. Les fameux Pom-Pom étaient presque inoffensifs; un homme fut cependant tué au camp de Cœsar par l'un d'eux, et j'ai entendu dire qu'une vedette de cavalerie avait été blessée par un autre. (*The IIe brigade division Royal field Artillery in Natal,* monographie du lieutenant-colonel J.-A. Coxhead, commandant un des groupes d'artillerie montée de la garnison de Ladysmith, *Proceedings of the Royal Artillery Institution,* novembre 1900.)

APPENDICE N° 21 (*suite*).

Le Général commandant au Natal au Ministre de la guerre (suite).

Ladysmith, 14 mars 1900.

Le 24, on reconnut la rive Sud de la Tugela depuis l'Hlangwane-Hill jusqu'à Monte-Christo et l'on parvint à découvrir un sentier de piétons donnant accès à la rivière, au-dessous des chutes, juste en arrière de la position du général Hart. On se mit aussitôt à l'œuvre pour ouvrir une route sur les deux rives. Je rappelai la garnison de Frère, réduisis celle de Chieveley et réunis tout ce que je pus rassembler d'hommes et d'artillerie pour l'effort définitif.

Après le combat du 23, qui s'était prolongé tard, nous dûmes ramasser nos morts et nos blessés dans l'obscurité, mais dès qu'il fit jour, l'ennemi tira sur nos brancardiers et sur nos médecins qui se portaient courageusement au secours des blessés, de sorte que nous dûmes les abandonner un jour entier exposés au soleil. Parmi eux se trouvaient quelques blessés ennemis.

Le 24, la lutte d'artillerie continua; l'ennemi, changeant ses pièces de place aussi souvent que les nôtres avaient réglé leur tir, réussissait à entretenir un feu à grande distance assez gênant contre notre position.

Le dimanche 25, je donnai l'ordre à l'artillerie de ne tirer que lorsqu'elle serait attaquée et proposai à l'ennemi une suspension d'armes pour enterrer les morts et relever les blessés, dont certains attendaient des secours depuis plus de quarante heures. Les commandants ennemis, qui étaient, je crois, Botha et Lucas Meyer, y consentirent enfin, mais insistèrent pour garder prisonniers les hommes légèrement blessés.

. . . .

Pendant toute la journée du 25, on travailla à la route, et les trains de la 11e brigade avec l'artillerie lourde traversèrent le pont de bateaux jeté derrière Hlangwane-Hill. A 8 heures du soir, l'ennemi marqua la reprise des hostilités par une vive fusillade sur tout le front, sans produire de résultats. La nuit fut calme.

Le 26, l'artillerie fut mise en position et ouvrit un feu lent qui lui permit de repérer les principaux objectifs de son champ de tir.

A 6 heures du soir, les voies d'accès du nouveau pont étaient terminées; l'on amena pendant la nuit les bateaux d'équipages et le 27, à 10 h. 1/2 du matin, on pouvait traverser la rivière. A ce moment, un télégramme de lord Roberts m'annonçait la capitulation du général

Cronje. Cette bonne nouvelle fut communiquée aux troupes, au moment où elles se portaient à l'attaque, et fut reçue avec joie par les hommes dont elle exalta le désir de vaincre.

A notre gauche, la 10e brigade (général Coke) occupait les hauteurs de Colenso ; la 73e batterie montée, tirant vers le Nord-Ouest, enfilait la route de Ladysmith et les voies par lesquelles l'ennemi pouvait se porter sur notre flanc.

Le général Lyttelton, avec les Royal Fusiliers, les Royal Welsh Fusiliers (6e brigade), le Devonshire, le Royal West Surrey, deux compagnies du West Yorkshire, deux compagnies de l'East Surrey (2e brigade) et quatre compagnies des Scottish Rifles (4e brigade, général Hildyard), occupait les hauteurs entre les vallées d'Onderbrook et de Langerwacht. On n'avait pu éviter le mélange des unités, à cause de la nécessité de soutenir le général Hart et de l'impossibilité de retirer les troupes de la ligne de feu pendant le jour.

Le général Lyttelton était appuyé par les 28e et 78e batteries montées, placées sur les pentes de Hlangwane-Hill au Sud de la Tugela et tirant, la première, vers la haute vallée de l'Onderbrook-Spruit, la seconde, vers le Nord, dans la direction de Langerwacht–Spruit. Sur la crête du contrefort septentrional de Hlangwane-Hill, on avait placé la 64e batterie montée, deux canons de 4.7 et quatre de 12 livres de la marine. Plus à l'Est, on trouvait quatre pièces de la 4e batterie de montagne, deux canons de 4.7 de la marine sur affûts plates-formes, la batterie à cheval A et la 63e batterie montée ; sur Green-Hill, la 19e batterie montée, à l'abri de cette même hauteur la 61e batterie d'obusiers, et plus en arrière, sur Furry-Hill, quatre canons de 5 pouces servis par la 16e compagnie d'artillerie à pied. A l'extrême droite, en haut des pentes septentrionales de Monte-Christo, on avait placé deux pièces de montagne et quatre canons de 12 livres de la marine. On avait donc là une grande batterie de 76 pièces sur un front de 4 milles 1/2. Chaque tranchée ennemie, chaque point remarquable du terrain avait été repéré ; un service de signaleurs reliait les pièces entre elles et des observateurs étaient répartis sur les points dominants. En outre, on avait à Chieveley un canon de 6 pouces, trois de 4 p. 7 et deux de 12 livres de la marine. Ces pièces battaient la route de Colenso à Ladysmith et les ravins voisins encore fortement occupés par l'ennemi, qui avait espéré, je crois, nous attaquer de ce côté.

La rive Sud de la Tugela, depuis le confluent de l'Onderbrook-Spruit jusqu'à Monte-Christo, était occupée par le bataillon du Border Régiment et celui de Rifle Reserve avec toutes les mitrailleuses dont nous disposions, afin d'empêcher l'ennemi de troubler nos mouvements sur la droite.

Les troupes de l'attaque comprenaient : les Royal Welsh, Royal Scots et Royal Dublin Fusiliers (général Barton) ; les Royal Lancaster, South

Lancashire, York and Lancaster et New Yorkshire (général Kitchener) et la 4e brigade. L'ensemble était commandé par le général Warren.

Le général Hart occupait la tête de pont au Nord de la Tugela avec les Connaught Rangers, les Royal Inniskilling Fusiliers et l'Imperial Light Infantry.

La position de l'ennemi consistait en trois pitons rocheux dominant la vallée d'environ 600 pieds. Celui de l'Ouest, auquel nous avions donné le nom de Terrace-Hill, est séparé de celui du centre et des rives abruptes de la Tugela par un vallon aboutissant au Langerwacht et prenant naissance à un col étroit traversé par le chemin de Colenso à Nelthorpe. Le piton du centre, dénommé Railway-Hill, est séparé de celui de l'Est (Pieters-Hill) par un ravin profond que le chemin de fer de Pieters contourne au moyen de profondes tranchées. Pieters-Hill, qui s'élève brusquement à l'Ouest de ce ravin, s'abaisse en pentes douces vers le Nord-Est sur la vallée de la Klip-River. Celle-ci est parsemée de dongas couvertes de broussailles et d'arbustes épineux.

Terrace-Hill constituait une position formidable, renforcée par trois rangs de tranchées, flanquée d'autres ouvrages s'étendant jusqu'au Langerwacht-Spruit d'une part, et presque à la crête de Railway-Hill de l'autre. Le sommet de ces hauteurs s'élevait à environ 1,700 yards de la rivière, dont le cours en cet endroit est très resserré. La rive Nord présentait une pente très raide de près de 400 pieds de hauteur; le terrain s'étendant entre le sommet de cette pente et la position ennemie était très bien battu par les défenseurs de celle-ci. Pieters-Hill n'était pas aussi fortement occupé, mais nous sûmes plus tard que l'ennemi avait une forte réserve cachée dans le ravin qui sépare ce sommet de Railway-Hill. Le terrain d'approche nous était très défavorable; il n'y avait aucun chemin, et la colonne d'attaque devait gravir une pente rocheuse presque à pic pour atteindre le sommet du ravin. Toutefois, nous avions l'avantage de nos positions d'artillerie et de l'étendue de notre ligne, qui nous permettaient de battre de flanc aussi bien que de front les hauteurs occupées par l'ennemi.

A 10 h. 30 du matin, le détachement du général Barton traversa le pont de bateaux, gravit les pentes de la rive Nord de la Tugela et celles de Pieter's-Hill, sans rencontrer de résistance, grâce à l'appui des feux de l'infanterie et des mitrailleuses placées sur la rive Sud.

Au moment où il atteignit la crête, il fut accueilli par une vive fusillade partant de front du ravin, entre Pieters-Hill et Railway-Hill, et de flanc des renforts venant de Bulwana par le ravin situé plus à l'Est. Ces derniers furent, il est vrai, pris à revers par le feu de nos pièces établies à Monte-Christo, mais, par suite du retard du général Kitchener, le général Barton dut supporter seul cette sérieuse attaque pendant longtemps. Il prit d'excellentes dispositions; ses trois ba-

taillons furent très bien conduits et conservèrent vaillamment leurs positions.

La brigade Kitchener suivit le général Barton et, appuyant sur sa gauche, escalada les pentes du ravin, puis gagna la tranchée du chemin de fer. Le général Kitchener fit attaquer alors Railway-Hill par les West Yorkshire et le Royal Lancaster, mais ce dernier bataillon se dirigea sur la position principale de Terrace-Hill, qu'il apercevait sur sa gauche, et fut arrêté par le feu des tranchées situées dans la vallée. Le général Kitchener répara cette erreur en envoyant le South Lancashire dans l'intervalle ouvert entre les deux bataillons, qui réussirent ainsi à atteindre la crête de Railway-Hill.

Pendant le retard causé par cet incident, le général Barton était dans une situation critique. Mais, dès que le West Yorkshire eût occupé Railway-Hill, il réussit à déloger l'ennemi du ravin et s'empara d'un canon Maxim. En même temps, le South Lancashire se portait en avant et s'emparait des tranchées de la vallée, avec l'appui du feu de l'artillerie; il faisait quelques prisonniers et tuait beaucoup d'hommes à l'ennemi, cloué dans ses tranchées par le feu de l'artillerie.

Celui des canons de marine fut particulièrement efficace; leur tir admirable put être poursuivi, grâce à l'emploi des obus ordinaires, bien après que l'artillerie montée, utilisant des shrapnels, avait dut cesser le sien. Le lieutenant Ogilvy, du *Terrible*, continua de tirer sur les tranchées les plus importantes jusqu'à ce que notre infanterie s'en fut rapprochée de 15 yards. Il nous épargna ainsi des pertes sérieuses. Tous ceux qui suivirent ces opérations ont emporté la conviction qu'une artillerie, pour appuyer l'attaque d'une position organisée, doit disposer d'une forte proportion d'obus ordinaires.

Les tranchées de la vallée furent rapidement enlevées..... Le Royal Lancaster et le South Lancashire, appuyés par le York and Lancaster sur la droite et par la 4e brigade sur la gauche, réussirent à gagner le sommet de la hauteur : la journée fut ainsi décidée.

L'ennemi était en fuite dans toutes les directions; bien que chassé des hauteurs vers l'Ouest, il réussit cependant à entretenir un feu si violent, du terrain coupé de la vallée du Langerwacht, qu'il fut impossible de faire traverser la cavalerie et l'artillerie.

A 8 heures du soir le feu avait cessé et, le lendemain matin, l'ennemi avait disparu.

Le 28, la division Lyttelton se porta, sans trouver de résistance, le long du chemin de fer, sur la position conquise la veille; la cavalerie et l'artillerie furent également poussées en avant.

Lord Dundonnald prit la tête du mouvement; je désirais, en effet, que les troupes coloniales entrassent les premières à Ladysmith.

Il se heurta à un parti de 200 Boers près de Nelthorpe, mais

quelques shrapnels les dispersèrent, et à 6 heures il atteignait Ladysmith.

La 1re brigade de cavalerie, qui s'était portée sur la droite, sur les pentes Sud de Bulwana, rencontrait une arrière-garde ennemie avec trois canons, postée dans une forte position sur un terrain très difficile.

Le 1er mars, je me préparai à attaquer Bulwana; l'ennemi l'avait évacué dans la nuit; je gagnai Nelthorpe et entrai à Ladysmith.

Tout le pays, à 10 milles à la ronde, avait été évacué; l'ennemi avait battu en retraite hâtivement, mais il avait pu lever ses camps du 20 au 24, de sorte que toute poursuite était inutile.

Pendant ces quatorze jours, les 1re et 2e brigades de cavalerie avaient protégé nos flancs et nos derrières et leurs patrouilles s'étendaient de Greytown à Hongers-Poort et Gourton.

Ladysmith était donc débloquée. On le devait aux soldats, sur qui le danger et les fatigues n'avaient point de prise, et dont le courage, la ténacité et la résistance sont au-dessus de tout éloge.

. . . .

J'ai l'honneur, etc.

R. Buller,
général.

Ordre de bataille des troupes mises en route de Chieveley, le 14 février.

2e brigade montée (Colonel comte Dundonnald).

South African Light Horse.
Thorneycroft's mounted Infantry.

Régiment mixte.
- Compagnie d'infanterie montée du 2e bataillon du King's Royal Rifle Corps.
- Section d'infanterie montée du 2e bataillon des Royal Dublin Fusiliers.
- Détachement de police du Natal.
- Un escadron des Natal Carbineers.
- Un escadron d'Imperial Light Horse.

2e division (Major général, Hon. Lyttelton).

Troupes non embrigadées.
- Un peloton du 13e hussards.
- 17e compagnie du génie.
- 7e, 63e, 64e batteries montées.
- Colonne de munitions.

6ᵉ brigade, major général HILDYARD.	2ᵉ bataillon du West Surrey Regiment. 2ᵉ bataillon du Devonshire Regiment. 2ᵉ bataillon du West Yorkshire Regiment. 2ᵉ bataillon de l'East Surrey Regiment.
4ᵉ brigade, colonel NORCOTT.	2ᵉ bataillon des Scottish Rifles. 3ᵉ bataillon du King's Royal Rifle Corps. 1ᵉʳ bataillon de Durham Light Infantry. 1ᵉʳ bataillon de Rifle Brigade.

5ᵉ *division* (Lieutenant général sir Ch. WARREN).

Troupes non embrigadées.	Un peloton du 1ᵉʳ Royal Dragoons. 37ᵉ compagnie du génie. 23ᵉ, 73ᵉ, 78ᵉ batteries montées. Colonne de munitions.
10ᵉ brigade, major général TALBOT COKE.	2ᵉ bataillon de Sommersetshire Light Infantry. 2ᵉ bataillon du Dorsetshire Regiment. 2ᵉ bataillon du Middlesex Regiment.
11ᵉ brigade, major général WYNNE.	2ᵉ bataillon du Royal Lancaster Regiment. 1ᵉʳ bataillon du South Lancashire Regiment. Bataillon de Rifle Reserve.
6ᵉ brigade, major général BARTON.	2ᵉ bataillon des Royal Fusiliers. 2ᵉ bataillon des Royal Scots Fusiliers. 1ᵉʳ bataillon des Royal Welsh Fusiliers. 2ᵉ bataillon des Royal Irish Fusiliers.
Troupes non endivisionnées.	61ᵉ batterie montée d'obusiers. Deux canons de 5 pouces [16ᵉ compagnie d'artillerie à pied (S. D.)]. Quatre canons de 12 livres de marine. Section de télégraphistes. Colonne de munitions.

Renforts reçus après le 14 février.

17 *février*. — Deux canons de 5 pouces [16ᵉ compagnie d'artillerie à pied (S. D)].

18 *février*. — 19ᵉ batterie montée.

19 *février*. — Deux canons de 4 p. 7 de marine sur affûts de campagne.

20 *février*. — Quatre canons de 12 livres de marine; 4e batterie de montagne; détachement de pontonniers; section d'aérostiers.

22 *février*.

5e brigade... { Inniskilling Fusiliers.
Connaught Rangers.
Royal Dublin Fusiliers.
Imperial light Infantry.

1re brigade de cavalerie. { 1er Royal Dragoons.
13e hussards.
État-major et deux escadrons du 14e hussards.
Batterie à cheval « A ».

25 *février*. — Deux canons de 4 p. 7 de marine sur affûts plateformes.

26 *février*. — 1er bataillon du Border Regiment.

27 *février*. — 1er bataillon du York and Lancaster Regiment.

APPENDICE N° 22.

Suite du rapport du lieutenant général White, du 23 mars 1900 (1).

Cape-Town, 23 mars 1900.

. . . .

Le 3 novembre, quatre escadrons d'Imperial Light Horse, commandés par le major Karri Davies, envoyés en reconnaissance vers le Sud, se heurtèrent sur Lancer's Hill à un détachement ennemi, ayant un canon, et demandèrent des renforts pour pouvoir le repousser. La brigade de cavalerie (5e Dragoon Guards, 18e et 19e hussards), accompagnée de la 21e batterie montée, sous le commandement du général Brocklehurst, fut envoyée à leur aide par la Long-Valley. Le 19e hussards s'empara de la crête de Rifleman's-Ridge, et essaya de tourner l'ennemi par sa gauche, tandis que le 18e hussards restait en couverture en arrière à droite. Deux compagnies d'infanterie vinrent du camp de Cœsar occuper Wagon-Hill, et une compagnie d'infanterie montée s'établit sur Mounted Infantry-Hill pour les couvrir en arrière à gauche. Le 5e Dragoon Guards et la 21e batterie montée se portèrent en avant par la Long-Valley. Pendant ce temps, deux des escadrons d'Imperial Light Horse se maintenaient sur Middle-Hill et les deux autres tenaient tête à l'ennemi devant Lancer's-Hill. Les premiers avaient devant eux un détachement important de l'ennemi venant de l'Est. La 21e batterie ouvrit le feu contre Lancer's-Hill et réduisit rapidement au silence le canon boer. Croyant que l'ennemi évacuait la hauteur, l'Imperial Light Horse fit une tentative, très brave, mais un peu prématurée, pour l'occuper; il ne réussit qu'à prendre pied sur un point sans pouvoir progresser davantage. Sur ces entrefaites, j'avais envoyé au général Brocklehurst, pour couvrir sa retraite en cas de besoin, les Natal Mounted Volunteers, les 42e et 53e batteries montées. Le général renforça l'Imperial Light Horse par les Natal Mounted Volunteers et fit prendre position aux deux batteries dans la Long-Valley. Mais il constatait bientôt que les forces de l'ennemi s'accroissaient et qu'il ne pourrait pousser plus loin sa reconnaissance sans éprouver de grosses pertes,

---

(1) La première partie de ce rapport, qui concerne les premières opérations dans le haut Natal, a été donnée dans l'appendice n° 12 (voir *Revue militaire des Armées étrangères*, janvier 1902).

et se décidait à la retraite. Sous le couvert d'un escadron du 5e Dragoon Guards, pied à terre, et de l'artillerie, les troupes furent retirées de Lancer's-Hill, et se replièrent lentement sur le camp. Nous avions eu 2 officiers et 2 hommes de troupe tués, 3 officiers et 23 hommes de troupe blessés, 1 homme disparu. Les pertes de l'ennemi paraissent avoir été élevées, surtout celles dues au feu de notre artillerie.

Dans l'après-midi, les Boers firent mine d'attaquer Devonshire-Post, que nous renforçâmes, mais l'affaire ne fut pas sérieuse et ils furent facilement repoussés. Pendant cette journée le bombardement fut violent; beaucoup d'obus tombaient dans Ladysmith, en particulier dans le voisinage des hôpitaux, installés dans des églises et des bâtiments publics au centre de la ville. Dans la soirée, une députation des habitants vint me demander l'autorisation de partir et de traverser les lignes ennemies. Le médecin en chef, considérant le danger que ce bombardement faisait courir aux malades et blessés, insista pour qu'un arrangement avec l'ennemi permît de placer les hôpitaux en dehors de la ville. En conséquence, je fis partir le lendemain matin un parlementaire, le major Bateron, du corps de santé, avec une lettre adressée au général Joubert. Je demandais, au nom de l'humanité, cette faveur pour les malades, les blessés et les non combattants. Le général Joubert me permit de transporter les hôpitaux à 4 milles de Ladysmith, près du chemin de fer et du confluent de l'Intombi-Spruit. Il refusa de laisser partir les habitants, mais leur permit de se rendre au camp de l'Intombi. Les vivres et les objets nécessaires à la population y étaient envoyés chaque jour de Ladysmith par un train couvert par le drapeau des parlementaires. Le même jour le général Joubert renvoyait à Ladysmith 6 médecins, 10 chirurgiens auxiliaires, 98 blessés et un certain nombre d'infirmiers de l'hôpital hindou. Tout ce personnel avait été pris à Dundee. Dans la nuit du 4 novembre il y eut une menace d'attaque contre le camp de Cœsar, mais ce ne fut pas sérieux. Nos premières communications par pigeons voyageurs furent expédiées sur Durban le même jour.

Le lendemain était un dimanche. Au cours du siège le repos dominical fut observé de part et d'autre, et les hostilités chômèrent généralement. On en profita pour envoyer au camp de l'Intombi-Spruit nos malades et blessés, et tous les habitants qui consentirent à s'y rendre.

Les défenses de Ladysmith furent réparties, pour le commandement, en quatre secteurs, A, B, C et D. Le secteur A, commandé par le colonel W. G. Knox, partait du Devonshire-Post et s'étendait jusqu'au point où le chemin de Newcastle passe entre Junction-Hill et Gordon-Hill. Le secteur B (major-général F. Howard), comprenait le terrain depuis Gordon-Hill jusqu'au Flagstaff-Spruit. Le secteur C (colonel Ian

Hamilton), depuis le Flagstaff-Spruit jusqu'à l'extrémité orientale du camp de Cœsar. Le secteur D (colonel Royston, commandant des Natal Mounted Volunteers), comprenait le terrain couvert de broussailles au Nord du camp de Cœsar et des prairies de la Klip-River. Les troupes étaient réparties entre les secteurs et la réserve générale; des modifications à cette répartition furent apportées de temps en temps, suivant les besoins.

Le 6 novembre, le sous-lieutenant Hooper, du 5e Lanciers, réussit à entrer à Ladysmith, apportant des dépêches. Arrivé trop tard au Natal pour rejoindre son régiment avant l'investissement, il traversa de nuit et à pied les lignes ennemies, accompagné seulement d'un Cafre qui lui servit de guide. A la même date, tous les vivres des magasins et entrepôts privés furent réquisitionnés, et tous les habitants reçurent des rations gratuitement ou contre remboursement, suivant leurs ressources.

Le 7, le camp de Cœsar fut en butte à un feu violent d'artillerie et de mousqueterie à longue portée. Bien qu'il ne se produisît aucune attaque, je jugeai utile de faire renforcer ce point par l'Imperial Light Horse; en outre, la 42e batterie montée fut mise en position sur le plateau; pendant la nuit ses chevaux furent ramenés au camp. Un certain nombre d'indigènes hindous furent renvoyés à Ladysmith par les Boers.

Le 8, un canon de 6 pouces ouvrit le feu du sommet de Bulwana-Mountain. Pendant tout le siège, son tir fut très gênant pour la défense. Le même jour, un grand nombre de réfugiés anglais et hindous, venant de Dundee, furent envoyés à Ladysmith par les Boers. Je les fis placer au camp d'Intombi.

Le 9 novembre, dès la pointe du jour, l'artillerie ennemie commença un bombardement général, ouvrant le feu avec de nouvelles pièces dont il était très difficile de déterminer l'emplacement. Il se produisit ensuite un mouvement général et une vive fusillade dans les directions du camp de Cœsar, de la région broussailleuse au Nord, de Devonshire-Post et d'Observation-Hill. L'excellente attitude de nos troupes empêcha l'ennemi de s'approcher, et le combat fut terminé vers midi, excepté devant le camp de Cœsar, où il dura jusqu'à la nuit et où le bataillon du Manchester Regiment se distingua particulièrement..... Nos pertes s'élevaient à 4 hommes tués, 4 officiers et 23 hommes blessés. Il est difficile d'estimer celles des Boers, mais il est certain qu'elles furent plus considérables que les nôtres.

Du 10 au 13 novembre, il ne se produisit rien d'important; le feu de l'ennemi fut moins violent que d'habitude. Un déserteur irlandais appartenant aux troupes boers se rendit à nous le 12 novembre. Par lui nous apprîmes que le total de celles qui nous investissaient s'élevait

à 25,000 hommes environ, que l'ennemi installait de nouveaux canons, et qu'il en attendait d'autres. Le 14 novembre, je portai le général Brocklehurst, avec deux régiments de cavalerie, deux batteries d'artillerie, des détachements de l'Imperial Light Horse et des Natal Mounted Volunteers, au delà de la Klip-River, dans le but d'opérer sur l'un ou l'autre flanc de la hauteur de Rifleman's-Ridge, en terrain plus découvert, et de reconnaître la force de l'ennemi, en essayant de s'emparer de l'un des convois que nous avions vu passer récemment à quelques milles de distance. Les Natal Mounted Volunteers et l'Imperial Light Horse enlevèrent Star-Hill, mais le général Brocklehurst se contenta de canonner Rifleman's-Ridge, jugeant cette hauteur trop fortement occupée pour qu'il pût se hasarder à la laisser sur ses derrières, et estimant qu'elle coûterait trop cher à enlever. Il rentra ensuite au camp. Le soir, les Boers commencèrent à bombarder la ville et les camps par des tirs de nuit, durant quelques minutes, vers minuit. Ils continuèrent pendant une semaine, puis cessèrent.

Jusqu'au 19 novembre, rien de remarquable ne se produisit. Ce jour-là, les Boers envoyèrent au camp d'Intombi six hommes du 2e bataillon des Royal Dublin Fusiliers, blessés lors de l'attaque d'un train blindé près de Colenso, le 15 novembre.

Le 20 novembre, nous eûmes un nombre d'hommes atteints par le feu de l'artillerie plus considérable que d'habitude, surtout au 18e hussards et aux Gordon Highlanders.

Le lendemain, je reçus une lettre du général Burger, qui se plaignait que nous eussions envoyé un train au camp d'Intombi pendant la nuit, contrairement à notre accord passé avec le général Joubert ; cette plainte ne présentait aucun fondement. Il demandait en outre pourquoi nous avions un drapeau blanc sur l'Hôtel de ville, alors que notre hôpital était à Intombi. Je répondis que jamais les trains ne s'étaient rendus pendant la nuit au camp d'Intombi et j'expliquai que l'Hôtel de ville servait pour nos malades et nos blessés légers qu'il n'y avait pas lieu de transporter à Intombi. Avant que ma réponse lui fût parvenue, l'artillerie boer dirigea son feu sur l'Hôtel de ville, qui reçut plusieurs projectiles.

Le 23 novembre, l'ennemi envoya à Ladysmith 230 Indiens hindous, sous le couvert du drapeau blanc. Son intention de nous affamer, en nous surchargeant de bouches inutiles, devenait évidente. En conséquence, je refusai de les recevoir et demandai qu'ils fussent envoyés à nos troupes au Sud de la Tugela. Cette façon de faire fut finalement adoptée...... Le soir du même jour, on essaya de faire dérailler la seule locomotive dont l'ennemi disposait sur la ligne de Harrismith. Dans ce but, on y lança une vieille locomotive à toute vitesse, après avoir ouvert le robinet de [illegible]. Mais les Boers avaient

protégés contre cette éventualité en enlevant une traverse de notre côté, près du terminus de leur exploitation, de sorte que notre machine dérailla. L'ennemi craignait sans doute qu'elle ne portât des explosifs, car il ne s'en approcha le lendemain matin qu'après l'avoir percée d'un certain nombre de projectiles d'artillerie.

Le 24 novembre, nous eûmes le malheur de perdre 228 bœufs, pris par l'ennemi. A cause de la sécheresse, les pâturages étaient devenus insuffisants dans l'intérieur des lignes et nous devions envoyer nos troupeaux dans un rentrant de notre front en dehors de nos retranchements. Par suite de la négligence des conducteurs civils, nos bœufs s'écartèrent trop loin et les Boers commencèrent à tirer des obus pour les écarter davantage. Ils réussirent, pendant que les bergers cafres s'enfuyaient pour gagner un abri. Dès que cela fut connu, on envoya la compagnie d'infanterie montée du 1er bataillon du Leicestershire Regiment pour essayer de ramener notre bétail, mais il était trop tard et elle ne réussit, en s'exposant à la fusillade de l'ennemi, qu'à en recouvrer une partie; l'ennemi put s'emparer de 228 têtes.

A part le bombardement journalier, rien d'important ne se produisit jusqu'au 27 novembre, date à laquelle l'ennemi démasqua un nouveau canon de 6 pouces et se montra en forces plus considérables dans le voisinage immédiat de nos lignes. Nous crûmes à une attaque prochaine de nos positions, mais nous apprîmes le lendemain le combat livré par le général Hildyard sur la Mooi-River et la retraite des Boers au Nord de la Tugela, qui en fut la conséquence. Cela nous expliqua l'accroissement des forces ennemies autour de Ladysmith.

Le 28 novembre, deux obusiers de 6 p. 3 furent mis en position sur les pentes arrière de Wagon-Hill et un canon de 12 livres de marine au camp de Cœsar. Ces pièces ouvrirent le feu le lendemain et firent échec au canon installé sur Middle-Hill, que l'ennemi dut retirer quelques jours après. Je préparais une attaque contre Rifleman's-Ridge pour la nuit du 29 novembre, mais je dus y renoncer parce que l'ennemi renforça cette position ce soir-là. Il n'y a pour moi aucun doute que mon projet fut connu de lui; pendant toute la durée du siège, nous fûmes très gênés par cette circonstance que tous les mouvements de troupes ou les dispositions préparatoires lui étaient aussitôt communiqués. Malheureusement, je n'ai jamais pu découvrir ses espions. Je fis renvoyer ou enfermer toutes les personnes que je pouvais avoir lieu de soupçonner, mais sans aucun résultat.

Deux civils, qui s'étaient offerts pour tenter de faire sauter le pont du chemin de fer de la Sunday's-River, partirent pour cette expédition le 29 novembre et rentrèrent le 1er décembre. Ils réussirent à atteindre le pont et à placer les charges d'explosifs, mais ne surent pas se servir convenablement des fusées, de sorte qu'une seule fonctionna.

Le 29 novembre, nous observâmes des signaux projetés sur les nuages et correspondîmes par ce moyen avec Estcourt. Dans la suite, nous pûmes utiliser facilement ce moyen sans être capable, de notre côté, de répondre par le même procédé.

Le 30 novembre, le bombardement fut très violent; un nouveau canon de 6 pouces ouvrit le feu de Gun-Hill et fit beaucoup de mal. En particulier, un obus tomba sur l'Hôtel de ville, que nous avions continué à utiliser comme hôpital, et tua ou blessa dix personnes. Ce bombardement continua dans les journées des 1er et 2 décembre, mais sans causer des pertes aussi sérieuses. A la dernière de ces dates, la communication optique avec Weenen fut rétablie après avoir subi une interruption de longue durée.

Le 3 décembre, le général Joubert m'écrivit que l'on faisait un usage irrégulier du camp d'Intombi et proposa de le supprimer. Je lui répondis et réfutai les points litigieux, de sorte qu'il n'insista plus pour la suppression du camp.

Le 5 décembre, à 1 h. 30 du matin, deux compagnies du 2e bataillon de la Rifle Brigade firent une sortie pour surprendre la ferme de Thorn-Hill, que l'ennemi faisait habituellement occuper la nuit par un poste. L'entreprise fut bien conduite; malheureusement, la ferme n'était pas occupée par l'ennemi.

Dans la nuit du 7 décembre, le général Hunter fit une sortie dans le but de détruire les canons que les Boers avaient sur Gun-Hill et qui nous gênaient beaucoup. Il disposait de 500 volontaires du Natal, de 100 hommes de l'Imperial Light Horse, de 18 hommes du corps des guides, commandés par le major Henderson, du service des renseignements, chargé de conduire la colonne, de 4 sapeurs et de 10 artilleurs porteurs d'explosifs et de marteaux pour détruire les pièces. Les dispositions prises par sir Hunter étaient excellentes, et il fut parfaitement secondé par son petit détachement. On prit Gun-Hill et on détruisit un canon de 6 pouces du Creusot, un obusier de 4 p. 7; on rapporta au camp un canon Maxim. Nous n'eûmes qu'un officier et sept hommes blessés. J'estime que la conduite du général Hunter a été très remarquable dans cette circonstance.....

Pendant la même nuit, trois compagnies du 1er bataillon du Liverpool Regiment, commandées par le lieutenant-colonel Mellor, s'emparèrent de Limit-Hill. A travers la trouée ainsi créée dans la ligne d'avant-postes de l'ennemi, un escadron du 19e hussards pénétra à quatre milles vers le Nord, détruisant la ligne télégraphique et brûlant divers enclos et abris. Nous n'éprouvâmes aucune perte dans cette affaire. En même temps, cinq compagnies du 1er bataillon du Leicestershire Regiment, commandées par le lieutenant-colonel Carleton, se portèrent aux fermes d'Hyde et de Mac Pherson, que

l'ennemi occupait habituellement pendant la nuit, mais qu'il avait évacuées.

Le peu de résistance que nous avions rencontré dans ces affaires de la nuit du 7 au 8 décembre venait probablement de ce que les Boers avaient retiré une partie de leurs troupes de la ligne Nord pour renforcer le corps de la Tugela devant sir Redvers Buller. Cette situation étant de nature à permettre à ma cavalerie de s'avancer assez loin vers le Nord pour détruire la voie ferrée, je fis sortir de grand matin le général Brocklehurst, avec le 5e lanciers, le 5e Dragoon Guards, le 18e hussards et la 53e batterie montée, dans la direction de la route de Newcastle, pour prendre le contact et reconnaître la force, les dispositions de l'ennemi. La reconnaissance fut exécutée très hardiment par le 5e lanciers et le 18e hussards, pendant que le 5e Dragoon Guards restait en réserve. On constata cependant la présence de l'ennemi en force considérable. Renseigné sur ce point, je donnai l'ordre au général Brocklehurst de se retirer. Le résultat de ces diverses opérations se fit immédiatement sentir et, le lendemain, 2,000 Boers furent rappelés de la Tugela.

Le 10 décembre, le lieutenant-colonel Metcalfe, commandant le 2e bataillon de la Rifle Brigade, s'offrit pour exécuter une attaque de nuit contre un obusier de 4 p. 7, placé sur Surprise-Hill. L'entreprise était très risquée, car, pour atteindre Surprise-Hill, il fallait passer entre Thorn-Hill et Wells-Kopje, que l'ennemi occupait également. Le lieutenant-colonel Metcalfe partit vers 10 heures du soir avec 12 officiers, 488 hommes de son bataillon et un détachement du génie. Il réussit à surprendre complètement l'ennemi, à s'approcher jusqu'à quatre ou cinq mètres de la crête sans être découvert et à détruire la pièce. Mais la retraite fut difficile, les Boers descendant de Thorn-Hill et de Wells-Kopje pour lui barrer le chemin. Le lieutenant-colonel Metcalfe fit mettre la baïonnette au canon et les compagnies, enlevées par leurs chefs, se frayèrent un chemin jusqu'à la voie ferrée, où un détachement laissé en repli les recueillit. Nos baïonnettes firent des ravages dans les rangs de l'ennemi, dont les pertes doivent avoir été élevées. Les nôtres s'élevaient à 1 officier et 16 hommes tués, 3 officiers et 37 hommes blessés, 6 hommes disparus.....

Je m'occupai ensuite de préparer une colonne volante chargée de collaborer à l'attaque qu'allait tenter sir R. Buller sur la Tugela. Ces dispositions, ainsi que le déplacement d'un canon de 4 p. 7 et d'un de 12 livres de marine, furent terminés le 15 décembre. Sur ces entrefaites, l'ennemi avait transporté son canon de 6 pouces de Middle-Hill à Telegraph-Hill. Le 12 décembre, je plaçai les obusiers de 6 p. 3 près de Ration-Post pour le contre-battre.

Pendant plusieurs jours, on entendit le bruit du canon de sir

R. Buller dans la direction de Colenso, et la canonnade fut particulièrement violente le 15 décembre. Le 16, sir R. Buller me télégraphiait qu'il avait échoué la veille dans son attaque contre Colenso. Bien que cette nouvelle fît évanouir l'espoir d'une prompte délivrance sur laquelle nous avions compté, elle fut cependant reçue par la troupe et la population sans aucun sentiment de découragement; on se prépara joyeusement à attendre que les renforts nécessaires pussent arriver. Jusqu'à la fin de l'année, aucun événement important ne se produisit. Le jour de Noël, nous reçûmes un télégramme de Sa Majesté, qui fut accueilli avec reconnaissance par la garnison. D'habitude, bien peu des obus qui tombaient dans nos camps y produisaient de sérieux dommages; cependant, le 18 décembre, l'un d'eux tua ou blessa 10 hommes et 12 chevaux des Natal Volonteers; un autre, le 22 décembre, tua 8 hommes et en blessa 9 dans le Gloucestershire Regiment; le même jour, un seul obus blessa 5 officiers et 1 sergent-major du 5e lanciers; le 27 décembre, un autre obus tua 1 officier du Devonshire Regiment et blessa 8 officiers et 1 homme du même corps. Pendant cette période, l'ennemi renouvela ses plaintes relatives au camp d'Intombi. D'accord avec le général Burger, le général Hunter fut dépêché pour faire une enquête. On trouva quelques irrégularités sans importance et l'on envoya une copie du rapport du général Hunter au général Burger, qui se convainquit que ses plaintes étaient dénuées de fondement.

A la fin de l'année, mon principal sujet d'inquiétude était l'augmentation sérieuse et continue du nombre des malades. Il était de 475 le 30 novembre et s'était élevé à 874 le 15 décembre, à 1558 dans les derniers jours du mois. C'étaient surtout la fièvre entérique et la dysenterie qui faisaient ces ravages; nous comptions, le 31 décembre, 452 cas de la première maladie et 376 de la seconde, parmi les malades en traitement.

Les Boers commencèrent la nouvelle année par un feu violent ouvert à minuit. Cependant, en dehors du bombardement journalier, rien de particulier n'est à signaler jusqu'au 5 janvier. A cette date, nous réussîmes à atteindre, par un tir indirect, deux camps ennemis, dont l'un se trouvait derrière Wells-Kopje et l'autre près de Table-Hill, sur le plateau de Colenso. En ce qui concerne ce dernier, le feu fut sans doute peu efficace, en raison de l'extrême portée et des difficultés d'observation dues au mauvais emplacement du poste chargé de ce service. Nous sûmes plus tard, par les Boers eux-mêmes, que le tir contre le camp de Wells-Kopje avait été très efficace, que nos obus avaient causé la panique parmi les chevaux et forcé l'ennemi à chercher un abri.

Le 6 janvier, l'adversaire fit une très vigoureuse tentative, qui échoua heureusement, pour enlever d'assaut Ladysmith. Nous fûmes attaqués

plus ou moins violemment sur tout le front, mais l'effort principal porta contre le camp de Cœsar et Wagon-Hill. Dans la nuit du 5 au 6, le camp était occupé par sa garnison habituelle, savoir : le 1er bataillon du Manchester Regiment, la 42e batterie montée, un détachement de marins avec un canon de 12 livres et un détachement de Natal Naval Volunteers. A Wagon-Hill, nous avions trois compagnies du 1er bataillon du King's Royal Rifle Corps et un escadron d'Imperial Light Horse. En outre, un détachement de Natal Naval Volunteers, avec un canon Hotchkiss de 3 livres, y avait été envoyé dans la soirée du 5, et deux canons de marine, un de 4 p. 7, l'autre de 12 livres, devaient y être transportés pendant la nuit. Ces canons étaient accompagnés de détachements de marine, de corvées du génie et des Gordon Highlanders, qui se trouvaient à Wagon-Hill au moment où l'attaque se produisit, le 6 janvier, vers 2 h. 30 du matin. Celle-ci fut d'abord dirigée contre le centre de la face Sud de Wagon-Hill et s'étala ensuite à l'Est et à l'Ouest. Elle fut reçue par l'escadron d'Imperial Light Horse, du lieutenant Mathias, et par le détachement de volontaires servant le canon Hotchkiss : ils défendirent courageusement leurs positions et tinrent en échec jusqu'au jour les Boers, qui avaient réussi à prendre pied sur la hauteur, à quelques mètres d'eux. L'extrémité sud-occidentale était également tenue par un petit détachement de marins, de soldats du génie et des Gordon Highlanders, commandés par le lieutenant Digby Jones, du génie. Le reste de la hauteur était défendu par les compagnies du 1er bataillon du King's Royal Rifle Corps. Un peu après 3 heures du matin, l'attaque s'accentua contre l'extrémité sud-orientale du camp de Cœsar, occupée par le 1er bataillon du Manchester Regiment, et contre les fourrés d'arbustes épineux s'étendant entre la hauteur et la Klip-River, où se trouvaient les Natal Mounted Volunteers. Dès que je fus prévenu, je dirigeai l'Imperial Light Horse sur Wagon-Hill et les Gordon Highlanders sur le camp de Cœsar. Peu après, quatre compagnies du 1er bataillon du King's Royal Rifle Corps et quatre compagnies du 2e bataillon reçurent l'ordre de se porter sur Wagon-Hill, tandis que le 2e bataillon de la Rifle Brigade était dirigé sur le camp de Cœsar. Ce secteur était commandé par le colonel Ian Hamilton. Il s'était porté à Wagon-Hill, qu'il jugeait le plus menacé, et y arrivait à l'aube avec une compagnie du 2e bataillon des Gordon Highlanders. Comme la nature du combat rendait impossible la tâche d'un officier chargé de diriger la lutte sur les deux hauteurs à la fois, je prescrivis au colonel Ian Hamilton de consacrer son attention sur Wagon-Hill et confiai la défense du camp de Cœsar au lieutenant-colonel Curran, du 1er bataillon du Manchester Regiment, qui y avait séjourné depuis le commencement du siège et connaissait particulièrement bien le terrain. Je donnai l'ordre à

la batterie montée du major Blewwitz, escortée par le 5e Dragoon Guards, de se porter par Range-Post, pour empêcher les renforts de l'ennemi de lui parvenir par l'Ouest. J'envoyai au colonel Royston, commandant les Natal Mounted Volunteers, la batterie montée du major Abdy, avec mission de s'établir dans la vallée de la Klip-River et de tirer sur la corne sud-orientale du camp de Cœsar, où l'ennemi avait pris pied.

L'Imperial Light Horse atteignit Wagon-Hill à 5 h. 10 du matin et fut aussitôt engagé. Il poussa en avant sur la crête dont l'ennemi tenait le rebord oriental et apporta ainsi un précieux secours à la petite garnison; mais il fut lui-même très éprouvé. La compagnie du 2e bataillon des Gordon Highlanders, venue avec le colonel Hamilton, fut dirigée par les pentes occidentales sur l'extrémité Sud-Ouest de la hauteur, pour essayer de déborder l'ennemi. Elle n'y put réussir et fut arrêtée par le feu des Boers qui occupaient la hauteur de Mounted Infantry-Hill et tous les couverts de la vallée de Bester. A 7 heures du matin, les huit compagnies des 1er et 2e bataillons du King's Royal Rifle Corps arrivèrent et, à 8 heures, l'une d'elles, bientôt suivie d'une autre, vint renforcer l'extrémité Sud-Ouest de la hauteur, sans pouvoir, sous la pluie de balles et d'éclats d'obus, gagner du terrain vers la crête principale. Pendant ce temps, les 21e et 42e batteries montées et le canon de 12 livres de marine, placés au camp de Cœsar, tiraient contre Mounted Infantry-Hill et contre le terrain couvert de broussailles qui s'étend de part et d'autre de cette hauteur. Elles rendirent de grands services en diminuant la violence du feu de l'ennemi. Le colonel Hamilton, estimant que le seul moyen de chasser les tirailleurs ennemis établis sur la crête orientale de Wagon-Hill, à quelques mètres de nous, était de prononcer une attaque soudaine dans la plaine, chargea le major Campbell de faire ce mouvement avec une compagnie du 2e bataillon du King's Royal Rifle Corps. Il échoua complètement; le lieutenant Tod, qui commandait le détachement, fut tué et nos hommes durent refluer jusqu'aux rochers d'où ils étaient partis. Le combat resta stationnaire et indécis. A 10 heures, je portai le 5e lanciers au camp de Cœsar et le 18e hussards à Wagon-Hill; deux escadrons du 19e hussards avaient déjà été placés près de Maiden-Castle pour parer à un mouvement tournant de l'ennemi par l'Ouest.

Pendant quelque temps, le combat diminua d'intensité, et les Boers abandonnèrent peu à peu la crête, à l'exception d'un seul point où le terrain leur offrait un excellent couvert avec un bon champ de tir en avant d'eux. Cependant, vers 1 heure, une nouvelle attaque se produisit brusquement contre l'extrémité Sud-Ouest de la hauteur; nos troupes durent céder devant la violence du feu et chercher abri sur les pentes opposées. Heureusement, les Boers n'occupèrent pas immédiatement la

crête et nos officiers purent rallier leur troupe. En même temps, le major Knox, commandant le 18e hussards, portait en avant une partie de son régiment, resté jusqu'alors en réserve, pied à terre.

Le sommet fut réoccupé au moment même où y arrivaient trois des premiers Boers qui furent tués.....

A 3 h. 30 éclata une violente bourrasque mêlée de pluie qui dura trois heures. Pendant ce temps, le 5e Dragoon Guards, le 5e lanciers, un escadron et demi du 19e hussards, pied à terre, vinrent renforcer la garnison de Wagon-Hill. Vers 4 h. 45 du soir, au moment où la tempête faisait rage, les troupes qui occupaient la partie sud-occidentale de la hauteur, furent de nouveau chassées de leurs positions, mais parvinrent, après avoir été ralliées, à les réoccuper.....

A 5 heures du soir, le lieutenant-colonel Park arrivait à Wagon-Hill avec trois compagnies du 1er bataillon du Devonshire Regiment, que j'envoyai comme renforts, et reçut immédiatement l'ordre de chasser l'ennemi de la crête, en l'attaquant à la baïonnette. Les Devonshire poussèrent en avant et gagnèrent une position abritée à 50 yards de l'ennemi. Après un feu rapide, les Devonshire, ne mentant pas à leur réputation, gagnèrent du terrain de point en point et chassèrent l'ennemi, non seulement du plateau, mais aussi des pentes inférieures et des dongas qui entourent la hauteur. Le lieutenant-colonel Park, seul des cinq officiers qui prirent part à cette attaque, fut épargné par les balles. Les Devonshire avaient perdu 28 p. 100 de leur effectif et n'avaient tiré que douze cartouches par homme.....

J'ai déjà dit que vers 3 heures du matin, l'extrémité sud-orientale du camp de Cœsar avait été également attaquée, ainsi que les postes de Volontaires du Natal qui occupaient les fourrés d'arbustes épineux au Nord de cette hauteur. Pendant l'obscurité, l'ennemi avait réussi à s'emparer d'une partie de la hauteur dans des circonstances qui n'ont pu être éclaircies, presque tous les défenseurs ayant été tués. On croit, cependant, qu'utilisant leur similitude d'habillement avec les Volontaires du Natal et leur connaissance de la langue anglaise, les Boers trompèrent les postes sur leur identité et réussirent à les surprendre. Ainsi qu'il a déjà été dit, j'envoyai au colonel Royston, commandant les Volontaires du Natal, la 53e batterie montée. Ses pièces, mises en position dans la vallée de la Klip-River, tirèrent sur l'extrémité sud-orientale du camp de Cœsar, et produisirent des effets sérieux, bien qu'elles fussent en butte au feu de plusieurs canons boers, en particulier à celui du canon de 6 pouces du Creusot, établi sur Bulwana-Mountain. Le 2e bataillon des Gordon Highlanders et le 2e bataillon de la Rifle Brigade, envoyés au lieutenant-colonel Curran qui avait le commandement au camp de Cœsar, furent successivement mises en ligne, compagnie par compagnie, suivant les besoins. Peu à peu les Boers furent

rejetés de la crête, mais s'accrochèrent aux pentes, grâce aux renforts qu'ils recevaient, à l'appui résultant de l'occupation des dongas de la plaine et des hauteurs voisines, ainsi qu'à celui de leur artillerie tirant à grande distance sur le plateau. Enfin, après quinze heures de résistance obstinée de la part de nos hommes et d'efforts continuels de la part des Boers, ils furent repoussés de tous les points, pendant que sévissait la tempête au cours de laquelle Wagon-Hill avait été également reconquis. Leur retraite fut activée par un feu violent.

Une autre attaque avait eu lieu le même jour, avant l'aube, contre Observation-Hill-West, qu'occupait la moitié du 1er bataillon du Devonshire Regiment (major Curry). L'ennemi réussissait à occuper le terrain en angle mort près de nos ouvrages, à la faveur de l'obscurité ; puis, appuyé par le feu de ses fractions, par celui de son artillerie et des détachements postés sur les hauteurs voisines, il prononçait, vers 9 h. 30 du matin, un violent assaut, qu'il réitérait un peu plus tard. Ces deux tentatives étaient repoussées sans grandes difficultés par les Devonshire et par l'artillerie du secteur. Toutefois l'ennemi se maintint dans l'angle mort et ne se retira que pendant la tempête de l'après-midi. Les défenses du reste du secteur *B* et du secteur *A* furent en butte à un feu violent de mousqueterie et d'artillerie, mais l'ennemi ne prononça sur ces points aucune tentative d'assaut.

Je dois ajouter que nos pertes furent très fortes ; elles s'élevaient à 14 officiers et 135 hommes de troupe tués, 31 officiers et 244 hommes blessés. Je n'ai pu connaître les pertes des Boers, mais nous trouvâmes 79 de leurs morts dans nos lignes et nous les leur rendîmes. D'après les renseignements d'espions indigènes, leurs pertes totales dépasseraient 700 hommes.

. . . .

Jusqu'à la fin du siège, aucune nouvelle tentative pour emporter d'assaut Ladysmith ne fut faite par les Boers, dont l'attention fut absorbée par les attaques répétées de sir R. Buller sur la Tugela. Toutefois la ville et nos camps furent exposés chaque jour au bombardement de l'artillerie ; des escarmouches continuelles entre nos avant-postes et ceux de l'ennemi nous causèrent continuellement des pertes légères, il est vrai. Pendant cette période, je dois signaler seulement une expédition nocturne conduite par le sous-lieutenant Théobald, avec 15 hommes du 1er bataillon du Gloucestershire Regiment. Le but était d'incendier des abatis construits par les Boers au pied de Gun-Hill. Il fut obtenu d'une façon qui fait honneur au jeune officier chargé de la conduite de l'opération, sans que nous eussions à déplorer de pertes. Les Boers tirèrent dans l'obscurité pendant longtemps.

Le 1er mars, je fis sortir le colonel Knox avec le 1er bataillon du

crête et nos officiers purent rallier leur tr[illegible] régiment,
major Knox, commandant le 18e hussard[illegible] ssards, les 53e
de son régiment, resté jusqu'alors en rése[illegible] par la route

Le sommet fut réoccupé au moment [illegible] battre en retraite
premiers Boers qui furent tués..... [illegible] emporta Long-Hill

A 3 h. 30 éclata une violente bourra[illegible] Spruit et le camp
trois heures. Pendant ce temps, le 5e li[illegible] anner. Les hommes
un escadron et demi du 19e hussards, [illegible] des mouvements
garnison de Wagon-Hill. Vers 4 h. [illegible] rentrer après avoir
tempête faisait rage, les troupes qui [illegible] de deux officiers
tale de la hauteur, furent de nouveau [illegible]
parvinrent, après avoir été ralliées, [illegible] rier dans Ladysmith

A 5 heures du soir, le lieutenant-[illegible] 1er mars sir R. Buller
avec trois compagnies du 1er batail[illegible]
j'envoyai comme renforts, et reçu[illegible] utter contre la maladie
l'ennemi de la crête, en l'attaqu[illegible] ennemis furent la fièvre
poussèrent en avant et gagnère[illegible] ui fit de grands ravages
l'ennemi. Après un feu rapide, [illegible] 1899 au 28 février 1900.
réputation, gagnèrent du terr[illegible] maladie. Les médecins, les
l'ennemi, non seulement du pl[illegible] qui se joignirent à elles,
et des dongas qui entourent la [illegible] contre le fléau, dans les
seul des cinq officiers qui prire[illegible] de l'insuffisance de leur
les balles. Les Devonshire avai[illegible] icaments et de nourriture
n'avaient tiré que douze carto[illegible]

J'ai déjà dit que vers 3 heu[illegible] surveillance et la recherche
camp de Cœsar avait été éga[illegible] seul fait qu'on eut à nourrir
Volontaires du Natal qui occu[illegible] que ce service fonctionna
Nord de cette hauteur. Pen[illegible] du colonel Ward, mon sous-
s'emparer d'une partie de la [illegible] au moment de la délivrance,
pu être éclaircies, presque [illegible] ectif élevé pendant trente
cependant, qu'utilisant leur [illegible]
du Natal et leur connaissa[illegible] préoccuper d'augmenter les
pèrent les postes sur leur [illegible] nna un moulin, d'abord,
qu'il a déjà été dit, j'envoy[illegible] sous la surveillance mili-
Volontaires du Natal, la 53e [illegible]
tion dans la vallée de la Klip[illegible] rent rares, on dut manger
tale du camp de Cœsar, et p[illegible] r. La viande en fut utilisée
fussent en butte au feu d[illegible] rses.....
celui du canon de 6 pouces [illegible] rique et de la dysenterie
Le 2e bataillon des Gordon [illegible] les vaches laitières furent
Brigade, envoyés au lieuten[illegible] contrôlé par les médecins
ment au camp de Cœsar, fu[illegible]
gnie par compagnie, suivan[illegible] assurée par l'Army Service

...habitants fut organisée pour assurer les dis-

...Ladysmith, les réservoirs avaient été détruits ...vit de l'eau de la Klip-River. On organisa un ...feld, qui rendit des services tant qu'on eut de ...ent où l'on manqua de cette denrée, les dépôts ...tres inutilisables. On construisit alors, avec des ...s appareils à condensation. On utilisa en outre ...était clarifiée par son passage sur de la cendre de ...ant qu'il ne fît pas trop chaud, fournir au moins ...filtrée ou de condensation par jour.....

...réduire le nombre des estafettes employées au service ..., un service postal fut organisé et desservait tous ...camp et la ville.

...la pénurie de fourrages, on organisa un corps de four... de réfugiés hindous et cafres, qui put ramasser du ...conditions souvent difficiles.

. . . .

...longue liste d'officiers et d'hommes de troupe signalés pour ...conduite.)

. . . .

...r, etc.....

G. White, *lieutenant général.*

Ancien commandant de la garnison de Ladysmith.

NOUVELLES MILITAIRES

AUTRICHE-HONGRIE.

Projet de chemins de fer en Bosnie-Herzégovine. — Dans le courant du mois de juin 1902, les parlements autrichien et hongrois ont adopté définitivement le projet de construction de chemins de fer, présenté par leurs gouvernements respectifs pour la Bosnie-Herzégovine.

Ce projet comporte : 1° la construction immédiate d'une ligne Sérajewo—Uvac, avec embranchement de Medjeje à Vardiste, c'est-à-dire le prolongement, jusqu'aux frontières turque et serbe, de la ligne aboutissant actuellement à Sérajewo; 2° la construction, aussitôt après l'achèvement de la ligne ci-dessus, de deux autres lignes : l'une, Samac—Doboj, établissant une nouvelle liaison entre le réseau bosno-herzégovinien et le réseau hongrois; l'autre, Bugojno—Arzano, reliant le même réseau à celui de la Dalmatie.

Les pourparlers relatifs à l'adoption de ce projet de loi ont duré près de quatorze mois. Aussitôt les votes définitifs acquis, le ministre commun des finances a lancé, au nom de l'administration de la Bosnie-Herzégovine, l'emprunt de 78,000,000 de couronnes, destiné à couvrir les frais de construction de la ligne Sérajewo—Uvac et Vardiste. Les dépenses qu'entraînera la construction des lignes prévues au projet doivent être, en effet, à la charge de la Bosnie-Herzégovine seule, et c'est afin de ménager les finances de cette partie de l'empire que les gouvernements autrichien et hongrois ont décidé de répartir sur une succession d'années les travaux à effectuer. Les lois votées en juin dernier ont donc autorisé seulement l'emprunt correspondant à la ligne Sérajewo—Uvac—Vardiste et n'ont fait que poser le principe de la construction future des lignes Samac—Doboj et Bugojno—Arzano. Le côté financier de cette deuxième partie du projet sera réglé en temps utile par une nouvelle loi.

La ligne Sérajewo—Uvac sera à voie étroite (voie d'un mètre), comme l'est déjà la ligne aboutissant à Sérajewo, qu'elle est destinée à prolonger; mais l'infrastructure sera établie en vue de sa transformation ultérieure en ligne à voie normale. La longueur du tracé sera de 139 kilomètres; la pente maxima, de 18 p. 1000. On espère que cette ligne sera terminée en 1904. Il ne restera plus alors, entre Uvac et Mitrowitza, que 200 kilomètres environ de chemin de fer à construire, en territoire turc, pour relier le réseau bosno-herzégovinien à la ligne

de Salonique. Dans leurs discours en faveur du projet de loi, les ministres autrichien et hongrois n'ont pas manqué d'exprimer l'espoir de voir le gouvernement turc se décider, lorsque le réseau herzégovinien atteindra Uvac, à autoriser la construction de cette ligne du Sandjak, Uvac—Mitrowitza, qui diminuerait considérablement la distance de l'Europe centrale à Salonique.

La ligne Samac—Doboj, dont la construction ultérieure est prévue au projet, est destinée simplement à remplacer celle, très défectueuse, de Doboj à Brod. Dans un avenir plus ou moins éloigné, Samac sera le terminus hongrois d'une ligne directe venant de Budapesth par Baraniavar et Szegzard (1), ligne qui abrégera considérablement la distance de Vienne et de Budapesth à Sérajewo. La section Samac—Doboj sera construite immédiatement à voie normale, le surcroît de dépenses qui doit en résulter étant relativement minime.

La ligne Bugojno—Arzano sera une ligne à voie étroite et à crémaillère intermittente.

Les deux dernières lignes susvisées pourront vraisemblablement être terminées en 1906.

EMPIRE ALLEMAND.

Le recrutement de l'armée en 1901. — Le compte rendu officiel des opérations du recrutement, en 1901, a été présenté au Reichstag le 15 octobre 1902; les résultats sont les suivants :

Le nombre des jeunes gens sur lesquels les conseils de revision ont eu à statuer, en 1901, a été de 1,198,499, se décomposant ainsi :

Jeunes gens de 20 ans, à examiner pour la première fois	513,947
Jeunes gens de 21 ans	340,888
Jeunes gens de 22 ans	263,911
Jeunes gens plus âgés	79,753
Total	1,198,499

Sur ce total, 135,966 ne se sont pas présentés, savoir :

Comme introuvables	49,244
Comme insoumis	86,722
Total	135,966

(1) Discours du président du conseil à la Chambre des députés hongroise, le 9 mai.

Sur les 1,062,533 jeunes gens examinés, ont été :

Exclus	1,219	
Réformés	41,332	
Ajournés	564,127	(dont 309,186 de 20 ans, 229,497 de 21 ans, 12,664 de 22 ans, 12,780 plus âgés).

Ont été affectés au Landsturm (1er ban)	100,071
— à l'Ersatz-Reserve de l'armée de terre	83,546
— à l'Ersatz-Reserve de la marine	1,308

Ont été déclarés bons à être incorporés 228,406, se décomposant en :

Jeunes gens de 20 ans	99,310
Jeunes gens de 21 ans	54,615
Jeunes gens de 22 ans	71,993
Jeunes gens plus âgés	2,488
TOTAL	228,406

De plus, 13,674 jeunes gens (12,766 de 20 ans, 908 de 21 ans) ont été classés dans la catégorie en surnombre (*uberzählig*), comme susceptibles d'être appelés sous les drapeaux en cas de déficit dans les hommes déclarés bons à être incorporés.

Enfin, le nombre des engagés volontaires de 20 ans et au-dessus, pendant l'année 1901, a été de 27,494 dans l'armée de terre et de 1356 dans la marine.

Tous les jeunes gens visés ci-dessus avaient 20 ans ou plus de 20 ans et étaient, par conséquent, soumis aux obligations du service militaire; mais, en plus, un certain nombre de jeunes gens sont entrés au service avant 20 ans; en y comprenant environ 11,000 engagés volontaires d'un an, ils sont au nombre de :

21,492 dans l'armée de terre,
1,773 dans la marine.

La décomposition du contingent à incorporer (228,406) est la suivante :

Armée de terre	Service armé	215,479
	Service non armé	4,701
Marine		8,226

Le total des jeunes gens entrés dans l'armée de terre a donc été, en 1901 :

1° Hommes de la classe incorporés........	220,180
2° Hommes de la classe ayant devancé l'appel comme engagés volontaires...........	27,494
3° Engagés volontaires avant 20 ans, y compris les volontaires d'un an...........	21,492
Soit................	269,166

L'UNIFORME DES OFFICIERS GÉNÉRAUX EN BAVIÈRE. — Par décision du Prince régent, en date du 9 août, la coiffure des officiers généraux de l'armée bavaroise est modifiée comme il suit :

Les généraux porteront dorénavant, au lieu du chapeau à aigrette en plumes de coq, le casque 86 avec blason, garnitures et jugulaire argentés. En tenue de gala, de cour et de parade, le casque sera orné d'un plumet blanc et bleu. Exception est faite pour les adjudants généraux et généraux à la suite du Roi, dont la coiffure fera l'objet de prescriptions ultérieures.

Les généraux chefs honoraires d'un régiment ou à la suite du corps porteront le casque du régiment avec l'aigrette de l'état-major général (en plumes de héron pour les régiments de uhlans).

Les généraux à la disposition et généraux en retraite conserveront l'ancien chapeau.

Les médecins ayant rang de général porteront, en tenue de gala, de cour et de parade, l'aigrette de général sur leur casque spécial.

ESPAGNE.

TENUE D'ÉTÉ DES TROUPES ESPAGNOLES. — Une circulaire, en date du 2 juillet 1902, rend réglementaire dans l'armée espagnole, pour les officiers et la troupe, le port d'une tenue d'été en toile, comprenant un pantalon et une vareuse en toile de coton bleu mat pour la troupe, en toile de « rayadillo » pour les officiers.

ITALIE.

ADOPTION DES SKYS POUR LES RÉGIMENTS ALPINS. — Une décision ministérielle du 13 novembre 1902 a rendu l'usage des skys réglemen-

taire dans les régiments et bataillons alpins, dont chaque compagnie comprendra à l'avenir au nombre de ses guides trois *sciatori*.

Ces hommes se recruteront parmi les soldats ayant suivi les cours annuels fonctionnant dans chaque régiment ou bataillon, et auxquels prendront part deux hommes par compagnie.

Pendant les excursions en montagne et particulièrement pendant celles d'hiver, les *sciatori* participeront à des exercices spéciaux où on les emploiera, soit au service d'exploration, soit au service de sécurité et de liaison des colonnes en marche, soit à l'occupation de positions avancées importantes, soit enfin au service de correspondance.

Réorganisation du commandement supérieur de l'artillerie de campagne, de côte et de forteresse, et du service territorial de l'artillerie. — Un décret royal, en date du 21 août 1902, et une décision ministérielle du 23 septembre 1902, réorganisent de la façon suivante le commandement supérieur de l'artillerie de campagne, de côte et de forteresse et le service territorial de l'artillerie, par application de la loi du 21 juillet 1902.

1° *Artillerie de campagne.*

Les vingt-quatre régiments d'artillerie montée (1), le régiment d'artillerie à cheval, le régiment d'artillerie de montagne et le groupe d'artillerie de montagne de Vénétie sont réunis en six commandements, respectivement placés sous l'autorité d'un général de brigade, conformément à la répartition ci-dessous :

Commandement de Milan (Ier et IIIe corps d'armée), 5e, 16e, 17e régiments de campagne; régiment de montagne; régiment à cheval.

Commandement d'Alexandrie (IIe corps d'armée), 6e, 9e, 11e, 23e régiments de campagne.

Commandement de Vérone (IVe et Ve corps d'armée), 4e, 8e, 15e, 20e et 21e régiments de campagne.

Commandement de Bologne (VIe, VIIe corps d'armée), 2e, 3e, 14e et 18e régiments de campagne.

Commandement de Florence (VIIIe, IXe corps d'armée), 1er, 7e, 13e, 19e régiments de campagne.

Commandement de Naples (Xe, XIe, XIIe corps d'armée), 10e, 12e, 22e, 24e régiments de campagne.

---

(1) Réorganisés à trois groupes.

2° *Artillerie de côte et de forteresse.*

Les unités de l'artillerie de côte, réorganisée en trois régiments (1) et un groupe affecté à la Sardaigne, et de l'artillerie de forteresse, réorganisée en trois régiments (1), sont réunies, *non par régiments mais par groupes*, en trois commandements respectivement placés sous l'autorité d'un général de brigade, conformément à la répartition suivante :

Commandement de Turin (Ier, IIe, IIIe, Ve corps d'armée), un groupe d'artillerie de côte, neuf groupes d'artillerie de forteresse.

Commandement de Plaisance (IVe, VIe, VIIe, VIIIe corps d'armée), six groupes d'artillerie de côte, deux groupes d'artillerie de forteresse.

Commandement de Rome (IXe, Xe, XIe, XIIe corps d'armée), cinq groupes d'artillerie de côte, dont celui de Sardaigne, deux groupes d'artillerie de forteresse.

Les généraux placés à la tête de ces neuf commandements ont toutes les attributions dévolues par le règlement de discipline militaire (livre I, chapitre v) aux généraux commandant une brigade.

3° *Service territorial de l'artillerie.*

Les treize Directions d'artillerie qui se partagent le territoire italien sont respectivement groupées sous l'autorité des trois généraux exerçant le commandement supérieur de l'artillerie de côte et de forteresse, conformément à la répartition ci-dessous :

Commandement de Turin, Directions de Turin, Alexandrie, Mantoue, Vérone et Venise.

Commandement de Plaisance, Directions de Gênes, Plaisance et la Spezia.

Commandement de Rome, Directions de Rome, la Maddalena, Naples, Tarente et Messine.

Cette nouvelle organisation est entrée en vigueur le 1er novembre 1902.

RUSSIE.

Académie d'état-major. Sortie du cours complémentaire. — 98 officiers russes (et 5 officiers bulgares) ont terminé d'une façon satis-

---

(1) Les régiments d'artillerie de côte et de forteresse ne comprennent pas un nombre uniforme de groupes : les deux premiers régiments de côte sont à quatre groupes, le 3e à trois; le 1er régiment de forteresse est à cinq groupes, les deux autres à quatre.

faisante, en 1900, les deux ans de cours de l'Académie d'état-major. Sur ce nombre, 42 ont été renvoyés dans leurs corps ; les 56 autres (et les 5 officiers bulgares) ont terminé en 1901 le cours complémentaire avec succès.

Parmi ces derniers, 26 sont de l'infanterie, 6 de la cavalerie, 22 de l'artillerie, 2 du génie.

Au point de vue de l'instruction, 1 avait suivi les cours de l'Université, 46 les cours des Écoles militaires et 9 ceux des Écoles de Younkers.

48 de ces officiers ont été détachés à l'état-major, les 8 autres ont été répartis entre les circonscriptions militaires pour prendre part aux exercices des camps et retourner ensuite dans leurs corps ; ces 8 derniers sont inscrits dans la réserve de l'état-major pour le cas de mobilisation.

La récapitulation du nombre des officiers ayant terminé avec succès le cours complémentaire (depuis 1896 à 1901, soit six années) donne le résultat suivant :

	NOMBRE TOTAL.	ARME.				TEMPS DE SERVICE D'OFFICIER avant l'admission.			
		INFANTERIE.	CAVALERIE.	ARTILLERIE.	GÉNIE.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	Plus de 5 ans.
Officiers ayant satisfait au cours complémentaire de 1896 à 1901 (6 ans)....	361	174	39	129	19	105	71	48	137
Moyenne par an (environ).	60	29	6,5	21,5	3,1	»	»	»	»

PROMOTIONS DE SORTIE DES ÉCOLES MILITAIRES EN 1902. — Le tableau suivant fait connaître le nombre et la provenance des officiers qui ont été promus par ordre du 10 août dernier, après avoir subi avec succès les examens de sortie des Écoles militaires *autres que les Écoles de younkers* :

Corps des pages	39
École de cavalerie Nicolas	118
École d'artillerie Michel	148
École d'artillerie Constantin	173
École du génie Nicolas	84
Corps des cadets de Finlande	18
École d'infanterie Paul	143
A reporter	723

Report.......	723
École d'infanterie Alexandre..................	163
École d'infanterie de Moscou..................	201
École d'infanterie de Kiew..................	263
Classes militaires de l'École d'Elisavetgrad (cavalerie)..................................	64
TOTAL..................	1,417

Ces officiers ont été répartis entre les différentes armes, tant dans la Garde que dans l'armée, de la manière suivante :

Infanterie................................	858
Cavalerie................................	149
Artillerie................................	326
Génie................................	84
TOTAL..................	1,417

CRÉATION D'UNE BATTERIE DE MORTIERS. — Le Prikaze n° 269, du 12 juillet 1902, a prescrit la formation d'une batterie de mortiers à la 2e brigade d'artillerie du Turkestan, où elle prendra le n° 6. Son effectif sera celui du pied de guerre et comprendra :

5 officiers, 215 combattants et 39 non combattants troupe, 186 chevaux.

Elle sera formée quand son casernement sera construit.

La 2e brigade d'artillerie du Turkestan (Askhabad) comprendra alors 4 batteries légères, 1 batterie de montagne et 1 batterie de mortiers.

BIBLIOGRAPHIE.

Général BONNAL. — **De la méthode dans les hautes études militaires en Allemagne et en France** (extrait de la *Minerva*). — Paris, A. Fontemoing, 1902, in-8°, 35 p., 1 fr.

« Au Grand État-Major prussien revient le mérite d'avoir le premier « usiné la guerre », suivant l'expression employée en France lors des désastres de 1870 et qui, pour être impropre, ne définit pas moins un résultat scientifiquement acquis.

« Il est donc intéressant de rechercher comment l'armée prussienne

s'est appropriée la doctrine de Napoléon et par quelle série de travaux elle est parvenue à la faire pénétrer dans le sang et dans la chair de ses officiers..... »

Après avoir rapidement décrit la série de transformations que subit, depuis les guerres du Premier Empire, l'enseignement de l'Académie de Berlin, M. le général Bonnal rappelle l'influence capitale du Grand État-Major prussien sur le développement de l'unité de doctrine dans les armées allemandes. On en sait les conséquences : « ..... Nos armées ont été vaincues moins par le talent d'un Moltke que par une *institution* : le Grand État-Major. »

En France, pendant de longues années, les hautes études militaires sont dans le plus complet discrédit. On s'imagine « que la guerre, art sublime, échappe à tout calcul ». C'est depuis 1870-1871 seulement que des idées plus saines prévalent et qu'une doctrine uniforme tend à s'établir dans notre corps d'officiers. Ce n'est pas qu'elle puisse être libellée en un certain nombre de pages. Une doctrine guerrière « exprime un état psychologique particulier obtenu à la longue, au moyen de travaux et d'exercices convenablement dirigés. Dire d'un officier qu'il possède le sens de la guerre, c'est lui reconnaître la faculté précieuse de prendre des décisions appropriées aux circonstances..... quelle que soit la situation..... » Pour développer ce sens spécial, rien de mieux que l'étude rationnelle de l'histoire militaire, à défaut de la guerre elle-même.

M. le général Bonnal rappelle à ce sujet le mot du général de Peucker, dans le programme qu'il établit pour l'Académie de Berlin en 1868 : « Plus l'expérience de la guerre fait défaut à une armée, plus il importe d'avoir recours à l'histoire de la guerre comme instruction et comme base de cette instruction. » Cette idée a profondément pénétré les nouvelles générations militaires en France comme en Allemagne. Elle se traduit par la méthode des cas concrets, « qui occupe de beaucoup la première place parmi les procédés d'éducation usités, aussi bien à Paris qu'à Berlin, pour l'enseignement des hautes parties de la guerre ».

Commandant Martin, du 94e régiment d'infanterie, et capitaine Pont, du 2e Bureau de l'État-Major de l'armée. — L'ARMÉE ALLEMANDE (*Étude d'organisation*). — Paris, Chapelot et Ce, in-8°, 850 p. Publié sous la direction du 2e Bureau de l'État-Major de l'armée.

Cet ouvrage a pour but de donner un tableau d'ensemble de l'armée allemande sur le pied de paix à la fin de 1902, au moment où les mesures d'application de la loi militaire de 1899 ont reçu leur complète exécution. Une première partie est consacrée aux bases de l'organisation de l'armée : lois militaires, recrutement, constitution des cadres, officiers, médecins et employés, écoles et moyens d'instruction. La

deuxième partie traite des organes de commandement et de direction, puis montre les particularités de chaque arme ou service. Le chapitre consacré aux services sera utilement consulté par ceux qui ont intérêt à savoir comment sont assurés les besoins d'une organisation aussi considérable que l'armée allemande.

Enfin, un appendice relatif à la marine et aux troupes coloniales, complète l'exposé de l'organisation militaire de l'Allemagne.

Ministère des Affaires étrangères. — DOCUMENTS DIPLOMATIQUES. AFFAIRES DE SIAM, 1893–1902. — Paris, Imprimerie nationale, 1902, in-4°, VIII-80 p., carte.

DER SIEBENJÄHRIGER KRIEG 1756–1763. IV. BAND. GROSS JÄGERSDORF UND BRESLAU (La guerre de Sept Ans 1756-1763. Tome IV. **Gross Jägersdorf et Breslau**). Publication du Grand État-Major prussien (**Section historique**). — **Berlin, Mittler u. Sohn, 1902**, in-16, 3[illegible] p., **12 cartes et croquis.**

Ce nouveau volume forme la suite de ceux que la Section historique **du Grand État-Major prussien** a déjà consacrés à l'étude de la guerre **de Sept Ans et qui sont** intitulés : *Pirna und Lobositz. Prag. Kolin*. Il **comprend quatre parties** principales et un certain nombre d'annexes.

Après un exposé de l'organisation, la mobilisation et la concentration **de l'armée russe**, l'ouvrage étudie la campagne de 1757 dans la Prusse **orientale**, puis celles de Silésie et de Lusace dans les derniers mois de **la même année** : les batailles de Gross Jägersdorf et de Breslau sont **les événements les** plus saillants de ces campagnes. Conformément à la **méthode** employée pour la rédaction des autres volumes de la même **série, le récit des** faits est suivi d'appréciations et de critiques qui en **augmentent** l'intérêt.

EINHEITS ANGRIFF ODER INDIVIDUALISIERTER ANGRIFF NACH DER ERFAHRUNGEN DES SÜDAFRIKANISCHEN KRIEGES (Attaque d'ensemble ou **individuelle** d'après l'expérience de la guerre sud-africaine), par **VON SCHERFF**, général de l'infanterie z. D. — **Berlin, 1902, Mittler und Sohn, in-8°, 110 p., 3 fr. 15.**

Jusqu'à présent, les idées émises en Allemagne au sujet de la tactique **de l'infanterie tendent** à une dispersion plus grande sous le feu et à **une plus** large indépendance des sous-ordres.

Le célèbre adversaire de cette indépendance, **général von Scherff**, **analyse minutieusement** tous les arguments invoqués par le lieutenant-**colonel von Lindenau** dans sa conférence du 5 mars 1902 (publiée par le *Militär Wochenblatt, Beiheft* 3, 1902). Il conclut à l'inutilité de **formations de combat** nouvelles, en même temps qu'à la nécessité de règles de **combat** plus fermes.

Les arguments dont l'auteur appuie sa thèse présentent un réel intérêt.

Major Freiherr von Tettau. — Die Russische Armee in Einzelnschriften. Theil I. Taktik und Reglements. Heft 4 : Felddienst und Gefecht aller Waffen nach der Russischen Felddienstordnung des Jahre, 1901 (Entwurf) Neu bearbeitet von Hofrichter, oberleutnant d. R. (L'armée russe en monographie. Iʳᵉ partie. Tactique et règlements. 4ᵉ livraison : service en campagne et combat de toutes armes, d'après le règlement russe du service en campagne de 1901 (projet), par le premier lieutenant Hofrichter d. R.) — Berlin, Liebelsche Buchhandlung, 1902, in-8°, VII-95 p., croquis, 2 m. 2ᵉ édition, complètement mise à jour.

— Theil II. Ergänzung und organisation der Russischen Armee in Krieg und Frieden (2ᵉ partie. Recrutement et organisation de l'armée russe en guerre et en paix). — *Ibid.*, 1902, in-8°, XI-336 p., 7 m. 50.

La *Revue militaire des Armées étrangères* a signalé en leur temps les parties précédemment parues de cet important ouvrage. L'ensemble constitue une monographie très documentée et très complète de l'armée russe. Il n'est pas besoin d'insister pour en faire ressortir l'intérêt.

Lieutenant Roberto Benuvenga. — Le Mitragliatrici nuova arma di guerra Campale (Les mitrailleuses, nouvelle arme de la guerre de campagne). Extrait de la *Rivista d'artiglieria e genio*, 1902, vol. III. — Rome, Voghera, 1902, in-8°, 14 p.

La conclusion de ce travail est que, pour l'Italie plutôt que pour toute autre nation, la nécessité s'impose de créer des batteries de mitrailleuses.

Capitaine N.-I. Arghirescu. — Studiul Rèsboelor Moderne (Études de campagne modernes). — Vol. 1, 1796-1814. — Bukarest, Albert Baer, 1902, in-8°, VI-684 p., atlas.

M. le capitaine Arghirescu est connu pour différents ouvrages : une *Histoire militaire de la Roumanie*, des *Leçons de morale et de discipline militaires*, des *Questions tactiques* qui ont atteint leur 2ᵉ édition, une *Campagne de* 1828-1829 *entre la Russie et la Turquie*, des *Problèmes tactiques appliqués sur la carte*.

Son ouvrage actuel, dont la première partie a seule paru, est consacré à l'étude des campagnes de 1796-1797, de 1800, de 1805, de 1806-1807, de 1809, de 1812, de 1813 et de 1814. Pour l'établir, l'auteur a fait appel aux publications les plus appréciées, tant en France qu'à l'étranger, notamment celles de M. le général Bonnal, de Clausewitz, du capitaine Cugnac, du lieutenant-colonel Foucart, du capitaine Gil-

bert, du général von der Goltz, de M. Henry Houssaye, de Jomini, de Napoléon, du général Pelet, du colonel Rüstow, de Thiers, de M. H. Weil, de lord Wolseley et du général Yorck von Wartenburg. Écrit avec beaucoup de méthode, cet aperçu d'ensemble est destiné à fournir de fructueux moyens de travail aux officiers de l'armée roumaine. Il est accompagné d'un atlas de cartes et de croquis d'une remarquable clarté.

André N. Stratos. — Melete peri tes anadiorganoseos tou ellenikou stratou (Étude sur la réorganisation de l'armée hellénique. — Athènes, D. G. Eustratios, 8, rue de Praxitèle, 1901, in-8°.

Sous ce titre, le colonel (aujourd'hui général de brigade en retraite) Stratos présente un projet de réorganisation destiné à doter son pays d'une armée apte à la fois à la *défensive* et à l'*offensive*.

Après avoir décrit l'organisation militaire de plusieurs puissances, l'auteur propose l'adoption :

1° D'une armée active avec service de trois ans pour une première portion, le reste du contingent ne faisant que six mois de service en principe;

2° D'une armée territoriale avec cadres permanents;

3° D'une garde nationale ou milice.

Il demande aussi la réorganisation du haut commandement et la division du territoire en trois régions de division.

Les officiers n'auraient plus accès à la Chambre.

Il serait utile de faire appel à une mission étrangère pour l'application de la réorganisation proposée.

Cette étude contient des données intéressantes à consulter au moment où la Grèce s'occupe des modifications à apporter au régime existant.

Commandant Huber. — Carte administrative de l'Empire ottoman. — Constantinople, Lœffler, 1899.

Le commandant d'artillerie Huber, attaché à l'état-major général ottoman, a publié en 1899 une carte planimétrique de la Turquie, à l'échelle de 1/1,500,000ᵉ. Cette carte, composée de quatre feuilles, donne avec une grande netteté les divisions administratives de l'Empire ottoman : vilayets, sandjaks, kazas et nahiés, correspondant à nos provinces, départements, arrondissements et cantons. Elle porte l'indication des localités, voies de communication, chemins de fer exploités ou projetés, etc., et fournit des renseignements statistiques sur le nombre des villages, la superficie et la population de chaque vilayet.

Capitaine Smyslovski. — Sovremennaia polevaia skorostrielnaia artilleria (L'artillerie à tir rapide de campagne actuelle), avec dessins. — Pétersbourg, Berezovski, 14 Kolokolnaia, 80 kop.

Lieutenant VINOGRADSKI. — ANGLO-BURSKAIA VOINA V IOUJNOI AFRIKIE (La guerre entre les Anglais et les Boers dans l'Afrique du Sud), fascicules 1 et 2 avec cartes et tableaux. — Pétersbourg, magasin de librairie et de géographie de l'État-Major de l'armée, 4 Nevski Prospect, 1er fascicule, 1 r. 80 kop.; 2e fascicule, 2 r. 50 kop.

TCHEKMAREV. — TEORIA KRIEPOSTNOI OBORONY (Théorie de la défense des forteresses). — Varsovie, 1902, 111 p., 1 r. 50 kop.

Alexandre AGAPIEEV. — OPYT ISTORII RAZVITIA STRATEGII I TAKTIKI NAEMNYKH I POSTOIANNYKH ARMII NOVYKH GOSOUDARSTV (Essai historique du développement de la stratégie et de la tactique des armées mercenaires et permanentes des nouveaux États). 1re livraison : Époque de la Renaissance des sciences et des arts. — Pétersbourg, 1902, 312 p., 2 roubles.

MARENITCH. — ALBANIA I ALBANTSITIE (L'Albanie et les Albanais). — Imprimerie du *Voenen Journal*. — Sofia, 1902, 96 p., 1 lev.

TCHITCHAGOV. — DNEVNIK PREBYVANIA TSARIA-OSVOBODITELIA V 1877 GODOU (Journal de marche du Tsar-Libérateur en 1877). 3e édition, populaire. — Pétersbourg, 1902, 436 p., 60 kop.

TAGIEEV. — NA VOSTOKIE (OTCHERKI I RAZSKAZY IZ JIZNI NA DALEKIKH OKRAINAKH AZII (En Orient. Esquisses et récits de la vie dans les contrées lointaines de l'Asie). — Varsovie, 1902, in-8°, 216 p., 1 r.

ENVALD et LEBEDEV. — OBORONITELNAIA SILA ZAPADNOI POGRANITCHNOI POLOSY ROSSII (La force défensive de la zone frontière occidentale de la Russie). — Pétersbourg, Berezovski, 1903, avec une carte, 80 kop.

TABLE ANALYTIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE SOIXANTIÈME VOLUME

DE LA

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES.

(NUMÉROS 896 A 901.)

N. B. — Les *Articles* sont précédés d'un astérisque, qui permet de les distinguer des *Nouvelles militaires*.

Angleterre.

Armes portatives. — Tir. — Munitions.

Art militaire. — Tactique. — Stratégie.

Artillerie.

Autriche-Hongrie.

Belgique.

Bibliographie.

Budgets.

Camps. — Rassemblements d'exercices et manœuvres.

Cartes et croquis.

Cavalerie. — Remonte.

Chemins de fer.

Chine.

Colonies.

Écoles militaires.

Empire allemand.

Espagne.

États-Unis.

Événements de guerre contemporains.

Habillement. — Équipement.

Histoire militaire.

Infanterie.

Italie.

Japon.

Justice militaire.

Mobilisation.

Officiers et assimilés.

Organisation générale des armées.

Pensions.

Portugal.

Recrutement.

Républiques sud-africaines.

Réserves-milices.

Russie.

Service de santé.

Sociétés.

Solde.

Sous-officiers.

Suisse.

Télégraphie-Téléphones.

Train.

Le Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Cᵉ, rue Christine, 2.

